



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 26 SEPTEMBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 26 SEPTEMBER 2023

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Séverine De Laveleye, *Président suppléant/Plaatsvervangende voorzitter* ;
Caroline Dupont, *Présidente/Voorzitster* ;
Mariam El Hamidine, *La Bourgmestre/De Burgemeester* ;
Charles Spapens, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Fatima Abbach, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Mostafa Bentaha, Marianne Courtois, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Marc-Jean Ghysseles, Stéphanie Koplowicz, Xavier Jans, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:40
Opening van de zitting om 19:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Madame El Omari est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

Mevrouw El Omari wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation du public: L'avenir du petit parking sis à l'angle de la chaussée de Bruxelles et de l'avenue Massenet.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Interpellatie van het publiek : Toekomst van de kleine parking op de hoek van de Brusselsesteenweg en de Massenetlaan.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Marc Loewenstein : Comme rappelé par les interpellant, nous avons déjà eu un échange sur le projet Less Beton suite à mon interpellation développée lors du Conseil communal du 23 mai dernier.

J'avais alors rappelé le caractère sensible du projet dans un quartier déjà fracturé suite aux différents projets et plans qui y ont été développés ou proposés, et la nécessité de concerter.

Apparemment, vu l'interpellation présentée ce soir, je doute fort que des initiatives aient été prises. Et c'est dommage.

Autant on peut saluer la mobilisation citoyenne au travers de cette interpellation, autant on peut regretter qu'ils aient à réaliser ce travail et à se mobiliser comme ils le font.

Nous ne sommes pas du tout défavorables aux initiatives citoyennes et je ne me prononcerai pas ici sur le fond du dossier. Par contre, comme j'ai déjà pu le dire en mai, dès lors que le sujet traité est sensible, il est important que le processus se fasse de manière transparente et participative.

Le Collège a une responsabilité dans les tensions qui règnent dans le quartier.

La concertation citoyenne, ce n'est pas que de beaux mots que l'on couche dans une déclaration de politique générale, ce sont aussi des actes sur le terrain et c'est tous les jours.

Cette concertation fait souvent défaut lorsque le Collège sait que le résultat pourrait ne pas aller dans le sens qu'il souhaite.

Vous vous êtes déjà cassés les dents sur le verrou Kersbeek et sur la fermeture de l'avenue Massenet. Il serait temps de prendre en considération tous les habitants du quartier.

Dans la réponse à mon interpellation de mai dernier, le Collège se cache derrière les objectifs de sa déclaration de politique générale, du plan Climat ou du plan Good Move. C'est assez facile... mais ça l'est sans doute moins lorsqu'il s'agit de décliner ces principes et de les intégrer sur le terrain en tenant compte des réalités locales.

Cela fait pourtant partie de votre travail.

J'aimerais enfin citer une autre partie de la réponse de Madame l'échevine lorsqu'elle précisait que le Collège n'avait pas encore pris de décision sur le projet Less Beton et que, je cite : « l'intention est que ce projet puisse voir le jour de manière participative, en collaboration avec les associations, les écoles et les habitants de quartier. Il est important de sortir de la dynamique de polarisation autour de ce projet et de permettre une ouverture d'esprit et un espace de dialogue. Cela favorise le vivre ensemble de tous les Forestois, même si nous ne partageons pas les mêmes avis. (...) En tout état de cause, le projet concret et définitif n'est pas connu puisqu'il sera coconstruit (...) J'invite donc tous les habitants du quartier à répondre à l'appel que lancera l'association une fois le cadre fixé par le Collège et l'administration ».

En complément des questions des citoyens, notamment celles concernant la responsabilité, la conformité des aménagements ou encore l'entretien et la gestion, questions dont les réponses intéresseront aussi certainement les promoteurs du projet Less Beton, j'aimerais donc y ajouter celles-ci :

1. qu'en est-il de cette participation, de cette collaboration avec les différents acteurs de ce dialogue ?
2. qu'en est-il de la position du Collège ?
3. qu'en est-il du projet définitif qui doit être coconstruit ?
4. quid de l'appel à tous les habitants du quartier à lancer par Less Beton ?

Cédric Pierre De Permentier : Merci aux citoyens et à Madame Vrignon d'avoir soulevé le

problème et de faire part de leur vécu alors que souvent nous n'avons part qu'à une seule version de l'histoire. Merci pour cet engagement quotidien que vous consacrez à votre quartier.

En ce qui me concerne je serai probablement plus tranché que mon collègue, puisqu'effectivement ce point a été débattu lors du Conseil du 23 mai et que nous vous avons déjà fait part de notre inquiétude quant à la légalité et à la bonne entente mise à mal entre les voisins. Nous n'avions alors pas obtenu de réponse convaincante de la part du Collège.

Personnellement je suis édifié quand j'entends l'emprise de certains habitants sur l'avis et l'aménagement d'un quartier sans qu'ils aient de mandat ou de qualification particulière pour se faire. Pourquoi certains en sauraient plus que d'autres ?

On assiste ici à une absence totale de concertation et au niveau du Collège il y a un certain mépris par rapport aux tensions préexistantes que vous avez contribué à créer dans le quartier. Nous avons un petit peu l'impression que ce quartier, tout comme Kersbeek, soient vos petits laboratoires et les gens des cobayes, et donc aujourd'hui on assiste à quoi ? A certaines prises de position assez clivantes qui se font au détriment de la qualité de vie de la plupart des habitants et ce, pour le seul bénéfice d'une minorité.

Au niveau du MR cela nous pose un problème fondamental. A côté de cela nous avons des questions plus ponctuelles concernant la compensation de la perte de stationnement, mais là aussi, nous et je le pense les riverains, vous attendons concernant des explications par rapport à la compensation que vous allez mettre en œuvre.

Tout ça pour vous dire qu'on assiste vraiment à la confiscation de l'espace public au bénéfice de quelques-uns et au détriment des impératifs sociaux et professionnels de la majorité des forestois. Cela devient vraiment une dérive inquiétante.

Laurent Hacken : Comme toujours je remercie les citoyens qui se mobilisent pour venir ici nous confier leurs soucis, leurs problèmes, leurs contraintes et les choses qui les inquiètent.

Comme déjà dit par mes collègues le point avait déjà été évoqué. Rappeler ce qui semble pour moi une évidence mais qui ne le semble pas dans ce que nous pouvons lire et voir de la part du Collège. Respecter le Droit et toutes les dispositions législatives qui existent en tant que Collège communal pour réaménager un quartier ou un espace public est tout simplement élémentaire. Invoquer ici, parce que je sens que ce sera la réponse, que c'est du temporaire (mais en fait du temporaire définitif), c'est soit très cynique soit un manque d'ambition. En tous cas c'est un manque de respect pour tous les citoyens qui ont le droit de donner leur avis dans le cadre des procédures de changement d'affectation qui existent. Ces procédures oui, sont parfois un peu lourdes et on le regrette parfois, mais c'est comme ça qu'elles sont prévues et celles-ci permettent que chacun puisse donner un avis et qu'on ne fasse pas des petits aménagements vite faits avec un petit subside pour essayer d'éviter tout ce qui doit être fait. Personnellement ce projet je l'ai vu de façon très large et je n'ai pas d'avis particulier pour le moment sur la question. Ce que je voudrais juste c'est être sûr que lorsqu'un projet est porté vous respectiez le Droit, c'est votre travail. Nous attendons impatiemment vos réponses cette fois plus complètes et précises que lors du dernier Conseil communal à ce sujet.

Simon De Beer : Merci pour l'interpellation. Mes collègues ont déjà parlé de la forme et des questions qui se posent à ce niveau-là. Je vais plutôt revenir sur le fond et la vision que nous avons avec le PTB de la politique globale de mobilité en terme de suppression de places, de rues et de stationnements payants etc...Derrière cette question- là c'est ce débat-là qui vit.

A titre personnel je vais être honnête ce genre de dispositif (je n'ai pas vu le projet final) ne me dérange pas. Je ne travaille pas très loin de chez moi, j'ai des horaires de bureau, j'habite sur la ligne du bus 52 donc de mon point de vue me passer d'une voiture n'est pas très compliqué. Alors évidemment ça ne me dérange pas que des places de parking soient remplacées par des aires de jeu ou des espaces verts. Je suis dans une situation assez confortable et c'est aussi le cas je pense d'autres personnes ici dans la salle. Mais c'est beaucoup moins le cas pour d'autres personnes. Notamment pas mal de mes voisins avec qui je discute régulièrement. J'ai pris quelques exemples :

Il y a Karim, père de 4 enfants, il travaille en horaires coupés dans le nettoyage à Zaventem, il

fait donc l'aller-retour matin et soir en voiture évidemment.

Tania, dans le secteur des titres-services, qui fait plusieurs trajets entre Forest et Uccle chaque jour après avoir déposé ses 2 enfants à la crèche et à l'école à deux endroits opposés de la commune.

Jean-Pierre, postier, il a commencé sa carrière à Forest et il s'est installé dans la commune pour être plus proche du centre de tri et puis Bepost a déménagé à Neder-over-heembeek. Il travaille les nuits et trie de 22h00 à 06h00 dans ladite commune.

Toutes ces personnes ont une voiture. Je ne pense pas que nous puissions dire que ce sont des « gros pollueurs ». Ce sont de petites personnes qui ont un petit pouvoir d'achat, des petits appartements et qui utilisent une voiture pour aller travailler. Pourtant, ce sont ces personnes-là qui sont les premières impactées par ce genre de politique de suppression de places parce qu'elles n'ont pas de garage et parce-que c'est difficile de louer une place de parking privé à 100€ par mois quand on en gagne seulement 1500,00€.

Pour toutes ces raisons, le PTB ne soutient pas cette politique de suppression de places à tout va qui est menée ici par la majorité ECOLO-PS mais aussi plus largement à Bruxelles. Nous pensons que c'est prendre le problème par le mauvais côté et qu'il faut développer urgemment des mesures qui vont casser la dépendance de notre société à la voiture. A commencer par exemple, nous en parlons souvent mais sommes malheureusement les seuls à porter ce dossier, par la gratuité des transports en commun. Je pense que c'est un dossier extrêmement important mais aussi évidemment le développement des transports en commun, le redéveloppement des services de proximité et de l'emploi de proximité. Nous avons ici des travailleurs qui viennent parfois du Nord de la France pour travailler dans la commune et ce sont des situations évidemment absurdes d'un point de vue écologique. Tant que nous ne prenons pas en main tous ces problèmes, supprimer simplement des places de parking rimera simplement avec une injustice sociale.

De plus l'impact au niveau environnemental est assez limité. Nous l'avons vu avec le plan climat de la commune et avec les chiffres. Les émissions de CO² du transport n'ont presque pas diminué en 15 ans à Forest. C'est 2%. Avec le stationnement payant qui a été instauré, les suppressions de places, la mise en place de sens interdits etc... C'est très faible. Les résultats sont très faibles parce-que la société est dépendante de la voiture. Si on compare avec l'Allemagne en un été, elle a économisé 1,8 million de tonnes de CO² en instaurant un abonnement à 9€ par mois pour tous les transports en commun, trains, trams, bus et métros. C'est 6% d'économies en 2 mois contre 2% en 15 ans. Nous avons donc absolument besoin et urgemment de ce genre de mesures incitatives afin que notre société ne soit plus dépendante, comme elle l'est aujourd'hui, de la voiture. Pour cette raison le PTB ne soutient pas les suppressions de places de parking actuelles et demande un moratoire dessus pour instaurer un plan d'urgence qui va enfin permettre de trouver une solution apaisée pour tous les habitants.

Esméralda Van Den Bosch : En effet ce projet faisait déjà partie de l'ordre du jour du Conseil communal du 23 mai et pour le public, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion d'assister régulièrement au Conseil communal mais l'ordre du jour de celui-ci est toujours disponible sur le site web de la commune. Il y a eu un Conseil communal au mois de juin et au mois de juillet et ni le Collège ni le Conseil communal ne cache quoi que ce soit. Les documents et l'ordre du jour sont disponibles et tout à fait publics. Et comme Monsieur Loewenstein l'a déjà mentionné, il n'y a pas eu de décision prise sur le projet. Monsieur Loewenstein a interrogé le Collège sur ce projet au mois de mai et il n'avait pas encore eu de présentation de celui-ci. Entre-temps le projet a été présenté au Collège et pour la bonne compréhension de tout le monde et vu l'importance des questions sur le stationnement, il faut distinguer l'endroit pour lequel le projet a été déposé par l'association Les beton. C'est-à-dire la zone de demi-tour actuelle et les 11 places de stationnement en épis clairement indiquées via le marquage au sol. Autrement dit le projet en question ne concerne que la zone de demi-tour, il n'y a pas question de supprimer des places de stationnement existantes parce qu'il y en a aucune qui soient autorisées à cet endroit. Même si le Collège avait le souhait de modifier l'affectation afin d'autoriser le stationnement à cet endroit, la législation régionale ne le permettrait pas. Dans la mise sur pied d'un projet les questions que vous mentionnez sont importantes et le Collège en est conscient. Il est important de clarifier ces questions (les questions de responsabilités, d'entretien, du respect de la Loi, les normes de sécurité ainsi que le cadre légal et nous analysons ces différentes

questions et responsabilités de chacune des parties et ne prenons pas cette analyse à la légère. Elle prend du temps, néanmoins ce n'est pas la première fois que les habitants s'impliquent dans leur quartier et qu'un projet est porté par une association ou par des habitants. L'appel à projet inspirant le quartier de Bruxelles- Environnement soutien ce type de projet depuis 2016 et les forestois s'investissent depuis des années en adoptant un pied d'arbre, en installant un bac devant leur maison ou une plante grimpante en façade. L'année passée de nombreux projets de ce type ont vu le jour pendant l'été avec Bruxelles en vacances, avec Playcation et le fait que les habitants veulent s'impliquer pour leurs quartiers si ils travaillent, ou peu importe ce qu'ils font, et c'est pour le Collège une source de richesse dans notre commune. Nous voyons cela comme quelque chose de positif dans une dynamique d'implication et d'appropriation positive des espaces publics. Je voulais quand même aussi préciser qu'il y a des informations fausses qui circulent et que je ne connais pas de personne prénommée Yoris qui travaille pour la commune de Forest. Je peux demander à Madame la Secrétaire communale de transmettre le payroll de la commune à toute personne qui ne me croit pas mais aucun Yoris ne travaille pour la commune de Forest. C'est important pour moi car il y a des informations qui sont incorrectes, qui sont racontées ici et qui font l'objet de toutes boîtes. Pareil pour la suppression de places de stationnement que nous ne supprimons pas.

A ce jour et vu les différentes questions posées, le Collège ne s'est pas encore positionné. Comme je viens de le dire, le dossier n'a pas encore progressé, donc non, il n'y a pas encore de concertations qui ont eu lieu mais c'est juste parce qu'il n'y a pas encore eu de décisions prises sur le projet. Si ce dernier avait avancé comme nous l'avions formulé dès le départ, le porteur de projet aurait fait une communication afin d'impliquer les habitants dans la co-construction de celui-ci mais ils n'ont juste pas encore eu de retour de la part du Collège. Concernant la suppression de places et le nombre, je veux bien faire un écrit ou un listing sur les différents projets mais pour l'avenue Willemans Ceuppens, pour des projets comme la chaussée de Bruxelles etc... il n'y a pas d'esquisses définitives. Il y a des dessinateurs qui travaillent sur une analyse et « comment refaire certaines voiries » et ce que nous faisons en général, comme nous l'avons fait par exemple pour le projet dans le cœur de Forest, c'est que Parking Brussels, l'agence régionale de stationnement, fait une étude des parkings qui sont déjà disponibles dans le quartier parce qu'il y a beaucoup de places de stationnement déjà disponibles et qui sont sous-utilisées. Nous recevons un inventaire des parkings existants, et notamment dans le quartier Saint-Denis, 90 places de stationnement ont été mises à disposition des riverains en souterrain et sont disponibles dans 2 parkings qui sont déjà complets. Dans un 3^{ème} parking il y a encore de la place et c'est sur ce type de solution que nous travaillons pour assurer la compensation de suppression des places de stationnement en voirie.

Réplique de Madame Vrignon : Très rapidement pas de suppression de places... Ce n'est pourtant pas ce que l'on voit sur le document que j'ai entre les mains. C'est un document que la commune, (l'avocat de la commune) a transmis au Conseil d'Etat. Si ce document est erroné, il faudra nous le dire. Par ailleurs on voit que vous n'avez pas de voiture, c'est très bien, tant mieux pour vous car c'est un privilège de ne pas en avoir à Bruxelles aujourd'hui. Si vous alliez sur ce parking vous verriez que sans l'aire de retournement on ne peut tout simplement plus se garer. Les manœuvres sont impossibles donc au moins 3 places de stationnement devront de toute façon être supprimées. Je parle ici des stationnements en épi. Par ailleurs, vous parliez d'informations erronées. Je reviendrai sur une qui est aussi erronée. C'est qu'on ne peut pas se garer sur la zone de retournement. Je ne vois pas où le code de la route permet de se garer le long du trottoir, c'est un trottoir ici ou ce genre de bordure, sauf si il y a un panneau d'interdiction et ou un marquage au sol jaune marqué « interdiction de se garer ». Je vous renvoie à la lecture du code de la route. C'est tout simple, nous pouvons nous garer là à condition par contre de ne pas se garer en épi. Je constate une fois de plus que nous n'avons aucune réponse précise sur la suppression des places de parking et je comprends pourquoi vous ne voulez pas la donner, parce-que rien que sur l'avenue Wilemans Ceuppens, ce sont des centaines de places de stationnement qui vont être supprimées. Bien sûr l'idéologie que vous développez et selon laquelle le trafic va s'évaporer... ce n'est malheureusement pas le cas. Je ne vais pas être plus longue et je suis absolument d'accord avec la position qui a été défendue par Monsieur De Beer. C'est d'une façon générale que Good Move a été conçu. Par et pour une minorité socialement et culturellement assez homogène, dont d'ailleurs je fais partie et je ne revendique pas autre chose. Mais elle pèse sur les classes populaires qui sont les plus concernées par ce type de position idéologique. « Oui » à une lutte contre le changement climatique, une vraie parce-que pour l'instant on est très loin de ça. « Oui » à des aménagements lorsqu'ils sont

nécessaires et il y a plein de quartiers à Bruxelles et à Forest où il faudrait faire ce type d'aménagement. Mais ici précisément, à cet endroit, ça n'a aucune utilité. Ni en termes d'aires de jeux, ni en terme de déminéralisation, ni en terme de quoi que ce soit. C'est un projet purement idéologique qui a été pensé par des gens qui veulent se venger du fait qu'on a fait échouer la fermeture de l'avenue Massenet. C'est aussi simple que cela. Enfin, je vous renverrai pour le reste à l'interpellation que les comités « NON plan Good Move » vont faire mardi prochain à 09h30 devant le Parlement régional. Nous aurons 30 à 40 minutes pour développer l'ensemble de nos argumentations et je vous invite franchement à y écouter ce que nous y dirons.

Madame la Présidente rappelle qu'il est autorisé de filmer la séance du Conseil communal mais que cela doit être préalablement mentionné comme cela est prévu dans le règlement d'ordre intérieur. Il est également demandé de ne pas donner les noms des personnes qui ne sont pas conseiller.ère.s communaux ou membres du Collège en séance publique puisque cela relève de la protection de la vie privée. Elle en prend l'entière responsabilité et sera plus attentive la prochaine fois.

Marc Loewenstein: Zoals de interpellateurs al aangaven, hebben we al van gedachten gewisseld over het project Less Beton naar aanleiding van mijn interpellatie tijdens de gemeenteraad van 23 mei.

Ik heb toen gewezen op de gevoelige aard van het project in een wijk die al gefragmenteerd was door de verschillende projecten en plannen die er ontwikkeld of voorgesteld waren, en op de noodzaak van overleg.

Gezien de interpellatie die vanavond werd ingediend, betwijfel ik ten zeerste of er initiatieven zijn genomen. En dat is jammer.

Hoezeer we de mobilisatie van burgers via deze interpellatie ook kunnen toejuichen, we kunnen het alleen maar betreuren dat ze dit moeten doen.

We zijn helemaal niet tegen burgerinitiatieven en ik zal me hier niet uitspreken over de grond van de zaak. Maar – zoals ik al in mei stelde – is het belangrijk dat elke gevoelige kwestie transparant en participatief wordt behandeld.

Het College heeft een verantwoordelijkheid als het gaat om de spanningen in de wijk.

Burgerraadpleging is meer dan mooie woorden in een algemene beleidsverklaring: het is ook actie op het terrein, elke dag weer.

Deze raadpleging ontbreekt vaak wanneer het College weet dat het resultaat misschien niet in de door hen gewenste richting zou gaan.

U heeft uw tanden al stukgebeten op de afsluiting van Kersbeek en de Massenetlaan. Het wordt tijd dat u rekening houdt met alle bewoners van de wijk.

In hun antwoord op mijn interpellatie van mei verschuilt het College zich achter de doelstellingen van de algemene beleidsverklaring, het Klimaatplan en het GoodMove-plan. Dat is gemakkelijk ... maar het is waarschijnlijk niet zo gemakkelijk om deze principes in de praktijk te brengen en ze op het terrein toe te passen, rekening houdend met de lokale realiteit.

Dat maakt nochtans deel uit van uw werk.

Tot slot wil ik graag een ander deel van het antwoord van mevrouw de Schepen citeren toen ze zei dat het College nog geen beslissing had genomen over het project Less Beton en dat – ik citeer – “Het is de bedoeling dat dit project op een participatieve manier tot stand komt, in samenspraak met lokale verenigingen, scholen en buurtbewoners. Het is belangrijk om de polarisatie rond dit project te doorbreken en een open geest en ruimte voor dialoog toe te laten. Dit zal alle Vorstenaars helpen om samen te leven, zelfs als we niet dezelfde mening hebben. (...) In elk geval is het concrete en definitieve project nog niet bekend, aangezien het gezamenlijk zal worden uitgetekend. (...) Daarom nodig ik alle bewoners van de wijk uit om te reageren op de oproep die de vereniging zal lanceren zodra het kader is vastgesteld door het College en de administratie.”

Naast de vragen die door de bewoners zijn gesteld, met name over de verantwoordelijkheid, de conformiteit van de voorzieningen en het onderhoud en beheer, waarvan de antwoorden ongetwijfeld interessant zullen zijn voor de initiatiefnemers van het project Less Beton, zou ik het volgende willen toevoegen:

Hoe zit het met deze participatie, deze samenwerking met de verschillende spelers in deze dialoog?

Wat is het standpunt van het College?

Hoe zit het met het uiteindelijke project, dat in gezamenlijk overleg uitgewerkt moet worden?

Hoe zit het met de oproep van Less Beton voor alle omwonenden?

Cédric Pierre-De Permentier: Dank aan de bewoners en mevrouw Vrignon voor het aankaarten van het probleem en het delen van hun ervaringen, terwijl we vaak maar één kant van het verhaal horen. Bedankt voor uw dagelijkse inzet voor uw buurt.

Wat mij betreft, zal ik waarschijnlijk explicieter zijn dan mijn collega, want deze kwestie werd eigenlijk besproken tijdens de Raad van 23 mei, en we hadden toen al onze bezorgdheid geuit over de wettelijkheid van de situatie en het feit dat de goede relaties tussen burens werden ondermijnd. We hebben toen geen overtuigend antwoord gekregen van het College.

Persoonlijk ben ik verbaasd te horen welke invloed bepaalde bewoners hebben op de meningen en de ontwikkeling van een buurt zonder dat ze daarvoor een bepaald mandaat of kwalificatie hebben. Waarom zouden sommigen meer weten dan anderen?

We zien hier een totaal gebrek aan overleg en op het niveau van het College is er een zekere minachting voor de spanningen die u in de buurt hebt bevorderd. We hebben de indruk dat deze wijk – net als Kersbeek – een soort laboratorium is en dat de mensen uw proefkonijnen zijn, dus wat zien we vandaag? We zien behoorlijk verdeelde standpunten, ten koste van de levenskwaliteit van de meeste bewoners en slechts ten gunste van een minderheid.

Voor de MR vormt dit een fundamenteel probleem. Daarnaast hadden we meer specifieke vragen over de compensatie voor het verlies aan parkeerplaatsen, maar ook hier wachten wij – en ik denk ook de omwonenden – tot u uitlegt hoe u het gaat compenseren.

Dit alles om te zeggen dat er hier sprake is van een inbeslagname van de openbare ruimte voor enkelen, ten nadele van de sociale en professionele behoeften van de meerderheid van de Vorstenaars. Dat wordt een zorgwekkende trend.

Laurent Hacken: Zoals altijd ben ik de burgers dankbaar die ons hier komen vertellen over hun zorgen, problemen, beperkingen en bekommernissen.

Zoals mijn collega's al zegden, is dit punt al aangekaart. Herhalen wat mij vanzelfsprekend lijkt, maar wat niet zo lijkt in wat we lezen en zien van het College. Oog voor het recht en alle wettelijke bepalingen die er zijn als gemeentelijk College bij de heraanleg van een wijk of een openbare ruimte is elementair. Hier suggereren – want ik heb het gevoel dat dit het antwoord

zal zijn – dat dit tijdelijk is (maar eigenlijk definitief tijdelijk) is ofwel erg cynisch of een gebrek aan ambitie. Het getuigt in ieder geval van een gebrek aan respect voor alle burgers die het recht hebben om hun mening te geven in het kader van procedures voor bestemmingswijziging.

Deze procedures zijn nogal omslachtig en dat is soms vervelend, maar ze geven iedereen de kans om zijn zegje te doen, zodat we niet overhaast voor snelle oplossingen kiezen met een kleine subsidie om te proberen te voorkomen dat er van alles moet gebeuren.

Persoonlijk heb ik dit project heel ruim bekeken en ik heb er momenteel geen specifieke mening over. Ik wil er alleen zeker van zijn dat wanneer er een project wordt ingediend, de wet nageleefd wordt: dat is uw taak.

We kijken uit naar uw antwoorden, dit keer vollediger en preciezer dan tijdens de laatste gemeenteraad daaromtrent.

Simon De Beer: Dank voor de interpellatie. Mijn collega's hebben het al gehad over de vorm en de vragen die op dat vlak rijzen. Ik wil veeleer ingaan op de inhoud en de visie die we met de PTB*PVDA hebben op het algemene mobiliteitsbeleid op het vlak van schrapping van parkeerplaatsen, straten en betaald parkeren ...

Achter deze kwestie wordt een debat gevoerd.

Eerlijk gezegd heb ik geen bezwaar tegen dit soort maatregelen (ik heb het definitieve ontwerp niet gezien). Ik werk niet ver van huis, heb kantooruren en woon aan buslijn 52, dus voor mij is het niet moeilijk om zonder auto te leven. Ik vind het dus niet erg dat parkeerplaatsen worden vervangen door speelplekken of groene ruimten. Ik zit in een redelijk comfortabele situatie en ik denk dat dat ook geldt voor andere mensen hier in de zaal.

Maar dat is voor anderen niet het geval. Zo ook voor veel van mijn burens met wie ik regelmatig praat.

Enkele voorbeelden:

Karim, vader van 4 kinderen, heeft een onderbroken werkrooster in de schoonmaak, in Zaventem, dus rijdt hij elke ochtend en avond heen en terug, met de auto uiteraard.

Tania, werkzaam in de dienstenchequesector, rijdt elke dag meerdere keren heen en weer tussen Vorst en Ukkel nadat ze haar 2 kinderen naar de crèche en de school in twee verschillende wijken van de gemeente heeft gebracht.

Jean-Pierre werkt bij de post en begon zijn carrière in Vorst en verhuisde naar de gemeente om dichterbij het sorteercentrum te zijn, maar intussen is Bpost verhuisd naar Neder-Over-Heembeek. Daar werkt hij nu 's nachts als postsorteerder, van 22 tot 6 uur.

Al deze mensen hebben een auto. Ik denk niet dat we kunnen zeggen dat zij 'grote vervuilers' zijn. Het zijn gewone mensen met weinig koopkracht, die klein behuist zijn en de auto gebruiken om naar het werk te gaan.

Het zijn echter deze mensen die het meest worden getroffen door dit soort beleid om parkeerplaatsen te schrappen, omdat ze geen garage hebben en omdat het moeilijk is om een privéparking te huren voor 100 euro per maand als je maar 1.500 euro verdient.

Om al deze redenen is de PTB*PVDA geen voorstander van dit beleid van het verwijderen van parkeerplaatsen, dat hier door de meerderheid Ecolo-PS/Groen-sp.a, maar algemener in heel Brussel wordt gevoerd. Wij vinden dat het probleem op de verkeerde manier wordt aangepakt en dat we dringend maatregelen moeten nemen om onze samenleving minder afhankelijk te maken van de auto. Bijvoorbeeld – wij praten daar vaak over, maar helaas zijn wij de enigen die dat doen – door het openbaar vervoer gratis te maken. Ik denk dat dit een uiterst belangrijk dossier is, maar er is natuurlijk ook de uitbouw van het openbaar vervoer, de herontwikkeling van buurtdiensten en lokale werkgelegenheid.

We hebben hier werknemers die uit Noord-Frankrijk komen om in de gemeente te werken: dat zijn absurde situaties vanuit ecologisch oogpunt. Zolang we al deze problemen niet aanpakken,

zal het simpelweg schrappen van parkeerplaatsen puur sociaal onrecht vormen.

Bovendien is de impact op het milieu vrij beperkt. Dat hebben we gezien met het klimaatplan van de gemeente en de cijfers. De CO₂-uitstoot van vervoer is nauwelijks gedaald in Vorst in 15 jaar. Het gaat om 2%. Met de invoering van betaald parkeren, de schrapping van parkeerplaatsen, de invoering van eenrichtingsstraten, ... Dat is erg weinig.

De resultaten zijn pover omdat de samenleving afhankelijk is van de auto. Als we vergelijken met Duitsland, dat in één zomer 1,8 miljoen ton CO₂ bespaarde door een abonnement van 9 euro per maand in te voeren voor al het openbaar vervoer, trein, tram, bus en metro. Dat is een besparing van 6% in 2 maanden, vergeleken met 2% in 15 jaar. Wij hebben dit soort stimulansen dringend nodig, zodat onze samenleving niet meer zo afhankelijk zou zijn van de auto als nu.

Daarom is de PTB*PVDA geen voorstander van de huidige schrappingen van parkeerplaatsen en roepen wij op tot een moratorium hierop, zodat er een noodplan kan worden opgesteld waarmee eindelijk een leefbare oplossing voor iedereen kan worden gevonden.

Esmeralda Van den Bosch: In feite stond dit project al op de agenda van de gemeenteraad van 23 mei en voor het grote publiek, ik weet niet of u de gemeenteraad regelmatig hebt kunnen bijwonen, maar de agenda is altijd beschikbaar op de website van de gemeente.

Er was een vergadering in juni en juli, en noch het College noch de Raad verbergt iets. De documenten en de agenda zijn beschikbaar en volledig openbaar. En zoals de heer Loewenstein al zei, is er nog geen beslissing genomen over het project. De heer Loewenstein vroeg het College in mei naar het project, maar hij had nog geen presentatie gekregen.

Intussen is het project voorgesteld aan het College en voor ieders begrip en gezien het belang van de parkeerproblematiek is het belangrijk om een onderscheid te maken met de zone waarvoor het project is ingediend door de vereniging Less Beton,

nl. de huidige draaizone en de 11 parkeerplaatsen die duidelijk zijn aangegeven via grondmarkeringen.

M.a.w. het project in kwestie heeft alleen betrekking op de draaizone en er is geen sprake van de schrapping van parkeerplaatsen omdat er geen zijn op deze plek.

Zelfs als het College de bestemming zou willen wijzigen om er parkeren mogelijk te maken, zou de gewestelijke regelgeving dit niet toestaan.

De kwesties die u noemt, zijn belangrijk bij het opzetten van een project en het College is zich daarvan bewust. Het is belangrijk om alle aspecten te verduidelijken (aansprakelijkheid, onderhoud, naleving van de wet, veiligheidsnormen en het wettelijke kader) en wij analyseren deze verschillende kwesties en de verantwoordelijkheden van elk van de partijen, en nemen deze analyse niet licht op.

Het vergt tijd, maar het is niet de eerste keer dat bewoners betrokken worden bij hun buurt en dat een project gedragen wordt door een vereniging of bewoners.

De oproep van Leefmilieu Brussel voor projecten die de buurt inspireren ondersteunt dit soort projecten al sinds 2016 en Vorstenaars zetten zich al jaren in door een boomspiegel te adopteren, een plantenbak voor hun gevel te plaatsen of een klimplant aan de gevel te laten groeien.

Vorig jaar werden veel van dit soort projecten opgestart in de zomer (Bruxelles en vacances, Playcation ...) en het feit dat bewoners betrokken willen zijn bij hun buurt als ze werken – of wat ze ook doen – en voor het College is dit een bron van rijkdom in onze gemeente. We zien dit als iets positiefs in een dynamiek van betrokkenheid en aangenaam gebruik van openbare ruimten.

Ik wil er ook op wijzen dat er valse informatie circuleert en dat ik niemand ken met de naam

Joris die voor de gemeente Vorst werkt.

Ik kan de gemeentesecretaris vragen om de loonlijst van de gemeente door te geven aan iedereen die me niet gelooft, maar er werkt niemand met de naam Joris voor de gemeente Vorst. Dit is belangrijk voor mij omdat er informatie is die niet klopt, die wordt doorverteld en die in flyers rondgaat.

Hetzelfde geldt voor het verwijderen van parkeerplaatsen, wat we niet doen.

Rekening houdend met de verschillende vragen die werden gesteld, heeft het College nog geen standpunt ingenomen. Zoals ik net zei, is het dossier nog niet gevorderd, dus heeft er nog geen overleg plaatsgevonden, maar dat komt gewoon omdat er nog geen beslissingen zijn genomen over het ontwerp.

Als dat was doorgegaan zoals we vanaf het begin hadden voorgesteld, zou de projectdrager een mededeling hebben gedaan om omwonenden te betrekken bij de co-constructie van het project, maar ze hebben nog geen feedback gehad van het College.

Wat betreft het schrappen van parkeerplaatsen en het aantal parkeerplaatsen, wil ik wel de verschillende projecten oplijsten, maar voor de Wielemans Ceuppenslaan, de Brusselsesteenweg, ... zijn er nog geen definitieve schetsen.

Er zijn tekenaars bezig met een analyse en “hoe bepaalde wegen heraanleggen” en wat we doorgaans ook doen, zoals bv. voor het project “hart van Vorst”, is dat het regionale parkeeragentschap Parking.Brussels een studie uitvoert van de bestaande parkeerplaatsen in de wijk, omdat er al veel parkeerplaatsen beschikbaar zijn die onderbenut worden.

We hebben een inventaris van de bestaande parkings; met name in de Sint-Denijswijk zijn er 90 parkeerplaatsen ondergronds ter beschikking gesteld van de bewoners in 2 parkings die al volzet zijn. Er is nog ruimte in een 3e parkeergarage en we werken aan dit soort oplossingen om het verlies van parkeerplaatsen op straat te compenseren.

Repliek van mevrouw Vrignon: Geen schrapping van parkeerplaatsen, dat is niet wat je kan zien op het document dat ik in handen heb. Het is een document dat de gemeente (de advocaat van de gemeente) naar de Raad van State heeft gestuurd.

Als dit document niet klopt, moet u het zeggen. We kunnen ook zien dat u geen auto hebt, wat prima is, fijn voor u, want het is een voorrecht om er vandaag geen te hebben in Brussel.

Als u naar de parkeerplaatsen zou gaan, zou u zien dat het zonder de draaiplaats niet meer mogelijk is om er te parkeren. Manoeuvreren is onmogelijk, dus er zullen toch minstens 3 parkeerplaatsen moeten verdwijnen.

Ik heb het hier over visgraatparkeren.

U had het ook over foute informatie. Ik kom ook terug op een fout. Men mag niet parkeren in de draaizone. Ik zie niet waar de wegcode toestaat dat men langs trottoirs parkeert – het is hier een trottoir of een soort rand – tenzij er een verbodsbord staat of een gele markering op de grond "verboden te parkeren". Ik verwijs naar de wegcode. Het is heel eenvoudig: we kunnen er parkeren zolang we niet in visgraatpatroon parkeren.

Ik merk nogmaals op dat we geen precies antwoord hebben op het schrappen van parkeerplaatsen en ik begrijp waarom u dat niet wil geven, want alleen al op de Wielemans Ceuppenslaan zullen er honderden parkeerplaatsen verdwijnen. Natuurlijk is uw ideologie, volgens dewelke het verkeer zal ‘verdampen’, helaas niet het geval.

Ik ga het kort houden en ben het absoluut eens met het standpunt van de heer De Beer.

Good Move was algemeen bedoeld. Door en voor een sociaal en cultureel tamelijk homogene minderheid, waar ik in feite deel van uitmaak, en verder maak ik nergens aanspraak op. Maar het weegt zwaar op de arbeidersklasse die het meest getroffen wordt door dit soort ideologische

standpunten.

‘Ja’ voor een echte strijd tegen de klimaatverandering, want op dit moment zijn we daar nog ver van verwijderd.

‘Ja’ voor aanpassingswerken waar nodig en er zijn genoeg wijken in Brussel en Vorst waar dit soort ingrepen nodig is. Maar hier, op deze plek, heeft het geen zin. Noch in termen van speelplekken, ontharding of wat dan ook. Het is een puur ideologisch project bedacht door mensen die wraak willen nemen voor het feit dat we er niet in geslaagd zijn de Massenetlaan te sluiten.

Zo eenvoudig is dat.

Voor de rest verwijs ik u naar de interpellatie van de comités “NO Good Move Plan” volgende dinsdag om 9.30 uur voor het Brussels Parlement. We krijgen 30 tot 40 minuten om al onze argumenten uiteen te zetten en ik nodig u uit om te luisteren naar wat wij er zullen zeggen.

Mevrouw de Voorzitster herinnert eraan dat het is toegestaan om de vergadering van de gemeenteraad te filmen, maar dat dit van tevoren moet worden gemeld, zoals bepaald in het huishoudelijk reglement. Er wordt ook gevraagd om de namen van mensen die geen lid van de gemeenteraad of het College zijn, niet te vermelden bij openbare vergaderingen, omdat dit onder de bescherming van het privéleven valt. Ze neemt hiervoor de volledige verantwoordelijkheid en zal de volgende keer aandachtiger zijn.

5 annexes / 5 bijlagen

2 Affaires générales - Conseil communal - Démission d'un membre - Vérification des pouvoirs, prestation de serment et installation du successeur.

LE CONSEIL,

Considérant que par mail du 10 juillet 2023, Madame Magali PLOVIE a présenté sa démission en qualité de conseillère communale ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Considérant que Madame Marianne COURTOIS, suppléante en ordre utile de la liste n°2 des membres élus le 14 octobre 2018, est appelée à la remplacer ; qu'elle ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité, d'incapacité ou de parenté prévus par la loi ; qu'elle continue par conséquent à réunir les conditions d'éligibilité ;

ARRETE :

Les pouvoirs de Madame Marianne COURTOIS en qualité de conseillère communale sont validés.

Elle achèvera le mandat de Madame Magali PLOVIE et la remplacera au sein des commissions dont celle-ci était membre.

Madame Marianne COURTOIS prête le serment en français.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Gemeenteraad - Ontslag van een lid - Nazicht van de bevoegdheden, eedaflegging en installatie van de opvolger.

DE RAAD,

Overwegende dat bij mail van 10 juli 2023 Mevrouw Magali PLOVIE haar ontslag heeft aangeboden als gemeenteraadslid;

Overwegende dat er in haar vervanging voorzien moet worden;

Overwegende dat Mevrouw Marianne COURTOIS, plaatsvervanger in nuttige rangorde van de lijst nr. 2 van de op 14 oktober 2018 verkozen leden, opgeroepen wordt om haar te vervangen; dat ze zich in geen enkel van de door de wet voorziene gevallen van onverenigbaarheid, onbekwaamheid of aanverwantschap bevindt; dat ze bijgevolg nog steeds aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet;

BESLUIT :

De bevoegdheden van Mevrouw Marianne COURTOIS in de hoedanigheid van gemeenteraadslid worden geldig verklaard;

Zij zal het mandaat van Mevrouw Magali PLOVIE voltooien en haar vervangen in de commissies waar ze lid van was;

Mevrouw Marianne COURTOIS legt de eed af in het Frans.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 Approbation du procès-verbal du conseil communal.

Le point est reporté.
32 votants : 32 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

Het punt wordt verdaagd.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Le Conseil reporte l'approbation des procès-verbaux du 23 mai et du 4 juillet 2023.

De Raad stelt de goedkeuring van het verslag van 23 mei en van 4 juli 2023 uit.

2 annexes / 2 bijlagen

4 Affaires générales - Remplacement d'un membre du Conseil de l'action sociale.

LE CONSEIL,

Vu l'article 17 de la loi organique des CPAS, qui dispose que *lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a plus de suppléant, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signés l'acte de présentation du membre à remplacer peuvent présenter un nouveau candidat membre effectif et au moins deux candidats suppléants de sexe différent. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur numérotation ;*

Considérant que Madame Karima AHRAS a présenté sa démission en qualité de membre du Conseil de l'action sociale ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un remplaçant afin d'achever le mandat du membre démissionnaire ;

Vu l'acte de présentation de candidature de Monsieur DE GLIMME Christopher comme membre effectif

PREND ACTE

De l'élection de Monsieur DE GLIMME Christopher en qualité de membre effectif du Conseil de l'action sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Vervanging van een lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

DE RAAD,

Gelet op artikel 17 van de organieke wet betreffende de OCMW's, dat bepaalt dat wanneer een werkend lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de akte van voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een nieuw kandidaat-werkend lid en tenminste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht voordragen.

In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de volgorde van hun voordracht;

Overwegende dat mevrouw Karima AHRAS haar ontslag heeft ingediend als lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

Overwegende dat er een vervanger moet worden aangesteld om het mandaat van het ontslagnemende lid te voltooien;

Gelet op de voordracht van de heer DE GLIMME Christopher als werkend lid;

NEEMT KENNIS VAN

de verkiezing van de heer DE GLIMME Christopher tot werkend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Monsieur Laurent Hacken annonce que ce sera son dernier Conseil communal.

Remerciements.

Laurent Hacken kondigt aan dat dit zijn laatste gemeenteraadsvergadering zal zijn.

Een woordje van dank.

5 **Affaires générales - Mandats (Foyer du Sud) - Remplacement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts du Foyer du Sud, notamment l'article 30 ;

Considérant que Madame Véronique LAURENT a démissionné de son mandat de membre du Conseil d'administration du Foyer du Sud ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal prendre acte de cette démission et de proposer le nom d'un remplaçant ;

Considérant que les membres du Conseil d'administration sont nommés et révoqués par l'Assemblée générale ;

DECIDE,

De prendre acte de la démission de Madame Véronique LAURENT de son mandat de membre du Conseil d'administration du Foyer du Sud ;

De proposer comme remplaçante au mandat de membre du Conseil d'administration du Foyer du Sud Madame Espérance ZANIKA, domiciliée rue Thoots Thielemans 5 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Zuiderhaard) - Vervanging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de Zuiderhaard, in het bijzonder artikel 30;

Overwegende dat Mevrouw Véronique LAURENT haar mandaat als lid van de Raad van Bestuur van de Zuiderhaard heeft neergelegd;

Overwegende dat het de taak van de Gemeenteraad is om kennis te nemen van dit ontslag en een vervanger voor te dragen;

Overwegende dat de leden van de Raad van bestuur benoemd en ontslagen worden door de Algemene Vergadering;

BESLIST,

Akte te nemen van het ontslag van Mevrouw Véronique LAURENT als lid van de Raad van Bestuur van de Zuiderhaard;

Voor te stellen als vervanger voor het mandaat van lid van de Raad van Bestuur van de Zuiderhaard, Mevrouw Espérance ZANIKA, gedomicilieerd Toots Thielemansstraat 5 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Sécurité civile - Civiele bescherming

6 Sécurité civile - Police administrative - Ordre public - Ordonnance de police - Confirmation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 133, 134 §1 et 135 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 26 juillet 2023 fixant les modalités d'accès et

l'organisation des activités dans le périmètre de sécurité du stade Joseph Marien lors des matchs de football de la Royale Union St-Gilloise, jointe au dossier ;

Attendu que l'article 134 §1 précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "*En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion*";

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer ladite Ordonnance en application de l'article 134 §1 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE,

De confirmer l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 26 juillet 2023 fixant les modalités d'accès et l'organisation des activités dans le périmètre de sécurité du stade Joseph Marien lors des matchs de football de la Royale Union St-Gilloise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Bestuurlijke politie - Openbare orde - Politieverordening - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 133, 134 §1 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Politieverordening van de Burgemeester van 26 juli 2023 tot vaststelling van de modaliteiten voor de toegang tot en de organisatie van activiteiten in de veiligheidsperimeter van het Joseph Marienstadion bij voetbalwedstrijden van Royale Union St-Gilloise, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134 §1 van de Nieuwe Gemeentewet de burgemeester de bevoegdheid geeft, "*In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd*";

Dat in dit verband de genoemde Verordening moet worden bekrachtigd met toepassing van artikel 134 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

De Politieverordening van de Burgemeester van 26 juli 2023 tot vaststelling van de modaliteiten voor de toegang tot en de organisatie van activiteiten in de veiligheidsperimeter van het Joseph Marienstadion bij voetbalwedstrijden van Royale Union St-Gilloise te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Cédric Pierre De Permentier : Petite question technique qui m'avait échappé hier en commission, l'avant-dernier considérant évoque des événements qui sont imprévus. Puisque le calendrier des matchs est fixé à l'avance, je ne comprenais pas cette référence. Peut-être qu'il y a lieu de supprimer le considérant, à voir avec Madame la secrétaire communale. Plus largement j'avais une question sur l'évaluation des mesures qui étaient appliquées précédemment et savoir si il ne serait pas pertinent de prévoir une évaluation au terme de la saison afin de juger de la proportionnalité de ce qui est prévu.

Mariam El Hamidine : Il y a des réunions de sécurité à chaque début et fin de match et ou nous reparlons également du match précédent. Cela existe déjà.

Cédric Pierre De Permentier : Peut-être que juste entre nous et à la fin de la saison nous pourrions débriefer par rapport au mandat que nous validons aujourd'hui et si les mesures sont proportionnelles.

Mariam El Hamidine : Tout à fait et sans soucis.

Charles Spapens : J'avais posé la même question pour l'événement prévu mais c'est logique. Imaginons qu'on gagne, j'espère une célébration pour une raison quelconque d'un match historique et ce n'est pas impossible, qu'il y ait des événements imprévus et que certains retours de match plus symboliques (tels que coupe d'Europe ou autre..) qu'il puisse y avoir des événements ou un ou 2 cafés ouvriraient, c'est pour bien dire que les règles s'appliquent. C'est pour ça que nous avons laissé comme ça.

Cédric Pierre-De Permentier: Technisch vraagje dat me gisteren ontglipte in de commissie, de voorlaatste considerans verwijst naar onvoorziene gebeurtenissen.

Aangezien de wedstrijdkalender van tevoren vastligt, begreep ik deze verwijzing niet. Misschien moet de considerans geschrapt worden; dit moet worden besproken met mevrouw de Gemeentesecretaris.

Meer in het algemeen had ik een vraag over de evaluatie van de maatregelen die eerder zijn toegepast en of het niet gepast zou zijn om te voorzien in een evaluatie aan het einde van het seizoen om de evenredigheid t.o.v. de planning te beoordelen.

Mariam El Hamidine: Er zijn veiligheidsvergaderingen voor en na elke wedstrijd, waar we ook de vorige wedstrijd bespreken. Dit bestaat al.

Cédric Pierre-De Permentier: Misschien kunnen we even onder ons en aan het einde van het seizoen een debriefing houden over het mandaat dat we vandaag goedkeuren en of de maatregelen proportioneel zijn.

Mariam El Hamidine: Absoluut. Geen probleem.

Charles Spapens: Ik had dezelfde vraag gesteld voor het geplande evenement, maar het is logisch. Stel je voor dat we winnen. Ik hoop op een viering, een historische wedstrijd. Het is niet onmogelijk dat er onvoorziene gebeurtenissen zijn en dat het bij bepaalde symbolische wedstrijden (bv. de Europacup) zou kunnen zijn dat één of twee cafés zouden openen gewoon duidelijk maken dat de regels gelden. Daarom hebben we het zo gelaten.

2 annexes / 2 bijlagen

7 Sécurité civile – Plan général d'urgence et intervention - Convention call center / Centre de crise national - Approbation.

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, tout particulièrement l'article 135 §2 ;

Vu la Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, tout particulièrement l'article 9, §4 qui prévoit que « Dans chaque commune, le bourgmestre établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours »;

Vu l'Arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, notamment le point 4.4.3° relatif à la communication de crise;

Vu l'Arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention, tout particulièrement son article 14 relatif aux missions afférentes à l'information à la population en situation d'urgence et de gestion de crise ;

Vu l'Arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Considérant le plan général d'urgence et d'intervention communal amendé ;

Considérant le plan d'intervention psychosocial communal amendé ;

Considérant le courrier du 7 juillet 2023 émanant du Centre de crise national adressé aux Coordinateurs de planification d'urgence et informant que le Centre de crise national a conclu avec la société WEngage un marché public pour la mise en veille permanente d'une infrastructure ayant pour fonction d'assurer un Contact center de crise ; que cette infrastructure est mise à disposition des autorités communales dans le cadre de la gestion de situation d'urgence ;

Considérant le courrier du 13 juillet 2023 de Madame la Haut Fonctionnaire de l'agglomération

bruxelloise, Sophie LAVAUX, adressé aux Bourgmestres des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ; que ce courrier reprend les informations précitées émanant du Centre de crise national ;

Considérant que dans le cadre de ses missions de planification d'urgence et de gestion de crise, le Centre de crise national dispose depuis 2011 d'un Contact center de crise afin de permettre l'information de la population lors de situations d'urgence;

Considérant que le SPF Intérieur a conclu un accord cadre avec la S.A. WEngage afin de disposer d'un Call center pour l'information de la population en cas de situations d'urgence, pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2027 ;

Considérant que toute autorité locale confrontée à une situation d'urgence peut y avoir accès dans le cadre de ses missions de gestion de crise, et qu'afin de bénéficier de ce contact center, il y a lieu de conclure une convention avec la société WEngage ; que cette convention a pour objectif de définir les conditions d'activation et d'utilisation de cette infrastructure dont les aspects financiers et de permettre une authentification sûre et rapide lors de l'activation ;

Que la convention est jointe en annexe ;

Considérant qu'en cas de situation d'urgence et gestion de crise survenant hors des heures de bureau, les moyens humains actuellement disponibles au sein de l'administration communale et pouvant accomplir les missions relatives à la communication de crise sont dépassés ;

Que le recours à l'infrastructure précitée permet d'avoir à disposition un Call center opérationnel de minimum 4 opérateurs pouvant accomplir ces missions de communication vers le citoyens et de traitement de leurs questions ; que le coût horaire par opérateurs est de (hors TVA) :

- 44,33 euros entre 0600hrs et 2000hrs et 49,21 euros entre 2000hrs et 0600hrs du lundi au vendredi ;
- 46,55 euros entre 0600hrs et 2000hrs et 52,31 euros entre 2000hrs et 0600hrs le samedi ;
- 49,21 euros entre 0600hrs et 2000hrs et 54,97 euros entre 2000hrs et 0600hrs le dimanche ;
- 58,52 euros entre 0600hrs et 2000hrs et 70,04 euros entre 2000hrs et 0600hrs les jours fériés;

Que les coûts de communication relatifs aux abonnements aux numéros d'urgence 1771 et 078/15.17.71 sont à charge du SPF Intérieur ;

Considérant que les frais de veille (24h/24) sont supportés par le SPF Intérieur, qu'il faut néanmoins prévoir que les coûts liés à l'activation et l'utilisation du Contact Center sont à charge de la commune et sont à imputer, le cas échéant, à l'article budgétaire 140/123-13/ - /71 ;

Considérant qu'au vu de ce qui précède et du caractère rare et extraordinaire de survenance de gestion de crise multidisciplinaire sur le territoire de la commune de Forest, l'impact financier inhérent à l'activation du Contact center fédéral demeure moindre que celui induit en cas de rappel d'agents communaux pour la réalisation de missions de communication de crise ;

Que le moyen précité permet également de pallier les écueils de rappel du personnel communal et de garantir la disponibilité de moyens humains déployables dans l'heure suivant la demande d'activation du Call center ; que le personnel mis à disposition est opérationnel et déjà formé par le Centre de crise national et le SPF Santé publique ;

DECIDE :

D'approuver la convention entre la S.A. WEngage sise Woluwelaan 158 à 1831 Diegem inscrite sous

le numéro d'entreprise 0793.259.664, et la commune de Forest dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Civiele veiligheid - Algemeen nood - En interventieplan - Overeenkomst callcenter / Nationaal Crisiscentrum – Goedkeuring.

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 135, §2;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, inzonderheid artikel 9, §4 dat het volgende bepaalt: “In elke gemeente stelt de burgemeester een algemeen nood- en interventieplan op dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening”;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 januari 2003 tot vaststelling van het noodplan voor crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen, inzonderheid punt 4.4.3° betreffende crisiscommunicatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen, inzonderheid artikel 14 met betrekking tot de opdrachten betreffende de informatie aan de bevolking in een nood- en crisisbeheersituatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

Overwegende het gewijzigde algemene gemeentelijke nood- en interventieplan;

Overwegende het gewijzigde psychosociale gemeentelijke interventieplan;

Overwegende de brief van 7 juli 2023 van het Nationaal Crisiscentrum, gericht aan de noodplanningscoördinatoren, waarin wordt meegedeeld dat het Nationaal crisiscentrum een overheidsopdracht heeft gesloten met de firma WEngage voor het permanent stand-by zijn van een infrastructuur met als functie een crisiscontactcenter; dat deze infrastructuur ter beschikking wordt gesteld van de gemeentelijke overheid in het kader van het beheer van noodsituaties;

Overwegende de brief van 13 juli 2023 van mevrouw de hoge ambtenaar van de Brusselse agglomeratie, Sophie LAVAUX, gericht aan de burgemeesters van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat deze brief bovenstaande informatie van het Nationaal Crisiscentrum bevat;

Overwegende dat in het kader van zijn opdrachten van noodplanning en crisisbeheer, het Nationaal Crisiscentrum sinds 2011 over een crisiscontactcenter beschikt om de bevolking te kunnen informeren bij noodsituaties.

Overwegende dat de FOD Binnenlandse Zaken een raamovereenkomst heeft gesloten met de nv WEngage voor de terbeschikkingstelling van een callcenter om de bevolking te informeren in noodsituaties, voor de periode van 1 april 2023 tot 31 maart 2027;

Overwegende dat elke lokale overheid die geconfronteerd wordt met een noodsituatie hier toegang toe

kan krijgen in het kader van haar crisisbeheeropdrachten, en dat om gebruik te kunnen maken van dit contactcenter een overeenkomst moet worden gesloten met de firma WEngage; dat het doel van deze overeenkomst is de voorwaarden voor activering en gebruik van deze infrastructuur vast te leggen, met inbegrip van de financiële aspecten, en een veilige en snelle authenticatie op het moment van activering mogelijk te maken;

Dat de overeenkomst als bijlage is toegevoegd;

Overwegende dat in geval van een noodsituatie en crisisbeheer die zich buiten de kantooruren voordoen, de menselijke middelen die momenteel beschikbaar zijn binnen het gemeentebestuur en die in staat zijn de taken met betrekking tot crisiscommunicatie uit te voeren, worden overschreden;

Dat het gebruik van bovenstaande infrastructuur betekent dat er een operationeel callcenter met minimaal 4 operatoren beschikbaar is om deze taken van communicatie naar de burgers uit te voeren en hun vragen te behandelen; dat de uurkost per operator het volgende bedraagt (excl. btw):

- 44,33 euro tussen 06.00 uur en 20.00 uur en 49,21 euro tussen 20.00 uur en 06.00 uur van maandag tot vrijdag;
- 46,55 euro tussen 06.00 uur en 20.00 uur en 52,31 euro tussen 20.00 uur en 06.00 uur op zaterdag;
- 49,21 euro tussen 06.00 uur en 20.00 uur en 54,97 euro tussen 20.00 uur en 06.00 uur op zondag;
- 58,52 euro tussen 06.00 uur en 20.00 uur en 70,04 euro tussen 20.00 uur en 06.00 uur op feestdagen;

Dat de communicatiekosten voor abonnementen op de noodnummers 1771 en 078 15 17 71 ten laste zijn van de FOD Binnenlandse Zaken;

Overwegende dat de monitoringskosten (24 uur per dag) worden gedragen door de FOD Binnenlandse Zaken; dat het niettemin noodzakelijk is te bepalen dat de kosten in verband met de activering en het gebruik van het contactcenter ten laste komen van de gemeente en, in voorkomend geval, moeten worden aangerekend op begrotingsartikel 140/123-13/ - /71;

Overwegende dat, gelet op het bovenstaande en op het zeldzame en buitengewone karakter van multidisciplinair crisisbeheer op het grondgebied van de gemeente Vorst, de financiële impact die inherent is aan de activering van het federale contactcenter kleiner blijft dan die welke ontstaat wanneer gemeentepersoneel wordt opgeroepen om crisiscommunicatietaken uit te voeren;

Dat de bovenvermelde oplossing het ook mogelijk maakt om de valkuilen van het oproepen van gemeentepersoneel te omzeilen en de beschikbaarheid te garanderen van menselijke middelen die kunnen worden ingezet binnen het uur volgend op het verzoek om het callcenter te activeren; dat het ter beschikking gestelde personeel operationeel is en reeds werd opgeleid door het Nationaal Crisiscentrum en de FOD Volksgezondheid;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst tussen de nv WEngage, Woluwelaan 158 te 1831 Diegem, ingeschreven onder het ondernemingsnummer 0793.259.664, en de gemeente Vorst in het kader van de opdrachten van noodplanning en crisisbeheer.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

8 **Sécurité civile - Police administrative - Ordre public - Ordonnance de police - Confirmation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 133, 134 §1 et 135 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 25 août 2023 renforçant le dispositif de lutte contre les nuisances publiques dans le Parc de Forest et le Parc Marconi, jointe au dossier ;

Attendu que l'article 134 §1 précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "*En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion*";

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer ladite Ordonnance en application de l'article 134 §1 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE,

De confirmer l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 25 août 2023 renforçant le dispositif de lutte contre les nuisances publiques dans le Parc de Forest et le Parc Marconi.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Civiele veiligheid - Bestuurlijke politie - Openbare orde - Politieverordening - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 133, 134 §1 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Politieverordening van de Burgemeester van 25 augustus 2023 tot versterking van de maatregelen ter bestrijding van de openbare overlast in het Park van Vorst en het Marconipark, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134 §1 van de Nieuwe Gemeentewet de burgemeester de bevoegdheid geeft "*In geval van oproer, kwaadwillige samensholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd*";

Dat in dit verband de genoemde Verordening moet worden bekrachtigd met toepassing van artikel 134 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De Politieverordening van de Burgemeester van 25 augustus 2023 tot versterking van de maatregelen ter bestrijding van de openbare overlast in het Park van Vorst en het Marconipark te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Intergénérationnel - Intergenerationneel

9 Intergénérationnel – Centre Marconi – Mise à disposition gratuite du Centre pour le billard – Convention.

LE CONSEIL,

Considérant que, suivant la déclaration de politique générale de Forest, il convient d'encourager le développement de l'offre d'accès aux loisirs et à la culture dans les centres pour seniors forestois ;

Considérant qu'il convient de favoriser les échanges entre les aînés ;

Considérant la demande des joueurs de billard d'occuper le Centre ;

Considérant que l'activité devra être ouverte à tous les séniors ;

Considérant qu'il y a lieu d'éradiquer le racisme dans les centres ;

Considérant la convention de mise à disposition (ci-annexée) établie par le service séniors ;

Considérant que cette mise à disposition se ferait à titre gratuit ;

Considérant qu'aucun agent communal ne sera présent durant cette occupation ;

Considérant que le service des Propriétés communales n'a pas formulé de remarques sur cette convention ;

DECIDE :

Décide de mettre à disposition le centre Marconi, sis rue Marconi, 41- 1190 Bruxelles, pour les joueurs de billards seniors le vendredi de 14h à 17h ;

D'approuver la convention ci-annexée de mise à disposition gratuite ;

De charger madame la Bourgmestre et madame la Secrétaire communale de signer les conventions.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Intergenerationele – Marconi-centrum – Gratis terbeschikkingstelling van het centrum voor biljarters – Overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat het, overeenkomstig de algemene beleidsverklaring van Vorst, aangewezen is de uitbouw van het aanbod aan vrijetijdsactiviteiten en cultuur in de seniorencentra van Vorst aan te moedigen;

Overwegende dat uitwisselingen tussen senioren moeten worden aangemoedigd;

Overwegende het verzoek van biljarters om het centrum te gebruiken;

Overwegende dat de activiteit open moet staan voor alle senioren;

Overwegende dat racisme in de centra moet worden uitgeroeid;

Overwegende de overeenkomst voor terbeschikkingstelling (als bijlage) opgesteld door de Seniorendienst;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling kosteloos zou zijn;

Overwegende dat er geen gemeentepersoneel aanwezig zal zijn tijdens dit gebruik;

Overwegende dat de dienst Gemeentelijke Eigendommen geen opmerkingen heeft gemaakt over deze overeenkomst;

BESLIST,

Het Marconi-centrum, gelegen Marconistraat 41 te 1190 Brussel, open te stellen voor senioren die biljart wensen te spelen, op vrijdagen van 14 tot 17 uur;

De bijgevoegde overeenkomst voor gratis terbeschikkingstelling goed te keuren;

Mevrouw de Burgemeester en mevrouw de Gemeentesecretaris te gelasten de overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

10 Revitalisation des Quartiers – Contrat de Quartier Durable « 2 Cités » – Opération D.1.2 –

Espace Kameleon – Avenue des Huileries, 31 – Convention d’occupation entre la Commune et les porteurs de projets socioéconomiques – Approbation de la convention-type.- report du 24/08/2023

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’Ordonnance organique de la Revitalisation Urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de Quartier Durable ;

Vu sa décision en sa séance du 20 septembre 2022 approuvant l’ensemble des documents relatifs au Programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités » ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de Quartier Durable 2 Cités ;

Vu l’Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d’exécution du CQD 2 Cités ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevin.e.s en sa séance du 13 juillet 2023 :

« D’autoriser les services Voirie, Développement durable et Revitalisation des quartiers à organiser l’inauguration de l’antenne de quartier du CQD 2 Cités, du potager des Huileries et séance de présentation publique du projet d’aménagement de l’avenue de la Verrerie et des installations ludiques des squares de la rue des Bonnes Mères et à l’arrière du pavillon des Tilleuls (avenue des Familles), le mercredi 27 septembre 2023 entre 15h et 20h, dans les locaux de l’antenne de quartier, dans le potager des Huileries et dans l’espace public en intérieur d’îlot de l’avenue des Huileries ;

D’autoriser les membres du personnel des services susmentionnés impliqués dans l’organisation et l’animation de l’évènement ainsi que les services porteurs de projets dans le cadre du CQD 2 Cités (tels que les services Propreté et Prévention) à prester des heures supplémentaires relatives à l’organisation et l’animation de l’évènement mais également pour le rangement de celui-ci. »

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevin.e.s en sa séance du 17 août 2023 :

« De confier la gestion de l’occupation des locaux du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 31, avenue des Huileries à la cellule Revitalisation des Quartiers et plus précisément à l’équipe du CQD 2 Cités ;

D’autoriser la cellule Revitalisation des Quartiers à mettre les locaux à disposition des associations et services communaux afin d’y mener à bien leurs projets socio-économiques ;

D’autoriser la cellule Revitalisation des Quartiers à y accueillir des initiatives plus ponctuelles (expositions culturelles, évènements de quartier, etc.) ;

D’autoriser les membres de l’équipe à occuper également les lieux quelques jours par semaine ;

De prendre acte du nom d’« Espace Kameleon » pour ce nouveau lieu. »

Considérant que la phase de mise en œuvre du Contrat de Quartier Durable 2 Cités a débuté le 1 janvier 2023;

Considérant l’opération D.2 « Antenne de quartier : chantier participatif et circulaire » mené par l’asbl

Casablanca dans le cadre du CQD 2 Cités ;

Considérant l'opération D.1.2. « Gestion et mutualisation des locaux communaux du quartier, y compris de l'antenne de quartier » mené par la cellule Revitalisation des quartiers dans le cadre du CQD 2 Cités ;

Considérant que l'antenne de quartier temporaire du CQD 2 Cités sera installée au rez-de-chaussée du bâtiment sis avenue des Huileries, 31 à Forest ;

Considérant que le chantier devrait se terminer dans le courant du mois de septembre 2023 ;

Considérant que ce nouveau lieu portera le nom d'« Espace Kameleon » et sera présenté aux habitants et acteurs associatifs le 27 septembre 2023 lors de son inauguration ;

Considérant que les locaux seront occupables dès la fin du mois de septembre 2023 ;

Considérant qu'il est prévu dans le programme du Contrat de Quartier Durable 2 Cités de faire de cet espace un lieu d'accueil et de soutien aux initiatives socio-économiques locales afin d'encourager la participation des habitants et usagers à la dynamique de revitalisation du quartier ;

Considérant la volonté du collège de soutenir les dynamiques associatives et citoyennes à travers la mise à disposition de locaux communaux, notamment au sein de l'Espace Kameleon ;

Considérant que la mise en œuvre des projets socio-économiques vise à créer une dynamique au sein du quartier via une présence marquée sur le périmètre défini ;

Considérant que pour se faire les associations doivent disposer de locaux situés au sein du périmètre du Contrat de Quartier Durable 2 Cités ;

Considérant que plusieurs associations et services communaux soutenus dans le cadre du CQD 2 Cités ont fait part de leur besoin de locaux pour mener à bien leurs projets ;

Considérant la nécessité de formaliser dans une convention-type l'occupation des espaces précités entre la Commune de Forest et les porteurs de projets socio-économiques ;

Considérant que la mise à disposition se fera à titre gratuit ;

Considérant la proposition de convention-type d'occupation annexée à la présente délibération ;

Considérant les deux annexes de la convention-type, à savoir :

- Le document-type « Accusé de réception des clés »
- Le document-type « Accusé de réception du matériel »

DÉCIDE :

D'approuver l'occupation par le Contrat de Quartier Durable 2 Cités des espaces précités ;

D'approuver le modèle de convention d'occupation proposé en annexe ;

D'approuver les 2 documents-types annexés au modèle de convention d'occupation proposé en annexe.

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Échevin.e.s, représenté par la Bourgmestre ou son

délégué et par la Secrétaire communale, pour signer la convention d'occupation avec les différents porteurs de projets demandeurs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract “2 Cités” – Operatie D.1.2 – Ruimte Kameleon – Olieslagerijlaan 31 – Gebruiksovereenkomst tussen de gemeente en dragers van sociaal-economische projecten – Goedkeuring van de modelovereenkomst.- uitstel van 24/08/2023

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op zijn beslissing in zitting van 20 september 2022 tot goedkeuring van alle documenten met betrekking tot het programma van het Duurzaam Wijkcontract “2 Cités”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam Wijkcontract “2 Cités”;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 betreffende de verlenging van de uitvoeringsfase van DWC “2 Cités” met 6 maanden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13 juli 2023 om:

“De diensten Wegen, Duurzame Ontwikkeling en Heropleving van de Wijken toestemming te verlenen om de opening van de antenne van DWC 2 Cités, de moestuin van de Olieslagerij en een openbare presentatie van het project betreffende de heraanleg van de Glasblazerijlaan en speelvoorzieningen op de pleinen aan de GoedeMoederstraat en achter Pavillon des Tilleuls (Familielaan) te organiseren, op woensdag 27 september 2023 tussen 15 en 20 uur, in de wijkantenne, in de moestuin van de Olieslagerij en in de openbare ruimte binnen het huizenblok van de Olieslagerijlaan;

De personeelsleden van de bovengenoemde diensten die betrokken zijn bij de organisatie en de animatie van het evenement, evenals de diensten die projecten uitvoeren in het kader van DWC 2 Cités (zoals de diensten Netheid en Preventie) toelating te geven om overuren te presteren voor de organisatie en de animatie van het evenement, evenals voor het opruimen nadien.”

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 augustus 2023 om:

“Het beheer van het gebruik van de lokalen op de benedenverdieping van het gebouw gelegen aan de Olieslagerijlaan 31 toe te vertrouwen aan de cel Heropleving van de Wijken, meer bepaald aan het team van DWC 2 Cités;

De Cel Heropleving van de Wijken te machtigen om de lokalen ter beschikking te stellen van verenigingen en gemeentediensten voor de uitvoering van hun sociaal-economische projecten;

De cel Heropleving van de Wijken toestemming te geven om er occasionele initiatieven te laten plaatsvinden (culturele tentoonstellingen, wijkevenementen, ...);

De leden van het team de mogelijkheid te bieden om de lokalen ook enkele dagen per week te

gebruiken;

De naam 'ruimte Kameleon' voor deze nieuwe plaats te noteren''.

Overwegende dat de uitvoeringsfase van het Duurzaam Wijkcontract 2 Cités op 1 januari 2023 is ingegaan;

Overwegende de operatie D.2 “Wijkantenne: participatieve en circulaire werkzaamheden” uitgevoerd door de vzw Casablanca in het kader van DWC 2 Cités;

Overwegende operatie D.1.2 “Beheer en gedeeld gebruik van de gemeentelijke lokalen in de wijk, met inbegrip van de wijkantenne” door de Cel Heropleving van de wijken in het kader van DWC 2 Cités;

Overwegende dat de tijdelijke wijkantenne van DWC 2 Cités zal worden gevestigd op de benedenverdieping van het gebouw aan de Olieslagerijlaan 31 in Vorst;

Overwegende dat de werkzaamheden in september 2023 voltooid zouden moeten zijn;

Overwegende dat deze nieuwe ruimte Kameleon zal heten en bij de opening op 27 september 2023 zal worden voorgesteld aan de Vorstenaren en verenigingen;

Overwegende dat de ruimte vanaf eind september 2023 zal kunnen worden gebruikt;

Overwegende dat het programma van Duurzaam Wijkcontract 2 Cités voorziet dat deze ruimte een plaats wordt waar lokale sociaal-economische initiatieven worden uitgevoerd en ondersteund, teneinde de deelname van bewoners en gebruikers aan de dynamiek van herwaardering van de wijk aan te moedigen;

Overwegende dat het College initiatieven van verenigingen en burgers wil ondersteunen door gemeentelokalen ter beschikking te stellen, met name in ruimte Kameleon;

Overwegende dat de uitvoering van de sociaal-economische projecten erop gericht is een dynamiek in de wijk tot stand te brengen, via een duidelijke aanwezigheid in de perimeter;

Overwegende dat de verenigingen daartoe over lokalen moeten beschikken binnen de perimeter van Duurzaam Wijkcontract 2 Cités;

Overwegende dat verschillende verenigingen en gemeentediensten die steun genieten in het kader van DWC 2 Cités, te kennen geven dat ze lokalen nodig hebben om hun projecten uit te voeren;

Overwegende dat het gebruik van de bovenvermelde ruimten tussen de gemeente Vorst en de dragers van sociaal-economische projecten moet worden geformaliseerd in een modelovereenkomst;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling kosteloos zal gebeuren;

Overwegende het voorstel van gebruiksovereenkomst als bijlage bij deze beraadslaging;

Overwegende de twee bijlagen bij de overeenkomst, zijnde:

- het modeldocument “ontvangstbewijs sleutels”
- het modeldocument “ontvangstbewijs materiaal”

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan het gebruik van de voornoemde ruimten door het Duurzaam

Wijkcontract "2 Cités" ;

Goedkeuring te verlenen aan het model van gebruiksovereenkomst voorgesteld in bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de 2 modeldocumenten gevoegd bij de gebruiksovereenkomst als bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde en door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de verschillende projectdragers te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Laurent Hacken : J'ai vu le mail et le toutes-boîtes reçu dans mon quartier pour le soucis d'inondations dans le local qui devait être inauguré demain. Je n'ai pas vu ce qu'il c'était passé et pas besoin d'avoir des détails ici mais quelle est la durée des travaux pour remettre à niveau et le coût, est-ce que ce n'est pas trop grave ? D'après ce que j'ai compris il y a à nouveau 6 mois de délais avant de réinaugurer donc ce n'est finalement peut-être pas « rien du tout. »

Monsieur Charles Spapens : Très franchement je ne sais pas. Ce n'est pas que je ne sais pas répondre c'est qu'il n'y a pas de réponse pour l'instant. Cependant ce ne sont pas de minimes dégâts. Ce sont des remontées et des descentes d'eaux usagées, donc ce que vous imaginez qu'il peut y avoir dans un appartement. C'est vraiment un problème d'évacuation des eaux. « Heureusement » ça touche cet endroit-là et ça ne touche pas des logements, ce qui serait d'autant plus catastrophique. En fin de semaine passée des solutions simples avaient été évoquées et aujourd'hui les solutions simples n'avaient plus l'air si simples. Je veux bien, si cela intéresse le Conseil communal, envoyer un mail aux conseillers communaux dès que nous en saurons plus. Aujourd'hui nous ne nous sommes pas donné de timing, ce qui est en fait ennuyant pour le contrat de quartier puisque les activités allaient commencer. Nous sommes donc en recherche de nouveaux endroits pour relocaliser toute une série d'activités. Est-ce que tout le monde a cependant bien compris que demain était annulée l'inauguration mais que la séance d'information est maintenue ?

Laurent Hacken: Ik heb de mail gezien en de flyer gekregen in mijn wijk i.v.m. de overstromingen in het lokaal dat morgen ingehuldigd moest worden.

Ik heb niet gezien wat er gebeurd is en het is niet nodig om hier in detail te treden, maar hoe lang gaat het duren om het weer op peil te krijgen, hoeveel gaat het kosten en is het niet te ernstig?

Voor zover ik heb begrepen, is er nog eens 6 maanden uitstel voordat we echt open kunnen, dus misschien is het toch niet "helemaal niets".

De heer Charles Spapens: Eerlijk gezegd weet ik het niet. Het is niet dat ik niet kan antwoorden, het is veeleer dat er momenteel geen antwoord is.

Er is niet weinig schade.

Het rioolwater gaat omhoog en omlaag, wat je ook in een appartement kan verwachten. Er is een probleem met de waterafvoer. 'Gelukkig' is het op die plaats en niet in woningen, wat nog erger zou zijn.

Eind vorige week werden er eenvoudige oplossingen voorgesteld, maar vandaag lijken de

eenvoudige oplossingen niet meer zo eenvoudig.

Als de gemeenteraad geïnteresseerd is, wil ik wel mailen naar de gemeenteraadsleden zodra we meer weten.

Vandaag hebben we nog geen timing vastgelegd, wat eigenlijk vervelend is voor het wijkcontract omdat de activiteiten zouden beginnen. We zijn dus op zoek naar nieuwe plekken om een reeks activiteiten te verplaatsen.

Heeft iedereen dus goed begrepen dat de inhuldiging van morgen is afgelast, maar dat de infosessie wel doorgaat?

6 annexes / 6 bijlagen

-
- 11 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Opération A2 – Marché de services – RQ/CQDW/A.2./CSC/2021 – Désignation d’une équipe pluridisciplinaire pour la mission d’auteur de projet pour « Le réaménagement des abords de l’église Saint-Antoine à Forest (Rue de Gênes et rue des Moines) » - Approbation de l’avenant 1 – Revu de sa décision du 19 juillet 2023 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 septembre 2023 :

De revoir sa décision du 19 juillet 2023 ;

D’approuver la correction du montant total de la commande lors de la décision du 19 juillet 2023 s’élevant dès lors à 59.386,76 € HTVA soit, 71.857,98 € TVAC ;

D’approuver le budget supplémentaire de l’avenant 1 correspondant à la prévision d’imprévu s’élevant à 1.087,68 € HTVA soit 1.316,09€ TVAC ;

D’approuver suite à la correction et la prévision d’imprévus supplémentaires de l’avenant 1, la dépense totale (comprenant honoraires, révisions des prix et imprévus) pour un montant s’élevant à 60.474,44 € HTVA, soit 73.174,28 TVAC pour le marché ayant pour objet : Mission d’auteur de projet pour « Le réaménagement des abords de l’église Saint-Antoine à Forest (Rue de Gênes et rue des Moines) » ;

D’inscrire la dépense totale liée à l’avenant 1 (comprenant honoraires, révisions des prix et imprévus), soit 14.476,97 € TVAC, à l’article budgétaire 9308/731-60/88 « Travaux de voiries en cours d’exécution » du service extraordinaire du budget 2023 ;

D’informer le Conseil Communal de la présente décision.

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment l’article 234 al.3 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

En application de l’article 234 de la Nouvelle loi communale, de prendre pour information les décisions du 19 juillet 2023 et 7 septembre 2023 du collège des bourgmestre et échevins approuvant l’avenant n°1 du marché ayant pour objet : Mission d’auteur de projet pour « Le réaménagement des abords de l’église Saint-Antoine à Forest (Rue de Gênes et rue des Moines) ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontact Wiels aan de Zenne – Operatie A2 – Opdracht voor diensten – RQ/CQDW/A.2./CSC/2021 – Aanstelling van een multidisciplinair team voor de opdracht van projectontwerper voor de “Herinrichting van de omgeving van de Sint-Antoniuserk in Vorst (Genua- en Monnikenstraat)” – Goedkeuring van aanhangsel nr. 1 – Herziening van de beslissing van 19 juli 2023 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 september 2023:

Zijn beslissing van 19 juli 2023 te herzien;

Goedkeuring te verlenen aan de correctie van het totaalbedrag van de bestelling bij de beslissing van 19 juli 2023, dat nu 59.386,76 € excl. btw bedraagt, zijnde 71.857,98 € btw inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen aan de bijkomende begroting van aanhangsel 1 die overeenkomt met de raming voor onvoorziene uitgaven ten bedrage van 1.087,68 € excl. btw of 1.316,09 € btw inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen, na de correctie en de bijkomende raming voor onvoorziene uitgaven van aanhangsel 1, aan de totale uitgaven (inclusief erelonen, prijsherzieningen en onvoorziene uitgaven) voor een bedrag van 60.474,44 € excl. btw, zijnde 73.174,28 € btw inbegrepen, voor de opdracht met als voorwerp: Opdracht van projectontwerper voor de “Herinrichting van de omgeving van de Sint-Antoniuserk in Vorst (Genua- en Monnikenstraat)”;

De totale uitgave (met inbegrip van erelonen, prijsherzieningen en onvoorziene kosten), zijnde 14.476,97 € incl. btw, vast te leggen op begrotingsartikel 9308/731-60/88 “Wegenwerken in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van de Raad en van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 juli 2023 en van 7 september 2023 om goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 1 van de opdracht met als voorwerp: Opdracht van projectontwerper voor de “Herinrichting van de omgeving van de Sint-Antoniuserk in Vorst (Genuastraat en Monnikenstraat)”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

12 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable 2 Cités – Opération B.1 La Fermette du Bempt, un équipement de quartier dans un espace vert – Convention Bruxelles Environnement relative au lot 2 de la « centrale d’achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale » – Approbation de l’offre pour la Reconnaissance de l’état du sol – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Échevins;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 24 août 2023 :

D’approuver l’offre de la firme ABO NV, dont le siège social se situe Derbystraat 55 à 9051 Saint-Denijs-Westrem, relative à la reconnaissance de l’état du sol pour un montant de 2.509,52 euros htva, soit 3.036,52 euros 21% TVAC ;

D’inscrire cette dépense à l’article 93011/722-60/-/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d’exécution » du service extraordinaire du budget de l’exercice 2023 ;

De financer cette dépense à 100 % par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités inscrit à l’article 93011/995-52/92 « Prélèvement sur le fond de réserve extraordinaire » ;

D’informer le Conseil de la présente décision lors de sa prochaine séance.

DECIDE :

En application de l’article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2023 décidant :

D’approuver l’offre de la firme ABO NV, dont le siège social se situe Derbystraat 55 à 9051 Saint-Denijs-Westrem, relative à la reconnaissance de l’état du sol pour un montant de 2.509,52 euros htva, soit 3.036,52 euros 21% TVAC ;

D’inscrire cette dépense à l’article 93011/722-60/-/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d’exécution » du service extraordinaire du budget de l’exercice 2023 ;

De financer cette dépense à 100 % par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités inscrit à l’article 93011/995-52/92 « Prélèvement sur le fond de réserve extraordinaire ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Operatie B.1 Boerderij van de Bempt, een wijkvoorziening in een groene ruimte – Overeenkomst Leefmilieu Brussel betreffende perceel 2 van de “aankoopcentrale voor bodemstudies voor besturen die actief zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest” – Goedkeuring van de offerte voor het verkennend bodemonderzoek – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om:

Goedkeuring te verlenen aan de offerte van de firma ABO NV, waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is in de Derbystraat 55, 9051 Sint-Denijs-Westrem, betreffende het verkennend bodemonderzoek voor een bedrag van 2.509,52 euro excl. btw, zijnde 3.036,52 euro, 21% btw inbegrepen;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 93011/722-60/-/92 'Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Deze uitgave voor 100% te financieren door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende het DWC 2 Cités ingeschreven op artikel 93011/995-52/92 'Overboekingen op het buitengewone reservefonds';

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.

BESLIST:

In toepassing van artikel 234, 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om:

Goedkeuring te verlenen aan de offerte van de firma ABO NV, waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is in de Derbystraat 55, 9051 Sint-Denijs-Westrem, betreffende het verkennend bodemonderzoek voor een bedrag van 2.509,52 euro excl. btw, zijnde 3.036,52 euro, 21% btw inbegrepen;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 93011/722-60/-/92 'Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Deze uitgave voor 100% te financieren door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende het DWC 2 Cités ingeschreven op artikel 93011/995-52/92 'Overboekingen op het buitengewone reservefonds'.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

13 Revitalisation des quartiers – ABY – Requête en appel des jugements prononcés par la Justice de paix de Forest à l'égard des anciens occupants du bien sis 18-20 chaussée de Bruxelles — Conventions transactionnelles et conventions d'accord et de désistement.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'immeuble sis à Forest, Chaussée de Bruxelles 18-20, a été définitivement acquis par la Commune en date du 16 décembre 2020 en vue d'être démoli et d'y reconstruire une nouvelle bibliothèque communale dans le cadre du projet ABY;

Considérant qu'afin de libérer le bâtiment de ses occupants pour permettre sa démolition, la Commune a dû, par l'intermédiaire du bureau Wery Legal introduire auprès de la justice de paix de Forest des requêtes en expulsions à l'égard des occupants ;

Vu les 3 jugements de la Justice de Paix de Forest du 3 février 2023 et signifiés le 1^{er} mars 2023, condamnant Monsieur El Kadaoui Mohamed et Mesdames Dimitrova Mariana et Yashavora Yusniya à déguerpir des lieux litigieux et à payer des indemnités d'occupations, des arriérés de loyer et des arriérés de provision de charges ainsi que les dépens de la procédure de première instance ;

Vu les 3 requêtes en appel des jugements prononcés le 3 février 2023 par la Justice de Paix de Forest, déposées par le Conseil des trois intéressés auprès du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles en date du 31 mars 2023 ;

Considérant le risque d'une procédure longue, couteuse et incertaine au regard des sommes potentiellement récupérables, par ailleurs conditionnées à la solvabilité des intéressés ;

Vu la décision du Collège du 4 mai 2023 de demander au bureau d'avocats Wery Legal de négocier avec Me van der Plancke les termes d'un accord amiable permettant l'arrêt de la procédure, et la clôture de ces 3 dossiers, au plus vite et à moindre coût pour la Commune ;

Considérant les projets de « Convention transactionnelle » et de « Conclusions d'accord et de désistement » annexés à la présente, rédigés dans le cadre de ces négociations en vue de faire acter devant le tribunal de première instance l'accord intervenu entre parties et le désistement de Monsieur El Kadaoui Mohamed dans le cadre de la requête en appel initiée le 31 mars 2023;

Considérant les projets de « Convention transactionnelle » et de « Conclusions d'accord et de désistement » annexés à la présente, rédigés dans le cadre de ces négociations en vue de faire acter devant le tribunal de première instance l'accord intervenu entre parties et le désistement de Madame Dimitrova Mariana dans le cadre de la requête en appel initiée le 31 mars 2023 ;

Considérant les projets de « Convention transactionnelle » et de « Conclusions d'accord et de désistement » annexés à la présente, rédigés dans le cadre de ces négociations en vue de faire acter devant le tribunal de première instance l'accord intervenu entre parties et le désistement de Madame Yasharova Yusnia dans le cadre de la requête en appel initiée le 31 mars 2023 ;

DECIDE :

D'approuver la « Convention transactionnelle » et les « Conclusions d'accord et de désistement » annexés à la présente en vue de faire acter devant le tribunal de première instance l'accord intervenu entre parties et le désistement d'action de Monsieur El Kadaoui Mohamed dans le cadre de la requête en appel initiée le 31 mars 2023 ;

D'approuver la « Convention transactionnelle » et les « Conclusions d'accord et de désistement » annexés à la présente en vue de faire acter devant le tribunal de première instance l'accord intervenu entre parties et le désistement d'action de Madame Dimitrova Mariana dans le cadre de la requête en appel initiée le 31 mars 2023 ;

D'approuver la « Convention transactionnelle » et les « Conclusions d'accord et de désistement » annexés à la présente en vue de faire acter devant le tribunal de première instance l'accord intervenu entre parties et le désistement d'action de Madame Yasharova Yusnia dans le cadre de la requête en appel initiée le 31 mars 2023 ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement les 3 « conventions transactionnelles » précitées ;

De donner pouvoir au bureau Wery Legal de signer valablement, pour compte de la Commune, les 3 « conclusions d'accord et de désistement » précitées et de faire acter devant le tribunal de première

instance francophone de Bruxelles les 3 accords intervenus ainsi que le désistement des 3 intéressés dans le cadre des requêtes en appel déposées le 31 mars 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken – ABY – Verzoekschrift tot hoger beroep tegen de vonnissen uitgesproken door het vrederecht van Vorst tegen de voormalige bewoners van het pand aan de Brusselsesteenweg 18-20 – Dadingsovereenkomsten en akkoord- en afstandsovereenkomsten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, definitief door de gemeente werd verworven op 16 december 2020 om te worden afgebroken en er een nieuwe gemeentelijke bibliotheek te bouwen in het kader van het project ABY;

Overwegende dat de gemeente via het kantoor Wery Legal bij het vrederecht van Vorst vorderingen tot uitzetting heeft moeten indienen tegen de bewoners om hen het gebouw te doen verlaten zodat het kon worden afgebroken;

Gelet op de 3 vonnissen van het vrederecht van Vorst van 3 februari 2023 en betekend op 1 maart 2023, waarin de heer El Kadaoui Mohamed, mevrouw Dimitrova Mariana en mevrouw Yashavora Yusniya werden gelast tot het verlaten van de litigieuze plaatsen en tot betaling van de bewoningsvergoedingen, de achterstallige huurbedragen en de achterstallige voorschotten voor lasten evenals de kosten van de procedure in eerste aanleg;

Gelet op de 3 verzoekschriften tot hoger beroep tegen de vonnissen uitgesproken op 3 februari 2023 door het vrederecht van Vorst, neergelegd door de raadsman van de drie betrokkenen op 31 maart 2023 bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel;

Overwegende het risico op een langdurige, kostbare en onzekere procedure met betrekking tot de mogelijk terug te vorderen bedragen, die bovendien afhankelijk zijn van de solvabiliteit van de betrokkenen;

Gelet op de beslissing van het College van 4 mei 2023 om aan het advocatenkantoor Wery Legal te vragen met mr. van der Plancke te onderhandelen over de voorwaarden van een minnelijke schikking die het mogelijk maakt de procedure te beëindigen en deze 3 dossiers zo snel mogelijk en tegen de laagste kosten voor de gemeente te sluiten;

Overwegende de hierbij gevoegde ontwerpen van “Dadingsovereenkomst” en “Akkoordconclusies en conclusies van afstand”, opgesteld in het kader van deze onderhandelingen met het oog op het laten vastleggen van het bereikte akkoord tussen de partijen en de afstand van de heer El Kadaoui Mohamed voor de rechtbank van eerste aanleg in het kader van het verzoekschrift tot hoger beroep ingesteld op 31 maart 2023;

Overwegende de hierbij gevoegde ontwerpen van “Dadingsovereenkomst” en “Akkoordconclusies en conclusies van afstand”, opgesteld in het kader van deze onderhandelingen met het oog op het laten vastleggen van het bereikte akkoord tussen de partijen en de afstand van mevrouw Dimitrova Mariana voor de rechtbank van eerste aanleg in het kader van het verzoekschrift tot hoger beroep ingesteld op 31 maart 2023;

Overwegende de hierbij gevoegde ontwerpen van “Dadingsovereenkomst” en “Akkoordconclusies en

conclusies van afstand”, opgesteld in het kader van deze onderhandelingen met het oog op het laten vastleggen van het bereikte akkoord tussen de partijen en de afstand van mevrouw Yasharova Yusnia voor de rechtbank van eerste aanleg in het kader van het verzoekschrift tot hoger beroep ingesteld op 31 maart 2023;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de hierbij gevoegde “Dadingsovereenkomst” en de “Akkoordconclusies en conclusies van afstand” met het oog op het laten vastleggen van het bereikte akkoord tussen de partijen en de afstand van rechtsvordering van de heer El Kadaoui Mohamed voor de rechtbank van eerste aanleg in het kader van het verzoekschrift tot hoger beroep ingesteld op 31 maart 2023;

Goedkeuring te verlenen aan de hierbij gevoegde “Dadingsovereenkomst” en de “Akkoordconclusies en conclusies van afstand” met het oog op het laten vastleggen van het bereikte akkoord tussen de partijen en de afstand van rechtsvordering van mevrouw Dimitrova Mariana voor de rechtbank van eerste aanleg in het kader van het verzoekschrift tot hoger beroep ingesteld op 31 maart 2023;

Goedkeuring te verlenen aan de hierbij gevoegde “Dadingsovereenkomst” en de “Akkoordconclusies en conclusies van afstand” met het oog op het laten vastleggen van het bereikte akkoord tussen de partijen en de afstand van rechtsvordering van mevrouw Yasharova Yusnia voor de rechtbank van eerste aanleg in het kader van het verzoekschrift tot hoger beroep ingesteld op 31 maart 2023;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de 3 voornoemde “dadingsovereenkomsten” rechtsgeldig te ondertekenen;

Het kantoor Wery Legal machtiging te verlenen om de voornoemde 3 “akkoordconclusies en conclusies van afstand” voor rekening van de gemeente rechtsgeldig te ondertekenen en de 3 bereikte akkoorden en de afstand van de 3 betrokkenen voor de rechtbank van eerste aanleg in het kader van de verzoekschriften tot hoger beroep ingesteld op 31 maart 2023 te laten vastleggen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

14 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Wiels sur Senne – Opération B.2.2 « maison des initiatives » – Mission Auteur de projet : Approbation avenant 1 – prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels sur-Senne ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW ;

Vu la décision du Conseil communal du 08 octobre 2019 approuvant les conditions, du mode de passation du marché, l'avis de marché et le cahier des charge de la Mission auteur de projet relative à la « réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » ;

Vu la décision du Conseil communal du 22 octobre 2019 :

D'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...] ;

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°1 du CQDW ;

Vu la décision du collège du 27 août 2020 concernant l'attribution du marché de services - mission d'auteur de projet relative à la "réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif" :

[...]

D'attribuer le marché susdit à Mamout architects, rue Adolphe La Vallée 39, 1080 Molenbeek Saint-Jean conformément à son offre du 03 juillet 2020 se révélant comme la plus avantageuse au regard des critères d'attribution pour un montant total des honoraires de 215.979,66 € HTVA soit 261.335,39 €, 21% TVAC ;

D'engager la dépense total (comprenant honoraires, revision de prix et imprévus) de 237.577,626 HTVA soit 287.468,93, 21% TVAC à l'article 9308/722-60/88 du service extraordinaire du budget 2020;

[...] ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mars 2021 :

D'approuver la proposition de modification de programme N°2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...] ;

Vu le courrier du 30 juillet 2021 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°2 du CQDW ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier Wiels sur Senne ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 janvier 2023 approuvant les conditions, le mode de passation et le cahier spécial des charges du marché de travaux relatif à l'opération B.2.2 : « équipement d'intérêt collectif »;

Vu la décision du collège du 07 septembre 2023 d'arrêter la procédure d'attribution du marché de travaux: « Réalisation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif inscrit dans une démarche d'économie circulaire »;

Vue la décision du collège du 07 septembre 2023 décidant :

D'approuver l'avenant 1 du marché « mission d'auteur de projet relative à : réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'interet collectif » suite à l'arrêt de procédure du marché travaux et en vue de la modification du projet afin de réduire le cout des travaux pour un montant de 48.595,42 € HTAV soit 58.800,46 € TVAC , le montant total de la commande après l'avenant 1 (comprenant honoraires, révision de prix et imprévus) s'élevant donc à 286.173,05 € HTVA soit 346.269,39 € TVAC ;

D'inscrire cette dépense à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget 2023 ;

De financer la dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale ;

De passer commande de l'avenant 1 pour un montant de 48.595,42 € HTAV soit 58.800,46 € TVAC, à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget 2023 ;

De commander la première étape de l'avenant 1, à savoir le dossier d'avant-projet ;

D'informer le Conseil de la présente décision.

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 07 septembre 2023 décidant :

D'approuver l'avenant 1 du marché « mission d'auteur de projet relative à : réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'interet collectif » suite à l'arrêt de procédure du marché travaux et en vue de la modification du projet afin de réduire le cout des travaux pour un montant de 48.595,42 € HTAV soit 58.800,46 € TVAC , le montant total de la commande après l'avenant 1 (comprenant honoraires, révision de prix et imprévus) s'élevant donc à 286 173,05 € HTVA soit 346 269,39 € TVAC ;

D'inscrire cette dépense à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget 2023 ;

De financer la dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale ;

De passer commande de l'avenant 1 pour un montant de 48.595,42 € HTAV soit 58.800,46 € TVAC, à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget 2023 ;

De commander la première étape de l'avenant 1, à savoir le dossier d'avant-projet ;

D'informer le Conseil de la présente décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

**Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontact Wiels aan de Zenne – Operatie B.2.2
“InitiatievenHuis” – Opdracht van projectontwerper: Goedkeuring aanhangsel 1 –
Kennismeming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 8 oktober 2019 tot goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de aankondiging van de opdracht en het bestek van de opdracht voor projectontwerper betreffende de renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppenslaan 1-7 tot voorziening van collectief belang;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 oktober 2019 om:

Programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

[...];

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op de beslissing van het College van 27 augustus 2020 betreffende de gunning van opdracht voor diensten - opdracht van projectontwerper betreffende de renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang;

[...]

Bovenvermelde opdracht toe te wijzen aan Mamout Architecten, A. La Valléestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, overeenkomstig hun offerte van 3 juli 2020, die op het vlak van de gunningscriteria het voordeligste is gebleken voor een totaalbedrag van erelonen van 215.979,66 € excl. btw, zijnde 261.335,39 € btw inbegrepen;

De totale uitgaven (incl. erelonen, prijsherziening en onvoorziene uitgaven) van 237.577,626 € excl. btw, zijnde 287.468,93 euro, 21% btw inbegrepen, vast te leggen op artikel 9308/722-60/88 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

[...];

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 maart 2021 om:

Het wijzigingsvoorstel voor programma nr. 2 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

[...];

Gelet op de brief van 30 juli 2021 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCW;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 tot verlenging van de duur van de uitvoeringsfase van het wijkcontract Wiels aan de Zenne met 6 maanden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 januari 2023 tot goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en het bijzonder bestek van de opdracht voor werken betreffende operatie B.2.2 “voorziening van collectief belang”;

Gelet op de beslissing van het College van 7 september 2023 tot vaststelling van de gunningsprocedure van de opdracht voor werken: “Grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening in een geest van circulaire economie”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 september:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 1 van de opdracht “Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang” naar aanleiding van de aanbestedingsprocedure voor werken en met het oog op de wijziging van het project om de kosten van de werken te verlagen met een bedrag van 48.595,42 € excl. btw, zijnde 58.800,46 € incl. btw, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel 1 (incl. erelonen, prijsherzieningen en onvoorziene uitgaven) komt op 286.173,05 € excl. btw, zijnde 346.269,39 € incl. btw;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 9308/722-60/88 ‘Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering’ van de begroting 2023;

De uitgave voor 100% te financieren met de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aanhangsel 1 te bestellen voor een bedrag van 48.595,42 € excl. btw, zijnde 58.800,46 € btw inbegrepen, op artikel 9308/722-60/88 ‘Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering’ van de begroting 2023;

De eerste etappe van aanhangsel 1, nl. het voorontwerpdossier, te bestellen;

De Raad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing.

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 september 2023 waarin beslist werd om:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 1 van de opdracht “Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang” naar aanleiding van de aanbestedingsprocedure voor werken en met het oog op de wijziging van het project om de kosten van de werken te verlagen met een bedrag van 48.595,42 € excl. btw, zijnde 58.800,46 € incl. btw, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel 1 (incl. erelonen, prijsherzieningen en onvoorziene uitgaven) komt op 286.173,05 € excl. btw, zijnde 346.269,39 € incl. btw;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 9308/722-60/88 ‘Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering’ van de begroting 2023;

De uitgave voor 100% te financieren met de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Aanhangsel 1 te bestellen voor een bedrag van 48.595,42 € excl. btw, zijnde 58.800,46 € btw

inbegrepen, op artikel 9308/722-60/88 'Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de begroting 2023;

De eerste etappe van aanhangsel 1, nl. het voorontwerpdossier, te bestellen;

De Raad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

15 **Revitalisation des quartiers – CQD2Cités – Opération B.1 La Fermette du Bempt, un équipement de quartier dans un espace vert – Marchés publics de service – « Relevé Géomètre – Fermette Chaussée de Neerstalle 323A à 1190 Forest » - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - CQD2CITES-2023-S-16 – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 13 juillet 2023 :

- *D'approuver le cahier des charges N° CQD2CITES-2023-S-16 relatif au marché « Relevé Géomètre – Fermette Chaussée de Neerstalle 323A à 1190 Forest » établi par la Cellule Revitalisation des quartiers. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé n'atteint pas le seuil des 30.000 € hors TVA ;*
- *D'approuver la liste des opérateurs économiques à consulter :*
 - *Lebrun GeoExpert, avenue Télémaque 61, 4 à 1190 Forest ;*
 - *HM Topo, Géomètre Expert, Place Gérard Kasiers, 4 à 7700 Mouscron ;*
 - *TOP EX GEO Chaussée de Neerstalle, 274 à 1190 Forest ;*
- *De conclure le marché par simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;*
- *De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 93011/722-60/-/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023.*
- *De financer cette dépense à 100 % par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités inscrit à l'article 93011/995-52/92 « Prélèvement sur le fond de réserve extraordinaire » ;*
- *D'informer le Conseil lors de sa prochaine séance.*

DECIDE :

En application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 juillet 2023 décidant d'approuver les conditions et le mode de passation du marché de service « Relevé Géomètre – Fermette Chaussée de Neerstalle 323A à 1190 Forest » établi par la Cellule Revitalisation des quartiers. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé n'atteint pas le seuil des 30.000 € hors TVA et le crédit permettant cette dépense

est inscrit à l'article 93011/722-60/-/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken – DWC2Cités – Operatie B.1 De Boerderij van de Bempt, een wijkvoorziening in een groene ruimte – Overheidsopdrachten voor diensten – “Opmeting landmeter – Boerderij Neerstalsesteenweg 323A te 1190 Vorst” – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – CQD2CITES-2023-S-16 – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 juli 2023 om:

- *Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. CQD2CITES-2023-S-16 betreffende de opdracht “Opmeting landmeter – Boerderij Neerstalsesteenweg 323A te 1190 Vorst” opgesteld door de Cel Heropleving van de wijken. De voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag is lager dan de drempel van 30.000 € excl. btw;*
- *Goedkeuring te verlenen aan de lijst van te raadplegen economische operatoren:*
 - *Lebrun GeoExpert, Telemachuslaan 61, 4 te 1190 Vorst;*
 - *HM Topo, Landmeter-Expert, Place Gérard Kasiers 4 te 7700 Moeskroen;*
 - *TOP EX GEO, Neerstalsesteenweg 274 te 1190 Vorst;*
- *De opdracht te sluiten via gewone aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde);*
- *Deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 93011/722-60/-/92 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023.*
- *Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende het DWC 2 Cités ingeschreven op artikel 93011/995-52/92 “Overboekingen op het buitengewone reservefonds”;*
- *De Raad hiervan op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting.*

BESLIST,

In toepassing van artikel 234, 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 juli 2023 waarin beslist werd goedkeuring te verlenen aan de lastvoorwaarden en de gunningswijze van de opdracht voor diensten “Opmeting landmeter – Boerderij Neerstalsesteenweg 323A te 1190 Vorst” opgesteld door de Cel Heropleving van de wijken. De voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag is lager dan de drempel van 30.000 € excl. btw en het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 93011/722-60/-/92 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

16 Informatique – Acquisition de matériel informatique – Désignation – Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieure ;

Vu la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1er, 1°, d), ii) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'ActivPanels pour diverses écoles de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécialisé de la commune au cours de l'année 2023-2024 ;

Considérant que les écoles sont déjà équipées par ce type de matériel et que le personnel enseignant a été formé pour celui-ci ;

Vu l'offre régulière et conforme de la S.A. KOESIO BELGIQUE, rue des Aises 5, 6060 Charleroi, B.C.E. 0437.838.895 ;

Considérant que ces fournitures ne peuvent être livrées que par la S.A. KOESIO BELGIQUE pour les raisons techniques suivantes : les nouveaux ActivPanels doivent être compatibles avec les ActivPanels existants et entretenus par le même adjudicataire ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 7201/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 juillet 2023 ;

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42

§ 1er, 1°, d), ii) de la loi du 17.06.2016 relative aux marchés publics ;

De désigner la société S.A. KOESIO BELGIQUE pour l'acquisition d'ActivPanels pour diverses écoles de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécialisé de la commune au cours de l'année 2023-2024 ;

D'inscrire la dépense de 840,95 € TVAC à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2023 et de financer cette dépense par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informaticamateriaal – Aanstelling – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1°, d), ii);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is ActivPanels aan te kopen voor verschillende scholen van het basis- en het bijzonder onderwijs van de gemeente in de loop van schooljaar 2023-2024;

Overwegende dat de scholen reeds met dit soort materiaal zijn uitgerust en het onderwijzend personeel ervoor is opgeleid;

Gelet op de regelmatige en conforme offerte van de nv KOESIO BELGIQUE, rue des Aises 5, 6060 Charleroi, KBO 0437.838.895;

Overwegende dat deze benodigdheden enkel geleverd kunnen worden door de nv KOESIO BELGIQUE om de volgende technische redenen: de nieuwe ActivPanels moeten compatibel zijn met de bestaande ActivPanels die door dezelfde opdrachtnemer onderhouden worden;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zijn op begrotingsartikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2023;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juli 2023:

De opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in toepassing van artikel 42 §1, 1°, d), ii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

De nv KOESIO BELGIQUE aan te stellen voor de aankoop van ActivPanels voor verschillende scholen van het basis- en het bijzonder onderwijs van de gemeente in de loop van schooljaar 2023-2024;

De uitgave van 840,95 € incl. btw in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2023 en deze uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

17 Finances – Budget 2022 – Modifications numéros 98 et 99 – report du 06/07/2023- report du 24/08/2023

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux ;

Vu les articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu d'opérer à une dernière modification du budget 2022 en vue de la clôture du compte 2022 et ce, en remettant les articles impactés négatifs à 0 ;

DECIDE,

De modifier le budget 2022 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires 98 et 99.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 20 votes positifs, 12 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.

Financiën – Begroting 2022 – Wijzigingen nummers 98 en 99 – uitstel van 06/07/2023- uitstel van 24/08/2023

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat er een laatste wijziging moet worden aangebracht aan de begroting voor 2022 met het oog op de afsluiting van de rekening voor 2022, door de negatieve betrokken artikelen terug op 0 te zetten;

BESLIST,

De begroting 2022 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbij gevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen 98 en 99.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 20 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.

- **Intervention Michael Van Vlasselaer : A/ La modification budgétaire n°98 (service ordinaire)**

1/Remarques préalables :

1.1 Aucune motivation formelle, au sens de la jurisprudence du Conseil d'Etat, ne figure dans le projet de délibération !

1.2 Rappel : le budget communal 2022(3^e version – conseil 14/11/2022) affichait un déficit à l'exercice propre de 10.452.696,18€, lequel après la modification budgétaire n°98 était passé à -20,32 million€ ! ...qui passe à

-7.374.254,47€ avec le compte 2022 (lequel fait l'objet du point suivant de l'OJ du présent conseil !

1.3 En outre, la modification budgétaire n°98 présente des dépenses complémentaires de 11,1 millions € ...et aucune recette supplémentaire !!

1.4 Avec raison, ce budget 2022 avait été critiqué, fait l'objet des recours et sanctionné par la tutelle à 2 reprises

1.5 Avec de tels résultats, l'absence de cahier explicatif pour les modifications 98, 99 et 100 est particulièrement regrettable, tout comme l'absence du traditionnel tableau récapitulatif et comparatif qui exceptionnellement aurait dû reprendre l'évolution des 3 versions du budget 2022 avec la situation générée par la modification budgétaire n°98

1.6 Quelle est la nature exacte de la modification budgétaire n°98 ?

- elle ne peut pas être une modification ordinaire, d'autant plus que la 3^e version du budget 2022 a été adoptée par le conseil communal du 14 novembre 2022 et qu'il n'y avait plus de possibilité d'introduire une ultime modification budgétaire (circ du 15/2/2023, pt.1.2, p.5)

- s'agit-il alors de dépenses supplémentaires enregistrées après l'établissement du formulaire T qui a fait constater des insuffisances de crédits après arrêt des chiffres de l'exercice 2022 ?

Mais ces modifications budgétaires dites « de clôture » ne peuvent exclusivement portées que sur des dépenses du service ordinaire et ne peuvent en aucun cas concerner des engagements nouveaux ! En outre, ces modifications de clôture ne peuvent servir à rien d'autre qu'à des ajustements de faible importance ! ... 11,1 millions ne sont en aucun cas « de faible importance » !!

« En aucun cas, il ne peut s'agir d'utiliser la modification de clôture comme une modification budgétaire classique, en modifiant de façon importantes les crédits inscrits parce que cela limite fortement la visibilité du conseil communal et de la tutelle sur la gestion financière de la commune » ! (circ 15/2/2023,pt 1.2, p.5)

Personne ne peut croire que de tels montants de dépenses n'aient pas été connus avant l'établissement de la 3^e version du budget 2022 et a fortiori celle de la modification budgétaire n° 98 !!

Où est la transparence si souvent invoquée ?

2/ le contenu de la modification budgétaire n°98 :

2.1 La balance de la modification montre une augmentation de dépenses de 11,1 millions ! ... et se solde par un déficit affiché de -20,88 millions€, ... Ce n'est pas une faible différence !

2.2 La majoration des dépenses de personnel inscrites dans la modification atteint 1,8 millions (mais une augmentation de 3,8 millions par rapport au 1^{er} budget 2022) !! , justifiée en grande partie par l'impact de l'inflation au cours de l'exercice 2022

Toutefois, certaines de ces dépenses de personnel auraient dû normalement être inscrites dans la 3^e version du budget 2022 et non dans une modification de clôture ...une violation de plus donc des dispositions réglementaires !

Pour rappel, entre le 1^{er} janvier 2018, début de la législature, et la fin 2022, le nombre d'ETP est passé de 631,43 à 802,04, soit + 170,61 ETPs !! ... sans aucun rapport de gestion du collège au conseil communal et sans motivation formelle au sens de la jurisprudence du Conseil d'Etat !!

2.3 les autres postes de la modification budgétaire n°98 :

a) fonctionnement : +128.156€ (en grande partie justifiée par la hausse des frais d'organisation des repas scolaires)

b) les transferts : +3.99 millions , dont un déficit de trésorerie, des subsides aux organismes au service des ménages , des interventions pour le fonctionnement d'autres institutions et ... une majoration de 2,97 millions pour des non-valeurs! ...Faut-il en conclure que la tutelle a imposé un « effort de nettoyage » des créances non recouvrées que le collège avait occulté en 2021 ?

c) pour le service de la dette un supplément total de 1,29 million

d) des prélèvements pour un total de 3,85 millions pour le fonds de réserves ordinaires et les provisions pour risques et charges

La circulaire du 22 juillet 2021 précise (souligné dans le texte) : « Ne seront acceptés que les prélèvements fonctionnels dans le cadre de provisions pour créances fiscales douteuses et mise en réserve de subsides liés à des contrats de quartiers... » (p.3, pt 1.1)

La circulaire du 15 février 2023 précise : « Les prélèvements sur le BONI vers les fonds de réserve engagés au cours de l'année devront être également imputés... » (p.5, pt 1.2,

avant dernier alinéa)

Les constatations suivantes s'imposent :

- a) Le prélèvement pour le fonds de réserves ordinaires n'est pas mentionné dans la circulaire du 22/7/2021
- b) Pour l'exercice 2022, il n'existe pas de « boni » qui permette un prélèvement

La base du prélèvement n'existant pas, cela revient à créer une « réserve » à partir de rien puisqu'il n'existe pas un euro qui puisse être réellement mis en réserve ... la commune crée ainsi plusieurs millions € fictifs !!

Or, la commune ne possédant pas une licence bancaire, elle ne peut créer de monnaie !!

Un artifice comptable, donc !!

Au total, la grande majorité des dépenses supplémentaires inscrites ne concerne pas l'inflation.

Dès lors, le prescrit de la circulaire du 15/2/2023 qui stipule : « *En aucun cas, il ne peut s'agir d'utiliser la modification de clôture comme une modification budgétaire classique, en modifiant de façon importantes les crédits inscrits parce que cela limite fortement la visibilité du conseil communal et de la tutelle sur la gestion financière de la commune* » ! (circ 15/2/2023, pt 1.2, p.5) n'est pas respecté !

En outre, personne ne peut croire que de tels montants de dépenses n'aient pas été connus avant l'établissement de la 3^e version du budget 2022 et a fortiori celle de la modification budgétaire n° 98 !!

Où est la transparence si souvent invoquée ?

-

B/ la modification budgétaire n°99 (service extraordinaire)

- 1.1 Dans le cadre des modifications budgétaires après l'établissement du formulaire T, les adaptations budgétaires apportées au service extraordinaire doivent toujours être l'exception et doivent être dûment justifiées par un rapport détaillé établi par la commission créée par l'art. 12 du RGCC ! Où l'exception est-elle justifiée ? Où se trouve le rapport détaillé établi par la commission créée par l'art.12 du RGCC ?
- 1.2 La modification n°99 présentée n'est pas à l'équilibre du fait de 18,85 millions de dépenses supplémentaires et crée, en outre, un déficit à l'exercice propre ! ...violant ainsi le prescrit de l'art.252 de la loi communale qui impose l'équilibre à l'exercice du service extraordinaire !
- 1.3 La grande majorité des dépenses supplémentaires de la modification concerne des transferts (6,987 millions) relatifs au logement (4,1 millions) et
- 1.4 Au total, la modification n°99 confirme le danger des conséquences défavorables dues à l'envolée de la dette sur la situation financière de la commune.

C/ Conclusions :

1 Les modifications budgétaires de clôture ne peuvent pas être des « fourre-tout ».

2 La modification n°98 crée un déficit et dépasse très largement les normes réglementaires fixées pour les modifications budgétaires de clôture.

3 La modification n°99 porte uniquement une augmentation de dépenses de 18,85 millions

4 Pour tous les motifs énoncés dans l'analyse ci-dessus, DÉFI ne peut voter les modifications budgétaires n°98, 99.

Réponse de Monsieur Ahmed Quartassi : Ma réponse n'est pas technique. Il est effectivement vrai que ce n'est pas une modification budgétaire classique. Il faut se rappeler que nous avons eu à 3 reprises le budget 2022 qui a été à chaque fois modifié par les injonctions de la tutelle. Par conséquent il n'y a pas eu de modifications budgétaires en 2022. Ici c'est une globale. Nous sommes obligés de remettre les crédits à zéro. Elles servent forcément à ça et nous sommes sous contrôle de la tutelle à travers l'inspecteur régional notamment, qui supervise tout ce que nous faisons. Il aurait pu évidemment nous dire « Vous ne pouvez pas aller dans ce sens- là, vous oubliez ceci ou cela », mais apparemment par rapport à la direction, au niveau du cabinet, de l'inspecteur, de l'administration communale et au niveau du service des finances, tout concorde. On nous oblige à remettre les compteurs à zéro pour pouvoir présenter une image « réelle » des finances de la commune. Par conséquent cette modification budgétaire précède évidemment la clôture du compte. C'est dans ce sens-là que nous le voyons et avons travaillé. Evidemment vous rappelez pas mal de choses, articles, circulaires et autres et techniquement, ça tient la route. Mais dans ce cas-ci nous sommes sous contrôle et n'avons pas fait ce que nous avons voulu faire. Sans remettre la faute sur quiconque nous essayons de répondre aux exigences de la tutelle qui a son représentant et qui est tout de même assez présent au niveau de la commune. Voilà ce que je peux vous dire. Si vous souhaitez des réponses plus détaillées par écrit nous pouvons le faire mais à ce stade-ci c'est surtout un nettoyage de tous les crédits et la mise en non-valeur.

Michael Van Vlasselaer : Je suis étonné d'entendre que la tutelle aurait pu méconnaître les textes dont ils sont à l'origine. Je sais que le cas ici est un peu particulier mais néanmoins, il reste que cette modification budgétaire n'est pas à l'équilibre. C'est d'autant plus particulier lorsque l'on reçoit en même temps le compte du même exercice, celui-ci présente des recettes supplémentaires considérables. Encore une fois compte-tenu des dates auxquelles ces notifications ont été reçues, une partie en tous cas importante de ces recettes auraient dû être inscrites dans la modification budgétaire 98. Nous sommes sur quelque chose qui, comme vous venez de le dire, est un peu particulier.

Laurent Hacken : Rapidement parce-que Monsieur Van Vlasselaer a expliqué bien mieux que ce que je pourrais le faire, mes incompréhensions aussi par rapport à cet exercice budgétaire et le compte où il n'y a pas un chiffre qui correspond. J'ai essayé de comprendre hier en commission mais pour être constructif et ne pas embêter tout le monde je n'ai pas insisté. Toujours est-il que le budget présenté ici creuse encore un peu plus le déficit de l'année budgétaire 2022 qui était pour Forest l'annus horribilis la plus totale puisque 6 fois ce budget est arrivé sur notre table avec toutes ses modifications. Nous avons voté le définitif en décembre 2022 et terminer par un déficit de 20.000.000€ fait que l'on continuera à voter contre ce budget même un an plus tard. Mais également pour les non-explications de cette augmentation si importante des dépenses et qui ne sont pas reprises au compte. Je vous avoue n'y avoir rien compris. En tous cas comme c'est négatif, nous votons contre.

Tussenkomst Michael Van Vlasselaer: A/ Begrotingswijziging 8 (gewone dienst)

1/ Voorafgaande opmerkingen:

Het ontwerp van beraadslaging bevat geen enkele formele motivering in de zin van de jurisprudentie van de Raad van State.

Herinnering: De gemeentebegroting 2022 (3e versie - GR 14/11/2022) vertoonde voor het eigen boekjaar een tekort van 10.452.696,18 euro, dat na begrotingswijziging nr. 98 was opgelopen tot 20,32 miljoen euro! ... wat gaat naar

-7.374.254,47 euro met de rekening 2022 (het volgende agendapunt van deze Raad).

Bovendien stelt begrotingswijziging nr. 98 bijkomende uitgaven voor van 11,1 miljoen euro ... maar geen extra inkomsten!

Deze begroting 2022 werd 2 keer terecht bekritiseerd, aangevochten en gesanctioneerd door de toezichthoudende overheid.

Met dergelijke resultaten is het ontbreken van een toelichting bij de amendementen 98, 99 en 100 bijzonder betreuenswaardig, evenals het ontbreken van de traditionele samenvattende en vergelijkende tabel die, bij wijze van uitzondering, de evolutie van de 3 versies van de begroting 2022 had moeten laten zien met de situatie die is ontstaan door begrotingswijziging nr. 98.

Wat is de precieze aard van begrotingswijziging nr. 98?

- het kan geen gewone wijziging zijn, temeer daar de 3e versie van de begroting 2022 op 14 november 2022 werd goedgekeurd door de gemeenteraad en er geen mogelijkheid meer was om een laatste begrotingswijziging in te dienen (omz. 15/2/2023, pt. 1.2, blz. 5);

- gaat het dan om bijkomende uitgaven vastgelegd na de opstelling van formulier T, waardoor tekorten aan kredieten zijn ontdekt nadat de cijfers voor 2022 waren vastgesteld?

Maar deze zogenaamde ‘afsluitende’ begrotingswijzigingen mogen enkel betrekking hebben op uitgaven in de gewone dienst en mogen in geen geval betrekking hebben op nieuwe vastleggingen! Bovendien mogen deze wijzigingen voor niets anders dan kleine aanpassingen worden gebruikt! ... 11,1 miljoen is geenszins een kleine aanpassing!

“In geen geval mag het slotamendement worden gebruikt als een klassieke begrotingswijziging, door de ingeschreven kredieten aanzienlijk te wijzigen, omdat dit de zichtbaarheid van de gemeenteraad en het toezicht op het financieel beheer van de gemeente sterk beperkt”! (omz. 15/2/2023, pt. 1.2, blz. 5)

Niemand kan geloven dat dergelijke uitgavencijfers niet bekend waren voordat de 3e versie van de begroting voor 2022 werd opgesteld, laat staan die van begrotingswijziging nr. 98!

Waar is de transparantie die zo vaak ingeroepen wordt?

2/ Inhoud van begrotingswijziging nr 98:

2.1 Het saldo van het amendement toont een stijging van de uitgaven met 11,1 miljoen ... en resulteert in een tekort van -20,88 miljoen euro! Dat is geen klein verschil!

2.2 De stijging van de personeelsuitgaven die in het amendement is opgenomen, bedraagt 1,8 miljoen (maar een stijging van 3,8 miljoen ten opzichte van de 1e begroting 2022)! Deze stijging wordt grotendeels gerechtvaardigd door de impact van de inflatie in begrotingsjaar 2022.

Sommige personeelsuitgaven hadden normaal echter moeten worden opgenomen in de 3e versie

van de begroting 2022 en niet in een slotwijziging ... alweer een schending van de regels!

Ter herinnering: tussen 1 januari 2018, het begin van de bestuursperiode, en eind 2022 steeg het aantal VTE van 631,43 naar 802,04, d.w.z. +170,61 VTE! ... zonder enig beheersverslag van het College aan de Gemeenteraad en zonder enige formele motivering in de zin van de jurisprudentie van de Raad van State!

2.3 andere posten in begrotingswijziging nr. 98:

a) werking: +128.156 € (grotendeels gerechtvaardigd door de stijging van de kosten voor de organisatie van schoolmaaltijden);

b) overdrachten: +3,99 miljoen, waaronder een kastekort, subsidies aan organisaties ten dienste van de huishoudens, bijdragen aan de werking van andere instellingen en ... een verhoging van 2,97 miljoen voor onwaarden! Moeten we hieruit concluderen dat het toezicht een 'sanering' heeft opgelegd voor de uitstaande schuldvorderingen die het College in 2021 had bedekt?

c) voor dienst schulden, een bijkomend totaal van 1,29 miljoen;

d) afnames voor een totaal van 3,85 miljoen voor het gewoon reservefonds en de voorzieningen voor risico's en kosten.

De omzendbrief van 22 juli 2021 preciseert (onderstreept in de tekst): "Enkel functionele overboekingen in het kader van voorzieningen voor dubieuze fiscale schuldvorderingen en het plaatsen in de reserves van subsidies verbonden aan wijkcontracten worden aanvaard ..." (blz. 3, pt 1.1)

In de omzendbrief van 15 februari 2023 staat: "De onttrekkingen aan de BONI naar de reservefondsen die tijdens het jaar zijn vastgelegd, moeten ook worden aangerekend..." (p.5, punt 1.2, voorlaatste alinea).

Opmerkingen:

De onttrekking voor het gewone reservefonds wordt niet vermeld in de omzendbrief van 22/7/2021.

Voor het begrotingsjaar 2022 is er geen 'overschot' dat een overboeking mogelijk zou maken.

Aangezien de basis voor de overboeking niet bestaat, komt dit neer op het creëren van een 'reserve' vanaf nul, aangezien er geen enkele euro is die effectief in reserve kan worden geplaatst ... De gemeente creëert dus enkele fictieve miljoenen euro's!

Aangezien de gemeente geen bankvergunning heeft, kan ze geen geld creëren!

Het is dus een boekhoudkundige truc!

Al met al is het overgrote deel van de bijkomende uitgaven niet gerelateerd aan de inflatie.

De circulaire van 15/2/2023 bepaalt: "In geen geval mag de slotwijziging worden gebruikt als een klassieke begrotingswijziging, door de ingeschreven kredieten aanzienlijk te wijzigen, omdat dit de zichtbaarheid van de gemeenteraad en het toezicht op het financieel beheer van de gemeente sterk beperkt"! (omz. 15/2/2023, pt. 1.2, blz. 5) niet nageleefd!

Bovendien kan niemand geloven dat dergelijke uitgavencijfers niet gekend waren voordat de 3e versie van de begroting voor 2022 werd opgesteld, a fortiori begrotingswijziging nr. 98!

Waar is de transparantie die zo vaak vermeld wordt?

B/ Begrotingswijziging nr. 99 (buitengewone dienst)

In het kader van de begrotingswijzigingen na de invoering van het formulier T moeten de begrotingsaanpassingen aan de buitengewone dienst altijd de uitzondering vormen en naar behoren worden gemotiveerd door een gedetailleerd verslag dat wordt opgesteld door de bij art. 12 van het ARGC ingestelde commissie! Waar is de uitzondering gerechtvaardigd? Waar is het gedetailleerde verslag dat is opgesteld door die commissie?

Begrotingswijziging nr. 99 brengt geen evenwicht door de 18,85 miljoen bijkomende uitgaven en creëert bovendien een tekort voor het eigen dienstjaar ... en overtreedt daarmee de voorschriften van art. 252 van de Gemeentewet, dat een evenwicht oplegt voor de buitengewone dienst!

Het overgrote deel van de bijkomende uitgaven van de wijziging betreft overdrachten (6,987 miljoen) met betrekking tot huisvesting (4,1 miljoen) en

In totaal bevestigt amendement nr. 99 het gevaar van de negatieve gevolgen van de torenhoge schuldenlast voor de financiële situatie van de gemeente.

C/ Conclusies

- 1. De afsluitende begrotingswijzigingen mogen geen ‘allegaartje’ zijn.**
- 2. Wijziging nr. 98 creëert een tekort en overschrijdt ruimschoots de voorgeschreven normen voor de afsluitende begrotingswijzigingen.**
- 3. Wijziging nr. 99 verhoogt enkel de uitgaven met 18,85 miljoen.**
- 4. Om alle in bovenstaande analyse uiteengezette redenen stemt DeFI tegen begrotingswijzigingen nr. 98 en 99.**

Antwoord van de heer Ahmed Quartassi: Mijn antwoord is niet technisch.

Het klopt dat dit geen klassieke begrotingswijziging is.

U mag niet vergeten dat de begroting voor 2022 drie keer werd gewijzigd op aansturen van de toezichthoudende overheid.

Er zijn dus geen begrotingswijzigingen geweest in 2022. Hier is het globaal.

We zijn verplicht om de kredieten op nul te zetten. Daar worden ze noodzakelijkerwijs voor gebruikt en we staan onder controle van de toezichthoudende overheid, met name via de gewestelijke inspecteur, die toezicht houdt op alles wat we doen.

Natuurlijk had hij ons kunnen zeggen “U kan niet die kant op, u vergeet dit of dat”, maar blijkbaar past alles op niveau van de directie, het kabinet, de inspecteur, het gemeentebestuur en de dienst financiën, in elkaar.

We zijn verplicht om de tellers op nul te zetten om een ‘reëel’ beeld te geven van de financiën van de gemeente. Bijgevolg gaat deze begrotingswijziging uiteraard vooraf aan de afsluiting van de rekening.

Zo zien we dat en zo hebben we gewerkt.

Natuurlijk verwijst u naar een heleboel dingen, artikelen, omzendbrieven ... en technisch gezien is het allemaal logisch. Maar in dit geval zijn we onder controle en hebben we niet gedaan wat we wilden doen. Zonder iemand anders de schuld te geven, proberen we te voldoen aan de eisen van de toezichthouder, die zijn eigen vertegenwoordiger heeft en behoorlijk aanwezig is in de gemeente.

Dat is wat ik u kan zeggen. Als u gedetailleerdere schriftelijke antwoorden wil, kan dat, maar in dit stadium is het vooral een kwestie van alle kredieten opruimen en afschrijven.

Michael Van Vlasselaer: Het verbaast me te horen dat het toezicht niet op de hoogte zou zijn van de teksten waarvan zij aan de basis liggen.

Ik weet dat dit een nogal bijzonder geval is, maar het blijft een feit dat deze begrotingswijziging niet in evenwicht is.

Het is des te ongebruikelijker als je op hetzelfde moment de rekeningen voor hetzelfde jaar ontvangt, die aanzienlijke bijkomende inkomsten vertonen.

Nogmaals, gezien de data waarop deze kennisgevingen zijn ontvangen, had een aanzienlijk deel van deze inkomsten in begrotingswijziging nr. 98 moeten worden opgenomen.

We hebben hier te maken met iets dat – zoals u net zei – enigszins ongebruikelijk is.

Laurent Hacken: Snel, want de heer Van Vlasselaer heeft het veel beter uitgelegd dan ik dat zou kunnen; ik begrijp dit begrotingsjaar niet en in de rekening komen de cijfers niet overeen.

Ik heb gisteren in de commissie geprobeerd het te begrijpen, maar om constructief te zijn en niet iedereen te storen, heb ik niet aangedrongen.

Feit blijft dat de hier gepresenteerde begroting het tekort nog verder vergroot voor het begrotingsjaar 2022, wat voor Vorst het grootste annus horribilis was, aangezien deze begroting 6 keer met wijzigingen op onze tafel kwam.

We stemden over de definitieve versie in december 2022 en eindigen met een tekort van 20.000.000 euro betekent dat we zelfs een jaar later tegen deze begroting zullen blijven stemmen.

Maar ook vanwege het gebrek aan verklaringen voor zo'n aanzienlijke stijging van de uitgaven, die niet in de rekeningen zijn opgenomen.

Ik moet toegeven dat ik er geen woord van heb begrepen. Hoe dan ook, omdat het negatief is, stemmen wij tegen.

6 annexes / 6 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

18 Finances – Receveur – Comptes annuels pour l'exercice 2022.

LE CONSEIL,

Vu les articles 96 et 240 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les articles 72 à 79 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22 mai 2023 arrêtant la liste des crédits et engagement à reporter vers l'exercice 2022 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 07 septembre 2023 certifiant que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes ;

Vu que le tableau de synthèse du compte budgétaire 2022 se présente comme suit :

	Ordinaire	Extraordinaire	Total Général
Droits constatés	126.276.668,13	70.405.850,47	196.682.518,60
- Non-Valeurs	709,64	0,00	709,64
= Droits constatés net	126.275.958,49	70.405.850,47	196.681.808,96
- Engagements	136.315.813,08	68.615.610,62	204.931.423,70
= Résultat budgétaire de l'exercice	-10.039.854,59	1.790.239,85	-8.249.614,74
Droits constatés	126.276.668,13	70.405.850,47	196.682.518,60
- Non-Valeurs	709,64	0,00	709,64
= Droits constatés net	126.275.958,49	70.405.850,47	196.681.808,96
- Imputations	128.664.960,64	32.450.216,36	161.115.177,00
= Résultat comptable de l'exercice	-2.389.002,15	37.955.634,11	35.566.631,96
Engagements	136.315.813,08	68.615.610,62	204.931.423,70
- Imputations	128.664.960,64	32.450.216,36	161.115.177,00
= Engagements à reporter de l'exercice	7.650.852,44	36.165.394,26	43.816.246,70

DECIDE :

D'arrêter provisoirement les comptes annuels pour l'exercice 2022, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31 décembre 2022 ainsi que ses annexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 20 votes positifs, 12 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.

Financiën – Ontvanger – Jaarrekeningen voor het dienstjaar 2022.

DE RAAD,

Gelet op artikel 96 en 240 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 72 tot 79 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 mei 2023, waarbij de lijst van de over te dragen kredieten en vastleggingen naar het dienstjaar 2022 wordt afgesloten;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 07 september 2023, bevestigend dat alle handelingen waarvoor het bevoegd is, correct zijn opgenomen in de rekeningen;

Gelet op de hieronder samenvattende tabel van de rekening 2022:

	Gewone	Buitengewone	Algemeen totaal
Vastgestelde rechten	126.276.668,13	70.405.850,47	196.682.518,60
- Onwaarden	709,64	0,00	709,64
= Netto vastgestelde rechten	126.275.958,49	70.405.850,47	196.681.808,96
- Vastleggingen	136.315.813,08	68.615.610,62	204.931.423,70
= Budgettair resultaat van het dienstjaar	-10.039.854,59	1.790.239,85	-8.249.614,74
Vastgestelde rechten	126.276.668,13	70.405.850,47	196.682.518,60
- Onwaarden	709,64	0,00	709,64
= Netto vastgestelde rechten	126.275.958,49	70.405.850,47	196.681.808,96
- Boekhoudkundige aanrekeningen	128.664.960,64	32.450.216,36	161.115.177,00
= Boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar	-2.389.002,15	37.955.634,11	35.566.631,96
Vastleggingen	136.315.813,08	68.615.610,62	204.931.423,70
- Boekhoudkundige aanrekeningen	128.664.960,64	32.450.216,36	161.115.177,00
= Over te dragen vastleggingen van het dienstjaar	7.650.852,44	36.165.394,26	43.816.246,70

BESLIST,

De jaarrekeningen voor het dienstjaar 2022 voorlopig af te sluiten, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans per 31 december 2022, alsook de toelichtingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 20 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.

Michael Van Vlasselaer :

- Je ne reviendrai bien évidemment pas sur les remarques et constatations faites dans mon intervention relative aux modifications budgétaires 98 et 99 du budget communal 2022 et je concentrerai ma présente intervention sur quelques observations importantes.
 - 1) Pour rappel, ce budget 2022 avait été critiqué, fait l'objet de recours et été sanctionné à 2 reprises par la tutelle. Et, il faut le constater, les chiffres du compte montrent que ces remarques étaient fondées
 - 2) Commentaires relatifs aux comptes 2022
- A) Observation générale s'impose en ce qui concerne le correctif des caractéristiques générales remis in extremis lors du conseil du 14 novembre 2022 : le déplacement de la hausse de + de 100 ETP de 2021 vers 2019 génère des aberrations dans les crédits budgétaires concernés qui enlèvent toute crédibilité à cette opération !! Je n'ai toujours reçu aucune réponse à propos de cette note !

B) En ce qui concerne le service ordinaire

B1/ En ce qui concerne les exercices antérieurs, le compte affiche un petit solde de 35.544€

B2/ Le résultat à l'exercice propre du compte 2022 est déficitaire de 7,37 millions, soit un déficit très nettement supérieur à celui affiché au plan ! (soit 4,2 millions si l'on tient compte de l'inflation en 2022) ...ce qui n'est pas rien ! Un vrai dérapage !

B3/ globalement, les recettes sont supérieures de près de 5 millions par rapport au budget 3e version principalement dues aux recettes de transfert. On remarquera néanmoins le faible rendement du précompte immobilier et de l'IPP (- 280.000€ par rapport au budget 2022 en dépit de la progression mécanique due à l'inflation) ; ce constat n'est pas nouveau puisque lors de chaque discussion budgétaire, DÉFI attire l'attention sur la dégradation de la situation socio-économique de la population forestoise !

Par ailleurs, au cours de cette année 2022 marquée par une très forte flambée d'inflation, dont l'effet mécanique des indexations avait déjà alourdi le poids de la pression fiscale, il convient de relever le cynisme, l'indécence du collège et de la majorité qui ont en outre augmenté lourdement le taux des additionnels au précompte immobilier et les taxes communales : une saignée de 16,6 millions pour cette seule année 2020 .

Ce cruel manque d'empathie pour la population forestoise et les commerces locaux se traduit bien évidemment par une confiscation d'une partie importante du pouvoir d'achat déjà trop érodé par les crises successives que celle-ci et ceux-là ont déjà subi et subissent encore !!

B4/ En dépenses :

a) Les dépenses de personnel

- **a1) Au total, au compte 2021, elles atteignaient 60,44 millions . Au compte 2022, le total des dépenses de personnel atteignent 64,78 millions, soit une augmentation de 4,34 millions en 1 an et absorbent 54% des recettes ordinaires !**

- a2) On relève aussi que le taux de réalisation des dépenses de personnel est de 102% du crédit initial 2022, ce qui signifie que des dépenses ont été liquidées en l'absence de crédits budgétaires autorisés en violation des règles fixées par le RGCC (notamment l'art.10)
- a3) le total du coût supplémentaires des dépenses de personnel entre 2018 et 2022 atteint 22,5 millions (hors inflation 2022, 22,3 millions)
- a4) Entre janvier 2018 et fin 2022, le nombre d'ETP en service a augmenté de 173,77 unités ... sans étude des réels besoins!!
- a5) enfin, compte tenu de la soi-disant politique de lutte contre le réchauffement climatique menée par le collège et de la très préoccupante croissance non motivée de l'administration, on peut s'étonner que l'empreinte carbone de cette dernière n'est pas jusqu'ici fait l'objet d'une étude alors qu'elle n'a pu que croître depuis 2018 !!

Une imposture de plus avec les objectifs que vous prétendez défendre.

b) La dotation au CPAS atteint 20,07 millions, en hausse de 2 millions par rapport au compte 2021 ; pour avoir une vision correcte du coût du CPAS pour la commune, il convient d'y ajouter le montant de l'intervention dans le coût des agents art.60, soit 900.768,55€ (code économique 122-06 dans les différentes sous-fonctions concernées), soit un coût total de 20,97 millions € (17,47% des recettes communales), hors enseignement subventionné 20,91 %, soit en réalité ¼ des recettes.

Transparence oblige !

c) Les non-valeurs et irrécouvrables sont actées pour 4,8 millions, un nettoyage bien nécessaire de créances irrécupérables, lequel n'est pas sans conséquence sur la situation de comptes antérieurs !

C) en ce qui concerne le service extraordinaire :

- c1) Le résultat cumulé de l'exercice propre affiche un boni de 1,79 million
- c2) quelques caractéristiques importantes :
 - o en recettes : l'essentiel provient des subsides d'investissement (15,8millions) et des emprunts contractés pour financer les dépenses d'investissement (7,8 millions), nettement supérieurs aux chiffres de 2021 !
 - o en dépenses : les dépenses d'investissement ont été réalisées à 46,59% ; on note une nette diminution des investissements de 11,8 millions par rapport au budget 2022

D) Le solde de la dette communale à rembourser passe au 31/12 de 101.224.256 (2021) à 100.436.829 (2022) soit -0,78%.

Les charges annuelles de la dette atteignent 8,54 millions, soit une hausse de 1 million € par rapport à 2021 ! Il est effectivement grand temps de faire une pause dans les investissements !!

E) Quelques Ratios de gestion (R) :

R1) Fonds de roulement, Besoin en fonds de roulement et trésorerie nette :

R1a/ Fonds de roulement(FRN) :

2018	2022
44.712.085	40.461.951 soit - 9,50% !

R1b Besoin en fonds de roulement (FRN) :

2018	2022
47.059.609	54.489.040 soit +15,79%

R1c Trésorerie (FRN-BFR):

2018	2022
-2.347.524	-14.027.089 soit un déficit de trésorerie qui s'accroît de 597,50%

R1d Constatations :

Le fonds de roulement se contracte année après année tandis que le besoin en fonds de roulement s'accroît ...et devient supérieur au FRN ! ... ce qui signifie un recours accru à des avances de trésorerie ou des emprunt court terme !

En conséquence l'évolution de la trésorerie nette, déjà déficitaire de 2,3 millions en 2018 passe à plus de 14 millions en 2022 !! ...et c'est le bilan qui le révèle !!

L'évolution négative de la trésorerie nette, matérialisée par la croissance des dettes financières à court terme, est un clignotant rouge fiable de la présence de difficultés financières !

R2) le ratio de solvabilité de la commune tombe de 66%(2018) à 61% (2022), en dépit des subsides reçus !

R3) Le ratio de liquidité générale :

Se dégrade nettement passant de 2,07 en 2018 à 1,58 en 2022, soit chute de près de + de 76% (ce ratio doit normalement être supérieur à 1 !!)

R4) Le ratio de liquidité réduite :

Qui normalement doit être supérieur à 1, chute de 0,72 en 2018 à 0,54 en 2021 !

R5) le taux d'endettement :

S'accroît nettement pour atteindre 62 %

Bref, TOUS les clignotants de gestion au rouge !

F) Conclusions :

1. Rappelons que le compte à l'exercice propre

- o Pour le service ordinaire, se clôture par un déficit de -7,38 millions€ , un déficit très nettement supérieur à celui affiché au plan ! (soit 4,2 millions si l'on tient compte de l'inflation en 2022) !...et le déficit cumulé est supérieur à celui inscrit au plan ce qui compromet l'objectif de retour à l'équilibre qui y est inscrit !**
- o Quant au service extraordinaire, il affiche un boni de 7 millions**

2. Il ressort des tableaux d'évolution des recettes et dépenses ordinaires figurant dans les annexes des comptes qu'entre 2018 et 2022 : - les recettes augmentent de 17 millions ! ...

Et les dépenses de 26,6 millions ! il va de soi que cette distorsion ne peut que générer d'année en année plus de déficit !

- ## **3. En ce qui concerne le service extraordinaire, le tableau de la page 31 des annexes affiche des dépenses d'investissement de 10,3 millions, mais plus de 39 millions d'engagements ont été reportés !!...une bombe retardement !**
- ## **4. Ce compte est mauvais... la situation budgétaire et financière particulièrement aggravée qui en ressort montre que les responsables n'ont pas en rien tenu compte des déconvenues du passé ...pire, ils ont persisté dans des errements qui auront des conséquences sur les exercices 2023 et suivants ...auxquels viendront, en outre, s'ajouter celles de la crise économique actuelle !**
- ## **5. Il est grand temps que la majorité Ecolo-Socialiste cesse d'ignorer des fins de mois difficile de nombreux habitants, parents et aînés et de l'appauvrissement général de la population de la commune !**

Un bulletin exécrable, donc !!

C'est pourquoi le groupe DéFI vote contre l'arrêt du compte 2022 !

Cédric De Permentier : L'exposé de Monsieur Van Vlasselaer est éclairant. Le compte est effectivement catastrophique puisqu'au déficit cumulé on atteint plus de 10.000.000€ et au terme de ce compte on s'aperçoit que la réalité saute aux yeux et que nous allons tout simplement droit dans le mur. Aujourd'hui ce sont les forestois qui payent les pots cassés de la mauvaise gestion de la majorité communale. Au terme de cette année fiscale 2022-2023, nous atteignons tout simplement une fiscalité tout à fait inédite à Forest puisque le précompte et d'autres taxes ont augmenté de manière très lourde. Aujourd'hui il y a une inquiétude au niveau du MR, c'est ce que vous comptez mettre en œuvre au niveau du Collège pour travailler à une stabilisation de la fiscalité forestoise qui, je le répète, n'a jamais été aussi lourde. Cela semble ne pas intéresser la majorité. Nous souhaitons donc entendre vos mesures pour faire face au défi budgétaire des prochaines années qui nous attend puisque comme l'a mentionné mon collègue, les choix que vous avez porté pendant 6 ans engagent la commune pour plusieurs années, si pas pour une décennie. Il y a donc une urgence de la part de Collège de clarifier sa fiscalité à court, moyen et à long terme pour ne pas surcharger davantage les forestois qui ont été les principales victimes de vos égarements budgétaires. Le MR vote contre.

Ahmed Quartassi : Des mesures doivent évidemment être étudiées et nous ne pouvons pas répondre ce soir sur des mesures sur lesquelles nous ne nous sommes pas encore réellement penchés avec les membres du Conseil. Je souhaitais revenir sur les propos de Monsieur Van Vlasselaer par rapport au niveau des ETP parce-que vous revenez souvent avec cela et vous avez certainement une bonne raison de le faire. Il faudrait peut-être proposer une commission

spéciale, avec l'accord de Monsieur Alain Mugabo et la présence des responsables du service du Personnel, par rapport à ces ETP qui sont récurrents et pour laquelle nous ne donnons pas une réponse finale. Nous obtiendrons alors peut-être un éclaircissement qui clôturera cette question.

Alain Mugabo : Je proposerais même d'y inclure, si il le souhaite, l'inspecteur régional qui pourra vous éclairer par rapport à l'évolution du personnel. Par rapport aux chiffres c'est important d'y revenir pour que les personnes comprennent, car elles n'ont pas nécessairement les tableaux devant elles, afin qu'elles puissent se rendre compte du contenu de ces chiffres. L'augmentation des chiffres bruts (et pas du nombre d'ETP par rapport au personnel), comme vous le savez en 2022 est assez particulière. D'abord il y a eu les indexations, sauf erreur de ma part au nombre de 6 ou 7. Le système a débuté fin 2021 avec un effet plein sur 2022, qui forcément a un impact considérable sur les chiffres bruts d'augmentation des salaires. Ce qui ne veut pas dire que le personnel a augmenté mais que les salaires ont augmentés.

L'autre élément qui a concouru à cela c'est que c'était la fin des mesures d'augmentation barémiques qui ont été décidées au niveau régional. Vous savez que depuis 2019 le gouvernement régional s'est engagé à augmenter les barèmes du personnel communal et cela s'est fait progressivement sur plusieurs années. L'année 2022 correspondait à l'augmentation des niveaux barémiques B et A, les niveaux les plus élevés de l'administration communale, ce qui a forcément un impact sur les chiffres. Je répète donc que les chiffres ont augmentés mais pas le nombre d'ETP au niveau du personnel communal. Ce sont vraiment des éléments très importants à garder en tête.

Par rapport à votre suggestion de faire une analyse des missions de l'administration cela a déjà été fait et est passé au Conseil communal en février dernier. Vous l'avez même voté à l'unanimité (dans le cadre du Plan climat, notamment). Nous avons les analyses des émissions qui conclut que 80% des émissions provenaient plutôt des achats routiers. Je peux vous envoyer en détail les émissions qui ont été effectuées. Il est prévu de faire une mise à jour régulière de ces mesures.

Laurent Hacken : Les chiffres de ce compte et cette année budgétaire sont inquiétants.

Mais c'est encore une fois la preuve que cette année vous avez du tout montrer et que l'inspecteur régional vous a forcé à sortir du tiroir, comme le receveur nous l'avait mentionné, certaines dépenses qui étaient cachées chaque année.

Les traditions sont qu'on ne vote contre que si les chiffres sont erronés. Ici pour la première fois et avec l'inspecteur régional les chiffres que vous nous montrez et que vous publiez sont justes.

Cependant, ces derniers sont tellement mauvais qu'il est difficile de voter « Pour ».

Nous voterons donc contre. Non pas pour la justesse des comptes mais pour l'état des finances de la commune qui est vraiment très inquiétant. Des décisions rigoureuses devront en effet être prises les prochaines années et je vous souhaite bon courage pour y arriver.

Michael Van Vlasselaer:

Ik zal natuurlijk niet terugkomen op de opmerkingen en vaststellingen die ik heb beschreven in mijn tussenkomst over de begrotingswijzigingen nr. 98 en 99 bij de gemeentebegroting van

2022, maar ik zal me toeleggen op een paar belangrijke opmerkingen.

Ter herinnering: deze begroting 2022 werd bekritiseerd, aangevochten en 2 maal gesanctioneerd door het toezicht. En de cijfers van de rekening tonen dat deze opmerkingen gefundeerd waren.

Commentaar bij de rekeningen 2022

Er moet een algemene opmerking worden gemaakt over de correctie op de algemene kenmerken in extremis voorgelegd aan de vergadering van 14 november 2022: de verschuiving van de stijging met meer dan 100 VTE van 2021 naar 2019 genereert afwijkingen in de betreffende begrotingskredieten die elke geloofwaardigheid van deze operatie wegnemen! Ik heb nog steeds geen reactie op deze nota ontvangen!

In verband met de gewone dienst:

B1/ Wat de vorige begrotingsjaren betreft, vertoont de rekening een klein saldo van 35.544 euro.

B2/ Het resultaat voor het eigen dienstjaar van rekening 2022 vertoont een tekort van 7,37 miljoen, zijnde zeer duidelijk meer dan op plan! (nl. 4,2 miljoen als we rekening houden met de inflatie in 2022), wat geen sinecure is! Wat een ontsporing!

B3/ Over het geheel genomen zijn de ontvangsten bijna 5 miljoen euro hoger dan in de 3e versie van de begroting, voornamelijk dankzij de ontvangsten uit overdrachten. Opmerkelijk is echter de lage opbrengst van de onroerende voorheffing en de personenbelasting (-280.000 euro t.o.v. begroting 2022, ondanks de mechanische stijging door de inflatie). Deze vaststelling is niet nieuw, want bij elke begrotingsbespreking vestigt DéFI de aandacht op de verslechtering van de sociaal-economische situatie van de Vorstse bevolking!

Bovendien, in 2022, een jaar dat gekenmerkt wordt door een zeer sterke stijging van de inflatie, waarvan het mechanische effect de druk van de belastingen al had verhoogd, zien we het cynisme en de grove aanpak van het College en van de meerderheid, die ook de opcentiemen op de onroerende voorheffing en gemeentebelastingen aanzienlijk hebben verhoogd: een aderlating van 16,6 miljoen alleen al voor 2020.

Dat grote gebrek aan empathie voor de Vorstenaren en de lokale handel betekent natuurlijk dat een aanzienlijk deel van de koopkracht, die al te veel is uitgehold door de opeenvolgende crisissen die ze al hebben doorgemaakt en nog steeds doormaken, wordt afgenomen!

B4/ Wat de uitgaven betreft:

a) De personeelsuitgaven

a1) De personeelskosten bedroegen in de rekening 2021 in totaal 60,44 miljoen. In de rekening 2022 bereikten de totale personeelskosten 64,78 miljoen, d.w.z. een stijging met 4,34 miljoen in één jaar en deze slorpten meer dan 54% van de gewone ontvangsten op.

a2) Tevens stellen wij vast dat het realisatiepercentage van de personeelsuitgaven 102% van het initiële krediet 2022 bedraagt, wat betekent dat er uitgaven zijn gedaan zonder goedgekeurde begrotingskredieten, wat in strijd is met de voorschriften van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit (met name art. 10).

a3) De totale extra personeelskosten tussen 2018 en 2022 bedragen 22,5 miljoen (exclusief

inflatie 2022, 22,3 miljoen).

a4) Tussen januari 2018 en eind 2022 stijgt het aantal VTE in dienst met 173,77 eenheden ... zonder enige studie naar de reële behoeften!

a5) Tot slot, rekening houdend met het zogenaamde beleid van het College tegen de klimaatverandering en de zeer verontrustende ongemotiveerde groei van de administratie, is het verbazingwekkend dat de ecologische voetafdruk van die laatste nog niet geanalyseerd werd, terwijl deze sinds 2018 alleen maar is gegroeid!

Alweer een leugen ten opzichte van de doelstellingen die u beweert te verdedigen.

b) De dotatie aan het OCMW bedraagt 20,07 miljoen, wat 2 miljoen hoger is dan in de rekening 2021; om een correct beeld te krijgen van de kosten van het OCMW voor de gemeente, moet het bedrag van de tussenkomst in de kosten van art. 60'ers worden toegevoegd, zijnde 900.768,55 € (economische code 122-06 in de verschillende betrokken subfuncties), zijnde een totale kostprijs van 20,97 miljoen euro (17,47% van de gemeentelijke ontvangsten), excl. gesubsidieerde onderwijs 20,91%, zijnde in realiteit 1/4 van de ontvangsten.

Transparantie is een must!

c) Nulwaarden en oninbare vorderingen worden geboekt voor 4,8 miljoen, een hoognodige opschoning van oninbare vorderingen, wat niet zonder gevolgen is voor de situatie van vorige rekeningen!

Met betrekking tot de buitengewone dienst:

C1) Het gecumuleerde resultaat van het eigen dienstjaar vertoont een overschot van 1,79 miljoen.

C2) Enkele belangrijke kenmerken:

Ontvangsten: het grootste deel is afkomstig van investeringssubsidies (15,8 miljoen) en leningen aangegaan voor de financiering van de investeringsuitgaven (7,8 miljoen), veel lager dan de cijfers van 2021!

Uitgaven: de investeringsuitgaven werden voor 46,59% gerealiseerd; Er is een duidelijke vermindering van de investeringen met 11,8 miljoen ten opzichte van de begroting 2022.

Het saldo van de terug te betalen gemeenteschuld stijgt op 31/12 van 101.224.256 (2021) naar 100.436.829 (2022) zijnde -0,78%.

De jaarlijkse schuldenlast bedraagt 8,54 miljoen, zijnde een stijging met 1 miljoen euro ten opzichte van 2021! Het is hoog tijd voor een pauze in de investeringen!

Enkele ratio's (R):

R1) Werkkapitaal, behoefte aan werkkapitaal en nettokasstroom:

R1a/ Werkkapitaal:

2018	2022
-------------	-------------

44.712.085 40.461.951 d.w.z. – 9,50%!

R1b/ Behoeftte aan werkkapitaal:

2018	2022
47.059.609	54.489.040 d.w.z. +15,79%

R1c/ Kasstroom (werkkapitaal - behoefte aan werkkapitaal):

2018	2022
-2.347.524	-14.027.089, d.w.z. een kastekort dat stijgt met 597,50%

R1d/ Vaststellingen:

Het werkkapitaal krimpt jaar na jaar, terwijl de behoefte aan werkkapitaal toeneemt ... en hoger wordt dan het werkkapitaal! Dat betekent dat er meer gebruik wordt gemaakt van voorschotten of kortlopende leningen.

Bijgevolg zal de evolutie van de nettokasstroom, die in 2018 reeds een tekort van 2,3 miljoen vertoonde, oplopen tot meer dan 14 miljoen in 2022! En het is de balans die dit toont!

De negatieve evolutie van de nettothesaurie, die aangegeven wordt met de groei van de financiële schulden op korte termijn, is een betrouwbare rode indicator van de aanwezigheid van financiële moeilijkheden!

R2) De solvabiliteitsratio van de gemeente valt van 66% (2018) naar 61% (2022), ondanks de ontvangen subsidies!

R3) Algemene liquiditeitsratio:

Een scherpe daling van 2,07 in 2018 naar 1,58 in 2022, zijnde een daling van bijna 76% (deze ratio zou groter dan 1 moeten zijn!).

R4) Verminderde liquiditeitsratio:

Die normaal gesproken boven de 1 zou moeten liggen, daalt van 0,72 in 2018 naar 0,54 in 2021!

R5) De schuldenlast:

Stijgt sterk, tot 62%.

Kortom, ALLE indicatoren op het vlak van beleid staan in het rood!

Conclusie:

De rekening voor het eigen dienstjaar:

De gewone diensten sluit het jaar af met een tekort van 7,38 miljoen euro, veel hoger dan het tekort in het plan (nl. 4,2 miljoen euro als we rekening houden met de inflatie in 2022) ... en het gecumuleerde tekort is groter dan het tekort in het plan, waardoor de doelstelling om terug te keren naar het evenwicht, zoals vastgelegd in het plan, in gevaar komt!

Wat de buitengewone dienst betreft, is er een overschot van 7 miljoen.

De tabellen met de evolutie van de gewone inkomsten en uitgaven in de bijlagen bij de rekeningen tonen dat tussen 2018 en 2022: - de ontvangsten stijgen met 17 miljoen ...

en de uitgaven met 26,6 miljoen! Het spreekt voor zich dat deze ontwrichting jaar na jaar alleen maar meer tekorten kan opleveren!

Wat de buitengewone dienst betreft, geeft de tabel op blz. 31 van de bijlagen 10,3 miljoen investeringsuitgaven, maar meer dan 39 miljoen uitgaven zijn uitgesteld ... een tijdbom!

Het gaat slecht met de rekeningen ... De erg verslechterde budgettaire en financiële situatie die hieruit blijkt, toont dat de verantwoordelijken geen rekening hebben gehouden met de tegenvallers uit het verleden ... Erger nog: ze volharden in fouten die gevolgen zullen hebben voor 2023 en later ... waar bovendien nog die van de huidige economische crisis zullen bijkomen.

Het wordt hoog tijd dat de groen-rode meerderheid stopt met het negeren van de moeilijke maandeinden voor veel inwoners, jonge ouders en senioren, en de algemene verarming van de bevolking van de gemeente!

Een zeer slecht rapport dus!

Daarom stemt de DéFI-fractie tegen de rekening 2022.

Cédric Pierre-De Permentier: De uiteenzetting van de heer Van Vlasselaer is verhelderend. De rekeningen zijn inderdaad catastrofaal, met een gecumuleerd tekort van meer dan 10.000.000 euro, en uiteindelijk zien we dat de realiteit duidelijk is en dat we gewoon op een ramp afstevenen.

Vandaag betalen de Vorstenaren de prijs voor het wanbeleid van de gemeentelijke meerderheid.

Op het einde van het boekjaar 2022-2023 zullen we in Vorst een belastingniveau bereikt hebben dat zijn weerga niet kent, aangezien de voorheffing en andere belastingen sterk gestegen zijn.

Een van de bekommernissen van de MR vandaag is wat u van plan bent te doen op het niveau van het College om te werken aan de stabilisering van de belastingen in Vorst, die – nogmaals – nog nooit zo hoog zijn geweest. Dat lijkt de meerderheid niet te interesseren.

Wij zouden dus uw maatregelen willen horen om het hoofd te bieden aan de begrotingsuitdagingen de komende jaren, want zoals mijn collega al zei, zullen de keuzes die u de afgelopen zes jaar hebt gemaakt, de gemeente voor meerdere jaren, zo niet tien jaar, binden.

Het College moet dus dringend zijn fiscaal beleid op korte, middellange en lange termijn verduidelijken om de Vorstenaren, die het grootste slachtoffer zijn van uw begrotingsblunders, niet nog meer te overbelasten. MR stemt tegen.

Ahmed Quartassi: Er moeten natuurlijk maatregelen worden bestudeerd en wij kunnen vanavond geen antwoord geven op maatregelen die we niet echt met de leden van de raad hebben bekeken.

Ik wil terugkomen op wat de heer Van Vlasselaer zei over het niveau van de VTE, omdat u hier vaak op terugkomt en daar zeker een goede reden voor hebt. Misschien moeten we een speciale commissie voorstellen, met de goedkeuring van de heer Alain Mugabo en de aanwezigheid van de hoofden van de personeelsdienst, om deze VTE te behandelen, die terugkomen en waarvoor we geen definitief antwoord geven. Misschien krijgen we dan opheldering waarmee deze vraag kan worden afgesloten.

Alain Mugabo: Ik zou zelfs willen voorstellen om, als hij dat wil, de gewestelijke inspecteur erbij te betrekken.

Wat de cijfers betreft, is het belangrijk om erop terug te komen zodat mensen het begrijpen, omdat ze niet noodzakelijkerwijs de tabellen voor zich hebben, zodat ze zich kunnen realiseren waar deze cijfers over gaan.

De stijging van de brutocijfers (en niet van het aantal VTE in verhouding tot het personeel) is, zoals u weet in 2022, nogal bijzonder. Eerst waren er de indexeringen, waarvan er 6 of 7 waren, tenzij ik me vergis. Het systeem begon eind 2021, met volledig effect in 2022, wat onvermijdelijk een aanzienlijke impact heeft op de brutocijfers van de loonstijgingen.

Dit betekent niet dat het aantal personeelsleden is toegenomen, maar wel dat de lonen gestegen zijn.

Een andere factor die hiertoe heeft bijgedragen, is dat het einde naderde van de loonsverhogingen waartoe op gewestelijk niveau was besloten. Zoals u weet, heeft de gewestregering zich er sinds 2019 toe verbonden om de loonschalen voor gemeentepersoneel te verhogen, en dat is geleidelijk gebeurd over verschillende jaren. Het jaar 2022 kwam overeen met de verhoging van de loonschalen B en A, de hoogste niveaus bij het gemeentebestuur, wat onvermijdelijk een impact heeft op de cijfers. Ik herhaal dus dat de cijfers gestegen zijn, maar niet het aantal VTE op niveau van het gemeentepersoneel.

Dit zijn echt heel belangrijke elementen om voor ogen te houden.

Wat betreft uw suggestie om een analyse te verrichten van de taken van de administratie: dat is al gebeurd en afgelopen februari goedgekeurd door de gemeenteraad. U hebt het zelfs unaniem goedgekeurd (in het kader van het klimaatplan). We hebben uitstootanalyses, waaruit blijkt dat 80% van de uitstoot afkomstig is van aankopen i.v.m. wegen. Ik kan u details sturen van de emissies. Er zijn plannen om deze metingen regelmatig bij te werken.

Laurent Hacken: De cijfers van deze rekening en dit begrotingsjaar zijn zorgwekkend.

Maar het bewijst eens te meer dat u dit jaar alles hebt moeten laten zien en dat de gewestelijke inspecteur u dwong om, zoals de ontvanger ons vertelde, bepaalde uitgaven die elk jaar verborgen bleven, uit de la te halen.

Traditioneel stemmen we alleen tegen de begroting als de cijfers niet kloppen. Hier – voor de eerste keer en met de gewestelijke inspecteur – zijn de cijfers die u ons laat zien en die u publiceert, correct.

Ze zijn echter zo slecht dat het moeilijk is om ‘voor’ te stemmen.

Wij zullen dus ‘tegen’ stemmen. Niet vanwege de nauwkeurigheid van de rekeningen, maar vanwege de financiële situatie van de gemeente, die echt heel zorgwekkend is. Er zullen de komende jaren rigoureuze beslissingen moeten worden genomen en ik wens u daarbij veel succes.

40 annexes / 40 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Comptabilité - Boekhouding

19 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène - Compte 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	34.628,85 €	54.946,79 €	89.575,64 €
DEPENSES	48.461,98 €	30.500,01 €	78.961,99 €

EXCEDENT : 10.613,65 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale de Saint-Gilles, siège de l'église ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Alena - Rekening 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 4 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2022 van de kerkfabriek Sint-Alena, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	34.628,85 €	54.946,79 €	89.575,64 €
UITGAVEN	48.461,98 €	30.500,01 €	78.961,99 €

OVERSCHOT: 10.613,65 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, werden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Sint-Gillis, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de kerkfabriek Sint-Alena.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

20 Finances – Communauté Israélite Libérale BETH HILLEL – Compte 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte 2022 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la Communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	31.825,00 €	29.338,91 €	61.163,91 €
DEPENSES	31.361,71 €	-	31.361,71 €

EXCEDENT : 29.802,20 €

Considérant qu'aucune demande d'intervention financière n'est demandée par la Communauté israélite libérale Beth Hillel et que les documents sont remis uniquement afin de continuer à bénéficier de l'indemnité de logement du ministre du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Financiën – Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL – Rekening 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2022 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de Gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	31.825,00 €	29.338,91 €	61.163,91 €
UITGAVEN	31.361,71 €	-	31.361,71 €

OVERSCHOT: 29.802,20 €

Overwegende dat er geen enkele financiële tussenkomst wordt gevraagd door de Israëlitische Liberale Gemeenschap Beth Hillel en dat de documenten enkel overgemaakt worden om de huisvestingsvergoeding van de bedienaar van de eredienst te kunnen blijven genieten;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

21 Finances – Fabrique de l'Eglise Sainte-Marie-Mère de Dieu – Compte 2022.

CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	18.144,95 €	24.493,21 €	42.638,16 €
DEPENSES	39.420,33 €	-	39.420,33 €

EXCEDENT : 3.217,83 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Financiën – Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods – Rekening 2022.

RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 4 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2022 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	18.144,95 €	24.493,21 €	42.638,16 €
UITGAVEN	39.420,33 €	-	39.420,33 €

OVERSCHOT: 3.217,83 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22 Finances - Fabrique de l'Eglise du Sacré-Cœur - Compte 2022

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	34.910,86 €	21.765,81 €	56.676,67 €
DEPENSES	43.446,94 €	-	43.446,94 €

EXCEDENT : 13.229,73 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Uccle, siège de l'église ;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van het Heilig Hart - Rekening 2022

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2022 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	34.910,86 €	21.765,81 €	56.676,67 €
UITGAVEN	43.446,94 €	-	43.446,94 €

OVERSCHOT: 13.229,73 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Ukkel, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

23 Finances – Fabrique d’Eglise Notre-Dame de l’Annonciation - Modification budgétaire 2023.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d’églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l’ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu la modification budgétaire 2022 de la Fabrique de l’Eglise Notre Dame de l’Annonciation, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	56.521,86 €	352.058,75 €	408.580,61 €
DEPENSES	95.780,61 €	312.800,00 €	408.580,61 €

BALANCE

Considérant que les articles 74 et 75 de l’Ordonnance du 10 décembre 2021 abrogent au 1er janvier 2023 le Décret impérial de 1809 et la Loi de 1870 sur le temporel des cultes, toutes ces dispositions étant susvisées ;

Considérant qu'il convient d'entendre par cette abrogation au 1er janvier 2023 que les dispositions abrogées restent néanmoins d'application pour les actes administratifs postérieurs à cette date mais concernant les exercices budgétaires antérieurs à 2023 ;

Considérant que la Circulaire du 23 juin 2023 de Bruxelles Pouvoirs Locaux portant sur la finalisation et le financement des dossiers d'investissement en cours et nouveaux des établissements de culte précise les dispositions transitoires à exécuter suite à l'Ordonnance du 10 décembre 2021 susvisée ;

Considérant que ladite Circulaire établit que : Si les Communes ont donné l'autorisation pour des travaux par les établissements de culte et se sont engagées pour le financement avant 2023, il s'agit de dossiers d'investissement en cours et les communes resteront aussi après 2023 responsables pour le financement. Pour le financement des nouveaux dossiers d'investissement, initiés à partir de 2023 avec l'autorisation de la Région en application de la nouvelle Ordonnance, la Région peut demander aux établissements de culte de contracter un emprunt dont le remboursement est subsidié par la Région ;

Considérant que ces dispositions définies par ladite Circulaire sont postérieures au budget 2023 de la Commune et aux travaux budgétaires liés à la modification budgétaire n°1 du budget 2023 de la Commune ;

Vu que l'Autorité de Tutelle a approuvé, par arrêté du 06 avril 2023, la modification budgétaire 2022 de la fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation dont l'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 267.881,24 € au service extraordinaire (Article 25 - subsides extraordinaires Commune); et d'une intervention communale ordinaire d'un montant de 36.851,86 € ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $267.881,24 \text{ €} \times 5,16 \% = 13.822,67 \text{ €}$ au service extraordinaire, et à $36.851,86 \text{ €} \times 5,16 \% = 1.901,56 \text{ €}$ au service ordinaire ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision de l'autorité de la Tutelle Régionale du 06 avril 2023 d'approuver la modification budgétaire 2022 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation,

D'inscrire le montant de 13.822,67 € à l'article 790/635-51 /08 « Equipement et maintenance extraordinaire en cours d'exécution des bâtiments » , et le montant de 1.901,56 € à l'article 790/435-01 / - / 08 « Contribution dans les charges spécifiques de fonctionnement des charges spécifiques des autres Pouvoirs Publics » , en modification budgétaire, sous réserve d'approbation par le Conseil communal et l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw-Boodschap - Begrotingswijzing 2023.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalieën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begrotingswijziging voor 2022 van de Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw-Boodschap, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	56.521,86 €	352.058,75 €	408.580,61 €
UITGAVEN	95.780,61 €	312.800,00 €	408.580,61 €

EVENWICHT

Overwegende dat bij de artikelen 74 en 75 van de ordonnantie van 10 december 2021 het keizerlijk decreet van 1809 en de wet van 1870 op de temporalieën van de erediensten worden ingetrokken op 1 januari 2023, en dat al deze bepalingen hierboven zijn vermeld;

Overwegende dat deze intrekking op 1 januari 2023 zo moet worden begrepen dat de ingetrokken bepalingen niettemin van toepassing blijven voor administratieve akten van na deze datum maar die betrekking hebben op begrotingsjaren vóór 2023;

Overwegende dat de omzendbrief van Brussel Plaatselijke Besturen van 23 juni 2023 over de afhandeling en de financiering van lopende en nieuwe investeringsdossiers van de eredienstinstellingen de overgangsbepalingen preciseert die moeten worden toegepast na voornoemde ordonnantie van 10 december 2021;

Overwegende dat deze omzendbrief bepaalt dat: Als de gemeenten toestemming hebben gegeven voor de uitvoering van werken door eredienstinstellingen en zich hebben verbonden tot de financiering vóór 2023, dan gaat het om lopende investeringsdossiers en blijven de gemeenten ook na 2023 verantwoordelijk voor de financiering; Voor de financiering van nieuwe investeringsdossiers, die vanaf 2023 worden opgestart met de toestemming van het Gewest in toepassing van de nieuwe ordonnantie, kan het Gewest aan de eredienstinstellingen vragen om een lening aan te gaan waarvan de terugbetaling door het Gewest wordt gesubsidieerd;

Overwegende dat deze bepalingen in de genoemde omzendbrief volgen op de begroting 2023 van de gemeente en op de begrotingswerkzaamheden in verband met begrotingswijziging nr. 1 van de begroting 2023 van de gemeente;

Overwegende dat de toezichthoudende overheid bij besluit van 6 april 2023 de begrotingswijziging 2022 van de kerkfabriek van OLV-Boodschap heeft goedgekeurd, waarvan de begroting in evenwicht is dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 267.881,24 € aan de buitengewone dienst (art. 25 - Buitengewone subsidies Gemeente) en een gewone gemeentelijke tussenkomst van 36.851,86 €;

Het aandeel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $267.881,24 \text{ €} \times 5,16\% = 13.822,67 \text{ €}$ in de buitengewone dienst, en $36.851,86 \text{ €} \times 5,16\% = 1.901,56 \text{ €}$ in de gewone dienst;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van de gewestelijke toezichthoudende overheid van 6 april 2023 betreffende de goedkeuring van de begrotingswijziging 2022 van de kerkfabriek van OLV-Boodschap;

Het bedrag van 13.822,67 € in te schrijven op artikel 790/635-51 /08 “Buitengewone uitrusting en onderhoud van de gebouwen in uitvoering”, en het bedrag van 1.901,56 € op artikel 790/435-01/ - /08 “Bijdrage in de specifieke werkingskosten van specifieke lasten van andere openbare besturen”, als begrotingswijziging op te nemen, onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

24 Finances – Receveur – Procès-verbal de vérification de caisse – 4e trimestre 2022.

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le 31 décembre 2022.

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	+	5.371.322,86
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	+	25.433.100,79
Carnet de compte (Belfius)	+	4.799.992,72
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	+	0,00
Compte à vue (BNP Paribas Fortis)	+	645.238,12
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Compte 32D + Account (BNP Paribas Fortis)	+	963,08
Compte à vue (ING)	-	71.137,44
Compte d'épargne (ING)	+	250.000,00
Compte postchèque	+	386,44
Caisse centrale communale	+	40.836,32
Interface caisse	+	110,00
Compte en agence (passeport-permis)	+	77.013,78
Compte en agence (population)	+	72.510,74
Compte en agence (Etat-civil)	+	59.868,11
Compte en agence (Irisbox)	+	16.924,50
		36.697.130,02

L'avoir positif de 36.697.130,02 € a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Financiën – Ontvanger – Proces-verbaal van kasnazicht – 4de kwartaal 2022.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van onderzoek der gemeentekas opgemaakt op 31 december 2022.

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit :

Rekening-courant (Belfius)	+	5.371.322,86
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	+	25.433.100,79
Rekeningboekje (Belfius)	+	4.799.992,72
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	+	0,00
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)	+	645.238,12
Spaarrekening plus (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Rekening 32D + Account (BNP Paribas Fortis)	+	963,08
Zichtrekening (ING)	-	71.137,44
Spaarrekening (ING)	+	250.000,00
Postchequerekening	+	386,44
Centrale gemeentekassa	+	40.836,32
Kassa module	+	110,00
Rekening in agentschap (paspoort/rijbewijs)	+	77.013,78
Rekening in agentschap (bevolking)	+	72.510,74
Rekening in agentschap (burgerlijke staat)	+	59.868,11
Rekening in agentschap (Irisbox)	+	16.924,50
		36.697.130,02

Het positief vermogen van 36.697.130,02 € werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

25 **Approbation du protocole d'accord relatif à la gestion de l'octroi de la prime Be Home forestoise par le Service public régional de Bruxelles Fiscalité.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117, alinéa 1^{ier}, et 118, alinéa 1^{ier} ;

Vu l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale, l'article 115, § 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 2021 portant exécution de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale, l'article 49, § 3 ;

Vu la délibération du 20 décembre 2022 du Conseil communal relative à l'octroi de la prime Be Home forestoise pour l'année 2023, l'article 6 ;

Vu le protocole d'accord relatif à la gestion de l'octroi de la prime Be Home forestoise entre le Service public régional de Bruxelles Fiscalité et la Commune conclu le [date] ;

Considérant que, pour que la Commune puisse charger le Service public régional de Bruxelles Fiscalité du service de la prime Be Home forestoise afférente l'année 2023 conformément aux dispositions légales visées, le Conseil doit approuver le protocole d'accord qui a été conclu à cet effet entre le Commune et le Service public régional de Bruxelles Fiscalité ;

Considérant que le protocole d'accord est applicable pour toute autre prime Be Home forestoise dont l'octroi serait décidé par le Conseil pour les années à venir, pour autant que la Commune communique au Service public régional de Bruxelles Fiscalité, au plus tard le 1^{er} mars de l'année concernée, le montant de la prime et le règlement communal qui fixe ce montant ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1^{er}

Le Conseil approuve le protocole relatif à la gestion de l'octroi de la prime Be Home forestoise entre le Service public régional de Bruxelles Fiscalité et la Commune conclu le [date] .

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 26 septembre 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Goedkeuring van het akkoordprotocol betreffende het beheer van de toekenning van de Vorstse Be Home premie door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure, artikel 115, § 3;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juni 2021 tot uitvoering van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure, artikel 49, § 3;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 20 december 2022 betreffende de toekenning van de Vorstse Be Home premie voor het jaar 2023, artikel 6;

Gelet op het akkoordprotocol betreffende het beheer van de toekenning van de Vorstse Be Home premie tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit en de Gemeente, gesloten op [datum];

Overwegende, opdat de Gemeente de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit kan belasten met het beheer van de dienst van de Vorstse Be Home premie dat betrekking heeft op het jaar 2023 overeenkomstig de bedoelde wettelijke bepalingen, de Raad het akkoordprotocol dat hiertoe werd gesloten tussen de Gemeente en de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit moet goedkeuren;

Overwegende dat het akkoordprotocol van toepassing is voor iedere andere Vorstse Be Home premie waarvan de toekenning zou worden besloten door de Raad voor de komende jaren, voor zover de Gemeente het bedrag van de premie en het gemeentelijk reglement dat het bedrag bepaalt meedeelt, uiterlijk op 1 maart van het betrokken jaar, aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit;

Op de voordracht van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST,

Artikel 1

De Raad keurt het akkoordprotocol betreffende het beheer van de toekenning van de Vorstse Be Home premie tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit en de Gemeente, gesloten op [datum], goed.

Artikel 2

Het huidig reglement treedt in werking op 26 september 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Madame la Présidente propose de traiter l'interpellation (point 70) de Monsieur Loewenstein ici.

Marc Loewenstein : Petit rétroacte : en décembre 2022, le Conseil communal a adopté la prime communale BeHome de 200€. Cette prime a été instaurée par le Collège afin de compenser la très importante augmentation du précompte immobilier (PRI), +28%, qui s'ajoute à l'indexation généralisée du PRI de 9,6%. Pour compléter le tableau, rappelons que cette augmentation a été décidée pour tenter de combler le déficit de la commune.

Si cette prime a le mérite d'exister, il n'est pas inutile non plus de rappeler que, sans tenir compte de l'indexation générale de 9,6%, cette prime ne couvrira l'augmentation communale de PRI que de 30% des propriétaires occupants, soit 2.632 propriétaires sur 9740. Et, vu que la prime est forfaitaire, parmi ces 30%, certains même y gagneront. Situation qui peut sembler injuste, de surcroît lorsqu'on y ajoute la disparité entre les revenus cadastraux des habitations.

Malheureusement, tout ne tourne pas pour autant rond à Forest.

Même lorsque la majorité Ecolo-PS a la volonté de prendre une mesure totalement ou partiellement bénéfique pour les Forestoises et les Forestois, elle arrive encore à foirer.

Nous avons en effet appris fin juillet que la commune n'a pas transmis le règlement relatif à cette prime communale à Bruxelles Fiscalité. En conséquence, les avertissements extrait de rôle envoyés aux propriétaires forestois n'intégraient pas cette prime communale de 200€.

Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ce Protocole n'arrive qu'aujourd'hui alors qu'il aurait dû passer en conseil communal il y a plusieurs mois.

Dans une note communiquée le 31 juillet par le bourgmestre faisant-fonction Saïd Tahri, on peut y lire que près de 3.000 propriétaires forestois avaient déjà reçu leur AER. Parmi eux, certains sont des propriétaires-occupants, d'autres pas. Et, parmi ces propriétaires-occupants qui ont droit à cette prime, certains avaient déjà payé, d'autres pas. Nouvelle information dont on dispose aujourd'hui grâce à la mise à l'ordre du jour de ce Protocole d'accord avec Bruxelles Fiscalité... parmi les quelques 3.000 AER envoyés, 2.685 concernent des propriétaires-occupants ayant droit à la prime communale.

Cette note du Collège explique qu'une solution doit être trouvée pour les propriétaires-occupants éligibles à la prime qui ont déjà payé, que ceux qui n'ont pas encore payé doivent, s'ils sont éligibles, attendre un avis rectificatif avant de payer, que, dans l'attente d'une mise à jour avec l'administration fiscale, l'envoi des milliers d'autres AER (+ de 7.000) attendrait, et qu'un courrier sera envoyé aux personnes concernées. Soit un réel gâchis et une situation qui aurait pu être totalement évitée.

Mes questions seront les suivantes :

- 1. Comment se fait-il que le règlement portant sur la prime communale n'ait pas été adressé à l'administration fiscale ?**
- 2. Le Collège parle d'environ 3.000 AER envoyés au 31 juillet. Combien d'AER ont exactement été envoyés à ce moment ? Me confirmez-vous que, parmi ces AER, 2.685 concernaient des propriétaires-occupants éligibles à la prime ? Et parmi ces propriétaires-occupants, combien ont déjà payé leur précompte immobilier ?**
- 3. Quelle solution a été trouvée pour ces propriétaires éligibles à la prime ayant déjà payé leur précompte immobilier (sans déduction donc de la prime communale) ?**
- 4. Combien de courriers ont été adressés aux propriétaires forestois ?**
- 5. Outre les avis de rectifications devant être envoyés aux premiers propriétaires occupants**

ayant reçu leur AER, combien de propriétaires doivent encore recevoir leur AER ? Dans quel délai ?

6. En marge du Protocole qui va être adopté, comment s'organise la suite des opérations avec Bruxelles Fiscalité ?
7. Question supplémentaire que je vous pose en plus de celles reprises initialement dans mon interpellation :

Le protocole précise en introduction qu'il y a une égalité parfaite dans les conditions d'octroi des 2 primes Be Home, la régionale et la communale.

Il précise en son article 2 que le règlement communal devra être parfaitement aligné et en tout point compatible avec le règlement régional.

Or, je ne vois dans le règlement communal adopté le 20/12/2022 aucune référence à une indexation, indexation qui est bien d'application au niveau régional.

Est-ce que le Collège peut me confirmer qu'il prévoit bien d'indexer chaque année le montant de la prime communale ?

Cédric Pierre De Permentier : Ce couac administratif met surtout en évidence l'amateurisme du Collège qui n'a pas assuré le suivi nécessaire. Je viens avec un élément plus factuel puisque bon nombre de forestois n'ont pas reçu leur prime qui était mentionnée dans leur avertissement extrait de rôle. Dès lors, il y a une incertitude quant à savoir quand et quel montant ils doivent payer. Certains se demandent si ils doivent attendre ou défalquer 200€ qui correspond au montant de la prime ? Deuxièmement, vous mentionnez dans la délibération, ou en tous cas dans le protocole, qu'il y aurait 10.023 bénéficiaires, or, combien sont concernés par ce couac ? Vous demandez également d'être particulièrement attentif surtout dû au fait de votre erreur, aux retards et aux incompréhensions qui pourraient résulter auprès des forestois. Je pense que ce serait assez malvenu que la commune fasse preuve d'une grande rigidité dans les délais alors que vous avez une part fautive qui est assez conséquente dans ce dossier ? Que comptez-vous mettre en œuvre pour les forestois qui n'auraient pas bien compris le système ? Puisque même parmi les courriers de correction certains ne sont toujours pas arrivés. Donc je pense que l'incertitude persiste. Enfin, dernière question : dans le protocole il est bien mentionné que la prime ne vaut que pour l'année 2023. On peut se douter qu'elle sera prolongée mais pouvez-vous garantir que ce seront les mêmes montants, ou ces montants indexés, qui seront applicables dans les prochaines années ?

Laurent Hacken : C'est vrai que pour beaucoup, et c'était mon cas, c'était la surprise de découvrir plein de messages affolés pendant les congés et de lire : « la prime, où est-elle ? C'est une augmentation de dingue ! Je suis censé avoir une prime, ben non j'ai rien. J'ai bien regardé les copies etc.. ». On se dit que c'est une blague, que ce n'est pas possible, alors que c'était votre explication pour l'augmentation de la prime du précompte et qu'elle ne toucherait pas trop durement les propriétaires habitants. Que cette prime ne soit finalement pas directement reprise dans l'envoi des avertissements extrait de rôle pour se rendre compte que non, ce n'était pas une blague... Que c'était bien une histoire forestoise comme il en existe pas mal dans notre histoire. Encore une.

Nous avons bien compris que le point ici présenté au sein de notre Conseil va permettre de rattraper l'erreur. Outre les questions concrètes qu'ont posés mes collègues, ma question c'est : Comment ça se fait que cette convention n'est pas passée plus tôt ? Pour rappel c'est fin décembre que nous avons voté cette prime. Comment se fait-il que personne ne se soit rendu compte qu'il fallait que ce protocole passe pour que la prime soit intégrée directement dans les avertissements extrait de rôle ? Qui est fautif ?

Réponse Ahmed Quartassi : Comme vous le savez déjà il s'agit ici d'une nouvelle mesure que nous devons mettre en application. Probablement qu'il a été pensé qu'une fois que les informations auraient été transmises au niveau de l'augmentation des centimes additionnels

auprès de la tutelle, que le reste serait transmis par un canal vers Bruxelles fiscalité. Ce n'était pas le cas donc nous devons absolument nous-mêmes procéder à ce type de d'intervention. Nous nous sommes rendu compte du problème en recevant certains mails de citoyens propriétaires. Nous avons évidemment directement réagi en contactant Bruxelles fiscalité qui a vraiment été à l'écoute. En a découlé une réaction assez rapide des 2 administrations. Tant de Bruxelles fiscalité que de la commune de Forest. Evidemment très gênés par rapport à la situation, des courriers ont été transmis aux personnes, nous avons parlé de 3000 mais c'est en réalité 2685 personnes, via des canaux et/ou un courrier donc j'ai un exemple ici et qui stipulait comment il fallait procéder. Je vous lis le paragraphe : « *La commune de Forest a décidé d'octroyer une prime Be Home communale aux propriétaires occupants afin de compenser, voire en partie, l'augmentation des centimes additionnels. Cette prime communale Be home intervient en complément d'une prime régionale qui s'élève à 153€. Le montant dû sera donc diminué de 200€. Suite à un souci de transmission de la commune de Forest vis-à-vis de Bruxelles fiscalité, un certain nombre de ménages ont reçu un avertissement extrait de rôle précompte immobilier sans prise en compte de la prime Be Home communale. Une solution est à l'étude. Nous insistons sur : Si vous n'avez pas encore payé et que vous êtes dans les conditions d'octroi de la prime, n'effectuez pas de paiement. Un courrier rectificatif vous sera envoyé et le délai de paiement est prolongé jusqu'en fin octobre 2023. Il n'y a aucune démarche à entreprendre de la part des propriétaires. Si vous avez déjà payé, une solution vous sera apportée afin que vous puissiez bénéficier de la prime.* Nous sommes en contact permanent avec Bruxelles fiscalité et à certaines questions nous n'aurons évidemment pas de réponses puisque que nous-mêmes n'avons pas obtenu de réponses de la part de Bruxelles fiscalité. C'est pour cette raison que nous faisons passer aujourd'hui le protocole qui engage les 2 parties à des devoirs et des obligations. Nous pourrions le parcourir tout à l'heure. Nous n'avons évidemment pas connaissance du nombre de forestois ayant payé le précompte à ce stade mais Bruxelles fiscalité nous assure qu'ils font tout pour que tous les propriétaires qui ont le bénéfice de cette prime ne soient pas lésés. Nous veillons également en parallèle à ce que cela soit réalisé correctement. Quelles sont les solutions trouvées pour ces propriétaires ? C'est à l'étude via Bruxelles fiscalité. Combien de courriers ont été adressés ? C'est 2685 comme je vous l'ai dit. A terme à Forest ce sont 10.023 propriétaires qui bénéficieront de la prime. Nous essayons de trouver les recherches de solutions avec Bruxelles fiscalité qui attend vraiment ce protocole qui doit être adopté ce soir et à l'issue duquel les choses devraient se dérouler correctement. Alors chercher la faute... c'est une faute qui n'émane pas du tout de Bruxelles fiscalité ni de la tutelle. C'est une faute qui incombe à la commune. Elle peut être politique, administrative, ... Nous ne cherchons pas à trouver le ou les coupables, ce qui compte aujourd'hui c'est de trouver la solution pour répondre à ce manquement rapidement. L'indexation est indiquée dans le protocole de Bruxelles fiscalité.

Marc Loewenstein : Que l'indexation soit ou non dans le protocole, ou ailleurs, je souhaiterais juste avoir une confirmation par le Collège que la prime sera bien indexée. Il se peut que la prime régionale le soit mais pas la prime communale.

Ahmed Quartassi : La prime communale sera à l'image de la prime régionale. Si cette dernière est indexée, la prime communale devrait l'être aussi.

Marc Loewenstein : Non, la prime communale n'est pas le même montant que la régionale. Il se peut donc que le montant de la prime régionale soit indexé sans que le communal le soit. Donc je répète ma question : La prime communale sera-t-elle indexée comme la prime régionale ? Ce n'est pas une condition sinequanone pour appliquer les mêmes règlements. Voir les règles.

Cédric Pierre De Permentier : Peut-on préparer un amendement pour qu'elle soit bien indexée ?

Charles Spapens : La volonté est là et cela a été longuement discuté. L'indexation est au budget ou au plan. L'intention est là mais comme vous le savez, la commune est sous plan. Je ne souhaite affirmer sans être certain.

Marc Loewenstein : Si l'indexation est dedans c'est dans le règlement et non dans le protocole qu'elle se trouve.

Madame la Présidente mentionne qu'il faut vérifier si cela a été mis au plan avant de pouvoir répondre à cette question.

Cédric De Permentier rappelle sa question concernant la tolérance pour les retardataires et ce que le Collège compte faire pour les années à venir ? Concernant l'envoi des courriers, il y a une grande inquiétude et incompréhension de la part de beaucoup de gens qui n'ont, à ce-jour, toujours pas reçu leur courrier. L'échéance d'octobre paraît dès lors assez illusoire puisque beaucoup d'entre eux n'ont toujours pas reçu l'information. Que comptez-vous faire pour les gens qui ne comprennent pas et qui ne savent pas où ils en sont ?

Ahmed Quartassi : Pour les années à venir, maintenant que le problème est confié à Bruxelles fiscalité, nous avons le devoir de verser cette prime à Bruxelles fiscalité dans des temps bien déterminés comme indiqué dans le protocole. Il y aura évidemment un respect de ce qui est engagé dans ce dernier. C'est une année particulière et logiquement la tolérance doit être de mise. Nous allons attendre et voir ce qu'il va se passer mais nous n'avons pas à pénaliser une seconde fois les propriétaires en cas de retard de paiement.

Charles Spapens : Le courrier que Monsieur Quartassi vous a lu est limpide. Les délais sont reportés à fin octobre pour ceux qui avaient des délais et ils recevront un rectificatif dans lequel il y aura un nouveau délai. Les gens qui n'ont pas reçu leur avertissement extrait de rôle et qui le reçoivent auront un délai raisonnable pour le paiement. En gros, Bruxelles fiscalité envoie avec un algorithme l'ensemble des avertissements extrait de rôle à l'ensemble de la Région. Au moment où nous l'avons stoppé c'est pour qu'il n'y ait pas des communes qui soient favorisées ou défavorisées. Au moment où nous l'avons stoppé il y avait le chiffre que Monsieur Quartassi a mentionné et 2685 personnes étaient concernées. Ces personnes-là ont reçu un courrier.

Cédric De Permentier : Justement non, des personnes ont reçu le courrier initial en demandant de payer mais n'ont pas reçu le correctif.

Charles Spapens : Honnêtement il n'y a personne pour qui c'est revenu donc si des personnes sont dans le cas qu'elles n'hésitent pas. Mais le courrier s'applique donc il ne faut pas s'inquiéter. En tous cas le courrier s'applique. Il a été mis sur les réseaux sociaux, dans le journal communal et partout. Ce dernier s'applique à tous et nous l'avons répété sur le site de la commune. Le courrier s'applique, personnalisé par la commune et déposé directement par les employés communaux dans les boîtes aux lettres. Ceci dit ce n'est pas un recommandé donc il peut toujours se passer quelque chose mais ça s'applique à tous et il ne faut pas payer. Pour ceux qui ont déjà payé une solution sera trouvée. Bruxelles fiscalité ne l'a pas encore et ils faisaient les derniers tests cette semaine puisqu'ils ont dû extraire tout Forest et faire un recalcul avec la prime. Celui-ci sera envoyé avec un nouveau délai chez toutes les personnes concernées. Donc si des gens vous demandent des informations ils ne doivent pas payer jusqu'à fin octobre. D'ici là ils recevront un nouveau courrier de Bruxelles fiscalité avec un nouvel avertissement extrait de rôle. Ceux qui ont déjà payé pour eux ce sera différent. Ils recevront un courrier à part avec une méthode de remboursement qui n'est pas encore fixée mais ils toucheront leur prime.

Répliques Marc Loewenstein : Je regrette encore une fois l'amateurisme du Collège. Penser que l'information de la prime allait arriver chez Bruxelles Fiscalité par un autre canal. Je ne sais pas à quoi vous pensiez. J'ai surtout l'impression qu'on essaie d'enrober les choses pour ne pas simplement assumer sa faute.

Vous précisez que 2.685 courriers ont été envoyés aux propriétaires occupants pour ne pas

payer et attendre leur nouvel AER. Certains ne semblent pas encore l'avoir reçu.

J'ai encore eu hier un contact avec une propriétaire qui me demandait si elle devait payer parce qu'elle a appelé Bruxelles Fiscalité et ils lui ont répondu que ce sont des impôts et qu'il faut payer et ensuite contester. Je lui ai dit de ne rien payer et d'attendre le nouvel AER qui devait arriver courant du mois d'octobre. Charles Spapens : Nous avons eu un autre témoignage dans ce sens et nous avons fait le test. Nous avons téléphoné à Bruxelles fiscalité et bien expliqué. Ils nous ont bien répondu qu'à Forest il ne fallait pas payer. Visiblement il y a une IA à Bruxelles fiscalité et ils nous ont dit que peut-être l'IA n'était pas au courant. Qu'ils allaient vérifier et qu'il se pourrait que ce soit une explication. Cependant ils disent également que leurs agents ont la bonne explication à donner aux personnes. C'est peut-être la même personne que Monsieur Loewenstein a eu mais nous avons eu le même témoignage.

Marc Loewenstein : J'imagine que le remboursement de la prime est à 100% ? Est-ce que des modalités sont déjà prévues, est-ce que par exemple il est prévu de déduire 200€ de l'AER de l'année suivante ? Ou est-ce qu'on travaille de manière individuelle ? Sachant aussi qu'il se peut qu'un propriétaire soit propriétaire aujourd'hui et qu'il ne le soit plus demain ?

Madame la Présidente rappelle qu'il a été dit que Bruxelles fiscalité n'avait pas encore la méthode et qu'il n'est pas possible à ce-jour de pouvoir compléter la réponse.

Marc Loewenstein : Je voulais juste préciser que la méthode ne pouvait pas être reportée à l'année d'après parce qu'il peut y avoir des changements de propriétaires. Il faut donc que le rectificatif se fasse sur cet exercice-ci.

Cédric Pierre De Permentier : Merci pour la réponse de Monsieur Spapens qui était relativement claire et cela rassure je pense les conseillers communaux qui doivent être fortement sollicités par les questions, puisque le problème est assez répandu. Je suis peiné de le dire mais je trouve qu'il y a une certaine légèreté dans le traitement de cette faute politique qui est assez conséquente. Même s'il y a un couac administratif le Collège est tout de même responsable. Je trouve qu'on s'en sort un petit peu facilement face à quelque chose d'assez rocambolesque et que cela ne relève pas le niveau de la politique locale.

Monsieur Ahmed Ourtassi confirme que la prime Be Home sera indexée et Monsieur Spapens que cela est prévu au plan.

Mevrouw de Voorzitster stelt voor de interpellatie van de heer Loewenstein (punt 70) hier te behandelen.

Marc Loewenstein: Voorgeschiedenis: In december 2022 heeft de gemeenteraad de gemeentelijke BeHome-premie van 200 € goedgekeurd. Deze premie werd door het College ingevoerd ter compensatie van de zeer aanzienlijke stijging van de onroerende voorheffing (OV), +28%, die bovenop de algemene indexering van de OV van 9,6% komt. Om het plaatje compleet te maken, stippen we aan dat tot deze verhoging werd besloten in een poging om het tekort van de gemeente weg te werken.

Hoewel deze premie nut heeft, dient erop gewezen dat, zonder rekening te houden met de

algemene indexering van 9,6%, deze premie slechts voor 30% van de eigenaars-bewoners de stijging van de OV in Vorst zal dekken, d.w.z. 2.632 eigenaars op 9.740. En aangezien de premie forfaitair is, zullen sommigen van die 30 % er beter van worden. Een situatie die oneerlijk lijkt, zeker als je ook de verschillen tussen de kadastrale inkomens van de woningen bekijkt.

Helaas gaat het mis in Vorst.

Zelfs als de Ecolo/Groen-PS/sp.a meerderheid een maatregel tracht te nemen die geheel of gedeeltelijk gunstig is voor de Vorstenaar, slaagt ze er nog steeds in om zaken te verknoeien.

Eind juli hebben we immers vernomen dat de gemeente het reglement met betrekking tot deze gemeentelijke premie niet heeft overgemaakt aan Brussel Fiscaliteit. Bijgevolg werd de gemeentelijke premie van 200 € niet verwerkt in de aanslagbiljetten die naar de Vorstse eigenaars verstuurd zijn.

En daarom komt dit protocol vandaag pas aan, terwijl het al maanden geleden aan de gemeenteraad had moeten worden voorgelegd.

In een nota die op 31 juli door burgemeester a.i. Saïd Tahri verstuurd werd, staat dat bijna 3.000 eigenaars in Vorst hun aanslagbiljet al hadden ontvangen. Sommigen van hen zijn eigenaars-bewoners, anderen niet. En sommige eigenaars-bewoners die recht hebben op deze premie, hebben al betaald, andere niet. Nieuwe informatie vandaag dankzij de agendering van dit akkoordprotocol met Brussel Fiscaliteit ... Van de ongeveer 3.000 verstuurde aanslagbiljetten hadden er 2.685 betrekking op eigenaar-bewoners die recht hebben op de gemeentelijke premie.

De nota van het College stelt dat er een oplossing moet worden gevonden voor de eigenaars-bewoners die in aanmerking komen voor de premie en die reeds betaald hebben; dat zij die nog niet betaald hebben, als ze in aanmerking komen, moeten wachten op een rechtszettingsbericht alvorens te betalen; dat de verzending van duizenden andere aanslagbiljetten (meer dan 7.000) zou worden uitgesteld in afwachting van een update met de belastingadministratie en dat er een brief zal worden verstuurd naar de betrokkenen. Allemaal erg jammer en een situatie die vermeden had kunnen worden.

Mijn vragen:

Hoe kan het dat het reglement met betrekking tot de gemeentelijke premie niet naar de belastingadministratie verstuurd is?

Het College heeft het over ongeveer 3.000 aanslagbiljetten die op 31 juli zijn verstuurd. Hoeveel aanslagbiljetten zijn er dan precies verstuurd? Kunt u bevestigen dat 2.685 van deze aanslagbiljetten betrekking hadden op eigenaar-bewoners die in aanmerking komen voor de premie? En hoeveel van die eigenaars-bewoners hebben hun onroerende voorheffing reeds betaald?

Welke oplossing is er gevonden voor de eigenaars die in aanmerking komen voor de premie en die hun onroerende voorheffing reeds betaald hebben (zonder aftrek van de gemeentelijke premie)?

Hoeveel brieven zijn er naar de eigenaars in Vorst verstuurd?

Hoeveel eigenaars moeten hun aanslagbiljet nog krijgen, naast de rechtzettingsberichten die naar de eerste eigenaars-bewoners moeten worden verstuurd die hun aanslagbiljet reeds hebben ontvangen? Binnen welke termijn?

Hoe worden, naast het protocol dat binnenkort wordt aangenomen, de werkzaamheden met Brussel Fiscaliteit verder georganiseerd?

Ik wil u graag een aanvullende vraag stellen bij mijn interpellatie:

Het protocol stelt in de inleiding dat er een perfecte gelijkheid is in de voorwaarden voor de toekenning van de 2 BeHome-premies (de gewestelijke en de gemeentelijke).

Het specificeert in artikel 2 dat de gemeentereglementen perfect op elkaar moeten zijn afgestemd en in elk opzicht verenigbaar moeten zijn met het gewestelijk reglement.

Ik zie echter geen enkele verwijzing naar een indexering in het gemeentereglement van 20/12/2022, indexering die wel van toepassing is op gewestelijk niveau.

Kan het College bevestigen dat het inderdaad van plan is om het bedrag van de gemeentelijke premie elk jaar te indexeren?

Cédric Pierre-De Permentier: Deze administratieve blunder wijst vooral op het amateurisme van het College, dat niet voor de nodige follow-up zorgde. Ik wil hier nog een concreet element aan toevoegen, want heel wat Vorstenaars hebben hun premie, die vermeld stond op hun aanslagbiljet, niet ontvangen. Daardoor is er onzekerheid over wanneer en hoeveel ze moeten betalen. Sommigen vragen zich af of ze moeten wachten of 200 euro moeten aftrekken, wat het bedrag van de premie is.

Ten tweede vermeldt u in de beraadslaging – of in ieder geval in het protocol – dat er 10.023 begunstigden zijn, maar hoeveel hebben er dan te kampen met deze fout?

U vraagt ons ook om bijzondere aandacht te besteden aan de vertragingen en misverstanden die zouden kunnen ontstaan bij de Vorstenaren, vooral als gevolg van uw fout.

Ik vind het nogal ongepast dat de gemeente zich zo star opstelt ten aanzien van de termijnen, terwijl u zelf een aanzienlijk deel van de schuld draagt in deze zaak?

Wat bent u van plan te doen voor de Vorstenaren die het systeem niet helemaal begrepen hebben? Want zelfs sommige correctiebrieven zijn nog steeds niet aangekomen. Dus ik denk dat de onzekerheid blijft bestaan.

Mijn laatste vraag: in het protocol staat duidelijk dat de premie alleen geldt voor 2023. We kunnen ervan uitgaan dat het verlengd wordt, maar kunt u garanderen dat de komende jaren dezelfde of geïndexeerde bedragen zullen gelden?

Laurent Hacken: Voor veel mensen – ook voor mijzelf – was het een verrassing was om tijdens

de vakantie zoveel verbaasde uitspraken te horen: “Waar is de premie? Wat een stijging! Ik zou een premie moeten krijgen, maar ik krijg niets. Ik heb de documenten goed bekeken ...”

Het leek een grap, geen realiteit, ook al was dat uw verklaring voor de verhoging van de voorheffing en dat het huiseigenaren niet te hard zou treffen. Uiteindelijk werd de premie niet rechtstreeks opgenomen in de verstuurde aanslagbiljetten ... het was geen grap. Het was alweer een echt Vorsts verhaal zoals zovele in onze geschiedenis. Nog zo eentje ...

We begrijpen dat het punt dat hier aan de Raad wordt voorgelegd, ons in staat zal stellen om de fout goed te maken. Naast de concrete vragen die mijn collega's hebben gesteld, is mijn vraag: Waarom is deze overeenkomst niet eerder ondertekend?

Ter herinnering: eind december hebben we de premie goedgekeurd. Hoe komt het dat niemand zich realiseerde dat dit protocol moest worden aangenomen om de premie rechtstreeks op te nemen in de aanslagbiljetten?

Wie is in fout?

Antwoord van Ahmed Ouartassi: Zoals u al weet, is dit een nieuwe maatregel die we moesten toepassen.

Waarschijnlijk dacht men dat zodra de informatie over de verhoging van de opcentiemen aan het toezicht was doorgegeven, de rest via een kanaal naar Brussel Fiscaliteit zou worden doorgegeven. Dat was niet het geval, dus moesten we het absoluut zelf doen.

We werden ons bewust van het probleem toen we mails ontvingen van enkele eigenaars. We hebben uiteraard direct gereageerd door contact op te nemen met Brussel Fiscaliteit, dat oor had voor de zaak. Dat leidde tot een vrij snelle reactie van de 2 administraties.

Zowel van Brussel Fiscaliteit als van de gemeente Vorst.

Zeer verveeld door de situatie werden er brieven gestuurd naar mensen, we hadden het over 3.000 maar het zijn er eigenlijk 2.685, via kanalen en/of een brief, dus ik heb hier een voorbeeld waarin werd bepaald hoe te handelen.

Ik zal u de paragraaf voorlezen: “De gemeente Vorst heeft besloten een gemeentelijke BeHome-premie toe te kennen aan eigenaar-bewoners, om de verhoging van de opcentiemen of een deel ervan te compenseren. Deze gemeentelijke BeHome-premie komt bovenop een gewestelijke premie van 153 euro. Het verschuldigde bedrag wordt dus verminderd met 200 euro.

Als gevolg van een probleem met de overdracht van de gemeente Vorst naar Brussel Fiscaliteit hebben een aantal huishoudens een aanslagbiljet voor de onroerende voorheffing ontvangen zonder dat er rekening werd gehouden met de gemeentelijke BeHome-premie. Er wordt gezocht naar een oplossing.

Wij dringen aan op het volgende: Als u nog niet betaald hebt en in aanmerking komt voor de premie, doe dan geen betaling, u krijgt een correctiebrief en de betalingstermijn wordt verlengd tot eind oktober 2023.

Huiseigenaren hoeven geen stappen te ondernemen.

Als u al betaald hebt, zal er een oplossing worden gevonden zodat u de premie kan genieten.

We staan voortdurend in contact met Brussel Fiscaliteit en hebben natuurlijk geen antwoord op alle vragen omdat wij zelf geen antwoord hebben gekregen van Brussel Fiscaliteit.

Daarom keuren we vandaag het protocol goed waarbij beide partijen verbintenissen aangaan.

We kunnen het straks doornemen.

Uiteraard weten we op dit moment niet hoeveel Vorstenaren de onroerende voorheffing hebben betaald, maar Brussel Fiscaliteit verzekert ons dat ze er alles aan doen om ervoor te zorgen dat alle huiseigenaren die deze premie genieten, geen nadelige gevolgen ondervinden.

Tegelijkertijd zorgen we ervoor dat dit correct gebeurt.

Welke oplossingen zijn er gevonden voor deze eigenaars? Het ligt ter studie via Brussel Fiscaliteit.

Hoeveel brieven zijn er verstuurd? 2.685, zoals ik al zei.

Uiteindelijk zullen 10.023 huiseigenaren in Vorst profiteren van de premie.

We proberen oplossingen te vinden met de Brusselse Fiscaliteit, die er echt op zit te wachten dat dit protocol vanavond wordt goedgekeurd, waarna alles vlot zou moeten verlopen.

Het is dus niet de schuld van Brussel Fiscaliteit, noch van het toezicht. De fout ligt bij de gemeente. Die kan politiek zijn, administratief, ... We zijn er niet op uit om de schuldlige(n) aan te wijzen, het gaat er nu om zo snel mogelijk een oplossing te vinden voor dit probleem.

De indexering is vastgelegd in het protocol van Brussel Fiscaliteit.

Marc Loewenstein: Of de indexering nu wel of niet in het protocol staat, of elders, ik wil graag een bevestiging van het College dat de premie inderdaad wordt geïndexeerd.

Het kan zijn dat de gewestelijke premie wordt geïndexeerd, maar niet de gemeentelijke premie.

Ahmed Ouartassi: De gemeentelijke premie zal vergelijkbaar verlopen als de gewestelijke. Als de gewestelijke premie wordt geïndexeerd, dan zou de gemeentelijke dat ook moeten worden.

Marc Loewenstein: De gemeentelijke premie is niet hetzelfde bedrag als de gewestelijke. Het is dus mogelijk dat de gewestelijke premie geïndexeerd wordt maar de gemeentelijke niet. Dus ik herhaal mijn vraag: Wordt de gemeentelijke premie op dezelfde manier geïndexeerd als de gewestelijke? Dit is geen conditio sine qua non om dezelfde regels toe te passen.

Zie de regels.

Cédric Pierre-De Permentier: Kunnen we een amendement voorbereiden om ervoor te zorgen dat er een indexering komt?

Charles Spapens: De wil is er en het is uitvoerig besproken. De indexering staat in de begroting of in het plan. De intentie is er, maar zoals u weet staat de gemeente onder plan. Ik wil niets bevestigen zonder er zeker van te zijn.

Marc Loewenstein: Als er sprake is van een indexering, is dat in het reglement en niet in het protocol.

Mevrouw de Voorzitster zegt dat er eerst moet worden nagegaan of dit in het plan is opgenomen voordat deze vraag kan worden beantwoord.

Cédric De Permentier herhaalt zijn vraag over tolerantie voor laatkomers en wat het College

van plan is te doen in de komende jaren.

Wat de verzending van de brieven betreft, is er veel ongerustheid en onbegrip bij veel mensen die hun brief nog steeds niet hebben ontvangen.

De deadline van oktober lijkt daarom een illusie, aangezien velen van hen de informatie nog steeds niet hebben ontvangen. Wat bent u van plan te doen voor mensen die het niet begrijpen en niet weten waar ze aan toe zijn?

Ahmed Quartassi: Voor de komende jaren, nu het probleem is toevertrouwd aan Brussel Fiscaliteit, moeten wij de premie aan Brussel Fiscaliteit betalen binnen een bepaalde termijn, zoals aangegeven in het protocol.

De verbintenissen die in het protocol zijn aangegaan, moeten worden nageleefd. Dit is een speciaal jaar en logischerwijs moet er een tolerantie zijn.

We zullen afwachten wat er gebeurt, maar we mogen huiseigenaren geen tweede keer straffen voor te late betaling.

Charles Spapens: De brief die de heer Quartassi u heeft voorgelezen, is heel duidelijk. De deadlines zijn verschoven naar eind oktober voor degenen die deadlines hadden, en zij zullen een correctie ontvangen met een nieuwe deadline.

Mensen die hun aanslagbiljet nog niet hebben ontvangen, krijgen een redelijke betalingstermijn.

In principe gebruikt Brusselse Fiscaliteit een algoritme om alle aanslagbiljetten naar het hele Gewest te sturen. Toen we dat stopzetten, was dat om geen enkele gemeente te bevoordelen of te benadelen. Toen we dat stopzetten, was er het cijfer dat de heer Quartassi noemde en ging het om 2.685 mensen.

Deze mensen hebben een brief ontvangen.

Cédric Pierre-De Permentier: Nee, sommige mensen hebben de eerste brief ontvangen, waarin hen wordt gevraagd te betalen, maar zij hebben nadien geen correctie ontvangen.

Charles Spapens: Eerlijk gezegd is het voor niemand teruggekomen, dus als dat het geval is, moeten ze niet aarzelen. Maar de brief is van toepassing, dus ze moeten zich geen zorgen maken. In elk geval is de brief van toepassing. Hij is op sociale netwerken geplaatst, in het gemeentelijk infoblad en dergelijke. Het geldt voor iedereen en dat hebben wij ook benadrukt op de website van de gemeente.

De brief werd gepersonaliseerd door de gemeente en rechtstreeks in de brievenbussen bezorgd door gemeentepersoneel. Het is geen aangetekende brief, dus er kan altijd iets gebeuren, maar het geldt voor iedereen en je hoeft niet te betalen. Voor degenen die al betaald hebben, wordt er een oplossing gevonden.

Brussel Fiscaliteit heeft het nog niet en zij waren deze week de laatste tests aan het doen omdat ze heel Vorst eruit moesten halen en opnieuw berekenen met de premie. Dit zal met een nieuwe deadline naar alle betrokkenen worden gestuurd.

Dus als mensen u informatie vragen: zij moeten tot eind oktober niet betalen. In de tussentijd ontvangen ze een nieuwe brief van Brussel Fiscaliteit met een nieuw aanslagbiljet.

Voor degenen die al betaald hebben, liggen de zaken anders. Zij zullen een aparte brief ontvangen met een terugbetalingsmethode die nog niet is vastgelegd, maar ze krijgen hun premie.

Antwoorden

Marc Loewenstein: Eens te meer betreur ik het amateurisme van het College. Denken dat de informatie over de premie Brussel Fiscaliteit via een ander kanaal zou bereiken ... Ik weet niet wat u dacht. Ik krijg vooral de indruk dat men de zaken proberen te verbloemen om zijn fout niet toe te geven.

Je zegt dat er 2.685 brieven gestuurd zijn naar eigenaar-bewoners met het verzoek om niet te betalen en te wachten op hun nieuw aanslagbiljet. Sommigen lijken die nog niet ontvangen te hebben.

Gisteren nog had ik contact met een eigenaar die me vroeg of ze moest betalen omdat ze Brussel Fiscaliteit had gebeld en die zeiden haar dat dit belastingen zijn en dat je die moet betalen en dan betwisten. Ik zei haar niets te betalen en te wachten op de nieuw aanslagbiljet, dat in oktober zou aankomen.

Charles Spapens: We hadden nog een getuigenis in die richting en we hebben de test gedaan. We belden naar Brussel Fiscaliteit en legden alles uit. Ze stelden dat Vorst niet hoeft te betalen.

Uiteraard is er een AI bij Brussel Fiscaliteit en ze zeiden ons dat de AI er misschien niet van op de hoogte was. Ze zeiden dat ze het zouden controleren en dat dit een verklaring zou kunnen zijn.

Ze zeggen echter ook dat hun personeel de juiste uitleg heeft om aan mensen te geven.

Dit kan dezelfde persoon zijn die de heer Loewenstein had, maar wij hadden dezelfde getuigenis.

Marc Loewenstein: Ik kan me voorstellen dat de premie voor 100% wordt terugbetaald?

Zijn er al afspraken gemaakt? Wordt er bijvoorbeeld 200 euro afgetrokken van de aanslag volgend jaar? Of werken we op individuele basis? Opgelet, want het kan ook dat een huiseigenaar vandaag morgen geen eigenaar meer is.

Mevrouw de voorzitter stipt aan dat er is gezegd dat Brussel Fiscaliteit de methode nog niet heeft en dat het momenteel niet mogelijk is om een volledig antwoord te geven.

Marc Loewenstein: Ik wil alleen preciseren dat de verrekening niet kan worden overgedragen naar het volgende jaar, omdat er veranderingen qua eigenaar kunnen zijn.

Daarom moet de correctie op dit aanslagjaar worden toegepast.

Cédric Pierre-De Permentier: Dank u voor het antwoord van de heer Spapens, dat vrij duidelijk was en dat de gemeenteraadsleden geruststelt, die wellicht veel vragen krijgen, aangezien het probleem tamelijk wijdverbreid is.

Het spijt me dat ik het moet zeggen, maar ik denk dat er een zekere lichtheid zit in de manier waarop deze – vrij ernstige – politieke fout wordt aangepakt.

Ook al gaat het om een administratieve blunder, toch is het College nog steeds verantwoordelijk.

Ik denk dat we nogal licht gaan over iets onbeschrijflijks en dat het het niveau van de lokale politiek niet bepaald optrekt.

De heer Ahmed Ourtassi bevestigt dat de BeHome premie zal worden geïndexeerd en de heer Spapens dat dit in het plan is voorzien.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

26 Interpellation concernant le couac paiement de la prime communale BeHome de 200€ aux propriétaires-occupants forestois (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).

En décembre 2022, le Conseil communal a adopté la prime communale BeHome de 200€. Cette prime a été instaurée par le Collège afin de compenser la très importante augmentation du précompte immobilier (PRI), +28%, qui s'ajoute à l'indexation généralisée du PRI de 9,6%.

Si cette prime a le mérite d'exister, il n'est pas inutile non plus de rappeler que, sans tenir compte de l'indexation générale de 9,6%, cette prime ne couvrira l'augmentation communale de PRI que de 30% des propriétaires occupants, soit 2.632 propriétaires sur 9740. Et, vu que la prime est forfaitaire, parmi ces 30%, certains même y gagneront. Situation qui peut sembler injuste, de surcroît lorsqu'on y ajoute la disparité entre les revenus cadastraux des habitations.

Malheureusement, tout ne tourne pas pour autant rond à Forest. Nous avons en effet appris fin juillet que la commune n'a pas transmis le règlement relatif à cette prime communale à l'administration fiscale. En conséquence, les avertissements extrait de rôle envoyés aux propriétaires forestois n'intégraient pas cette prime communale de 200€.

Dans une note communiquée le 31 juillet par le bourgmestre faisant-fonction Saïd Tahri, on peut y lire que près de 3.000 propriétaires forestois avaient déjà reçu leur AER. Parmi eux, certains sont des propriétaires-occupants, d'autres pas. Et, parmi ces propriétaires-occupants qui ont droit à cette prime, certains avaient déjà payé, d'autres pas.

Cette note explique qu'une solution doit être trouvée pour les propriétaires-occupants éligibles à la prime qui ont déjà payé, que ceux qui n'ont pas encore payé doivent, s'ils sont éligibles, attendre un

avis rectificatif avant de payer, que, dans l'attente d'une mise à jour avec l'administration fiscale, l'envoi des milliers d'autres AER (+ de 7.000) attendrait, et qu'un courrier sera envoyé aux personnes concernées.

Mes questions seront les suivantes :

1. Comment se fait-il que le règlement portant sur la prime communale n'ait pas été adressé à l'administration fiscale ?
2. Le Collège parle d'environ 3.000 AER envoyés au 31 juillet. Combien d'AER ont exactement été envoyés à ce moment? Parmi ces AER, combien étaient adressés à des propriétaires-occupants éligibles à la prime ? Et parmi ces propriétaires-occupants, combien ont déjà payé leur précompte immobilier ?
3. Quelle solution a été trouvée pour ces propriétaires éligibles à la prime ayant déjà payé leur précompte immobilier (sans déduction donc de la prime communale) ?
4. Combien de courriers ont été adressés aux propriétaires forestois ?
5. Outre les avis de rectifications devant être envoyés aux premiers propriétaires occupants ayant reçu leur AER, combien de propriétaires doivent encore recevoir leur AER ? Dans quel délai ?
6. Comment s'organise la suite des opérations avec l'administration fiscale ?

Je vous remercie pour vos réponses.

32 votants : 32 votes positifs.

Interpellatie over het probleem van de uitbetaling van de gemeentelijke Be Home-premie van 200 € aan de eigenaars-bewoners in Vorst(op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid).

In december 2022 heeft de gemeenteraad de gemeentelijke Be Home-premie van 200 € goedgekeurd. Deze premie werd door het College ingevoerd ter compensatie van de zeer aanzienlijke stijging van de onroerende voorheffing (OV), +28%, die bovenop de algemene indexering van de OV van 9,6% komt.

Hoewel deze premie nut heeft, dient erop gewezen dat, zonder rekening te houden met de algemene indexering van 9,6%, deze premie slechts voor 30% van de eigenaars-bewoners de stijging van de OV in Vorst zal dekken, d.w.z. 2.632 eigenaars op 9.740. En aangezien de premie forfaitair is, zullen sommigen van die 30 % er beter van worden. Een situatie die oneerlijk lijkt, zeker als je ook de verschillen tussen de kadastrale inkomens van de woningen bekijkt.

Helaas gaat het mis in Vorst. Eind juli hebben we immers vernomen dat de gemeente het reglement met betrekking tot deze gemeentelijke premie niet heeft overgemaakt aan de belastingadministratie. Bijgevolg werd de gemeentelijke premie van 200 € niet verwerkt in de aanslagbiljetten die naar de Vorstse eigenaars verstuurd zijn.

In een nota die op 31 juli door burgemeester a.i. Saïd Tahri verstuurd werd, staat dat bijna 3.000 eigenaars in Vorst hun aanslagbiljet al hadden ontvangen. Sommigen van hen zijn eigenaars-bewoners, anderen niet. En sommige eigenaars-bewoners die recht hebben op deze premie, hebben al betaald, andere niet.

In de nota wordt uitgelegd dat er een oplossing moet worden gevonden voor de eigenaars-bewoners die in aanmerking komen voor de premie en die reeds betaald hebben; dat zij die nog niet betaald hebben, als ze in aanmerking komen, moeten wachten op een rechtszettingsbericht alvorens te betalen; dat de verzending van duizenden andere aanslagbiljetten (meer dan 7.000) zou worden uitgesteld in afwachting van een update met de belastingadministratie en dat er een brief zal worden

verstuurd naar de betrokkenen.

Mijn vragen zijn de volgende:

1. Hoe kan het dat het reglement met betrekking tot de gemeentelijke premie niet naar de belastingadministratie verstuurd is?
2. Het College heeft het over ongeveer 3.000 aanslagbiljetten die op 31 juli zijn verstuurd. Hoeveel aanslagbiljetten zijn er dan precies verstuurd? Hoeveel van deze aanslagbiljetten zijn er verstuurd naar eigenaars-bewoners die in aanmerking komen voor de premie? En hoeveel van die eigenaars-bewoners hebben hun onroerende voorheffing reeds betaald?
3. Welke oplossing is er gevonden voor de eigenaars die in aanmerking komen voor de premie en die hun onroerende voorheffing reeds betaald hebben (zonder aftrek van de gemeentelijke premie)?
4. Hoeveel brieven zijn er naar de eigenaars in Vorst verstuurd?
5. Hoeveel eigenaars moeten hun aanslagbiljet nog krijgen, naast de rechtzettingsberichten die naar de eerste eigenaars-bewoners moeten worden verstuurd die hun aanslagbiljet reeds hebben ontvangen? Binnen welke termijn?
6. Hoe gaat het nu verder met de belastingdienst?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

- 27 **Centrale d'achats - Marchés publics - Désignation d'un consultant pour la gestion administrative de la dispense de précompte professionnel pour le travail en équipe, et plus spécifiquement liée aux travaux immobiliers (2023-S-009) - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 habilitant le Collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il y a eu lieu de lancer un marché public relatif à la désignation d'un consultant pour la gestion administrative de la dispense de précompte professionnel pour le travail en équipe, et plus spécifiquement liée aux travaux immobiliers ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 juin 2023 de passer un marché public de

service ayant pour objet « Désignation d'un consultant pour la gestion administrative de la dispense de précompte professionnel pour le travail en équipe, et plus spécifiquement liée aux travaux immobiliers » (2023-S-009) par procédure négociée sans publication préalable au montant estimé de 12.500,00 € hors TVA ou 15.125,00 € 21% TVA comprise par an soit 50.000,00 € hors TVA ou 60.500,00 € 21% TVA comprise pour 4 ans ;

Vu que les crédits permettant cette dépense feront l'objet d'une proposition d'inscription à l'article budgétaire 131/122-01/18 du service ordinaire des exercices 2023, 2024, 2025 et 2026 et que les recettes perçues suite à l'intervention du consultant feront l'objet d'une proposition d'inscription à l'article budgétaire 131/106-02/18 du service ordinaire des exercices 2023, 2024, 2025 et 2026 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 juin 2023 de passer un marché public de service ayant pour objet « Désignation d'un consultant pour la gestion administrative de la dispense de précompte professionnel pour le travail en équipe, et plus spécifiquement liée aux travaux immobiliers » (2023- S-009) par procédure négociée sans publication préalable au montant estimé de 12.500,00 € hors TVA ou 15.125,00 € 21% TVA comprise par an soit 50.000,00 € hors TVA ou 60.500,00 € 21% TVA comprise pour 4 ans ;

De solliciter les crédits nécessaires pour financer cette dépense à l'article budgétaire 131/122-01/18 du service ordinaire des exercices 2023, 2024, 2025 et 2026 et d'inscrire les recettes perçues suite à l'intervention du consultant à l'article budgétaire 131/106-02/18 du service ordinaire des exercices 2023, 2024, 2025 et 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Aanstelling van een consultant voor het administratief beheer van de vrijstelling van bedrijfsvoorheffing voor ploegenarbeid, meer bepaald in verband met werken in onroerende staat (2023-S-009) - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen

volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund, en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 €, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat een overheidsopdracht moet worden uitgeschreven betreffende de aanstelling van een consultant voor het administratief beheer van de vrijstelling van bedrijfsvoorheffing voor ploegenarbeid, meer bepaald in verband met werken in onroerende staat;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juni 2023 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “Aanstelling van een consultant voor het administratief beheer van de vrijstelling van bedrijfsvoorheffing voor ploegenarbeid, meer bepaald in verband met werken in onroerende staat” (2023-S-009) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een geraamd bedrag van 12.500,00 € excl. btw of 15.125,00 €, 21% btw inbegrepen per jaar, zijnde 50.000,00 € excl. btw of 60.500,00 €, 21% btw inbegrepen voor 4 jaar;

Gelet op het feit dat de kredieten voor deze uitgave het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving op begrotingsartikel 131/122-01/18 van de gewone dienst van het dienstjaar 2023, 2024, 2025 en 2026 en dat de geïnde ontvangsten naar aanleiding van de tussenkomst van de consultant het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving op begrotingsartikel 131/106-02/18 van de gewone dienst van 2023, 2024, 2025 en 2026;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juni 2023 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “**Aanstelling van een consultant voor het administratief beheer van de vrijstelling van bedrijfsvoorheffing voor ploegenarbeid, meer bepaald in verband met werken in onroerende staat**” (2023- S-009) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een geraamd bedrag van 12.500,00 € excl. btw of 15.125,00 €, 21% btw inbegrepen per jaar, zijnde 50.000,00 € excl. btw of 60.500,00 €, 21% btw inbegrepen voor 4 jaar;

De nodige kredieten te vragen om deze uitgave te financieren op begrotingsartikel 131/122-01/18 van de gewone dienst van 2023, 2024, 2025 en 2026 en de geïnde ontvangsten naar aanleiding van de tussenkomst van de consultant in te schrijven op begrotingsartikel 131/106-02/18 van de gewone dienst van 2023, 2024, 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

28 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition de protections d'angles et de portes - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-027 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de protections d'angles et de portes pour le service de la Petite enfance (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de protections d'angles et de portes " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.660,00 € hors TVA ou 2.008,60 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 844/744-51/ - /19 (financé par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de protections d'angles et de portes " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.660,00 € hors TVA ou 2.008,60 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 844/744-51/ - /19 (financé par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Aankoop van hoek- en deurbeschermingen - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2023-F-027 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om hoek- en deurbeschermingen aan te kopen voor de dienst Kinderopvang (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van hoek- en deurbeschermingen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.660,00 € excl. btw of 2.008,60 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 844/744-51/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van hoek- en deurbeschermingen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.660,00 € excl. btw of 2.008,60 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 844/744-51/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

29 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition d'équipements en inox - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-032 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'équipements en inox pour les services de l'Instruction publique et de la Petite enfance (nouvel investissement et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition d'équipements en inox " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 4.049,59 € hors TVA ou 4.900,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) , 844/741-51/ - /19, 844/744-51/ - /19 et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition d'équipements en inox " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant à 4.049,59 € hors TVA ou 4.900,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) , 844/741-51/ - /19, 844/744-51/ - /19 et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van inox uitrustingen – Keuze van de

gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-032 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om inox uitrustingen aan te kopen voor de diensten Openbaar Onderwijs en Kinderopvang (nieuwe investering en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van inox uitrusting” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 4.049,59 € excl. btw of 4.900,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 844/741-51/ - /19, 844/744-51/ - /19 en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van inox uitrusting” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 4.049,59 € excl. btw of 4.900,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 844/741-51/ - /19, 844/744-51/ - /19 en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

30 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition d'appareils de mesure - Choix de la procédure de passation des marchés publics et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-022 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'appareils de mesure (remplacement de biens usagés et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition d'appareils de mesure " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 1.570,50 hors TVA ou € 1.900,31, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires : 93011/744-51/ - /84 (subsidé à 100% à l'article de recette 93011/995-52/ - /84), 7202/744-98/ - /51 (subsidé à 100% à l'article de recette 7202/661-51/ - /51), 7201/744-98/ - /16 (subsidé à 100% à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet "Acquisition d'appareils de mesure" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 1.570,50 hors TVA ou € 1.900,31, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires : 93011/744-51/ - /84 (subsidé à 100% à l'article de recette 93011/995-52/ - /84), 7202/744-98/ - /51 (subsidé à 100% à l'article de recette 7202/661-51/ - /51), 7201/744-98/ - /16 (subsidé à 100% à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) , 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Aankoop van meetapparatuur - Keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2023-F-022 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om meetapparatuur aan te kopen (vervanging van gebruikte goederen en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van meetapparatuur” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 1.570,50 € excl. btw of 1.900,31, €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 93011/744-51/ - /84 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /84), 7202/744-98/ - /51 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) 7201/744-98/ - /16 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van meetapparatuur” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 1.570,50 € excl. btw of 1.900,31, €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 93011/744-51/ - /84 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /84), 7202/744-98/ - /51 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51), 7201/744-98/ - /16 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

31 **Centrale d'achats - Adhésion au marché public de Bruxelles Environnement relatif à la fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises. (2022K0258) - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment les articles 117 et 234 §1 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2, 6°, a) , 7°, a) et 47 relatifs aux centrales d'achats ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu sa décision du 26 février 2019 d'adhérer à la centrale d'achat de fournitures de bureau écologiques (2018D0285) lancée par Bruxelles-Environnement pour une durée de 48 mois ;

Considérant que ce marché a été prolongée de 180 jours calendrier et a pris fin le 22 juillet 2023 ;

Considérant que Bruxelles Environnement a lancé un nouveau marché public relatif à la fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises ;

Vu le cahier des charges intitulé « Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises » (2022K0258) établi par Bruxelles Environnement et figurant en annexe ;

Considérant que le marché a été conclu pour une durée de 60 mois ;

Considérant que ce marché est divisé en lots comme suit :

- Lot 1 : Articles de bureau ;
- Lot 2 : Matériel de bricolage ;
- Lot 3 : Papier et Enveloppes ;
- Lot 4 : Enveloppes avec logo ;

- Lot 5 : Articles de branding (uniquement pour Bruxelles Environnement) ;

Vu la charte de participation figurant en annexe ;

Considérant que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits à divers articles budgétaires des codes économiques 123-02 et 124-02 du service ordinaire et 742-51 du service extraordinaire de l'exercice 2023 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour les exercices 2024 à 2028 ;

DECIDE :

D'adhérer à la centrale d'achat de Bruxelles Environnement relative à la fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables (2022K0258) ;

D'approuver et de signer la charte de participation figurant en annexe et de l'envoyer à Bruxelles Environnement ;

D'inscrire les dépenses à divers articles budgétaires des codes économiques 123-02 et 124-02 du service ordinaire et 742-51 du service extraordinaire des exercices 2023 à 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Toetreding tot de overheidsopdracht van Leefmilieu Brussel betreffende de levering van artikelen van duurzame kantoorbenodigdheden en papierwaren bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen (2022K0258) - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid de artikelen 117 en 234 §1;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, met name artikel 2, 6°, a), 7°, a) en 47 betreffende de aankoopcentrales;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op zijn beslissing van 26 februari 2019 om toe te treden tot de aankoopcentrale voor milieuvriendelijke kantoorbenodigdheden (2018D0285) opgestart door Leefmilieu Brussel voor een duur van 48 maanden;

Overwegende dat deze opdracht met 180 kalenderdagen werd verlengd en afloopt op 22 juli 2023;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een nieuwe overheidsopdracht heeft uitgeschreven voor de levering van duurzame kantoorbenodigdheden en papierwaren in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen;

Gelet op het bestek voor de levering van duurzame kantoorbenodigdheden en papierwaren voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen (2022K0258) opgesteld door Leefmilieu Brussel en als bijlage toegevoegd;

Overwegende dat het contract wordt gesloten voor een periode van 60 maanden;

Overwegende dat deze opdracht als volgt in percelen is verdeeld:

- Perceel 1: Kantoorbenodigdheden
- Perceel 2: Knutselmateriaal
- Perceel 3: Papier en enveloppen
- Perceel 4: Enveloppen met logo
- Perceel 5: Branding artikelen (enkel voor Leefmilieu Brussel)

Gelet op het deelnemingscharter als bijlage;

Overwegende dat de kredieten ter financiering van deze uitgaven worden opgenomen in diverse begrotingsartikelen van de economische codes 123-02 en 124-02 van de gewone dienst en 742-51 van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023 en dat er een voorstel tot opnemng zal worden ingediend voor de begrotingsjaren 2024 tot 2028;

BESLIST,

Toe te treden tot de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor de levering van duurzame kantoorbenodigdheden en papierwaren (2022K0258);

Het bijgevoegde deelnemingscharter goed te keuren, te ondertekenen en te zenden naar Leefmilieu Brussel;

De uitgaven op te nemen in verschillende begrotingsartikelen onder de economische codes 123-02 en 124-02 van de gewone dienst en 742-51 van de buitengewone dienst voor de begrotingsjaren 2023 tot 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

32 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition de présentoirs - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-030 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de présentoirs pour les services de l'Instruction publique, la Bibliothèque francophone et le Contrat de Quartier Durable 2 Cités (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de présentoirs " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3.107,44 € hors TVA ou 3.760,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/742-51/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16), 7671/741-51/ - /05 (financé par emprunt) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de présentoirs " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3.107,44 € hors TVA ou 3.760,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/742-51/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16), 7671/741-51/ - /05 (financé par emprunt) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van displays – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-030 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseerd dat in dat

geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het nodig was om displays aan te schaffen voor de diensten Openbaar Onderwijs, de Franstalige bibliotheek en DWC 2 Cités (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van displays" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 3.107,44 € excl. btw of 3.760,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/742-51/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 7671/741-51/ - /05 (financiering door lening) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van displays" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 3.107,44 € excl. btw of 3.760,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/742-51/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 7671/741-51/ - /05 (financiering door lening) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

33 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition de mobilier et équipement évènementiel - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-029 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier et équipement évènementiel pour le CQD 2 Cités (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de mobilier et équipement évènementiel " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2.370,00 € hors TVA ou 2.867,70 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de mobilier et équipement évènementiel " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2.370,00 € hors TVA ou 2.867,70 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van meubilair en evenementenmateriaal – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-029 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om meubilair en evenementenmateriaal aan te kopen voor de DWC 2 Cités (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van meubilair en evenementenmateriaal” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 2.370,00 € excl. btw of 2.867,70 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van meubilair en evenementenmateriaal” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 2.370,00 € excl. btw of 2.867,70 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

34 Centrale d’achats - Marchés publics - Acquisition de matériel de sonorisation - Choix de la procédure de passation des marchés publics et fixation des conditions - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-020 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est

inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de matériel de sonorisation (remplacement de biens usagés et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de matériel de sonorisation " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 3.429,75 hors TVA ou € 4.150,00, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 93011/744-98/ - /92 (financement par subside à 100% à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) et 763/744-98/ - /67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet "Acquisition de matériel de sonorisation" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 3.429,75 hors TVA ou € 4.150,00, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 93011/744-98/ - /92 (financement par subside à 100% à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) et 763/744-98/ - /67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Aankoop van geluidsmateriaal - Keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA - 2023-F-020 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om geluidsmateriaal aan te kopen (vervanging van gebruikte

goederen en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van geluidsmateriaal” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 3.429,75 € excl. btw of 4.150,00, €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 93011/744-98/ - /92 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92), 763/744-98/ - /67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van geluidsmateriaal” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 3.429,75 € excl. btw of 4.150,00, €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 93011/744-98/ - /92 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92), 763/744-98/ - /67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

35 **Centrale d’achats - Marchés publics - Acquisition de poubelles - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-028 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de poubelles pour les services Contrat de Quartier Durbale 2 Cités et Petite enfance (Nouvel investissement et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de poubelles " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 410,00 € hors TVA ou 496,10 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 844/744-98/ - /19 (financé par emprunt) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de poubelles " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 410,00 € hors TVA ou 496,10 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 844/744-98/ - /19 (financé par emprunt) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Aankoop van vuilnisbakken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2023-F-028 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om vuilnisbakken aan te kopen voor de diensten van het DWC "2 Cités" en Kinderopvang (nieuwe investering en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om een

overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van vuilnisbakken” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 410,00 € excl. btw of 496,10 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van vuilnisbakken” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 410,00 € excl. btw of 496,10 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

36 **Centrale d’achats - Marchés publics - Acquisition d’appareils médicaux et accessoires - Choix de la procédure de passation des marchés publics et fixation des conditions - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-021 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition d’appareils médicaux et accessoires (remplacement de biens usagés et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition d’appareils médicaux et accessoires ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 826,00 hors TVA ou € 999,46, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 871/744-98/ - /16 (subsidé à 100% à l’article de recette 871/665-52/ - /16) et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition d’appareils médicaux et accessoires ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 826,00 hors TVA ou € 999,46, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 871/744-98/ - /16 (subsidé à 100% à l’article de recette 871/665-52/ - /16) et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Aankoop van medische apparatuur en toebehoren - Keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2023-F-021 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om medische apparatuur en toebehoren aan te kopen (vervanging van gebruikte goederen en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van medische apparatuur en toebehoren” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 826,00

€ excl. btw of 999,46 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 871/744-98/ - /16 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 871/665-52/ - /16), 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van medische apparatuur en toebehoren” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 826,00 € excl. btw of 999,46 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 871/744-98/ - /16 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 871/665-52/ - /16), 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

37 Centrale d’achats - Marchés publics - Acquisition de matériel électrique - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2023-F-034 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition de matériel électrique pour les services Contrat de Quartier Durable 2 Cités et l’Instruction publique (nouvel investissement et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition de matériel électrique ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 743,80 € hors TVA ou 900,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l’article de recette 7201/661-51/ - /16), 93011/744-51/ - /84 (100% subsidié à l’article de recette 93011/995-52/ - /84) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l’article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l’exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition de matériel électrique ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 743,80 € hors TVA ou 900,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l’article de recette 7201/661-51/ - /16), 93011/744-51/ - /84 (100% subsidié à l’article de recette 93011/995-52/ - /84) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l’article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l’exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van elektriciteitsmateriaal – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-034 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om elektriciteitsmateriaal aan te kopen voor de diensten DWC “2 Cités” en Openbaar Onderwijs (nieuwe investering en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een

overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van elektriciteitsmateriaal” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 743,80 € excl. btw of 900,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 93011/744-51/ - /84 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /84) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van elektriciteitsmateriaal” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 743,80 € excl. btw of 900,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 93011/744-51/ - /84 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /84) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Voirie, Espaces verts - Wegenis, Groene ruimten

38 **Espaces verts – Protocole de coopération avec BELIRIS – Parc Duden et du parc Jupiter – Restauration du parc Duden et du parc Jupiter à Forest.**

LE CONSEIL,

Vu le fait que l'Accord de Coopération Beliris du 15 septembre 1993 et ses Avenants, conclu entre l'Etat fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoit différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Vu le fait que la Direction Infrastructure de Transport du SPF Mobilité et Transports (ci-après Beliris) est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Vu le fait que l'Accord de Coopération Beliris dans son chapitre 5 prévoit « Revitalisation des quartiers », prévoit la restauration des parcs Duden et Jupiter à Forest. »

Vu le fait que le présent protocole fixe les modalités de coopération entre les différentes parties ;

Considérant que le présent protocole a pour objet de définir droits et obligation des parties concernant le projet susmentionné ; que ce protocole vise également à définir les obligations d'entretien de respectivement la Commune et Bruxelles Environnement après cette rénovation ;

Les travaux envisagés pour le parc Duden comprennent notamment :

- Le réaménagement des placettes devant les bâtiments ;
- La création d'une nouvelle entrée;
- La réhabilitation de la partie communale du parc et la création d'un lien avec le reste du parc ;
- L'aménagement de zones récréatives au sein du parc;
- La restauration des chemins en portant une attention toute particulière à la problématique d'érosion des chemins due à la topographie du parc;
- Favoriser au maximum la retenue des eaux (infiltration, tamponnage ...), limiter au maximum le ruissellement superficiel et protéger les infrastructures à proximité (égouts, voiries et habitations) contre les inondations et la surcharge des collecteurs ;

Les travaux envisagés pour le parc Jupiter comprennent notamment :

- Restauration des chemins ;
- Réhabilitation de la plaine de jeux et des aménagements annexes tels que le panorama, plantations ... ;
- Restauration, remplacement et mise en place du mobilier ;
- Travaux horticoles (abattages, élagages, plantations...) ;

Considérant que Beliris est chargé de l'organisation et de l'adjudication des marchés publics dans le respect de la législation en vigueur ;

Considérant que le permis unique pour le parc Duden a été délivré le 26 avril 2022, sous la référence 07/PFU/1763366 ;

Considérant que le permis unique pour le parc Jupiter a été délivré le 2 mai 2022, sous la référence 07/PFU/1763256 ;

Considérant que dans son Avenant 15, l'Accord de Coopération prévoit un montant de maximum 5.383.085,27 € TVAC pour la réalisation de l'ensemble des travaux ; un budget complémentaire de 777.627,00 € est également prévu pour réaménager une partie des chemins dans un revêtement béton perméable dans la masse, et créer des dispositifs GiEP au droit de certains zones et abords du parc Duden ;

Considérant que la ventilation de ces budgets entre les parcs est de 72% pour le parc Duden et 28% pour le Parc de Jupiter ;

Considérant qu'en cas de dépassement du budget disponible à l'Accord de Coopération, la Commune de Forest (pour le Parc de Jupiter) et Bruxelles-Environnement (pour le Parc Duden) sont consultés afin de voir s'il leur est financièrement possible de prendre en charge les suppléments nécessaires à la réalisation complète du projet, telle que décrite aux permis d'urbanisme et selon les règles de l'art ; que tout sera mis en œuvre pour que le montant alloué ne soit pas excédé ;

Considérant toutefois que les suppléments nécessaires pour la bonne exécution des projets sont d'abord financés au moyen du budget disponible à cet effet mentionné dans l'Accord de Coopération ;

Considérant que si aucun budget supplémentaire pour financer ces suppléments ne peut être trouvé respectivement par la Commune de Forest ou par Bruxelles Environnement, Beliris décidera, en concertation avec respectivement la Commune de Forest ou Bruxelles Environnement, de ne pas réaliser un certain nombre de travaux afin de maximiser la disponibilité pour respecter le budget

DECIDE,

D'approuver le protocole de coopération avec BELIRIS pour la restauration des parcs Duden et Jupiter à Forest ci-joint.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Groene Ruimten – Protocol voor samenwerking met BELIRIS – Dudenpark en Jupiterpark – Restauratie van het Dudenpark en het Jupiterpark van Vorst.

DE RAAD,

Gelet op het feit dat het Samenwerkingsakkoord Beliris van 15 september 1993 en zijn Bijakten, afgesloten tussen de Federale Belgische Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verschillende initiatieven voorzien om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Gelet op het feit dat de Directie Vervoerinfrastructuur van de FOD Mobiliteit en Vervoer (hierna Beliris) belast is met de studie, de uitvoering en de controle van deze initiatieven;

Gelet op het feit dat het Samenwerkingsakkoord Beliris in zijn hoofdstuk 5 voorziet in 'Herwaardering van de wijken', voorziet in de restauratie van het Dudenpark en Jupiterpark in Vorst;

Gelet op het feit dat onderhavig protocol de samenwerkingsmodaliteiten vastlegt tussen de verschillende partijen;

Overwegende dat dit protocol als voorwerp heeft de rechten en plichten van de partijen in het hogervermelde project vast te stellen; dat dit protocol ook tot doel heeft de onderhoudsverplichtingen van respectievelijk de Gemeente en Leefmilieu Brussel na afloop van deze renovatie vast te leggen;

De beoogde werken voor het Dudenpark omvatten meer bepaald:

- Herinrichting van de pleintjes voor de gebouwen;
- Aanleg van een nieuwe ingang;
- Rehabilitatie van het gemeenschappelijke deel van het park en aanleg van een verbinding met de rest van het park;
- Inrichting van recreatieve zones binnen het park;
- Herstelling van de wegen waarbij bijzondere aandacht uitgaat naar de problematiek van de erosie van de wegen als gevolg van de topografie van het park;

- Het vasthouden van zoveel mogelijk water (infiltratie, buffering ...) bevorderen, de afvloeiing van het oppervlak zoveel mogelijk beperken en de infrastructuur in de buurt (rioleringen, wegennet en woningen) beschermen tegen overstromingen en overbelasting van de collectoren ;

De beoogde werken voor het Jupiterpark omvatten meer bepaald:

- Restauratie van de wegen;
- Rehabilitatie van het speelplein en de bijbehorende inrichtingen zoals het panorama, aanplantingen... ;
- Restauratie, vervanging en plaatsing van meubilair;
- Tuinbouwkundige werkzaamheden (vellen, snoeien, aanplanten...);

Overwegende dat Beliris verantwoordelijk is voor de organisatie en de gunning van de overheidsopdrachten conform de geldende wetgeving;

Overwegende dat de unieke vergunning voor het Dudenpark afgeleverd werd op 26 april 2022, onder referentie 07/PFU/1763366;

Overwegende dat de unieke vergunning voor het Jupiterpark afgeleverd werd op 2 mei 2022 onder referentie 07/PFU/1763256;

Overwegende dat het Samenwerkingsakkoord in Bijakte 15 voorziet in een bedrag van maximaal 5.383.085,27 € btw inbegrepen, voor de verwezenlijking van alle werken; er is ook een extra budget van € 777.627,00 gereserveerd voor de herinrichting van sommige wegen met een waterdoorlatend betonnen oppervlak en voor de aanleg van GRB-voorzieningen in bepaalde gebieden en rond het Dudenpark;

Overwegende dat de verdeling van deze budgetten tussen de parken 72% is voor het Dudenpark en 28% voor het Jupiterpark ;

Overwegende dat als het budget dat beschikbaar is voor het Samenwerkingsakkoord wordt overschreden, de gemeente Vorst (voor het Jupiterpark) en Brussel Leefmilieu (voor het Dudenpark) zullen worden geraadpleegd om te zien of het voor hen financieel mogelijk is om de bijkomende kosten te dekken die nodig zijn om het project te voltooien, zoals beschreven in de stedenbouwkundige vergunning en volgens de regels van de kunst; dat alles in het werk moet worden gesteld om het toegewezen bedrag niet te overschrijden;

Overwegende dat de supplementen die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van het project in eerste instantie gefinancierd worden met het daartoe beschikbare budget in het Samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat indien er geen bijkomend budget kan worden gevonden om deze aanvullingen te financieren door respectievelijk de gemeente Vorst of Leefmilieu Brussel, Beliris in overleg met respectievelijk de gemeente Vorst of Leefmilieu Brussel zal beslissen om een bepaald deel van de werken niet uit te voeren om de beschikbaarheid om het budget te halen, te maximaliseren ;

BESLIST,

Het samenwerkingsprotocol met BELIRIS voor de restauratie van het Dudenpark en Jupiterpark van Vorst, dat hierbij is gevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Marc Loewenstein : J'ai lu avec attention les documents transmis. J'aimerais revenir sur 4 points d'attention :

L'accord prévoit un montant arrondi de 5.383.000€. Ce montant est ventilé entre les 2 parcs : 72% pour Duden et 28% pour Jupiter. Il est précisé que, en cas de dépassement, la commune (pour le parc Jupiter) et Bruxelles Environnement (pour le parc Duden) seraient consultés pour voir s'ils leur seraient possible de prendre en charge les suppléments nécessaires à la réalisation du projet. A défaut, Beliris pourra encore éventuellement puiser dans le budget disponible de l'accord de coopération ou alors raboter les projets et réduisant les interventions.

Pour éviter d'être coincé et ne pas pouvoir réaliser, faute de budget suffisant, une partie du projet qui nous paraîtrait prioritaire par rapport à un autre, nous insistons sur la nécessité de bien prioriser les projets.

Lorsque le projet nous a été présenté en son temps, un point important n'était pas repris, et ne l'est toujours pas, dans le projet, à savoir l'éclairage public. Le souhait partagé d'un certain nombre de conseillers, mais aussi d'habitants du quartier Jupiter, était que l'éclairage du parc Jupiter soit adapté – bien évidemment à l'espace vert et ne perturbe donc pas la biodiversité – mais qu'il le soit aussi et surtout aux besoins de sécurité. Je pense principalement à la période hivernale où il fait noir en fin d'après-midi. Quelles suites sont données par la commune à cette demande d'améliorer l'éclairage, en particulier au niveau du parc Jupiter ?

Mon collègue Xavier Jans a interrogé le Collège à plusieurs reprises sur la cohabitation harmonieuse entre les chiens et les autres visiteurs des parcs. Nous avons d'ailleurs défendu une motion visant à créer une nouvelle zone « chiens en liberté » (au niveau de Jupiter-Fauré) en plus de celles qui existent déjà au sein du parc Duden. Vous aviez rejeté notre demande. Je ne lis rien concernant ces zones de chiens en liberté dans le projet.

Pourriez-vous me confirmer que, à tout le moins, les zones existantes seront maintenues ?

Et pour ces zones, pourriez-vous me préciser si des interventions sont prévues pour bien clôturer les lieux ? Aujourd'hui, certains chiens passent à travers la clôture par endroit, ce qui pose problème aux maîtres qui doivent faire le tour pour aller les rattraper... Dès lors que l'on prévoit des zones de chiens en liberté, il est important que les pouvoirs publics en assurent la sécurisation ?

Autre sujet sur lequel nous avons sollicité le Collège, un parcours jogging commun aux 3 parcs qui se jouxtent : Forest, Jupiter, Duden. Avez-vous avancé sur son élaboration ? Prévoyez-vous toujours de donner une suite positive à notre demande ?

Alain Mugabo : J'ai bien pris note de vos questions afin de vous répondre par écrit. Par rapport à la priorisation des travaux, nous en avons parlé hier en commission et évidemment ce sera fait, et vous avez raison c'est une attention importante. Je tiens par ailleurs à souligner qu'il y a en effet une répartition, comme vous l'avez vu, 28% du montant dédié au parc Jupiter mais que dans l'article 5 (c'est bien précisé) cette répartition n'est pas fixe et nous pouvons toujours, en fonction de l'évolution du projet, changer ou répartir autrement celle qui est annoncée actuellement. C'est aussi important de savoir que nous avons plus de marge que ce qui semble paraître de prime abord.

Concernant l'éclairage public je ne sais pas vous répondre de manière précise parce-que ça ne

porte pas du tout sur l'objet du protocole mais sur le projet à proprement parler de réaménagement. Il faudrait que je me replonge dans le permis qui a été délivré en mai 2022. Ce n'est plus tout à fait récent dans ma tête comme vous pouvez le deviner, donc je vais vérifier le projet et vous répondre par écrit. Si je tarde à le faire n'hésitez pas à revenir vers moi.

Par rapport aux chiens en liberté dans le parc Duden petite précision, comme vous l'avez dit vous-même, ce dernier est géré par Bruxelles Environnement donc nous n'avons aucun pouvoir décisionnaire sur ces aspects-là. Autant que je sache, les zones de chiens en liberté actuellement aménagées sont aussi prévues dans le projet de réaménagement définitif. Sinon il n'aurait pas été mis en œuvre avant le projet de réaménagement, ce qui aurait été compliqué en terme d'acceptabilité pour les usagers du parc. A priori et à ma connaissance il n'y a pas de zones supplémentaires prévues. Je sais que sur base de l'initiative de Madame la Bourgmestre notamment, nous avons organisé une réunion avec certains « amis » des chiens et Bruxelles-Environnement pour qu'il puisse y avoir un dialogue constructif qui se crée entre eux et afin de discuter des problèmes des données actuelles ainsi que des possibilités éventuelles d'élargir les zones. C'était une réunion assez constructive qui commence déjà à remonter à plusieurs mois et j'avoue que nous n'avons pas été tenu informés des suites éventuelles de ces discussions. Je sais pas si c'est le cas de tout le monde, mais j'ai été personnellement beaucoup moins interpellé par rapport à ces questions-là. J'ai donc l'impression qu'il y a une forme d'équilibre qui a fini par se mettre en place au niveau du parc Duden.

Aux sujet des clôtures et des problèmes que cela pourrait poser, encore une fois c'est un problème qui est lié à Bruxelles-Environnement donc c'est avec grand plaisir je transmettrai cette remarque.

Pour ce qui est du parcours santé, ce que j'avais retenu par rapport à la demande initiale qui date de 2020, c'est qu'elle ne concernait exclusivement que le parc de Forest. Les dernières discussions que nous avons pu avoir (le parc de Forest qui est classé pour précision) avec Monuments et Sites, ils n'avaient pas l'air très enthousiastes d'y faire un parcours, ou en tous cas d'autoriser le marquage de ce type de parcours. Je sais qu'avec cette instance c'est toujours de longues discussions et qu'il y a toujours un moment où ils finissent par évoluer sur leur position initiale. Je n'abandonne pas en tout cas cette possibilité-là.

Réplique : Marc Loewenstein : J'ai plusieurs petites questions. Notamment par rapport à l'article 5 et au niveau des vases communicant entre le Parc Duden et Jupiter. On parle donc de 72% /28% au niveau des budgets. Qu'est ce qui conditionne ces vases communicant ? Est-ce qu'il y a des négociations possibles en fonction de ce que l'entrepreneur remettra comme offre?

-Merci d'être attentif à cet éclairage public et prendre contact avec SIBELGA pour que les travaux se fassent en coordination avec l'entrepreneur qui s'occupera de la rénovation du Parc Jupiter

-Au niveau de la zone « chiens en liberté », j'entends bien que le parc Duden est géré par Bruxelles Environnement mais nous sommes sur le territoire de la commune de Forest et le Collège a encore son mot à dire, donc merci de relayer nos doléances

-Pour ce qui concerne le parcours Jogging, je vous invite à persévérer auprès des Monuments et Sites pour qu'il voit bien le jour.

Alain Mugabo : Pour vous répondre rapidement, c'est bien l'article 5/2, pour autant que nous restions dans la limite des budgets disponibles à l'égard de l'accord de coopération (... voir l'article). C'est un protocole que nous devons signer pour avancer sur une série d'éléments comme les marchés publics, désignation d'entrepreneur etc... sachant que si on cadennasse trop les choses on pourrait se retrouver en situation complexe ou compliquée à gérer au niveau de l'évolution du projet. L'idée est en effet de garder un maximum de souplesse et il y a encore plein d'inconnues. Notamment lorsque l'entrepreneur sera désigné, quelle sera sa vision du chantier, sa progression possible etc..? Le fait de garder une forme de souplesse fait qu'il y aura peut-être des discussions sur des éléments qui sont prévus actuellement et dans un projet qui

sera peut-être moins cher que ce qui était prévu initialement. Donc nous pourrions, par un exemple, utiliser l'argent là où il serait utile. Ex : si on a besoin de 100€ pour faire l'entièreté de notre plaine de jeux et que nous avons prévu 200€, on pourrait imaginer que ces 100€ restants soient alors affectés à d'autres postes. Pour le parc Duden ou le parc Jupiter, ou l'inverse. C'est un peu ça l'esprit de souplesse de ce protocole. Cela va devoir se faire et s'organiser en bonne entente avec Bruxelles-Environnement et Beliris.

Marc Loewenstein: Ik heb de documenten zorgvuldig gelezen. Graag zou ik ingaan op 4 punten:

De overeenkomst voorziet in een afgerond bedrag van 5.383.000 euro. Dit bedrag wordt verdeeld over de 2 parken: 72% voor Duden en 28% voor Jupiter. Er werd gepreciseerd dat in geval van overschrijding de gemeente (voor het Jupiterpark) en Leefmilieu Brussel (voor het Dudenpark) zullen worden geraadpleegd om na te gaan of zij de extra kosten voor de voltooiing van het project kunnen dragen. Als dat niet het geval is, kan Beliris misschien nog een beroep doen op het budget van het samenwerkingsakkoord of de projecten terugschroeven en het aantal ingrepen inperken.

Om te vermijden dat we vast komen te zitten en een deel van het project, dat volgens ons voorrang heeft op een ander, niet kunnen uitvoeren wegens een gebrek aan budget, dringen we erop aan de juiste voorrang te geven aan de projecten.

Toen het project ons destijds werd gepresenteerd, was één belangrijk punt niet in het project opgenomen – en dat is het nog steeds niet – nl. openbare verlichting. Een aantal raadsleden en bewoners van de wijk Jupiter deelden de wens dat de verlichting in het Jupiterpark zou worden aangepast - aan de groene ruimte maar zonder de biodiversiteit te verstoren - maar ook en vooral voor de veiligheid. Ik denk vooral aan de winterperiode, als het in de late namiddag al donker wordt. Welke actie heeft de gemeente ondernomen om de verlichting te verbeteren, met name in het Jupiterpark?

Mijn collega Xavier Jans heeft het College meermaals geïnterpelleerd over het harmonieus samenleven van honden en andere parkbezoekers. We hebben zelfs een motie ingediend om een losloopzone voor honden in te richten (ter hoogte van Jupiter-Fauré) naast de bestaande zones in het Dudenpark. U hebt onze vraag afgewezen. Ik zie niets over deze hondenlosloopzones in het ontwerp.

Kunt u bevestigen dat de bestaande zones op zijn minst behouden blijven?

En kunt u mij preciseren of er plannen zijn om deze zones te omheinen? Nu kunnen sommige honden op bepaalde plekken door de omheining, wat een probleem vormt voor hun baasjes, die moeten omlopen om ze terug te vinden. Als er losloopzones voor honden zijn, is het belangrijk dat de overheid ervoor zorgt dat deze veilig zijn.

Een ander onderwerp waarover we het College hebben aangesproken, is een gezamenlijk jogparcours in de 3 aangrenzende parken: Vorst, Jupiter en Duden. Is er daaromtrent vooruitgang geboekt? Geeft u nog steeds een positief antwoord op ons voorstel?

Alain Mugabo: Ik heb nota genomen van uw vragen om ze schriftelijk te beantwoorden.

Wat betreft het stellen van prioriteiten voor de werken: dat hebben we gisteren in de commissie besproken en uiteraard zal dit gebeuren en u hebt gelijk dat dit een belangrijk aandachtspunt is.

Ik wil er ook op wijzen dat – zoals u hebt gezien – 28% van het bedrag is gereserveerd voor het Jupiterpark, maar dat in artikel 5 – het staat er duidelijk – deze verdeling niet vastligt en dat we altijd, afhankelijk van de evolutie van het project, het nu aangekondigde bedrag kunnen wijzigen of anders toewijzen.

Het is ook belangrijk te weten dat we meer speelruimte hebben dan op het eerste gezicht lijkt.

Wat de openbare verlichting betreft, kan ik u geen precies antwoord geven omdat dat helemaal niets te maken heeft met het onderwerp van het protocol, maar met het herinrichtingsproject zelf. Ik zou moeten teruggaan naar de vergunning die in mei 2022 is afgegeven. Dat ligt niet meer vers in mijn geheugen, dus ik ga het project verifiëren en kom er dan schriftelijk op terug. Als het lang duurt, aarzel dan niet om contact met me op te nemen.

Wat de honden in het Dudenpark betreft: Zoals u zelf zei, wordt het park beheerd door Leefmilieu Brussel, dus hebben wij geen beslissingsbevoegdheid over deze aspecten.

Voor zover ik weet, zijn de hondenlosloopzones die er nu zijn, ook opgenomen in het definitieve herinrichtingsproject. Anders zouden ze niet zijn aangelegd vóór het herinrichtingsproject, wat de aanvaardbaarheid voor de parkgebruikers zou hebben bemoeilijkt. Voor zover ik weet, zijn er geen extra zones gepland. Ik weet dat we, op initiatief van mevrouw de burgemeester, een vergadering hebben georganiseerd met enkele ‘hondenvrienden’ en Leefmilieu Brussel, om een constructieve dialoog tussen hen tot stand te brengen en de problemen van de huidige gegevens en de mogelijke uitbreidingsmogelijkheden van de zones te bespreken.

Het was een vrij constructieve vergadering, enkele maanden geleden, en ik moet toegeven dat we niet op de hoogte zijn gehouden van een mogelijk vervolg op deze besprekingen.

Ik weet niet of dat voor iedereen geldt, maar persoonlijk ben ik veel minder aangesproken over deze kwesties.

Ik heb dus de indruk dat er eindelijk een soort evenwicht is bereikt aangaande het Dudenpark.

Wat betreft de hekken en de problemen die dat zouden kunnen veroorzaken, dat is een probleem voor Leefmilieu Brussel en ik geef het met veel plezier door.

Wat betreft het gezondheidsparcours, wat ik me herinner van de oorspronkelijke vraag, die dateert uit 2020, is dat het enkel betrekking had op het Park van Vorst.

Volgens onze laatste gesprekken met Monumenten en Landschappen (het Park van Vorst staat op de lijst) lijken zij niet erg enthousiast over de aanleg van een parcours daar of in elk geval het toestaan van de markering van dit soort parcours. Ik weet dat er met deze instantie altijd lange discussies zijn en dat er altijd wel een moment komt waarop ze hun aanvankelijke standpunt wijzigen.

In ieder geval geef ik deze mogelijkheid niet op.

Repliek: Marc Loewenstein: Ik heb enkele vraagjes.

In het bijzonder met betrekking tot artikel 5 en de communicerende vaten tussen het Duden- en het Jupiterpark. We hebben het dus over 72% / 28% in termen van budgetten. Wat zijn de voorwaarden voor deze communicerende vaten? Zijn er onderhandelingen mogelijk afhankelijk van wat de aannemer als offerte indient?

Schenk aandacht aan de openbare verlichting en neem contact op met SIBELGA zodat de werken worden uitgevoerd in coördinatie met de aannemer die het Jupiterpark renoveert.

Wat de hondenlosloopzone betreft, begrijp ik dat het Dudenpark wordt beheerd door Leefmilieu Brussel, maar wij bevinden ons op het grondgebied van de gemeente Vorst en het College heeft hier inspraak, dus gelieve onze klachten door te geven.

Wat het loopparcours betreft, vraag ik u te blijven aandringen bij Monumenten en Landschappen om ervoor te zorgen dat het er komt.

Alain Mugabo: Om een snel antwoord te geven: het is wel degelijk artikel 5/2, zolang we binnen de grenzen blijven van de budgetten die beschikbaar zijn in het kader van de samenwerkingsovereenkomst (zie artikel).

Het is een protocol dat we moeten ondertekenen om vooruitgang te boeken met een reeks elementen zoals overheidsopdrachten, de aanstelling van aannemers, ... wetende dat als we dingen te strak vastzetten, we in een complexe of gecompliceerde situatie terecht zouden kunnen komen wat betreft de evolutie van het project. Het idee is om maximale flexibiliteit te behouden en er zijn nog veel onbekende factoren.

In het bijzonder, wanneer de aannemer wordt aangesteld, wat zal zijn visie op de werken zijn, de mogelijke vordering, ...?

Een vorm van flexibiliteit behouden betekent dat er discussies kunnen zijn over elementen die nu gepland zijn en in een project dat misschien minder duur is dan aanvankelijk gepland. Zo kunnen we het geld gebruiken waar het nuttig is. Als we bv. 100 euro nodig hebben om een hele speeltuin te bouwen en we hadden 200 euro begroot, kunnen we de resterende 100 euro aan andere zaken toewijzen. Voor het Dudenpark of Jupiter, of andersom.

Dat is de flexibiliteit in dit protocol. Dat moet georganiseerd worden in overleg met Leefmilieu Brussel en Beliris.

1 annexe / 1 bijlage

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

39 Personnel – Octroi d'écochèques au personnel des milieux d'accueil communaux – Règlement.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 145, §1, 4° ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 2009 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;

Vu le décret-programme du 14 juillet 2021 de la Communauté française portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'égalité des chances, aux bâtiments scolaires, à WBE, au droit des femmes, à l'enseignement supérieur, à la recherche scientifique, au secteur non-marchand, à l'éducation et aux fonds budgétaires, notamment l'art. 122 qui prévoit une prime de remerciement d'une valeur maximale de 250 euros au personnel des milieux d'accueil en Communauté française ;

Vu le courrier du 6 septembre 2021 de l'Office de la Naissance et de l'Enfance concernant l'octroi d'une prime de remerciement au personnel des milieux d'accueil sous forme d'un écochèque, pour les prestations durant l'année calendrier 2021 ;

Considérant que par ce biais, l'ONE octroyait une subvention exceptionnelle aux pouvoirs organisateurs de milieux d'accueil permettant de couvrir le coût des écochèques ainsi que le coût de gestion ;

Vu sa décision du 23 novembre 2021 de fixer les modalités de l'octroi d'écochèques aux membres du personnel des milieux d'accueil communaux ;

Considérant que ce règlement tout comme ledit subside ne concernaient uniquement un octroi d'écochèques pour les prestations durant l'année calendrier 2021 ;

Vu la circulaire conjointe du 14 décembre 2022 de la Communauté française et la région de Bruxelles-Capitale annonçant le renouvellement de cette subvention exceptionnelle aux employeurs, pour les prestations durant l'année calendrier 2022 ;

Vu également la communication de l'Organisme national de l'enfance aux pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil collectifs subventionnés, des services d'accueil spécialisé de la Petite Enfance (SASPE), des services d'accueil d'enfants et des services d'accueil d'enfants malades à domicile ;

Considérant qu'afin de valoriser le personnel affecté en milieu d'accueil, il y a lieu de mettre en œuvre la possibilité d'octroyer des écochèques pour les prestations 2022, endéans les conditions et limites budgétaires de cette nouvelle subvention exceptionnelle ;

Vu le protocole d'accord N° 486 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 3 juillet 2023 ;

DECIDE,

De fixer les modalités de l'octroi d'écochèques aux membres du personnel des milieux d'accueil communaux telles que reprises en pièce jointe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Personeel – Toekenning van eco-cheques aan het personeel van de gemeentelijke kinderdagverblijven – Reglement.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 145, §1, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 2009 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op het programmadecreet van 14 juli 2021 van de Franse Gemeenschap houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, Wallonie-Bruxelles Enseignement, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen, inzonderheid art. 122 dat een bedankingspremie met een maximale waarde van 250 euro aan het personeel van de opvangvoorzieningen in de Franse Gemeenschap voorziet;

Gelet op het schrijven van 6 september 2021 van het Office de la Naissance et de l'Enfance betreffende de toekenning van een bedankingspremie aan de personeelsleden van de opvangvoorzieningen in de vorm van een ecocheque;

Overwegende dat het ONE op deze wijze een uitzonderlijke subsidie verleende aan de inrichtende machten van opvangvoorzieningen die hun in staat stelde de kostprijs van eco-cheques alsook die van hun beheer te dekken;

Gelet op zijn beslissing van 23 november 2021 om de modaliteiten van de toekenning van eco-cheques aan de personeelsleden van de gemeentelijke kinderopvangvoorzieningen vast te leggen;

Overwegende dat dit reglement evenals voornoemde subsidie enkel betrekking hadden op de toekenning van eco-cheques voor de prestaties gedurende het kalenderjaar 2021;

Gelet op de omzendbrief van 14 december 2022 van de Franse Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin de herhaling van deze uitzonderlijke subsidie voor werkgevers, ditmaal voor de prestaties gedurende het kalenderjaar 2022, wordt aangekondigd;

Overwegende de mededeling van het Office de la Naissance et de l'Enfance ten aanzien van de inrichtende machten van gesubsidieerde collectieve opvangvoorzieningen, gespecialiseerde kinderopvangdiensten ("SASPE's"), kinderopvangdiensten en thuisopvangdiensten voor zieke kinderen;

Overwegende dat, teneinde de personeelsleden die in de kinderopvangvoorzieningen tewerkgesteld zijn te valoriseren, het aangewezen is de mogelijkheid om voor de prestaties van 2022 eco-cheques toe te kennen te benutten, binnen de voorwaarden en begroting van deze nieuwe, uitzonderlijke subsidie;

Gelet op protocolakkoord nr. 486 gesloten tussen de representatieve vakbondsorganisaties en de gemeentelijke overheid op 3 juli 2023;

BESLIST,

De modaliteiten van de toekenning van eco-cheques aan de personeelsleden van de gemeentelijke kinderopvangvoorzieningen zoals in bijlage vast te leggen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

40 Marchés publics – 2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales – Phase 1 – Révision des prix – Engagement supplémentaire – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures^o;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 23 décembre 2021 relative à l'attribution du marché "Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1" à Krinkels, Weversstraat 39 à 1840 Londerzeel pour le montant d'offre contrôlé de € 57.248,60 hors TVA ou € 69.270,81, 21% TVA comprise, soit € 76.197,90, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2021-T-017 ;

Considérant les suppléments importants liés à la hausse du coefficient de révision des prix, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine ;

Considérant que lors de l'attribution du marché, un budget équivalent à 10% du montant de ce dernier a été prévu pour la révision des prix, que cette révision des prix atteint un seuil de 20% ;

Considérant que l'exécution du marché n'est pas encore terminée, que de futurs états d'avancement devront être facturés d'ici la fin de chantier ;

Considérant que la révision des prix sur ces futurs états d'avancement devra également être facturée et qu'il n'est pas possible de l'estimer aujourd'hui ;

Considérant qu'un montant de € 15.200,00 est disponible à l'article 877/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 pour le marché « Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1 » ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 juin 2023 faisant choix d'engager, pour le marché « 2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1 », un montant de € 15.200,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine , d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 877/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et de la financer par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 22 juin 2023 faisant choix d'engager , pour le marché « 2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1 », un montant de € 15.200,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique

actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine , d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 877/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et de la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2021-T-017 – Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater – Fase 1 – Prijsherziening – Bijkomende vastlegging – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 december 2021 betreffende de gunning van de opdracht "Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - fase 1" aan Krinkels, Weversstraat 39 te 1840 Londerzeel voor het gecontroleerde offertebedrag van 57.248,60 € excl. btw of 69.270,81 €, 21% btw inbegrepen, zijnde 76.197,90 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht moet beantwoorden aan de voorwaarden vastgelegd in het bestek met nr. 2021-T-017;

Overwegende de aanzienlijke toeslagen in verband met de stijging van de prijsherzieningscoëfficiënt, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne;

Overwegende dat bij de gunning van de opdracht een budget van 10% van het bedrag van deze laatste was voorzien voor de prijsherziening; dat deze prijsherziening een drempel van 20% bereikt;

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht nog niet is voltooid; dat toekomstige vorderingsstaten tegen het einde van de werken moeten worden gefactureerd;

Overwegende dat de prijsherziening op deze toekomstige vorderingsstaten ook zal moeten worden gefactureerd en dat het onmogelijk is die thans te ramen;

Overwegende dat een bedrag van 15.200,00 € beschikbaar is op artikel 877/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 voor de opdracht "Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - fase 1";

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juni 2023 om ervoor te kiezen voor de opdracht “2021-T-017 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - fase 1” een bedrag van 15.200,00 € vast te leggen voor de tenlasteneming van de toeslagen van de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 877/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juni 2023 om ervoor te kiezen voor de opdracht “2021-T-017 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - fase 1” een bedrag van 15.200,00 € vast te leggen voor de tenlasteneming van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 877/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

41 **Marchés publics - MP-2023-T-020 - Ecole AEC: réaménagement de la cour - Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs

classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que lors des pluies, la cour est sous eau et inutilisable ; que l'eau stagne dans la cours pendant plusieurs jours après chaque averse ;

Considérant qu'il n'y a aucun préau pour s'abriter des intempéries ; qu'il n'existe aucun système de protection solaire au niveau des tables extérieures pour se protéger du soleil que ce soit pour manger ou lors d'activités ; que pour le moment, les enfants s'abritent sous des parasols qui sont susceptibles de s'envoler et de blesser les enfants ;

Considérant que la cour est sur ces 2/3 recouverte de sable ; que ce sable se retrouve dans tout l'intérieur du bâtiment jusque dans les étages ; considérant que ce revêtement n'est pas adéquat et qu'il entraîne des risques de glissade et de chute dans le bâtiment ;

Considérant qu'il n'existe aujourd'hui pas de système de récupération d'eau de pluie ; que l'école voudrait disposer d'espaces vélo abrités ; qu'une partie de l'égouttage est vétuste ;

Considérant qu'il n'existe aucun mobilier de jeu pour les enfants, mis à part deux goals de foot ; que la cour devrait pourvoir être divisée en zones d'activités calmes, ludiques et sportives ;

Considérant que des travaux de réaménagement globaux sont nécessaires ;

Vu le cahier des charges N° MP-2023-T-020 relatif au marché "Ecole AEC: réaménagement de la cour" établi par le Département Travaux Publics ;

Vu le projet d'avis de marché joint à la présente décision ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Aménagement global de la cour), estimé à € 706.689,53 hors TVA ou € 749.090,90, 6% TVA comprise, soit € 824.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que ce lot est divisé en tranches :

* Tranche ferme : Aménagement global de la cour hors la réalisation d'une mare (Estimé à : € 686.106,34 hors TVA ou € 727.272,72, 6% TVA comprise, soit € 800.000,00, TVA et révision des prix comprises)

* Tranche conditionnelle : Réalisation d'une mare (Estimé à : € 20.583,19 hors TVA ou € 21.818,18, 6% TVA comprise, soit € 24.000,00, TVA et révision des prix comprises) ;

* Lot 2 (Jeux et équipements), estimé à € 65.180,10 hors TVA ou € 69.090,91, 6% TVA comprise, soit € 76.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 771.869,63 hors TVA ou € 818.181,81, 6% TVA comprise, soit € 900.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que ce fractionnement se justifie pour les raisons suivantes :

- la réalisation de la tranche conditionnelle du lot 1 est subordonnée à l'analyse de la qualité du sous-sol qui ne pourra, vu la situation historique particulière du site, être réalisée qu'en cours de travaux ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant la dépense relative à la tranche ferme du lot 1 (Aménagement global de la cour hors la réalisation d'une mare : € 800.000,00) est inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire d'un montant de € 76.000,00 à l'article 7201/724-60/64 pour permettre la dépense relative au lot 2 (Jeux et

équipements) ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'un montant de 480.000,00 € (article de recette : 7201/661-51//64), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE: (sous réserve d'approbation de la prochaine modification budgétaire par le Conseil et l'autorité de Tutelle)

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° MP-2023-T-020 et le montant estimé du marché "Ecole AEC: réaménagement de la cour", établis par le Département Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant global estimé s'élève à € 771.869,63 hors TVA ou € 818.181,81, 6% TVA comprise, soit € 900.000,00, TVA et révision des prix comprises :

* Lot 1 (Aménagement global de la cour), estimé à € 706.689,53 hors TVA ou € 749.090,90, 6% TVA comprise, soit € 824.000,00, TVA et révision des prix comprises :

* Tranche ferme : Aménagement global de la cour hors la réalisation d'une mare (Estimé à : € 686.106,34 hors TVA ou € 727.272,72, 6% TVA comprise, soit € 800.000,00, TVA et révision des prix comprises).

* Tranche conditionnelle : Réalisation d'une mare (Estimé à : € 20.583,19 hors TVA ou € 21.818,18, 6% TVA comprise, soit € 24.000,00, TVA et révision des prix comprises).

* Lot 2 (Jeux et équipements), estimé à € 65.180,10 hors TVA ou € 69.090,91, 6% TVA comprise, soit € 76.000,00, TVA et révision des prix comprises.

Art 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Art 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 4 : D'inscrire la dépense relative à la tranche ferme du lot 1 (Aménagement global de la cour hors la réalisation d'une mare) à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ; le crédit permettant la dépense liée au lot 2 (Jeux et équipements) estimé à € 76.000,00 sera demandé lors de la prochaine modification budgétaire à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et sera financé par emprunt.

Art 5 : D'inscrire la dépense relative à la tranche conditionnelle du lot 1 (Réalisation d'une mare) à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024.

Art 6 : De financer la dépense par un subside de la fédération Wallonie-Bruxelles d'un montant de 480.000,00 € (article de recette 7201/661-51/64), le solde étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Art 7 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-T-020 – School AEC: herinrichting van de speelplaats – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat wanneer het regent de speelplaats onder water staat en onbruikbaar is; overwegende dat het water na elke regenbui meerdere dagen op de speelplaats blijft staan;

Overwegende dat er geen overdekte speelplaats is voor beschutting tegen de weersomstandigheden; aangezien er aan de buitentafels geen zonwerend systeem is ter bescherming tegen de zon, zowel bij het eten als tijdens activiteiten; overwegende dat kinderen momenteel schuilen onder parasols die kunnen wegvliegen en kinderen kunnen verwonden;

Overwegende dat 2/3 van de speelplaats bedekt is met zand; dat dit zand overal in het gebouw te vinden is, zelfs op de verdiepingen; overwegende dat deze bekleding niet adequaat is en risico's inhoudt van uitglijden en vallen in het gebouw;

Overwegende dat er vandaag geen systeem voor regenwateropvang is; dat de school beschutte fietsenstallingen zou willen; dat een deel van het afwateringssysteem verouderd is;

Overwegende dat er geen speelmeubilair is voor de kinderen, behalve twee voetbaldoelen; dat de speelplaats moet worden verdeeld in rustige, recreatieve en sportieve zones;

Overwegende dat er derhalve algemene herinrichtingswerken nodig zijn.

Gelet op het bestek met nr. MP-2023-T-020 betreffende de opdracht "School AEC: herinrichting van de speelplaats" opgesteld door het departement Openbare Werken;

Gelet op het ontwerp van aankondiging van de opdracht die bij deze beslissing is gevoegd;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Globale inrichting van de speelplaats), raming: € 706.689,53 excl. btw of € 749.090,90 incl. 6% btw, zijnde € 824.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat dit perceel bestaat uit volgende gedeelten:

* Vast gedeelte: Globale inrichting van de speelplaats buiten de aanleg van een vijver (geraamd op € 686.106,34 excl. btw of € 727.272,72 incl. 6% btw, zijnde € 800.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen);

* Voorwaardelijk gedeelte: Aanleg van een vijver (geraamd op € 20.583,19 excl. btw of € 21.818,18 incl. 6% btw, zijnde € 24.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen);

* Perceel 2 (Speeltoestellen en voorzieningen), raming: € 65.180,10 excl. btw of € 69.090,91 incl. 6% btw, zijnde € 76.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen);

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 771.869,63 excl. btw of € 818.181,81 incl. 6% btw, zijnde € 900.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen);

Overwegende dat deze splitsing verantwoord wordt om de volgende redenen:

- de uitvoering van het voorwaardelijk gedeelte van perceel 1 is afhankelijk van een analyse van de kwaliteit van de ondergrond die, gezien de bijzondere historische situatie van de site, alleen tijdens de werkzaamheden kan worden uitgevoerd;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave met betrekking tot het vaste gedeelte van perceel 1 (Globale inrichting van de speelplaats buiten de aanleg van een vijver: 800.000,00 €) ingeschreven is op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2023;

Overwegende dat het krediet bij de volgende begrotingswijziging zal worden verhoogd met een bedrag van 76.000,00 € op artikel 7201/724-60/64 om de uitgaven met betrekking tot perceel 2 (Speeltoestellen en voorzieningen) mogelijk te maken;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie is van de Federatie Wallonië-Brussel voor een bedrag van 480.000 € (artikel van ontvangst 7201/661-51/64) en het overblijvende saldo wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de volgende begrotingswijziging door de Raad en de toezichthoudende overheid)

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. MP-2023-T-020 en de raming voor de opdracht "School AEC: herinrichting van de speelplaats", opgesteld door het departement Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De totale raming bedraagt € 771.869,63 excl. btw of € 818.181,81 incl. 6% btw, zijnde € 900.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen:

* Perceel 1 (Globale inrichting van de speelplaats), raming: € 706.689,53 excl. btw of € 749.090,90 incl. 6% btw, zijnde € 824.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen:

* Vast gedeelte: Globale inrichting van de speelplaats buiten de aanleg van een vijver (geraamd op € 686.106,34 excl. btw of € 727.272,72 incl. 6% btw, zijnde € 800.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen);

* Voorwaardelijk gedeelte: Aanleg van een vijver (geraamd op € 20.583,19 excl. btw of € 21.818,18 incl. 6% btw, zijnde € 24.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen);

* Perceel 2 (Speeltoestellen en voorzieningen), raming: € 65.180,10 excl. btw of € 69.090,91 incl. 6% btw, zijnde € 76.000,00, btw en prijsherziening inbegrepen).

Art. 2: De opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure.

Art. 3: De opdrachtaankondiging in te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau.

Art. 4: De uitgave voor het vaste gedeelte van perceel 1 (Globale inrichting van de speelplaats buiten de aanleg van een vijver: 800.000,00 €) in te schrijven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2023; Het krediet ter dekking van de uitgave voor perceel 2 (Speeltoestellen en voorzieningen), geraamd op 76.000,00 €, zal worden aangevraagd bij de volgende begrotingswijziging van artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het jaar 2023 en zal worden gefinancierd met een lening.

Art. 5: De uitgave met betrekking tot het voorwaardelijk gedeelte van perceel 1 (Aanleg van een waterpoel) in te schrijven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het jaar 2024.

Art. 6: Deze uitgave te financieren met een subsidie van de Federatie Wallonië-Brussel voor een bedrag van 480.000,00 € (artikel van ontvangst 7201/661-51/64) en het overblijvende saldo door een lening ten laste van de gemeente.

Art. 7: Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht over te maken aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24 annexes / 24 bijlagen

42 **Marchés publics - MP-2023-S-006 - Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2024-2026) - Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB, et ce pour les années

2024, 2025, 2026 ;

Vu le cahier des charges N° MP-2023-S-006 relatif au marché “Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2024-2026)” établi par le Service Travaux Publics - Bâtiments Communaux ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Sites communaux hors Régie foncière), estimé à € 116.666,67 hors TVA par an, soit un montant total de € 350.000,00 hors TVA ou € 402.500,00, TVA comprise (6% ou 21% selon les postes) pour les 3 années du marché ;

* Lot 2 (Sites de la Régie foncière), estimé à € 45.000,00 hors TVA par an, soit un montant total de € 135.000,00 hors TVA ou € 152.550,00, TVA comprise (6% ou 21% selon les postes) pour les 3 années du marché ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 485.000,00 hors TVA ou € 555.050,00, TVA comprise ;

Considérant que les lots 1 et 2 sont conclus pour une durée de 36 mois (2024-2026);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Vu le projet d'avis de marché au niveau national et européen ;

Considérant que les crédits nécessaires à ces dépenses feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 et à l'article 614-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière des exercices 2024, 2025 et 2026 (lot 2) ;

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° MP-2023-S-006 et le montant estimé du marché “Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2024-2026)”, établis par le Service Travaux Publics - Bâtiments Communaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève :

* Lot 1 (Sites communaux hors Régie foncière) : € 116.666,67 hors TVA par an, soit un montant total de € 350.000,00 hors TVA ou € 402.500,00, TVA comprise (6% ou 21% selon les postes) pour les 3 années du marché ;

* Lot 2 (Sites de la Régie foncière) : € 45.000,00 hors TVA par an, soit un montant total de € 135.000,00 hors TVA ou € 152.550,00, TVA comprise (6% ou 21% selon les postes) pour les 3 années du marché.

Art 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Art 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Art 4 : De proposer au Conseil communal l'inscription des crédits nécessaires à ces dépenses aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices

2024, 2025 et 2026 (lot 1) et à l'article 614-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière des exercices 2024, 2025 et 2026 (lot 2) ;

Art 5 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-S-006 - Onderhoud en herstelling van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de reparatie en de vervanging van de wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2024-2026) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor onderhoud en herstelling van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de reparatie en de vervanging van de wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming en dit voor de jaren 2024, 2025, 2026;

Gelet op het bestek met nr. MP-2023-S-006 betreffende de opdracht "Onderhoud en herstelling van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de reparatie en de vervanging van de wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2024-2026)", opgesteld door de dienst Openbare Werken - Gemeentegebouwen;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in percelen:

* Perceel 1 (Gemeentelijke sites buiten de Grondregie), raming: € 116.666,67 excl. btw per jaar, hetzij een totaalbedrag van € 350.000,00 excl. btw of € 402.500,00 btw inbegrepen (6% of 21% volgens de

posten) voor de 3 jaar van de opdracht;

* Perceel 2 (Sites van de Grondregie), raming: € 45.000,00 excl. btw per jaar, hetzij een totaalbedrag van € 135.000,00 excl. btw of € 152.550,00 btw inbegrepen (6% of 21% volgens de posten) voor de 3 jaar van de opdracht;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 485.000,00 excl. btw of € 555.050,00 incl. btw;

Overwegende dat percelen 1 en 2 worden afgesloten voor een duur van 36 maanden (2024-2026);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Gelet op het ontwerp van opdrachtaankondiging op nationaal en Europees niveau;

Overwegende dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor deze uitgaven het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om ze in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 1) en op artikel 614-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie van de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 2);

BESLIST:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. MP-2023-S-006 en de raming voor de opdracht "Onderhoud en herstelling van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de reparatie en de vervanging van de wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2024-2026)", opgesteld door de Dienst Openbare Werken - Gemeentegebouwen. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt :

* Perceel 1 (Gemeentelijke sites buiten de Grondregie): € 116.666,67 excl. btw per jaar, hetzij een totaalbedrag van € 350.000,00 excl. btw of € 402.500,00 btw inbegrepen (6% of 21% volgens de posten) voor de 3 jaar van de opdracht;

* Perceel 2 (Sites van de Grondregie): € 45.000,00 excl. btw per jaar, hetzij een totaalbedrag van € 135.000,00 excl. btw of € 152.550,00 btw inbegrepen (6% of 21% volgens de posten) voor de 3 jaar van de opdracht;

Art 2 : De opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure.

Art 3: De opdrachtaankondiging in te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal en Europees niveau.

Art 4 : Aan de Gemeenteraad voor te stellen de noodzakelijke kredieten voor deze uitgaven in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 1) en op artikel 614-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie van de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 2);

Art 5 : Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

43 **Marchés publics - 2021-T-028 - Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles - Approbation de l'avenant 2 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 15% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en -	-	€ 34.907,75
Travaux supplémentaires	+	€ 57.759,96
Total HTVA	=	€ 22.852,21
TVA	+	€ 4.798,96
TOTAL	=	€ 27.651,17

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant qu'une partie des travaux est financée par le subside URE ; que les groupes de ventilation doivent atteindre un rendement de plus de 85% ; que ce type de rendement n'était pas exigé par les documents du marché ; que cette modification engendre un supplément ; que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;

Considérant que le chantier de la phase 3 est exécuté au moment où le chantier de la phase 2 est quasi terminé ; que dès lors il est préférable d'étendre la couverture TRC de la phase 3 aux biens existants à savoir aux travaux réalisés en phase 2 ; que chaque partie prendra en charge la moitié de la prime ;

Considérant qu'il n'était pas prévu de déposer et l'évacuer certaines anciennes installations techniques spéciales ; que ces travaux sont nécessaires afin de bien préparer le support de l'isolation et des parachèvement ; que le changement de contractant entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;

Considérant que le SIAMU impose une conformité aux normes dans les combles ; que cette imposition induit la nécessité de réaliser de barrages RF en planchers sous les cloisons RF des deux cages d'escalier RF ; que ces barrages n'ont pas été initialement prévus ; que ces travaux engendrent un supplément ; que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et

*entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;
Considérant qu'il est nécessaire de désolidariser des planchers techniques des cloisons pour des raisons de stabilité et de complexité d'exécution ; que cette modification engendre un supplément ; que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;
Considérant que la configuration actuelle de la lucarne de la phase 5 est spatialement complexe ; qu'il est demandé à l'entrepreneur de la simplifier afin de rendre l'isolation et les parachèvement plus simples et efficaces ; que le changement de contractant entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;
Considérant que l'entreprise propose un enduit non conforme aux prescriptions du cahier des charges ; que cette modification peut être acceptée moyennant un moins-value sur le prix unitaire ;*

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 1,23% (1,23% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 3.129.057,32 hors TVA ou € 3.786.159,36, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 juillet 2023 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2021-T-028 - Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles» pour un montant total en plus de € 22.852,21 hors TVA ou € 27.651,17, 21% TVA comprise inscrit, à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 20 juillet 2023 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2021-T-028 - Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles» pour un montant total en plus de € 22.852,21 hors TVA ou € 27.651,17, 21% TVA comprise inscrit, à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-028 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase III: inrichting van de zolderverdieping - Goedkeuring van aanhangsel 2 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 ("de minimis"-regel (wijziging < 15% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < drempels EU));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H minder	-	34.907,75 €
Aanvullende werken	+	57.759,96 €
Totaal excl. btw	=	22.852,21 €
Btw	+	4.798,96 €
TOTAAL	=	27.651,17 €

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Overwegende dat een deel van de werkzaamheden wordt gefinancierd door een REG-subsidie; dat de ventilatiegroepen een rendement van meer dan 85% moeten halen; dat dit type rendement niet vereist was in de opdrachtdocumenten; dat deze wijziging extra kosten met zich meebrengt; dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;

Overwegende dat de werkzaamheden van fase 3 worden uitgevoerd op het moment dat de werkzaamheden van fase 2 bijna voltooid zijn; dat het daarom beter is de dekking "alle bouwplaatsrisico's" voor fase 3 uit te breiden naar de bestaande goederen, namelijk de werkzaamheden uitgevoerd in fase 2; dat elke partij de helft van de premie voor haar rekening neemt; Overwegende dat het niet de bedoeling was bepaalde speciale oude technische installaties te verwijderen; dat deze werkzaamheden noodzakelijk zijn om de ondergrond goed voor te bereiden op de isolatie en afwerking; dat de verandering van contractant een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder zou teweegbrengen;

Overwegende dat de DBDMH oplegt dat wordt voldaan aan de normen op de zolderverdieping; dat deze verplichting de plaatsing van brandwerende barrières in de vloeren onder de brandwerende wanden van de twee trappenhuisen noodzakelijk maakt; dat deze barrières oorspronkelijk niet gepland waren; dat deze werkzaamheden extra kosten met zich meebrengen; dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de technische vloeren te scheiden van de wanden vanwege redenen van stabiliteit en complexiteit van de uitvoering; dat deze wijziging extra kosten met zich meebrengt; dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;

Overwegende dat de huidige configuratie van de dakkapel in fase 5 ruimtelijk complex is; dat de aannemer wordt verzocht deze te vereenvoudigen om de isolatie en de afwerking eenvoudiger en efficiënter te maken; dat de verandering van contractant een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder zou teweegbrengen;

Overwegende dat de onderneming een coating voorstelt die niet voldoet aan de voorschriften van het bestek; dat deze wijziging kan worden aanvaard in ruil voor een verlaging van de eenheidsprijs;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 1,23% overschrijdt (1,23% voor de wijzigingen met de minimalis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 3.129.057,32 € excl. btw of 3.786.159,36 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juli 2023 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht "2021-T-028 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, fase III: inrichting van de zolderverdieping" voor een totaal bijkomend bedrag van 22.852,21 € excl. btw of 27.651,17 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt met een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juli 2023 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht "2021-T-028 - Restauratie en renovatie van het gemeentehuis van Vorst, fase III: inrichting van de zolderverdieping" voor een totaal bijkomend bedrag van 22.852,21 € excl. btw of 27.651,17 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt met een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

44 **Marchés publics - MP-2023-T-018 - Bempt : intervention lourde terrain naturel - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'un terrain de rugby en gazon naturel nécessite des interventions bien spécifiques pour une meilleure tenue dans le temps et également une excellente performance pour le jeu ; qu'il est donc important d'adopter une stratégie poussée d'entretien ;

Considérant que cet entretien nécessite un savoir-faire ainsi qu'un matériel professionnel et spécial adéquat, et ce, afin d'améliorer les conditions de sécurité et de jeu ;

Considérant que cette intervention sera réalisée par une firme spécialisée dans le domaine des entretiens des terrains de sports en gazon naturel, afin de garantir un meilleur résultat ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 juillet 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-T-

018 - Bempt : intervention lourde terrain naturel», pour un montant de € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise, de financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 juillet 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-T-018 - Bempt : intervention lourde terrain naturel», pour un montant de € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise, de financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-T-018 - Bempt: zware interventie natuurlijk terrein - Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat een rugbyterrein met natuurlijk gras zeer specifieke interventies vereist om ervoor te zorgen dat het langer meegaat en uitstekend presteert voor het spel; dat het daarom belangrijk is een doorgedreven onderhoudsstrategie te volgen;

Overwegende dat voor dit onderhoud zowel knowhow als geschikt professioneel en speciaal materiaal vereist is om de veiligheids- en spelomstandigheden te verbeteren;

Overwegende dat deze interventie zal worden uitgevoerd door een firma die gespecialiseerd is in het onderhoud van sportterreinen met natuurlijk gras, om een beter resultaat te garanderen.

Overwegende dat de raming van deze opdracht 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, incl. 21% btw, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juli 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-T-018 - Bempt: zware interventie natuurlijk terrein", voor een bedrag van

37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, 21% btw inbegrepen; deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juli 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-T-018 - Bempt: zware interventie natuurlijk terrein", voor een bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, 21% btw inbegrepen; deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

45 **Marchés publics - MP-2023-T-012 - Baeck : réaménagement de l'aire de jeux - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 112.697,21 hors TVA ou à € 136.363,63 TVAC, soit € 150.000,00, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de 112.500,00 € (article de recette : 761/655-52/64), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juillet 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-T-012 - Baeck : réaménagement de l'aire de jeux», pour un montant de € 112.697,21 hors TVA ou à € 136.363,63 TVAC, soit € 150.000,00, 21% TVA et révision des prix comprises, de financer cette dépense par un

subside du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de 112.500,00 € (article de recette : 761/655-52/64), le solde restant par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juillet 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-T-012 - Baeck : réaménagement de l'aire de jeux», pour un montant de € 112.697,21 hors TVA ou à € 136.363,63 TVAC, soit € 150.000,00, 21% TVA et révision des prix comprises, de financer cette dépense par un subside du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de 112.500,00 € (article de recette : 761/655-52/64), le solde restant par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-T-012 - Baeck: herinrichting van het speelplein - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de raming van deze opdracht € 112.697,21 excl. btw of € 136.363,63 incl. btw, zijnde € 150.000,00, 21% btw en prijsherziening inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering is voor een bedrag van € 112.500,00 (artikel van ontvangst: 761/655-52/64), waarbij het overblijvende saldo wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-T-012 - Baeck: herinrichting van het speelplein" voor een bedrag van € 112.697,21 excl. btw of € 136.363,63 incl. btw, zijnde € 150.000,00, 21% btw en prijsherziening inbegrepen; deze uitgave te financieren door een subsidie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor een bedrag van € 112.500,00 (artikel van ontvangst: 761/655-52/64) en het overblijvende saldo door een lening ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de

buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-T-012 - Baeck: herinrichting van het speelplein” voor een bedrag van € 112.697,21 excl. btw of € 136.363,63 incl. btw, zijnde € 150.000,00, 21% btw en prijsherziening inbegrepen; deze uitgave te financieren door een subsidie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor een bedrag van € 112.500,00 (artikel van ontvangst: 761/655-52/64) en het overblijvende saldo door een lening ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

46 **Marchés publics – MP-2023-F-025 – Achat d’une broyeuse – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

Considérant la nécessité d'acquérir une nouvelle broyeuse pour le bon déroulement de l'entretien du cimetière de Forest;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève € 24.725,00 hors TVA ou € 29.917,25, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juillet 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2023-F-025 – Achat d’une broyeuse – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter», pour un montant de € 24.725,00 hors TVA ou € 29.917,25, 21% TVA comprise inscrit à l'article 878/744-51/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant que le mode de financement est un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juillet 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2023-F-025 – Achat d'une broyeuse – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter», pour un montant de € 24.725,00 hors TVA ou € 29.917,25, 21% TVA comprise inscrit à l'article 878/744-51/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-F-025 – Aankoop van een hakselaar – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is een nieuwe hakselaar aan te kopen voor het goede verloop van het onderhoud van de begraafplaats van Vorst;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 24.725,00 € excl. btw of 29.917,25 €, incl. 21% btw, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2023 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-F-025 – Aankoop van een hakselaar – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's", voor een bedrag van 24.725,00 € excl. btw of 29.917,25 € 21% btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 878/744-51/11 van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

Overwegende dat de financieringswijze een lening is;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2023 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-025 – Aankoop van een hakselaar – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma’s”, voor een bedrag van 24.725,00 € excl. btw of 29.917,25 €, 21% btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 878/744-51/11 van de buitengewone dienst van de begroting 2023 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

47 **Marchés publics - MP-2023-T-026-Ecole Arc-en-Ciel: remplacement des châssis - Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le mauvais état de nombreux châssis à l'école Arc-en-Ciel ; considérant qu'un certain nombre d'entre eux on dû être condamnés (problème pour la ventilation des locaux) ; que certains vitrages ne répondent pas aux normes en vigueur ; que certains châssis (portes coulissantes) doivent être remplacés par des ouvrants afin de pouvoir être utilisés en tant que voie d'évacuation ;

Vu le cahier des charges N° MP-2023-T-026 relatif au marché “Ecole Arc-en-Ciel:remplacement des châssis” établi par le Departement Travaux Publics - Bâtiments Communaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 204.716,98 hors TVA ou € 217.000,00, 6% TVA comprise ou € 250.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'en application de l'article 58 de la loi 17 juin 2016 l'adjudicateur décide de ne pas

diviser le marché en lots pour des raisons liées à la nature du marché :

Le non-allotissement de ce marché se justifie pour des raisons techniques. L'ensemble des châssis concernés sont dans un même bâtiment sur une même façade. De plus, leur mise en œuvre exige un parfait alignement entre les châssis du 1er étage et ceux du rez-de-chaussée. Seule une exécution par un même entrepreneur de l'ensemble des travaux concernés est de nature à garantir la bonne exécution de ce marché ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant que le mode de financement prévu est un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° MP-2023-T-026 et le montant estimé du marché "Ecole Arc-en-Ciel:remplacement des châssis", établis par le Département Travaux Publics - Bâtiments Communaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 204.716,98 hors TVA ou € 217.000,00, 6% TVA comprise ou € 250.000,00 TVA et révision des prix comprises .

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art.3 : De ne pas diviser le marché en lots pour des raisons liées à la nature du marché :

Le non-allotissement de ce marché se justifie pour des raisons techniques. L'ensemble des châssis concernés sont dans un même bâtiment sur une même façade. De plus, leur mise en œuvre exige un parfait alignement entre les châssis du 1er étage et ceux du rez-de-chaussée. Seule une exécution par un même entrepreneur de l'ensemble des travaux concernés est de nature à garantir la bonne exécution de ce marché.

Art 4 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 5 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Art 6 : D'inscrire la dépense à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Art 7 : De financer la dépense par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-T-026 - School Arc-en-Ciel: vervanging van de ramen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de slechte staat van veel ramen op de school Arc-en-Ciel; overwegende dat een aantal daarvan moest worden dichtgemaakt (probleem voor de ventilatie van de lokalen); dat sommige beglazing niet voldoet aan de geldende normen; dat sommige schuifdeuren moeten worden vervangen door openslaande deuren om te kunnen worden gebruikt als vluchtweg;

Gelet op het bestek met nr. MP-2023-T-026 betreffende de opdracht “School Arc-en-Ciel: vervanging van de ramen” opgesteld door het Departement Openbare Werken - Gemeentebouwen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 204.716,98 excl. btw of € 217.000,00 incl. 6% btw of € 250.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat in toepassing van artikel 58 van de wet van 17 juni 2016 de aanbestedende overheid beslist om de opdracht niet op te delen in percelen omwille van redenen die verband houden met de aard van de opdracht:

Het niet verdelen in percelen van deze opdracht wordt verantwoord door technische redenen. Alle betrokken ramen bevinden zich in eenzelfde gebouw in dezelfde gevel. Bovendien moeten de ramen op de eerste verdieping en die op de benedenverdieping perfect op elkaar worden gealigneerd. Enkel de uitvoering van alle werkzaamheden door eenzelfde aannemer kan de goede uitvoering van deze opdracht garanderen;

Overwegende dat het krediet voor deze opdracht ingeschreven is op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een lening is ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. MP-2023-T-026 en de raming voor de opdracht “School Arc-en-Ciel: vervanging van de ramen”, opgesteld door het Departement Openbare Werken - Gemeentebouwen. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 204.716,98 excl. btw of € 217.000,00 incl. 6% btw of € 250.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen.

Art 2: De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Art 3: De opdracht niet op te delen in percelen omwille van redenen die verband houden met de aard van de opdracht:

Het niet verdelen in percelen van deze opdracht wordt verantwoord door technische redenen. Alle betrokken ramen bevinden zich in eenzelfde gebouw in dezelfde gevel. Bovendien moeten de ramen op de eerste verdieping en die op de benedenverdieping perfect op elkaar worden gealigneerd. Enkel de uitvoering van alle werkzaamheden door eenzelfde aannemer kan de goede uitvoering van deze opdracht garanderen.

Art 4: De aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau.

Art 5: Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Art 6: De uitgave in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Art 7: De uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

48 **Marchés publics - MP-2023-T-027 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o;

Considérant la nécessité de procéder à des interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 juillet 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-T-027 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques», pour un montant de à € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise, de financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 juillet 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-T-027 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques», pour un montant de à € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise, de financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-T-027 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is om zware interventies uit te voeren aan de kunstgrasvelden op de Bempt;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 37.190,08 € excl. btw of € 45.000,00, 21% btw inbegrepen, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juli 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-T-027 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden”, voor een bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, 21% btw inbegrepen; deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juli 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-T-027 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden”, voor een bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, 21% btw inbegrepen; deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

49 **Marchés publics - MP-2023-S-023- Abattage et élagage d'arbres (2 lots) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant qu'il y a lieu d'effectuer un abattage et un élagage d'arbres en voirie ainsi qu'un abattage et élagage des parcs et plantations afin de permettre le retrait d'arbres non viables et d'optimiser les ressources et les dépenses d'énergie d'arbres sains ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Abattage et élagage dans les parcs), estimé à € 11.806,38 hors TVA ou € 14.285,72, 21% TVA comprise, € 15.000,00 TTC ;

* Lot 2 (Abattage et élagage en voirie), estimé à € 74.773,71 hors TVA ou € 90.476,20, 21% TVA comprise, € 95.000,00 TTC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 86.580,09 hors TVA ou € 104.761,92, 21% TVA comprise, € 110.000,00TTC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 juin 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-S-023- Abattage et élagage d'arbres (2 lots) », pour un montant global de € 86.580,09 hors TVA ou

€ 104.761,92, 21% TVA comprise, € 110.000,00 TTC et inscrit aux articles 766/734-60/38 (Lot 1 - Abattage et élagage dans les parcs: € 15.000,00) et 421/734-60/30 (Lot 2 : Abattage et élagage en voirie : € 95.000,00 TTC) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et financée par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 juin 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-S-023- Abattage et élagage d'arbres (2 lots) », pour un montant global de € 86.580,09 hors TVA ou € 104.761,92, 21% TVA comprise, € 110.000,00 TTC et inscrit aux articles 766/734-60/38 (Lot 1 - Abattage et élagage dans les parcs: € 15.000,00) et 421/734-60/30 (Lot 2 : Abattage et élagage en voirie : € 95.000,00 TTC) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et financée par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-S-023 - Vellen en snoeien van bomen (2 percelen) - Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is bomen op de openbare weg te vellen en te snoeien, en in parken en aanplantingen te vellen en te snoeien om bomen die niet levensvatbaar zijn te kunnen verwijderen en de middelen en het energieverbruik van gezonde bomen te kunnen optimaliseren;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

* Perceel 1 (Vellen en snoeien in parken), geraamd op € 11.806,38 excl. btw of € 14.285,72, 21% btw inbegrepen, € 15.000,00 alle belastingen inbegrepen;

* Perceel 2 (Vellen en snoeien langs de weg), geraamd op € 74.773,71 excl. btw of € 90.476,20, 21% btw inbegrepen, € 95.000,00 alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 86.580,09 excl. btw of € 104.761,92, 21% btw inbegrepen, € 110.000,00 alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juni 2023 om te kiezen

voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-S-023 - Vellen en snoeien van bomen (2 percelen)”, voor een totaalbedrag van € 86.580,09 excl. btw of € 104.761,92, 21% btw inbegrepen, € 110.000,00 alle belastingen inbegrepen en ingeschreven op artikels 766/734-60/38 (Perceel 1 - Vellen en snoeien in parken: € 15.000,00) en 421/734-60/30 (Perceel 2: Vellen en snoeien langs de weg: € 95.000,00 alle belastingen inbegrepen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juni 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-S-023 - Vellen en snoeien van bomen (2 percelen)”, voor een totaalbedrag van € 86.580,09 excl. btw of € 104.761,92, 21% btw inbegrepen, € 110.000,00 alle belastingen inbegrepen en ingeschreven op artikels 766/734-60/38 (Perceel 1 - Vellen en snoeien in parken: € 15.000,00) en 421/734-60/30 (Perceel 2: Vellen en snoeien langs de weg: € 95.000,00 alle belastingen inbegrepen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

50 **Marchés publics - MP-2023-S-030 - Lot 1 : Plantation nouveaux arbres dans les parcs - Lot 2 : Remplacement arbres morts le long des voiries - Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234§3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant qu’il est nécessaire de procéder à la plantation de nouveaux arbres et au remplacement d’arbres morts au sein de la commune de Forest ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

** Lot 1 - Plantations de nouveaux arbres ;*

** Lot 2 - Remplacement des arbres morts ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 août 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-S-030 - Lot 1: Plantations de nouveaux arbres dans les parcs - Lot 2: Remplacement des arbres morts le long des voiries», pour un montant global estimé à 50.619,83 € hors TVA ou 61.250,00 €, 21% TVA comprise et inscrits aux articles 766/734-60/38 (Lot 1 - Plantation de nouveaux arbres dans les parcs : 9.297,52 € hors TVA ou 11.250,00 €, 21% TVA comprise) et 421/734-60/30 (Lot 2 - Remplacement des arbres morts le long de la voirie : 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et financé par un emprunt;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 août 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-S-030 - Lot 1: Plantations de nouveaux arbres dans les parcs - Lot 2: Remplacement des arbres morts le long des voiries», pour un montant global estimé à 50.619,83 € hors TVA ou 61.250,00 €, 21% TVA comprise et inscrits aux articles 766/734-60/38 (Lot 1 - Plantation de nouveaux arbres dans les parcs : 9.297,52 € hors TVA ou 11.250,00 €, 21% TVA comprise) et 421/734-60/30 (Lot 2 - Remplacement des arbres morts le long de la voirie : 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-S-030 - Perceel 1: Aanplanting van nieuwe bomen in de parken - Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs wegen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aanplanting van nieuwe bomen en de vervanging van dode bomen in de gemeente Vorst;

Overwegende dat de opdracht in percelen is opgedeeld:

** Perceel 1: Aanplanting van nieuwe bomen;*

** Perceel 2: Vervanging van de dode bomen;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 augustus 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-S-030 – Perceel 1: Aanplanting van nieuwe bomen in de parken - Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs wegen”, voor een totaalbedrag geraamd op 50.619,83 € excl. btw of 61.250,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikelen 766/734-60/38 (Perceel 1 - Aanplanting van nieuwe bomen in de parken: 9.297,52 € excl. btw of 11.250,00 €, 21% btw inbegrepen) en 421/734-60/30 (Perceel 2 - Vervanging van de dode bomen langs wegen: 41.322,31 € excl. btw of 50.000,00 €, 21% btw inbegrepen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 augustus 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-S-030 - Perceel 1: Aanplanting van nieuwe bomen in de parken - Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs wegen”, voor een totaalbedrag geraamd op 50.619,83 € excl. btw of 61.250,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikelen 766/734-60/38 (Perceel 1 - Aanplanting van nieuwe bomen in de parken: 9.297,52 € excl. btw of 11.250,00 €, 21% btw inbegrepen) en 421/734-60/30 (Perceel 2 - Vervanging van de dode bomen langs wegen: 41.322,31 € excl. btw of 50.000,00 €, 21% btw inbegrepen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Subsides - Subsidies

- 51 **Travaux - Subside – Avenant 02 – Prolongation couverture – Convention de mise à disposition d’une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 432.115,00 € pour l’organisation et l’exécution de petits travaux d’infrastructures dans le cadre du projet d’investissement pour l’amélioration de la sécurité routière en voiries communales en 2020.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil du 15 septembre 2020 approuvant la convention de 2020 de mise à disposition d’une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 432.115,00 € pour l’organisation et l’exécution de petits travaux d’infrastructures dans le cadre du projet d’investissement pour l’amélioration de la sécurité routière en voiries communales en 2020 ;

Vu la décision du conseil du 20 septembre 2022 approuvant l’avenant 01 à la convention du 13 octobre 2020 ayant pour objectif d’adapter les articles concernés par la modification du calendrier du projet, à savoir la période couverte par la subvention ainsi que la date limite de remise du dossier de justificatifs comptables sans en modifier le montant global ;

Considérant qu’il est nécessaire de prolonger à nouveaux ces délais ;

Considérant l'avenant 02 annexé à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver l'avenant 02 joint au dossier ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant 02 à la Convention de 2020 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest, ci-annexée ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de l'avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Subsidie – Bijakte 02 – Verlenging dekking – Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 432.115,00 € voor de organisatie en uitvoering van kleine infrastructuurwerken in het kader van het investeringsproject voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen in 2020.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 september 2020 tot goedkeuring van de overeenkomst 2020 van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 432.115,00 € voor de organisatie en uitvoering van kleine infrastructuurwerken in het kader van het investeringsproject voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen in 2020;

Gelet op de beslissing van de Raad van 20 september 2022 tot goedkeuring van bijakte 01 bij de overeenkomst van 13 oktober 2020, met als doel de artikelen uit de overeenkomst aan te passen die de datums voor het project betreffen, nl. de periode die de subsidie dekt, en de einddatum voor het indienen van de boekhoudkundige bewijsstukken, zonder het totaalbedrag te wijzigen;

Overwegende dat deze termijnen opnieuw moeten worden verlengd;

Overwegende bijakte 02, die bij deze beraadslaging is gevoegd;

Overwegende dat de bij het dossier gevoegde bijakte 02 goedgekeurd moet worden;

BESLIST:

Bijakte 02 bij de overeenkomst 2020 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst, als bijlage, goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de bijakte.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Entretien bâtiments et Energie - Onderhoud gebouwen en Energie

52 **Energie – Approbation du projet de rénovation des chaufferies de l'école Arc-en-ciel dans le cadre de la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique – Article 117 NLC.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 2, 6° et 47, §2 et §4;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Considérant que l'article 117 de la Nouvelle loi communale stipule que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal; il délibère sur tout autre objet qui lui est soumis par l'autorité supérieure ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ; Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique ;

Considérant l'article 9 du règlement général de la centrale d'achat qui stipule que La Centrale est chargée du lancement et de l'attribution des marchés Efficacité Energétique ;

Considérant que le cahier spécial des charges a été publié via la centrale de marchés de Sibelga ;

Considérant la répartition des tâches en matière de suivi d'exécution entre la Centrale et l'administration communale de Forest, cette dernière paiera les factures adressées par l'adjudicataire, après avis de la Centrale ;

Vu la délibération du Conseil communale du 08 mars 2022 d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétiques ;

Vu la décision du Collège, en date du 18 octobre 2022 relative à l'accord concernant l'attribution du

marché de rénovation des chaufferies de l'école Arc-en-ciel via le programme de la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétiques ;

Considérant que Sibelga, en sa qualité de Centrale d'Achat pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique, a procédé à l'analyse des offres concernant le marché N° **SIB22TW1302 L1 A09 École Arc-en-Ciel** et ayant pour objet le remplacement des installations de production de chaleur de l'école Arc-en-ciel sise Avenue du Globe de la commune de Forest et a retenu l'offre régulière de l'entreprise Sanideal, sise rue Jean Jaures, 51 à 6060 Gilly pour exécuter le marché susmentionné, pour le montant de 218.501,06€ hors TVA, 231.611,12€ TVA comprise hors révision ou 266.352,79€ TVA et révisions comprises ;

Considérant qu'après analyse effectuée sur base des critères et des pondérations définis dans le Cahier spécial des charges de l'Accord-cadre de travaux, la Centrale d'Achat a retenu l'offre régulière de l'entreprise Sanideal sprl, sise Rue Jean-Jaurès 51, à 6060 Charleroi ;

Considérant que le crédit permettant la dépense s'élevant à 450.000,00€ TVAC est inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023;

Considérant qu'en vertu de l'article 117 de la Nouvelle loi communale stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal, il y a lieu de soumettre pour accord la présente attribution faite via le programme de la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétiques au Conseil Communal afin d'engager la dépense y afférente ;

Décide :

1. De marquer son accord concernant l'attribution du marché de rénovation des chaufferies de l'école Arc-en-ciel via le programme de la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétiques à l'entreprise Sanideal, sise rue Jean Jaures, 51 à 6060 Gilly ayant remis l'offre conforme, régulière, économiquement la plus avantageuse, pour le montant de 218.501,06 €. Hors TVA, 231.611,12€ TVA comprise hors révision ou 266.352,79€ TVA et révisions comprises, en vertu de l'article 117 NLC;
2. D'inscrire et d'engager la dépense de 266.352,79€ TVAC à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023, et de la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Energie - Goedkeuring van het renovatieproject van de stookinstallatie van school Arc-en-Ciel in het kader van de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van lokale en regionale overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen – Artikel 117 NGW.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid de artikelen 2, 6° en 47,

§2 en §4;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet stipuleert dat de gemeenteraad alles regelt wat van gemeentelijk belang is; hij beraadslaagt over elk ander onderwerp dat de hogere overheid hem voorlegt;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, in staat stelt opdrachten te plaatsen voor werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 stipuleert dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren; Dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder toepassing van de procedures voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag toewijzen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat deze opdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten mogen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en regionale overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen;

Overwegende artikel 9 van het algemeen reglement van de aankoopcentrale dat stipuleert dat de aankoopcentrale belast is met de start en de gunning van de opdrachten inzake energie-efficiëntie;

Overwegende dat het bijzonder bestek gepubliceerd werd via de aankoopcentrale van Sibelga;

Overwegende de taakverdeling inzake follow-up van de uitvoering tussen de Centrale en het gemeentebestuur van Vorst, betaalt deze laatste de door de opdrachtnemer opgestelde facturen, na advies van de Centrale;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 08 maart 2022 om toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en regionale overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen;

Gelet op de beslissing van het College van 18 oktober 2022 betreffende de gunning van de opdracht voor de renovatie van de stookinstallatie van school Arc-en-ciel via het programma van de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en regionale overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen;

Overwegende dat Sibelga, als aankoopcentrale voor de begeleiding van lokale en regionale overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen, de analyse verricht heeft van de offertes met betrekking tot opdracht nr. **SIB22TW1302 L1 A09 École Arc-en-Ciel** voor de vervanging van de verwarmingsinstallaties van school Arc-en-Ciel (Globelaan – 1190 Vorst) en de regelmatigste en de economisch voordeligste offerte van de firma Sanideal (rue Jean Jaures 51 – 6060

Gilly) heeft geselecteerd om de bovenvermelde opdracht uit te voeren, voor het bedrag van 218.501,06 € excl btw of 231.611,12 € btw inbegrepen, excl. herziening of 266.352,79 € btw en herziening inbegrepen;

Overwegende dat de Aankoopcentrale, na analyse op basis van de criteria en de wegingen die in het bijzonder bestek van de kaderovereenkomst voor werken zijn vastgelegd, de opdracht gegund heeft aan de firma Sanideal sprl (rue Jean-Jaurès 51 – 6060 Gilly);

Overwegende dat het krediet voor de uitgave daarvan 450.000,00 € (btw inbegrepen) bedraagt en ingeschreven is op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van 2023;

Overwegende dat krachtens artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet dat stipuleert dat de Raad alles regelt wat van gemeentelijk belang is, deze gunning die verricht werd via het programma van de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en regionale overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen, voorgelegd moet worden aan de Gemeenteraad om er de overeenkomstige uitgave vast te leggen;

Beslist,

1. Zijn goedkeuring te hechten aan de gunning van de opdracht voor de renovatie van de stookinstallatie van school Arc-en-Ciel via het programma van de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van lokale en regionale overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen aan de firma Sanideal (rue Jean Jaures 51 – 6060 Gilly) dat de economisch meest voordelige regelmatige conforme offerte heeft ingediend, voor een bedrag van 218.501,06 € excl btw of 231.611,12 € btw inbegrepen excl. herziening of 266.352,79 € btw en herziening inbegrepen, krachtens artikel 117 NGW;
2. De uitgave van 266.352,79 € btw en herziening inbegrepen in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van 2023, en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Petite Enfance - Kinderopvang

- 53 **Petite enfance - Marché public – Acquisition et mise en service d’une solution informatique de gestion des crèches publiques francophones - Approbation des conditions, du mode de passation et de l’attribution - Application de l’article 234 §3 et 236 de la nouvelle loi communale - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l’article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des

Bourgmestre et Echevins;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 20 juillet 2023;

D'approuver la lettre de résiliation destinée à la firme DDI (Développement & Distribution Informatique S.A.), sise Chaussée de Tongres, 295 à 4000 Rocourt-Liège, propriétaire des programmes Bambino et Audit 3000;

D'acter l'accord du Conseil du 6 novembre 2011 sur la convention entre la Commune et l'asbl avec l'asbl GIAL / i-City, sise Boulevard Emile Jacqmain 95, 1000 Bruxelles, en tant que centrale d'achat telle que définies par l'article 2 §4 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service;

D'accepter l'offre remise ce 25 mai 2023 par la société désigné par l'asbl GIAL / i-City, notamment Chaps Development, sise Avenue des Vallées 7 à 1341 Ottignies-Louvain-la-Neuve, pour l'acquisition du logiciel BeKid incluant la maintenance, comme solution informatique pour la gestion des crèches communales, basé sur le CDC Gial (i-City);

D'engager le montant total de la dépense, s'élevant à **6050 euros TVAC** sur l'article 844/744-98 /19 du budget extraordinaire de l'exercice 2023;

De financer cette dépense par un emprunt;

D'informer le Conseil communal de la présente décision conformément à l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 20 juillet 2023 décidant d'approuver l'acquisition et la mise en service d'une solution informatique de gestion des crèches publiques francophones.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Kinderopvang – Overheidsopdracht – Aankoop en indienststelling van een IT-oplossing voor het beheer van de Franstalige openbare kinderdagverblijven – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en gunning – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juli 2023;

Goedkeuring te verlenen aan de opzeggingsbrief bestemd voor de firma DDI (Développement & Distribution Informatique nv), gelegen Chaussée de Tongres 295 te 4000 Rocourt-Luik, eigenaar van de programma's Bambino en Audit 3000;

Akte te nemen van het akkoord van de Raad van 6 november 2011 houdende overeenkomst tussen de Gemeente en de vzw GIAL / i-City, gelegen Emile Jacqmainlaan 95 in 1000 Brussel, als

aankoopcentrale zoals bepaald bij artikel 2 §4 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

De offerte te aanvaarden die op 25 mei 2023 werd ingediend door de door de vzw GIAL / i-City aangewezen firma, meer bepaald Chaps Development, gelegen Avenue des Vallées 7 te 1341 Ottignies-Louvain-la-Neuve, voor de aankoop van de software BeKid, met inbegrip van het onderhoud, als IT-oplossing voor het beheer van de gemeentelijke kinderdagverblijven, op basis van het bestek van Gial (i-City);

Het totaalbedrag van de uitgave, dat **6050 euro incl. btw** bedraagt, vast te leggen op artikel 844/744-98 /19 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2023;

Deze uitgave te financieren door een lening;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing, overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 20 juli 2023, waarbij werd beslist de aankoop en de indienststelling van een IT-oplossing voor het beheer van de Franstalige openbare kinderdagverblijven goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Instruction publique - Openbaar onderwijs

54 Instruction publique – Projet concernant la démocratie scolaire et les activités citoyennes - Convention avec l'asbl Les ambassadeurs d'expression citoyenne – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projet de la Communauté française (circulaire 8676) concernant la démocratie scolaire et les activités citoyennes des ambassadeurs d'expression citoyenne, qui propose de soutenir et valoriser les initiatives d'éducation à la citoyenneté pour l'année scolaire 2022-2023 dans les écoles, pour un montant maximum de 5000 euros par projet ;

Vu les axes prioritaires identifiés par l'appel à projet : encourager l'expression des élèves et renforcer la démocratie scolaire dès le plus jeune âge afin de faire des élèves des citoyens à part entière ;

Considérant qu'il y a lieu de promouvoir les actions citoyennes au sein des écoles communales forestoises ;

Considérant que la Communauté française a octroyé un montant de 6980 euros à la Commune de Forest pour réaliser ce projet dans l'école Kaléidoscope et l'école Les Sept Bonniers ;

Considérant l'importance de la poursuite du travail entamé et le fait que les équipes ont développé une méthodologie particulière et singulière les années précédentes avec l'asbl Les ambassadeurs d'expression citoyenne, située en son siège 18 rue Joseph II à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Bruno Derbaix, directeur ;

Vu la décision collégiale du 13 juillet 2023 de désigner l'asbl Les ambassadeurs d'expression citoyenne en tant que prestataire unique pour concrétiser ce projet ;

Considérant que deux conventions sont à conclure entre la Commune de Forest et l'asbl Les ambassadeurs d'expression citoyenne et, situé en son siège, située 18 rue Joseph II à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Bruno Derbaix, directeur

DECIDE :

D'acter l'octroi d'un subside de 6980 euros par la Communauté française pour réaliser à l'école Kaléidoscope et à l'école Les Sept Bonniers un projet autour la démocratie scolaire et les activités citoyennes durant l'année scolaire 2022-2023 ;

D'acter la désignation par le Collège du 22 juin 2023 du prestataire unique l'asbl Les ambassadeurs d'expression citoyenne, situé en son siège 18 rue Joseph II à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Bruno Derbaix, directeur, pour un montant équivalent au subside ;

De marquer son accord sur les conventions annexées entre la Commune de Forest et l'asbl Les ambassadeurs d'expression citoyenne, située en son siège, située 18 rue Joseph II à 1000 Bruxelles, pour ce qui concerne la concrétisation de ce projet.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar onderwijs - Project rond democratie op school en burgerinspraak - Overeenkomst met vzw Les ambassadeurs d'expression citoyenne - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep van de Franse Gemeenschap (zie omzendbrief 8676) betreffende democratie in de scholen en burgerinspraak, om tijdens het schooljaar 2022-2023 initiatieven op het gebied van burgerschapseducatie in scholen te ondersteunen en te versterken, voor een maximumbedrag van 5.000 euro per project;

Gelet op de door de projectoproep geïdentificeerde prioritaire pijlers: leerlingen aanmoedigen zich uit te drukken en vanaf jonge leeftijd de democratie in de scholen versterken om van de leerlingen volwaardige burgers te maken;

Overwegende dat het belangrijk is om binnen de Vorstse gemeentescholen activiteiten rond deze thema's te stimuleren;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap een bedrag van 6.980 euro heeft toegekend om in de scholen Kaléidoscope en Les Sept Bonniers dit project te realiseren;

Overwegende dat het belangrijk is om het reeds begonnen werk voort te zetten en dat de teams de voorbije jaren een bijzondere methodologie hebben ontwikkeld met de vzw Les Ambassadeurs d'expression citoyenne, met zetel Jozef II-straat 18 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Bruno Derbaix, directeur;

Gelet op de collegebeslissing van 13 juli 2023 om de vzw Les ambassadeurs d'expression citoyenne aan te duiden als unieke leverancier voor de realisatie van dit project;

Overwegende dat er twee samenwerkingsovereenkomsten moeten worden afgesloten tussen de Gemeente Vorst en de vzw Les Ambassadeurs d'expression citoyenne, met zetel Jozef II-straat te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Bruno Derbaix, directeur;

BESLIST,

Akte te nemen van de door de Franse Gemeenschap toegekende subsidie ter waarde van 6.980 euro om in de scholen Kaléidoscope en Les Sept Bonniers tijdens het schooljaar 2022-2023 een project uit te werken rond democratie op school en burgerinspraak;

Akte te nemen van de aanstelling door het College van 22 juni 2023 van de unieke leverancier vzw Les ambassadeurs d'expression citoyenne, met zetel Jozef II-straat te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Bruno Derbaix, directeur, voor een bedrag dat overeenstemt met de subsidie;

Akkoord te gaan met de bijgesloten overeenkomsten tussen de Gemeente Vorst en de vzw Les ambassadeurs d'expression citoyenne, met zetel Jozef II-straat te 1000 Brussel, voor de uitvoering van dit project.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

- 55 **Logement – Régie Foncière – Marché public – Marché de fourniture et remplacement des compteurs d'énergie dans les logements communaux – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Prise d'information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale en particulier l'article 234 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 §3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, al. 2 ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-capitale du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 décembre 2021 de choisir la procédure par facture acceptée comme mode de passation du Marché de fourniture et remplacement des compteurs d'énergie dans les logements communaux, conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, d'attribuer le marché à la firme Techem Caloribel, rue de Koninck 40, bte 1-3 à 1080 Bruxelles, ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse d'un montant de 11.281,87 € (onze mille deux cent quatre-vingt-et-un euros et quatre-vingt-sept cents) TVAC et d'imputer cette dépense à l'article budgétaire 234-01 du budget patrimonial 2021 de la Régie foncière de Forest ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 juin 2023 de revoir sa décision du 30 décembre 2021 attribuant le marché de fourniture et de remplacement des compteurs d'énergie dans les logements communaux à la société Techem Caloribel, rue de Koninck 40, bte 1-3 à 1080 Bruxelles pour un montant de de 11.281,87 € (onze mille deux cent quatre-vingt-et-un euros et quatre-vingt-sept cents) TVAC et d'imputer la dépense à l'article budgétaire 234-01 du budget patrimonial 2021 de la Régie foncière et de la financer par le subside « Rétrocession des amendes sur les logements inoccupés 2021 perçues des autorités supérieures » en lieu et place d'un financement par emprunt ;

Vu la décision du 22 juin 2023 de revoir la décision du 22 décembre 2022 d'approuver l'avenant 1 au marché « Marché de fournitures et remplacement des compteurs d'énergies dans les logements communaux » pour un montant total de 4.416,80 € TVAC (soit 3.650,25 € HTVA, TVA 21%) et d'imputer la dépense de 4.416,80 € TVAC (quatre mille quatre cents seize euros et quatre-vingt centimes) à l'article budgétaire 234-01 du budget patrimonial de la Régie foncière et de la financer par le subside « Rétrocession des amendes sur les logements inoccupés perçue des autorités supérieures » en lieu et place d'un financement par emprunt;

DECIDE :

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des Bourgmestre et Échevins :

1. décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 décembre 2022 d'approuver l'avenant 1 au marché « Marché de fournitures et remplacement des compteurs d'énergies dans les logements communaux » pour un montant total de 4.416,80 € TVAC (soit 3.650,25 € HTVA, TVA 21%) ;

2. décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 juin 2023 de revoir les décisions:

- du 30 décembre 2021,

- du 22 décembre 2022,

et imputant ces dépenses à l'article budgétaire 234-01 du budget patrimonial de la Régie foncière et de la financer par le subside « Rétrocession des amendes sur les logements inoccupés perçues par les

autorités supérieures » en lieu et place d'un financement par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Huisvesting – Grondregie – Overheidsopdracht – Opdracht voor levering en vervanging van energiemeters in gemeentewoningen – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via aanvaarde factuur (art. 92 wet 17 juni 2016) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze, de te raadplegen firma's en de gunning – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van 30.000 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 §3, 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, 2e lid;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de art. 5 en 38 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2021 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze voor de opdracht voor levering en vervanging van energiemeters in gemeentewoningen, overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, de opdracht te gunnen aan de firma Techem Caloribel, De Koninckstraat 40, bus 1-3 te 1080 Brussel, die de economisch voordeligste offerte heeft ingediend voor een bedrag van 11.281,87 € btw inbegrepen (elfduizend tweehonderd eenentachtig euro en zevenentachtig cent) en deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 234-01 van de patrimoniale begroting 2021 van de Grondregie van Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juni 2023 tot herziening van zijn beslissing van 30 december 2021 tot gunning van de opdracht voor levering en vervanging van energiemeters in gemeentewoningen aan de firma Techem Caloribel, De Koninckstraat 40, bus 1-3 te 1080 Brussel, voor een bedrag van 11.281,87 € btw inbegrepen (elfduizend tweehonderd eenentachtig euro en zevenentachtig cent) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 234-01 van de patrimoniale begroting 2021 van de Grondregie van Vorst en deze te

financieren door middel van de subsidie “Teruggave van boetes op leegstaande woningen 2021 geïnd via de hogere overheden” in plaats van een lening;

Gelet op de beslissing van 22 juni 2023 tot herziening van de beslissing van 22 december 2022 tot goedkeuring van de opdracht voor levering en vervanging van energiemeters in gemeentewoningen voor een totaalbedrag van 4.416,80 €, 21% btw inbegrepen (3.650,25 € excl. btw) en de uitgave van 4.416,80 € (vierduizend vierhonderd zestien euro en tachtig cent) in te schrijven op begrotingsartikel 234-01 van de patrimoniale begroting van de Grondregie van Vorst en deze te financieren door middel van de subsidie “Teruggave van boetes op leegstaande woningen geïnd via de hogere overheden” in plaats van een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 tot goedkeuring van het aanhangsel 1 bij de opdracht “Levering en vervanging van energiemeters in gemeentewoningen” voor een totaalbedrag van 4.416,80 €, 21% btw inbegrepen (3.650,25 € excl. btw);

2. beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juni 2023 tot herziening van de besluiten:

- van 30 december 2021,

- van 22 december 2022,

en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 234-01 van de patrimoniale begroting van de Grondregie van Vorst en deze te financieren door middel van de subsidie “Teruggave van boetes op leegstaande woningen geïnd via de hogere overheden” in plaats van een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

56 **Logement – Régie foncière - Marchés de services – Mission d’auteur de projet relative à la : « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d’un immeuble inoccupé et division en appartements » - Approbation des conditions et de la procédure de passation - 2023-S-003.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l’ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de

marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 215.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la Régie foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 avril 2023 approuvant le budget 2023 de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Conseil communal du 21 décembre 2021 :

- D'acquérir pour cause d'utilité publique, l'immeuble sis à Forest, Rue du Canada 55-57, en vue de le rénover pour y réaliser 4 logements moyens ;
- D'approuver le montant de l'acquisition s'élevant à € 475.000,00, augmenté des frais d'acquisition estimés à € 5.000,00, soit un total de € 480.000,00, à inscrire à l'article 922/722-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;
- De financer 95% de cette dépense (€ 432.250,00) par un subside et le solde de 5% (€ 47.750,00) par un emprunt ;
- De déposer un dossier de demande de subvention via le subside Régional de Politique de la Ville axe 1 afin de financer la dépense à concurrence ;
- De 95% du montant de l'estimation effectué par le Comité d'Acquisition d'immeuble de la Région de Bruxelles-Capitale, soit € 427.500,00 (= € 450.000,00 X 95%), par un subside, et le solde de 5%, soit € 47.500,00 (= € 450.000,00 X 5%), par emprunt ;
- De 95% des frais inhérents à cette acquisition, soit € 4.750,00, par un subside, et le solde de 5%, soit € 250,00, par un emprunt ;
- De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Échevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou de son délégué, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;
- De désigner Jean Martroye de Joly, Notaire à Forest, avenue Van Volxem 14, afin qu'il assiste la commune à la rédaction et à la signature de l'acte authentique nécessaire à cette acquisition.

Vu la décision du Gouvernement de Bruxelles Région-Capitale, lors de la séance du 29 juin 2023, d'accorder un subside Politique de la Ville axe 1 (visa : 2310203572) pour un montant total de € 1.309.218,77 pour la réalisation du projet de rénovation du bâtiment sis rue du Canada 55-57 ;

Considérant que le projet bénéficie du subside PdV axe 1, ceci ne permet plus la création de logements moyens mais des logements assimilés au social ;

Vu le cahier des charges N° 2023-S-003 ayant pour objet la mission d'auteur de projet relative à la : « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements » établi par la Régie Foncière ;

Considérant que le présent marché porte sur une mission complète d'auteur de projet, chargé des études et du contrôle des travaux pour la transformation du bien visé en plusieurs appartements ;

Considérant que l'évaluation des soumissions sera encadrée par des services communaux apportant rigueur et professionnalisme, transparence et égalité au traitement des offres ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le présent marché est un marché forfaitaire dont les honoraires sont fixés à 12% HTVA du montant des travaux HTVA lors de la remise de l'offre ;

Considérant que les quatre soumissionnaires les mieux cotés, hormis le soumissionnaire qui remporte le marché, pour autant que leurs offres soient régulières, conformes et ayant atteint un résultat égal ou supérieur à 50% des points au regard des critères d'attribution, se verront proposer une indemnité forfaitaire de € 2.000,00 et que, s'agissant d'une indemnité, le régime TVA n'est pas d'application ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 181.818,18 hors TVA ou € 220.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 240-01 du budget patrimonial de la Régie foncière, intitulé "Plans et études" ;

Considérant que la dépense sera financée par les charges urbanistiques du permis d'urbanisme (réf : PU25817) et par le subside Politique de la Ville Axe 1 (visa : 2310203572) ;

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° 2023-S-003 et le montant estimé du marché ayant pour objet la mission d'auteur de projet relative à la : « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », établis par la Régie Foncière. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 181.818,18 hors TVA ou € 220.000,00, 21% TVA comprise.

Art 2 : D'octroyer aux quatre soumissionnaires les mieux cotés, hormis le soumissionnaire qui remporte le marché, pour autant que leurs offres soient régulières, conformes et ayant atteint un résultat égal ou supérieur à 50% des points au regard des critères d'attribution, se verront une indemnité forfaitaire de € 2.000,00 et que, s'agissant d'une indemnité, le régime TVA n'est pas d'application ;

Art 3 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art 4 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 5 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Art 6 : De financer cette dépense par les ressources inscrites à l'article budgétaire 240-01 du budget patrimonial de la Régie foncière, provenant les charges urbanistiques du permis d'urbanisme (réf : PU25817) et par le subside Politique de la Ville Axe 1 (visa : 2310203572).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Huisvesting - Grondregie - Overheidsopdracht voor diensten - Opdracht van projectontwerper betreffende "Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen" - Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze - 2023-S-003.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41 §1 1° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 215.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werden aangenomen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 april 2023 waarin de begroting 2023 van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werd aangenomen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 december 2021:

- Het goed gelegen Canadastraat 55-57 te Vorst aan te kopen ten algemene nutte, met het oog op de renovatie teneinde er 4 middenklassewoningen tot stand te brengen;
- Goedkeuring te verlenen aan het aankoopbedrag van 475.000,00 €, vermeerderd met de aankoopkosten die worden geraamd op 5.000,00 €, zijnde een totaal van 480.000,00 €, in te schrijven op artikel 922/722-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021;
- 95% van deze uitgave (432.250,00 €) te financieren door een subsidie en het saldo van 5% (47.750,00 €) door een lening;
- Een subsidieaanvraagdossier in te dienen via de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid - pijler 1 voor de financiering van de uitgave ten belope van:
- 95% van het bedrag van de raming door het comité Onroerend Goed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijnde € 427.500,00 (= € 450.000,00 x 95%), door een subsidie, en het saldo van 5%, zijnde € 47.500,00 (= € 450.000,00 x 5%), door een lening;
- 95% van de aankoopkosten, zijnde € 4.750,00 €, door een subsidie, en de resterende 5%, zijnde € 250,00, door een lening;
- Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of diens afgevaardigde, machtiging te verlenen om de notariële akte geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst;
- Jean Martroye de Joly, Notaris te Vorst, Van Volxemlaan 14, aan te stellen om de gemeente bij te staan bij de opstelling en ondertekening van de authentieke akte voor deze aankoop.

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in haar vergadering van 29 juni 2023, om een subsidie as 1 van het Grootstedenbeleid toe te kennen (visum: 2310203572) voor een totaalbedrag van 1.309.218,77 € voor de renovatie van het gebouw gelegen Canadastraat 55-57;

Aangezien het project in aanmerking komt voor de subsidie van as 1 van het Stadsbeleid, is het niet langer mogelijk om middenklassewoningen te creëren, maar wel woningen die gelijkgesteld zijn aan sociale woningen;

Gelet op het bestek nr 2023-S-003 met als voorwerp de opdracht van projectontwerper betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” opgesteld door de Grondregie;

Overwegende dat de huidige opdracht betrekking heeft op een volledige opdracht van projectontwerper, belast met de studies en het toezicht op de werken voor de verbouwing van het goed in verschillende appartementen;

Overwegende dat de beoordeling van de offertes onder toezicht zal staan van gemeentelijke diensten die zorgvuldigheid, professionalisme, transparantie en gelijkheid bij de behandeling van de offertes garanderen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het om een forfaitaire opdracht gaat waarvan de erelonen 12% excl. btw bedragen, van het bedrag van de werken excl. btw op het ogenblik van de indiening van de offerte;

Overwegende dat aan de vier hoogst gerangschikte inschrijvers, met uitzondering van de inschrijver aan wie de opdracht wordt gegund, voor zover hun offertes regelmatig en conform zijn en zij minstens 50% van de punten voor de gunningscriteria hebben behaald, een forfaitaire vergoeding van € 2.000,00 wordt aangeboden en dat, aangezien het om een vergoeding gaat, het btw-stelsel niet van toepassing is;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op € 181.818,18 excl. btw of € 220.000,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 240-25 van de patrimoniale begroting van de Grondregie, met als titel “Plannen en studies”;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden met de stedenbouwkundige lasten van de stedenbouwkundige vergunning (ref.: SV25817) en met de subsidie van As 1 van het Stadsbeleid (visum: 2310203572);

BESLIST,

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr 2023-S-003 en het geraamde bedrag van de opdracht met als voorwerp de opdracht van projectontwerper betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” opgesteld door de Grondregie. De voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. De opdracht wordt geraamd op € 181.818,18 excl. btw of € 220.000,00 incl. 21% btw.

Art. 2: Aan de vier hoogst gerangschikte inschrijvers, met uitzondering van de inschrijver aan wie de opdracht wordt gegund, voor zover hun offertes regelmatig en conform zijn en zij minstens 50% van de punten voor de gunningscriteria hebben behaald, een forfaitaire vergoeding van € 2.000,00 aan te

bieden en, aangezien het om een vergoeding gaat, is het btw-stelsel niet van toepassing;

Art. 3: De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Art. 4: De opdrachtaankondiging aan te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau.

Art. 5: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

Art. 6: Deze uitgave te financieren met middelen ingeschreven op begrotingsartikel 240-01 van de patrimoniale begroting van de Grondregie, afkomstig uit stedenbouwkundige lasten van de stedenbouwkundige vergunning (ref. SV25817) en met de subsidie van As 1 van het Stadsbeleid (visum: 2310203572).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

15 annexes / 15 bijlagen

Propreté publique - Openbare netheid

57 Propreté publique – Placement de caméras temporaires fixes sur le territoire de la commune de Forest – Avis.

LE CONSEIL,

Vu l'article 135 de la Nouvelle loi communale;

Vu la loi "caméra" du 21 mars 2018, modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation de caméras de surveillance;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu la loi du 12 novembre 2009 visant à modifier la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance;

Vu l'arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra (modifié par l'arrêté royal du 21 août 2009);

Vu l'arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'images de caméras de surveillance;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses arrêtés d'exécution;

Vu la loi du 12 novembre 2009 visant à modifier la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance;

Vu l'avis positif du 08 juin 2018 du chef de corps relativement à l'installation de caméras de surveillance fixes temporaires;

Considérant que la Commune de Forest a fait de la propreté publique une priorité et a mis en place de nombreuses initiatives qui ont permis une amélioration de la propreté de l'espace public;

Considérant que le délai de validité du précédent avis arrive à échéance et qu'il y a donc lieu de le renouveler;

Considérant que le service propreté, qui a notamment pour mission la répression des infractions en matière de propreté, reste démuné face aux nombreux dépôts clandestins commis à toutes heures du jour et de la nuit à différents endroits situés sur le territoire de la Commune et que les caméras constituent un moyen de lutter efficacement contre ce phénomène;

Considérant que le service propreté souhaite placer temporairement ces caméras dans des lieux ouverts de manière à réduire ce type d'incivilités;

Considérant que ces caméras continueront à être placées sur l'ensemble du territoire communal mais qu'elles ne couvriront pas simultanément l'ensemble de la Commune. Considérant qu'en effet, les caméras seront placées tour à tour dans différents quartiers communaux et couvriront donc, de manière périodique, l'un ou l'autre quartier;

Considérant que les incivilités en matière de propreté publique peuvent être constatées sur l'ensemble du territoire de la Commune de Forest d'où la nécessité de pouvoir placer ces caméras de surveillance sur l'ensemble des artères que la Commune compte ;

Considérant que Madame Vinciane Goosse, Cheffe de Corps f.f. de la zone de police Midi-Zuid a donné un avis positif sur le projet;

Que cet avis est annexé à la présente décision;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2 de la loi du 21 mars 2018 précitée, la décision d'installer une ou plusieurs caméras dans un lieu ouvert ne peut être prise qu'après l'avis positif du Conseil communal, lui-même rendu après avoir consulté le chef de corps;

Considérant que le présent avis a une durée de validité de 5 ans;

DECIDE:

De rendre un avis positif concernant le placement de caméras fixes temporaires dans les lieux ouverts situés sur le territoire de la commune de Forest, ces caméras étant destinées à couvrir l'ensemble du territoire communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Openbare netheid – Plaatsing van tijdelijke vaste camera's in de gemeente Vorst – Advies.

DE RAAD,

Gelet op artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ‘camerawet’ van 21 maart 2018, tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing van bewakingscamera’s;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 12 november 2009 houdende wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera’s;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt (gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 augustus 2009);

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de wet van 12 november 2009 houdende wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera’s;

Gelet op het gunstige advies van 8 juni 2018 van de korpschef betreffende de plaatsing van tijdelijke vaste bewakingscamera’s;

Overwegende dat de gemeente Vorst van openbare netheid een prioriteit heeft gemaakt en heel wat initiatieven heeft opgezet die hebben geleid tot een verbetering van de netheid in de openbare ruimte;

Overwegende dat de geldigheidstermijn van het vorige advies afloopt en dat dit derhalve moet worden hernieuwd;

Overwegende dat de dienst Netheid, die als opdracht onder meer repressie van de overtredingen op het gebied van netheid heeft, machteloos blijft tegenover de talrijke sluikstorten die op alle uren van de dag en de nacht begaan worden op verschillende plaatsen op het grondgebied van de gemeente en dat camera’s een doeltreffend middel zijn om dit fenomeen te bestrijden;

Overwegende dat de dienst Netheid deze camera’s tijdelijk wenst te plaatsen op openbare plekken om dit soort van onwillevendheden in te dijken;

Overwegende dat deze camera's op het volledige gemeentelijke grondgebied zullen blijven geplaatst worden, maar dat ze niet gelijktijdig de hele gemeente zullen dekken; Overwegende dat deze camera’s immers om beurt zullen worden geplaatst in verschillende wijken van de gemeente en dus, op periodieke wijze, de ene of de andere wijk zullen dekken;

Overwegende dat de onwillevendheden inzake openbare netheid vastgesteld kunnen worden over het volledige grondgebied van de gemeente Vorst, van waar de noodzaak om deze bewakingscamera's te kunnen plaatsen over het geheel van de verkeersaders in de gemeente;

Overwegende dat mevrouw Vinciane Goosse, wnd. korpschef van de politiezone Midi-Zuid, een positief advies heeft gegeven over het project;

Dat dit advies bij deze beslissing is gevoegd;

Overwegende dat krachtens artikel 5, § 2 van voornoemde wet van 21 maart 2018 de beslissing om één of meerdere camera's te installeren op een openbare plek pas genomen kan worden na het gunstige advies van de gemeenteraad, dat zelf uitgebracht wordt na raadpleging van de korpschef;

Overwegende dat dit advies 5 jaar geldig blijft;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de plaatsing van tijdelijke vaste camera's op openbare plekken gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst; deze camera's zijn bestemd om het volledige gemeentelijke grondgebied te dekken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Cédric Pierre de Permentier : Je souhaiterais obtenir un bilan de l'installation des caméras et si possible m'envoyer par écrit le nombre de PV et de constats dressés. De même que le nombre de vandalismes ayant été occasionnés sur ces caméras. Une question aussi sur le nombre de caméras qui seraient permanentes ? J'imagine que certains spots sont relativement visités et donc pourquoi ne pas y installer des caméras de manière fixes et permanentes ?

Said Tahri : Merci de m'envoyer vos questions par écrit. Pour les caméras permanentes nous devons d'abord voir avec le RGP et je reviendrai vers vous avec une réponse complète.

Madame Dominique Goldberg : Quel est le nombre exact de caméras actuellement ?

Said Tahri : Le nombre de caméras aujourd'hui est identique au nombre d'avant. Ce n'est qu'à partir de janvier-février 2024 que nous aurons les 6 caméras supplémentaires pour lesquelles nous avons reçu un subsidie.

Cédric Pierre-De Permentier: Ik zou graag een rapport ontvangen over de installatie van de camera's en indien mogelijk het aantal pv's en vaststellingen schriftelijk ontvangen. Ik zou ook graag weten hoeveel vandalisme er tegen deze camera's is gepleegd.

Ik heb ook een vraag over het aantal permanente camera's. Ik kan me voorstellen dat bepaalde plekken vaak aangedaan worden, dus waarom zouden we daar geen vaste, permanente camera's plaatsen?

Said Tahri: Gelieve mij uw vragen schriftelijk te sturen.

Voor permanente camera's moeten we eerst kijken met het APR en dan kom ik met een volledig antwoord.

Dominique Goldberg: Wat is het exacte aantal camera's op dit moment?

Said Tahri: Het aantal camera's is vandaag hetzelfde als vroeger. Pas vanaf januari-februari 2024 verwachten we de 6 extra camera's waarvoor we een subsidie hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

58 Prévention - SEMJA - Convention Fédération Wallonie Bruxelles - Plan global du service d'accompagnement des mesures judiciaires - conventionnement 2022.

LE CONSEIL,

Vu la demande de renouvellement d'agrément par les maisons de justice en date du 01/11/2022 des services SEMJA dans les 19 communes bruxelloises ;

Vu la demande de signature de la convention du plan global du service d'accompagnement des mesures judiciaires de la Fédération Wallonie Bruxelles (exclusivement en langue française), par le conseil communal du 19 septembre 2023 ;

Considérant ce renouvellement d'agrément, par le biais de la signature d'une nouvelle convention pour 2022 ;

Considérant la délibération du collège du 22 décembre 2022 renouvelant l'agrément du SEMJA de Forest;

DECIDE :

D'approuver la convention proposée par la Fédération Wallonie Bruxelles et de signer celle-ci en date du 19 septembre 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Preventie - SEMJA - Akkoord met de Federatie Wallonië-Brussel - Globaal plan voor de ondersteuningsdienst gerechtelijke maatregelen - Akkoord 2022.

DE RAAD,

Gelet op de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning door de justitiehuisen d.d. 01/11/2022 van de diensten Omkadering Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen (DOAGM - SEMJA) in de 19 Brusselse gemeenten;

Gelet op het verzoek tot ondertekening van de overeenkomst over het globaal plan SEMJA van de Federatie Wallonië-Brussel (uitsluitend in het Frans), door de gemeenteraad op 19 september 2023;

Gelet op deze hernieuwing van de erkenning, door de ondertekening van een nieuwe overeenkomst voor 2022;

Gelet op de beraadslaging van het College van 22 december 2022 tot hernieuwing van de erkenning van de dienst SEMJA van Vorst;

BESLIST,

De door de Federatie Wallonië-Brussel voorgestelde overeenkomst goed te keuren en te ondertekenen op 19 september 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Empreinte scolaire, DAS - Schoolafdruk, PSV

59 Prévention – L’empreinte scolaire – Convention de partenariat dans le cadre de l’organisation de la médiation scolaire primaire et secondaire 2023-2024 avec l’ASBL Schola ULB – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'importance de proposer la médiation scolaire aux élèves de la commune de Forest, qui présentent des difficultés de scolarité et/ou présentent des lacunes importantes dans la connaissance de base de la langue française, et ce autour du projet "Ton Avenir" ;

Considérant que le projet "Ton Avenir" a pour objectifs : de proposer la médiation scolaire et les cours d'immersion en langue française, de développer un réseau de proximité, de soutenir les parents et les jeunes, de co-construire un projet scolaire individualisé, de proposer de la méthodologie organisationnelle, de proposer des actions d'information, de sensibilisation et de modifier la vision étriquée qu'ont les jeunes de leur milieu scolaire en leur faisant réaliser que l'école perçue en tant que lieu exclusif d'apprentissage, est aussi un lieu de "vivre ensemble" ;

Vu la collaboration établie avec Schola ULB qui assurera les étudiants tuteurs ;

Attendu que nous joignons, en annexe les conventions de médiation scolaire primaire et secondaire à signer par la Commune de Forest et Schola ULB ;

DECIDE :

D'approuver les termes des conventions ci-jointes conclues entre la Commune de Forest et l'ASBL Schola ULB.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Preventie – Schoolafdruk – Samenwerkingsovereenkomst in het kader van de organisatie van de remediërende schoolactiviteiten voor het basis- en middelbaar onderwijs met de vzw Schola ULB – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het belang om schoolremediëring aan te bieden aan de leerlingen van de gemeente Vorst die studiemoeilijkheden en/of aanzienlijke lacunes in de basiskennis van de Franse taal vertonen, en dit rond het project “Jouw toekomst”;

Overwegende dat het project “Jouw toekomst” de volgende doelstellingen heeft: aanbieden van schoolremediëring en van taalimmersielessen Frans, ontwikkelen van een buurtscholennetwerk, ondersteunen van de ouders en van de jongeren, mee opbouwen van een geïndividualiseerd schoolproject, aanbieden van organisatorische methodologie, aanbieden van informatie- en sensibiliseringsacties en wijzigen van het benepen beeld dat de jongeren van hun schoolomgeving hebben door hen te laten beseffen dat de school, die zij enkel als een leerplek zien, ook een plaats is waar wordt “samengeleefd”;

Gelet op de samenwerking met Schola ULB, die instaat voor de studenten-mentoren;

Overwegende dat wij de overeenkomsten voor schoolremediëring voor het basis- en middelbaar onderwijs, die door de gemeente Vorst en Schola ULB moeten worden ondertekend, als bijlage toevoegen;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de voorwaarden van de bijgevoegde overeenkomsten gesloten tussen de gemeente Vorst en de vzw Schola ULB.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

- 60 **Bien-être animal – Projet de convention – Subvention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, événements**

autour du bien-être animal, éducation canine et sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons.

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de l'obtention ou du maintien du label « Commune amie des animaux », Bruxelles-Environnement octroie des subventions pour la réalisation d'un ou plusieurs critères à concurrence de 11.000 € ;

Considérant que l'octroi d'une prime à la stérilisation des chats domestiques, l'organisation d'événement autour du bien-être animal, l'achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, l'éducation canine et la sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons, rentrent dans les critères et peuvent donc être subsidiés ;

Considérant que le service Bien-être animal a introduit une demande de subvention auprès de Bruxelles-Environnement pour ces critères ;

Considérant que Bruxelles-Environnement a confirmé que le dossier de demande était complet ;

Vu le Projet de convention en annexe ;

Considérant que la période effective à subsidier prend cours le 15/05/2023 et se termine le 30/04/2024 ;

DECIDE :

D'approuver la convention ci-annexée, relative à la subvention afin de financer l'intervention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, l'achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, l'organisation d'événements autour du bien-être animal, éducation canine et sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons.

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la Commune de Forest, ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Dierenwelzijn – Ontwerp van overeenkomst – Subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, aankoop van materiaal voor het vangen en het voederen van zwerfkatten, evenementen rond dierenwelzijn, hondentraining en sensibilisering voor het verbod op het voederen van duiven.

DE RAAD,

Overwegende dat Leefmilieu Brussel in het kader van het verkrijgen of behouden van het label "Diervriendelijke gemeente" subsidies toekent voor het behalen van een of meer criteria, ten belope van 11.000 euro;

Overwegende dat de toekenning van een premie voor de sterilisatie van huiskatten, de organisatie van evenementen rond dierenwelzijn, de aankoop van materiaal om zwerfkatten te vangen en te voederen, hondentraining en sensibilisering voor het verbod op het voederen van duiven deel uitmaakt van de criteria en dus kan worden gesubsidieerd;

Overwegende dat de dienst Dierenwelzijn voor deze criteria een subsidieaanvraag heeft ingediend bij Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel heeft bevestigd dat het aanvraagdossier volledig was;

Gelet op het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst;

Overwegende dat de daadwerkelijk te subsidiëren periode aanvangt op 15/05/2023 en eindigt op 30/04/2024;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst met betrekking tot de subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, aankoop van materiaal voor het vangen en het voederen van zwerfkatten, evenementen rond dierenwelzijn, hondentraining en sensibilisering voor het verbod op het voederen van duiven;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Cédric Pierre de Permentier : Je voulais savoir auprès de Madame l'Echevine, puisque la convention pour les frais de stérilisation fait partie des critères prévus par Gaïa dans le cadre de la reconnaissance d'une commune « amie » des animaux, où en est le dossier de la commune pour l'année 2023 ? Avons-nous été retenu ? Quels sont les critères que nous avons rempli et à l'inverse ceux que nous n'avons pas rempli et si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Esméralda Van Den Bosch : Concernant les critères de Gaïa, je vérifierai et vous répondrai par écrit.

Cédric De Permentier : Savez-vous juste si pour l'année 2023 la commune est retenue ou pas ?

Esméralda Van Den Bosch : Je sais que j'ai rempli le formulaire en 2022 et que nous étions assez bien situé dans la liste mais c'était aussi une liste en comparaison avec des communes wallonnes. Du côté bruxellois nous recevons un subside de Bruxelles-Environnement. Il est difficile de comparer avec la Wallonie parce-ce qu'à Bruxelles nous recevons aussi des subsides pour faire différentes actions pour le bien-être animal et je ne sais donc plus dire où nous en sommes.

Cédric Pierre-De Permentier: Aangezien de overeenkomst voor sterilisatiekosten een van de criteria is vanwege Gaïa voor de erkenning als 'diervriendelijke' gemeente, wil ik de schepen

vragen hoe het staat met het dossier van de gemeente voor 2023?

Zijn we geselecteerd?

Aan welke criteria voldoen we en aan welke niet? Zo niet, waarom niet?

Esmeralda Van den Bosch: Wat de Gaïa-criteria betreft, zal ik het nakijken en een schriftelijk antwoord geven.

Cédric Pierre-De Permentier: Weet u of de gemeente geselecteerd is voor 2023?

Esmeralda Van den Bosch: Ik weet dat ik het formulier in 2022 heb ingevuld en dat we redelijk goed op de lijst stonden, maar het was ook een lijst in vergelijking met Waalse gemeenten.

Aan Brusselse kant krijgen we een subsidie van Leefmilieu Brussel. Het is moeilijk te vergelijken met Wallonië, omdat we in Brussel ook subsidies ontvangen voor verschillende initiatieven op vlak van dierenwelzijn, dus ik kan niet zeggen waar we staan.

1 annexe / 1 bijlage

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

61 Bibliothèque néerlandophone - Boekstart - Accord de collaboration entre la Commune de Forest et vzw Iedereen Leest 2023-2027 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juillet 2012 de la Communauté flamande relatif à une politique culturelle locale et l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 octobre 2012 portant exécution du décret du 6 juillet 2012 susmentionné ;

Vu la décision positive du Conseil communal du 12 novembre 2019 concernant l'entrée de la commune de Forest dans le décret sur la politique culturelle locale et l'approbation du plan communal de politique culturelle locale pour la période 2020-2025 ;

Considérant que le plan de politique culturelle s'engage à atteindre tous les néerlandophones et toutes les personnes intéressées par le néerlandais à Forest ;

Considérant qu'Iedereen Leest vzw, Frankrijklei 130/4, 2000 Anvers a été désigné par le gouvernement flamand pour lancer et coordonner des programmes et des campagnes de promotion de la lecture et, en collaboration avec des partenaires (supra)locaux tels que les bibliothèques communales néerlandophones, pour construire une culture de la lecture forte en Flandre et à Bruxelles

;

Considérant que Boekstart est un projet et une campagne publique de du vzw Iedereen Leest susmentionnée et qu'il vise à familiariser les parents et les jeunes enfants avec des livres par le biais de paquets de livres pour les bébés et les enfants jusqu'à 2,5 ans, en démontrant l'importance de la lecture à haute voix ;

Considérant la demande du vzw Iedereen Leest de conclure un accord de collaboration (en annexe) pour réaliser Boekstart durant la période 2023-2027, par la coordination d'un réseau de partenaires autour de ce projet et par l'achat des paquets de livres pour les jeunes ;

Considérant qu'il est opportun que la bibliothèque communale néerlandophone participe à cette campagne qui permet de distribuer des livres aux enfants jusque 2,5 ans dans la bibliothèque et dans les crèches néerlandophones forestoises suivantes : Mallemuis (Avenue Van Volxem 85), Stijntje (Avenue Saint-Augustin 10A), Babilou (Avenue de la IIIème Armée britannique 50), De Rockertjes (Avenue Victor Rousseau 171/1) ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2018 les livres conseillés dans le cadre de cette campagne, sont proposés pour un prix qui correspond à 50% régulier ;

Considérant que l'accord de collaboration correspond à un engagement de maximum 450 euros (frais et TVA inclus) par an, et que les moyens seront à prévoir sur l'article 7672/123-16/53 du budget ordinaire des années concernées ;

Considérant que l'accord de collaboration prévoit une réserve par rapport à l'approbation du budget communal pour les années concernées

DECIDE:

D'approuver l'accord de collaboration (en annexe) entre la Commune de Forest et vzw Iedereen leest, Frankrijklei 130/ 4, 2000 Anvers pour le projet Boekstart pour les années 2023 jusque 2027, sous réserve de l'approbation du budget communal pour les années concernées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Nederlandstalige bibliotheek – Boekstart – Samenwerkingsakkoord Gemeente Vorst en vzw Iedereen Leest 2023-2027 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid en het daarop aansluitende Uitvoeringsbesluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2012;

Gelet op de positieve beslissing van de Gemeenteraad van 12 november 2019 betreffende de instap van de gemeente Vorst in het Decreet Lokaal Cultuurbeleid en de goedkeuring van het gemeentelijke Lokale Cultuurbeleidsplan voor de periode 2020-2025;

Overwegende dat het Cultuurbeleidsplan zich ertoe verbindt alle Nederlandstaligen en Nederlandsgeïnteresseerden in Vorst te bereiken;

Overwegende dat Iedereen Leest vzw, Frankrijklei 130/bus 4, 2000 Antwerpen is aangesteld door de Vlaamse Gemeenschap om leesbevorderingsprogramma's en -campagnes te initiëren en coördineren, en samen met (boven)lokale partners zoals de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheken een sterke en brede leescultuur dient uit te bouwen in Vlaanderen en Brussel;

Overwegende dat Boekstart een project en publiekscampagne is van bovenvermelde Iedereen Leest vzw en tot doel heeft ouders en jonge kinderen in contact te brengen met boeken door middel van boekenpakketten voor baby's en peuters tot en met 2,5 jaar en hierbij het belang van voorlezen wil aantonen;

Overwegende dat Iedereen Leest vzw een samenwerkingsakkoord met engagementverklaring vanuit de gemeente Vorst vraagt om het leesproject Boekstart uit te voeren tijdens de periode 2023-2027 en dit door een netwerk aan lokale partners rond Boekstart aan te sturen enerzijds en het aankopen van de nodige peuterpakketten anderzijds;

Overwegende dat het opportuun is dat de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek deelneemt aan deze campagne waarbij babyboekenpakketten, peuterboekenpakketten en peuterbonnen worden uitgedeeld aan kinderen tot en met 2,5 jaar oud aan de balie van de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek en in volgende Nederlandstalige crèches van Vorst: Mallehuis (Van Volxemlaan 85), Stijntje (Sint-Augustinuslaan 10A), Babilou (Brits Tweedelegerlaan 50) en De Rockertjes (Victor Rousseaulaan 171 bus 1);

Overwegende dat sinds 1 januari 2018 de voorgestelde boekenpakketten exclusief in het kader van deze campagne met een korting van 50% tegenover de reguliere prijs worden aangeboden;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord overeenstemt met een engagement van maximum 450 euro (kosten en BTW inclusief) per jaar en dat voor deze uitgave middelen zijn voorzien op artikel 7672/123-16/53 van de gewone dienst van de begroting 2023;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord een mogelijk voorbehoud voorziet met betrekking tot de goedkeuring van de betreffende jaarlijkse gemeentelijke begrotingen

BESLIST:

Akkoord te gaan om het bijgesloten samenwerkingsakkoord tussen de Gemeente Vorst en vzw Iedereen Leest vzw, Frankrijklei 130/bus 4 te 2000 Antwerpen voor het project Boekstart voor de periode 2023-2027, onder voorbehoud van goedkeuring van de betreffende jaarlijkse gemeentelijke begrotingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Culture NL - Cultuur NL

62 Culture néerlandophone - Caravane - Prise en charge et résiliation de l'assurance - Approbation - Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 8 juin 2023 ;

D'approuver l'enlèvement de la caravane du service culturel communal néerlandophone du patrimoine de la commune ;

D'approuver le transfert gratuit de la caravane au WIELS, Van Volxemlaan 354 1190 Forest, après que le service culturel communal ait contacté les organisations forestoises potentiellement

*intéressées sur son utilisation et son intérêt pour la reprise de la caravane ;
Donner l'autorisation de mettre fin à l'assurance communale de la caravane auprès d'Ethias ;*

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 8 juin 2023 d'approuver le retrait de la caravane du service culturel communal néerlandophone du patrimoine de la commune, de la transférer gratuitement au WIELS (Van Volxemlaan 354 - 1190 Forest) et de mettre fin à l'assurance communale prévue pour la caravane auprès d'Ethias.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Nederlandstalige cultuur - Caravan - Overname en stopzetting verzekering - Goedkeuring - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 juni 2023 om:

Toestemming te geven om de caravan van de gemeentelijke Nederlandstalige cultuurdienst te verwijderen uit het patrimonium van de gemeente;

Toestemming te geven om de caravan kosteloos over te laten aan WIELS, Van Volxemlaan 354 1190 Vorst, nadat de gemeentelijke cultuurdienst mogelijk geïnteresseerde organisaties in Vorst bevraagd heeft naar het gebruik en de interesse om de caravan over te nemen;

Toestemming te geven om de gemeentelijke verzekering voor de caravan bij Ethias stop te zetten;

BESLIST,

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 juni 2023 om goedkeuring te geven om de caravan van de gemeentelijke Nederlandstalige cultuurdienst te verwijderen uit het patrimonium van de gemeente, deze kosteloos over te laten aan WIELS (Van Volxemlaan 354 - 1190 Vorst) en om de gemeentelijke verzekering voor de caravan bij Ethias stop te zetten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Ecoles - Scholen

63 Enseignement néerlandophone - Brede School - Reconduction convention Brede School - Approbation avenant.

LE CONSEIL,

Vu le subside Brede School octroyées par la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) à la Commune de Forest pour mettre en place Brede School Vorst durant les années scolaires 2012-2013,

2013-2014 et 2014-2015 et ensuite par une convention pluriannuelle 2015-2020, approuvée par le Conseil dd 22 mars 2016 ;

Considérant que cette convention a été reconduit annuellement pour les années scolaires 2020-2023, jusqu'au 31 août 2023 ;

Considérant que la VGC propose de reconduire la convention pour la période du 1er septembre au 31 décembre 2023 et qu'il convient d'approuver l'avenant annexé à cette fin ;

DÉCIDE :

D'approuver l'avenant Brede School annexé concernant le subsidie octroyé à la Commune de Forest permettant de continuer Brede School Vorst durant la période du 1er septembre au 31 décembre 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs - Brede School - Verlenging convenant Brede School - Goedkeuring addendum.

DE RAAD,

Gelet op de Brede School-subsidie die door de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) is toegekend aan de Gemeente Vorst voor het realiseren van Brede School Vorst tijdens de schooljaren 2012-2013, 2013-2014 en 2014-2015 en vervolgens door een meerjarenconvenant 2015-2020, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 22 maart 2016;

Overwegende dat dit convenant jaarlijks is verlengd voor de schooljaren 2020-2023, tot en met 31 augustus 2023;

Overwegende dat de VGC voorstelt om het convenant te verlengen voor de periode van 1 september tot 31 december 2023 en dat hiervoor het bijgesloten addendum dient te worden goedgekeurd;

BESLIST:

Het bijgesloten addendum Brede School met betrekking tot de subsidie toegekend aan de Gemeente Vorst voor het voortzetten van Brede School Vorst tijdens de periode van 1 september tot 31 december 2023, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

64 Enseignement néerlandophone – GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug – Règlement d'école et brochure d'information – Année scolaire 2023-2024.

LE CONSEIL,

Considérant la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, article 119 ;

Considérant le Décret de la Communauté flamande du 25 février 1997 concernant l'enseignement fondamental, articles 8,12/1,14/0,14/1,27 bis,44quater tem 44 septies;

Considérant le Décret 'leersteun' du 3 mai 2023, article 16 ;

Considérant le CAO XII;

Considérant le Décret de la Communauté flamande du 18 avril 2018 concernant l'accompagnement des élèves dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et les centres d'accompagnement des élèves ;

Considérant l'avis positif du Conseil des écoles, qui s'est réuni le 13 juin 2023 ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 21 décembre 1998 sur la remise du diplôme de l'école fondamental ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 8 février 2002 concernant les informations lors de la première inscription et le règlement d'école;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 22 juin 2007 concernant la gestion des frais dans l'enseignement fondamental ;

Considérant que l'autorité scolaire doit rédiger pour chacune de ses écoles fondamentales un règlement qui règle la relation entre l'autorité scolaire et les parents des élèves ;

Considérant que le règlement d'école actuellement utilisé dans GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, approuvé par le Conseil du 20 septembre 2022, doit être actualisé ;

Considérant que la brochure d'information actuellement utilisé dans GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, approuvé par le Collège du 14 juillet 2022, doit être actualisé ;

Considérant que des accords plus spécifiques pour une année scolaire sont repris dans une brochure d'information approuvée par le Collège et par le Conseil des écoles ;

Considérant le modèle de règlement d'école conçu par le Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap

DECIDE :

De supprimer le règlement actuel et les brochures d'informations actuelles de GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, tel qu'il a été approuvé par le Conseil du 20 septembre 2022 ;

D'approuver le règlement scolaire et la brochure d'information proposés en annexe pour les écoles néerlandophones communales De Puzzel et De Wereldbrug ;

De prendre note que ce règlement sera soumis (en version papier et/ou électronique) pour signature aux parents/responsable(s) d'un(e) élève lors de sa première inscription à l'école GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug ou au moment d'un changement d'école.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs – GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug – Schoolreglement en

infobrochure – Schooljaar 2023-2024.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 119;

Gelet op het Decreet basisonderwijs van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997, artikelen 8,12/1,14/0,14/1,27 bis,44quater tem 44 septies;

Gelet op het Decreet leersteun van 3 mei 2023, artikel 16;

Gelet op de CAO XII;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 18 april 2018 betreffende de leerlingenbegeleiding in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het gunstig advies van de Schoolraad tijdens hun zitting op 13 juni 2023;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21 december 1998 betreffende het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 8 februari 2002 betreffende de inlichtingen bij eerste inschrijving en het schoolreglement;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22 juni 2007 betreffende de kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders van de leerlingen regelt;

Overwegende dat het huidig schoolreglement voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, goedgekeurd op 20 september 2022 door de Raad, moet worden geactualiseerd;

Overwegende dat de huidige infobrochure voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, goedgekeurd op 14 juli 2022 door het College, moet worden geactualiseerd;

Overwegende dat meer specifieke afspraken voor een schooljaar worden opgenomen in een infobrochure, goedgekeurd door het College en de schoolraad;

Gelet op het model van schoolreglement van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap

BESLIST:

Het bestaande schoolreglement en de infobrochures van GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, goedgekeurd door de Raad tijdens de zitting van 20 september 2022, op te heffen;

Het hierbij gevoegde schoolreglement en de infobrochure voor de Nederlandstalige gemeentescholen De Puzzel en De Wereldbrug goed te keuren;

Nota te nemen dat dit reglement bij de eerste inschrijving van een leerling in de school GBS De Puzzel en GBS de Wereldbrug of op het moment van een schoolverandering ter ondertekening wordt voorgelegd (op papier en/of via een elektronische drager) aan de ouders/verantwoordelijke(n) van de

leerling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

65 Enseignement néerlandophone – Affiliation au Centre de soutien à l'apprentissage Kasterlinden – Accord.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, article 117 ;

Vu le décret de la Communauté flamande relatif à l'enseignement fondamental du 25 février 1997, article 172 quinquies, §3, cinquième alinéa ;

Vu le décret de la Communauté flamande relatif au soutien à l'apprentissage du 5 mai 2023, indiquant que le Pouvoir organisateur de l'enseignement primaire fondamental doit adhérer à un centre de soutien à l'apprentissage de son choix, organisé par un Pouvoir organisateur de son ressort ou par un autre réseau d'enseignement, afin de bénéficier d'un soutien à l'apprentissage pour les élèves et les enseignants de ses écoles ;

Vu le Protocole n° 226 du 17 janvier 2023 conclu par le Gouvernement flamand avec le Comité sectoriel de l'enseignement de la Communauté flamande sur les centres de soutien à l'apprentissage, annexé à la présente ;

Considérant que le Pouvoir organisateur organise l'enseignement primaire fondamental néerlandophone dans les écoles GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel et que ces deux écoles peuvent bénéficier d'un soutien à l'apprentissage, en particulier pour les élèves présentant les caractéristiques suivantes

- un rapport sur le programme d'études commun,
- un programme d'études adapté individuellement ;

Considérant que le Pouvoir organisateur devait notifier son choix de centre pour le 10 mars 2023 et le soumettre à l'Agence des services de l'enseignement (AGODI) ;

Considérant que le Pouvoir organisateur est actuellement affiliée au Réseau de soutien Kasterlinden, qui cessera d'exister et sera transformé en Centre de soutien à l'apprentissage Kasterlinden ;

Considérant que le Pouvoir organisateur peut adhérer au Centre de soutien à l'apprentissage Kasterlinden, qui est inclus dans le protocole des centres de soutien à l'apprentissage, ce qui le rend provisoirement reconnu pour les années scolaires 2023-2025 ;

Considérant que la proposition d'affiliation au Centre d'apprentissage Kasterlinden a été soumise et approuvée par le conseil d'école le 14 mars 2023 et que le choix répond dès lors aux conditions mentionnées à l'art. 21 du décret du 2 avril 2004 relatif à la participation à l'école et au Conseil flamand de l'enseignement ;

Considérant l'approbation de l'AGODI concernant l'affiliation au Centre d'apprentissage Kasterlinden

pour les deux écoles communales néerlandophones du Pouvoir organisateur (voir annexe) ;

Considérant que cette affiliation n'entraîne aucun coût pour la commune ;

DÉCIDE :

De marquer son accord sur l'affiliation des écoles communales néerlandophones, à savoir GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel au Centre de soutien à l'apprentissage Kasterlinden à partir du 1er septembre 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs – Aansluiting bij het Leersteuncentrum Kasterlinden – Akkoord.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 117;

Gelet op het decreet basisonderwijs van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997, artikel 172 quinquies, §3, vijfde lid;

Gelet op het decreet leersteun van de Vlaamse Gemeenschap van 5 mei 2023, dat bepaalt dat een schoolbestuur van gewoon basisonderwijs moet aansluiten bij één leersteuncentrum (LSC) naar keuze, georganiseerd door een bestuur van het eigen of een ander onderwijsnet, om leersteun te kunnen ontvangen voor de leerlingen en leerkrachten in zijn scholen;

Gelet op het Protocol nr. 226 van 17 januari 2023 dat de Vlaamse regering afsloot met het Sectorcomité Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap over de leersteuncentra, als bijlage;

Overwegende dat het schoolbestuur gewoon Nederlandstalig basisonderwijs organiseert in GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel en dat beide scholen in aanmerking komen voor leersteun, met name voor de leerlingen met

- een verslag over het gemeenschappelijk curriculum,
- een individueel aangepast curriculum;

Overwegende dat het schoolbestuur uiterlijk op 10 maart 2023 zijn keuze voor het centrum moest bekendmaken en voorleggen aan het Agentschap voor Onderwijsdiensten (AGODI);

Overwegende dat het schoolbestuur momenteel is aangesloten bij het Ondersteuningsnetwerk Kasterlinden, dat wordt stopgezet en omgevormd tot Leersteuncentrum Kasterlinden;

Overwegende dat het schoolbestuur kan aansluiten bij het Leersteuncentrum Kasterlinden, dat is opgenomen in het protocol Leersteuncentra waardoor het voorlopig erkend is voor de schooljaren 2023-2025;

Overwegende dat het voorstel om aan te sluiten bij Leersteuncentrum Kasterlinden werd voorgelegd aan en goedgekeurd door de schoolraad van 14 maart 2023 en de keuze bijgevolg voldoet aan de voorwaarden vermeld in art. 21 van het decreet van 2 april 2004 betreffende participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad;

Overwegende de goedkeuring van het AGODI met betrekking tot de aansluiting bij Leersteuncentrum Kasterlinden voor beide Nederlandstalige gemeentescholen van het schoolbestuur (zie bijlage);

Overwegende dat deze aansluiting geen kosten meebrengt voor de gemeente ;

BESLIST:

Akkoord te gaan om vanaf 1 september 2023 de Nederlandstalige gemeentescholen, meer bepaald GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel, te laten aansluiten bij Leersteuncentrum Kasterlinden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

66 **Enseignement néerlandophone - Règlement de travail pour l'enseignement fondamental ordinaire - Annulation du règlement de travail actuel - Approbation du nouveau règlement de travail.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil du 24 juin 2003 d'affilier GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug au groupe d'écoles Spectrum pour l'année scolaire 2003-2004, avec des prolongations annuelles et notamment la décision du Conseil du 21 septembre 2021 de prolonger l'affiliation des deux écoles pour la période 2020-2026 ;

Considérant que le règlement de travail actuel pour l'enseignement fondamental ordinaire pour GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, comme approuvé par le Conseil du 18 décembre 2018, doit être modifié;

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 119 ;

Vu la loi du 8 avril 1965 concernant l'application des règlements de travail, articles 1, 4, 11 jusque 15 sexies ;

Vu la loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 en ce qui concerne l'application des règlements de travail ;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 concernant la position légale de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et les centres subventionnés en charge de l'accompagnement des élèves ;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 25 février 1997 concernant l'enseignement fondamental ;

Vu le modèle de règlement de travail proposé par OVSG (Onderwijskoepel van Steden en Gemeenten) ;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 2 avril 2004 concernant la participation à l'école et le Vlaamse Onderwijsraad ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

Vu le décret du 8 juillet 2022 portant exécution de mesures urgentes de revalorisation de la fonction d'enseignant dans l'enseignement fondamental et secondaire ;

Vu l'arrêté du 14 juillet 2023 relatif à l'exécution du décret du 8 juillet 2022 ;

Vu le décret du 5 mai 2023 relatif au soutien à l'apprentissage pour les élèves à besoins éducatifs particuliers ;

Vu la loi du 3 octobre 2022 portant des dispositions diverses en matière de travail, qui prévoit un "droit à la déconnexion" ;

Vu l'accord-cadre, en application de la CAOXXII du 10 septembre 2021, pour les comités locaux compétents relatif à l'utilisation des outils de communication numérique dans les établissements d'enseignement ;

Considérant que le comité de concertation du groupe d'école Spectrum a adopté la nouvelle version du règlement de travail, comme indiqué dans le protocole d'accord OCSG Spectrum 19 juin 2023/1 ayant pour objet l'actualisation du modèle du règlement de travail du groupe d'école Spectrum et le règlement spécifique pour l'enseignement fondamental ordinaire des écoles communales De Puzzel et De Wereldbrug ;

Vu l'obligation de l'employeur d'informer le travailleur des conditions applicables au contrat ou à la relation professionnelle;

Considérant que ce règlement de travail rentrera en vigueur après son approbation par le Conseil, et ensuite 5 jours après la publication officielle ;

DECIDE :

De supprimer l'actuel règlement de travail, adopté le 24 avril 2012 par le Conseil, applicable pour le personnel de l'enseignement subventionné, défini par le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, et désigné dans les sites forestoises de l'enseignement communal néerlandophone, notamment au GBS De Puzzel, Rue de Fierlant 35, 1190 Forest et au GBS De Wereldbrug, Rue de Hal 34, 1190 Forest ;

D'adopter le nouveau règlement de travail, applicable pour le personnel de l'enseignement subventionné, défini par le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, et désigné dans les sites forestoises de l'enseignement communal néerlandophone, notamment au GBS De Puzzel et au GBS De Wereldbrug ;

De donner instruction pour la publication officielle par la commune, afin de rendre applicable ce nouveau règlement de travail ;

Une copie de cette décision et une copie du règlement de travail seront transmises pour information à toute personne de l'enseignement subventionné, défini par le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, et désigné dans les sites forestoises de l'enseignement communal néerlandophone, notamment au GBS De Puzzel et au GBS De Wereldbrug ;

Une copie de cette décision sera remise à la Directie Toezicht op de Sociale Wetten.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs - Arbeidsreglement voor het gewoon basisonderwijs - Opheffing van het bestaande arbeidsreglement - Goedkeuring van het nieuwe arbeidsreglement.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad d.d. 24 juni 2003 om GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug deel te laten uitmaken van de scholengroep Spectrum voor het schooljaar 2003-2004, met jaarlijkse verlengingen en met name de beslissing van de Gemeenteraad d.d. 21 september 2021 om dit lidmaatschap voor beide scholen te verlengen voor de periode 2020-2026;

Overwegende dat het bestaande arbeidsreglement voor het gewoon basisonderwijs voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 december 2018, aangepast dient te worden;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 119;

Gelet op de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, artikelen 1, 4, 11 tot en met 15 sexes;

Gelet op de wet van 18 december 2002 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs;

Gelet op het model van arbeidsreglement voorgesteld door OVSG (Onderwijskoepel van Steden en Gemeenten);

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

Gelet op het decreet lerarenambt van 8 juli 2022 tot uitvoering van dringende maatregelen om het lerarenambt in het basis- en secundair onderwijs te herwaarderen;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 14 juli 2023 bij het decreet van 8 juli 2022;

Gelet op het leersteundecreet van 5 mei 2023 voor leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften;

Gelet op de wet van 3 oktober 2022 houdende diverse arbeidsbepalingen, die voorziet in een ‘recht op deconnectie’;

Gelet op het afsprakenkader, in uitvoering van CAOXII van 10 september 2021, voor de bevoegde lokale comités over het gebruik van digitale communicatiemiddelen in onderwijsinstellingen;

Overwegende dat het onderhandelingscomité op het niveau van de scholengemeenschap Spectrum de nieuwe versie van het arbeidsreglement heeft goedgekeurd, zoals weergegeven in het protocol van akkoord OCSG Spectrum 19 juni 2023/1 met betrekking tot de actualisatie van het model van arbeidsreglement van de scholengemeenschap Spectrum en het specifieke reglement gewoon basisonderwijs van GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug;

Gelet op de verplichting van de werkgever om de werknemer te informeren over de voorwaarden die op zijn arbeidsovereenkomst of -verhouding van toepassing zijn;

Overwegende dat het arbeidsreglement pas in werking treedt na goedkeuring door de Gemeenteraad en vervolgens vijf dagen na de officiële publicatie;

BESLIST:

Het bestaande arbeidsreglement, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24 april 2012, van toepassing op het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, zoals bepaald in het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991, en aangesteld op de Vorstse sites van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs, met name in GBS De Puzzel, de Fierlantstraat 35, 1190 Vorst en in GBS De Wereldbrug, Hallestraat 34, 1190 Vorst, op te heffen;

Het nieuwe arbeidsreglement, van toepassing op het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, zoals bepaald in het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991, en aangesteld op de Vorstse sites van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs, met name in GBS De Puzzel en in GBS De Wereldbrug, goed te keuren;

Het arbeidsreglement officieel te laten publiceren door de gemeente, zodat het toepasbaar wordt;

Een afschrift van dit besluit en van het arbeidsreglement worden ter kennisgeving bezorgd aan al het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, zoals bepaald in het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991, en aangesteld op de Vorstse sites van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs, met name in GBS De Puzzel en in GBS De Wereldbrug;

Een afschrift van dit besluit wordt aan de Directie Toezicht op de Sociale wetten bezorgd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Cédric Pierre quitte la séance / verlaat de zitting.

Isabelle Lukebamoko-Maduda quitte la séance / verlaat de zitting.

Mobilité - Mobiliteit

67 Mobilité - Achat de dispositifs de stationnement vélo - Budget 2023 – Centrale d'achat de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.- report du 18/08/2023.

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 20 septembre 2022 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestre et Echevins à l'issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Considérant qu'une offre de parking vélo sécurisé et non-sécurisé est un élément favorisant l'utilisation de ce mode de transport ;

Considérant la demande importante de stationnement vélos sécurisé et non-sécurisé sur le territoire communal ;

Considérant que dans le catalogue de soutien régional aux actions communales de mobilité, il est prévu que la Région finance de l'installation de places de stationnement sécurisées / non sécurisées, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des infrastructures cyclistes ;

Considérant que le matériel lié au stationnement vélo sécurisé est subsidié par Bruxelles Mobilité à condition que les emplacements prévus soient situés en voirie ;

Considérant que les emplacements repris en annexe de la présente délibération ont été déterminés et approuvés par Bruxelles Mobilité ;

Vu la convention de Bruxelles-Mobilité accordant un subside de 127.285,47 € à la commune de Forest quant à l'achat de dispositifs d'infrastructure et d'équipements vélo approuvée en séance du Conseil Communal du mois du 4 juillet 2023 ;

Considérant que la convention permet à la Commune de Forest d'acquérir 5 des 9 boxes vélos susmentionnés (les 4 box supplémentaires seront financés et installés directement par l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale "parking.brussels") ;

Vu la décision du Conseil Communal du 26 janvier 2021 approuvant la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A20-794) « Agence du stationnement – Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien des dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos » ;

Considérant la liste des prix du matériel faisant partie de l'offre du fournisseur désigné pour la centrale d'achat référencée ci-dessus et transmise par l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale "parking.brussels" ;

Considérant que la dépense pour l'achat des boxes vélos est dès lors estimée comme suit :

4 box vélos	4805,16 € HTVA/box
Placement des 4 box vélos	540,50 € HTVA/box
TOTAL ACHAT (HTVA)	26.728,30 €
TOTAL ACHAT (TVAC)	32.341,24 €

Considérant que la dépense pour l'achat des arceaux vélos est dès lors estimée comme suit :

194 (159+35) arceaux vélos classiques	261,26 € HTVA/arceau
31 (24+7) arceaux pour vélos cargos	204,07 € HTVA/arceau
Placement des 225 arceaux	51,00 € HTVA/arceau
<u>TOTAL ACHAT (HTVA)</u>	68.485,61 €
<u>TOTAL ACHAT (TVAC)</u>	82.867,59 €

Considérant que le montant total des achats au service extraordinaire du budget 2023 est porté à 115.208,83 €

Considérant le montant de 115.208,83 € pour les achats d'équipements inscrit à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget 2023 ;

DECIDE :

De désigner l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'acquisition de dispositifs de stationnement vélo dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures du fournisseur désigné par l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

D'inscrire la dépense de 115.208,83 € TVAC pour l'achat de 5 box vélos, 194 arceaux classiques et 31 arceaux pour vélos cargo à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget 2023 ;

De financer la dépense des box et arceaux vélos par un subside la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles-Mobilité) ;

D'inscrire la recette de 115.208,83 € à l'article 410/665-52/85 du service extraordinaire du budget 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 22 votes positifs, 8 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Mostafa Bentaha.

Mobiliteit - Aankoop van fietsparkeervoorzieningen - Begroting 2023 – Aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.- uitstel van 18/08/2023.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Overwegende dat het aanbieden van beveiligde en niet-beveiligde fietsparkings een element is dat het gebruik van deze vervoerswijze zal stimuleren;

Overwegende de aanzienlijke vraag naar beveiligde en niet-beveiligde fietsstallingen op het gemeentelijke grondgebied;

Overwegende dat in de catalogus van gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties voorzien is dat het Gewest de installatie van beveiligde / niet-beveiligde parkeerplaatsen financiert, mits een akkoord wat betreft de opportuniteiten en de keuze van de fietsinfrastructuur;

Overwegende dat het materiaal voor beveiligde fietsstallingen gesubsidieerd wordt door Brussel Mobiliteit, op voorwaarde dat de parkeerplaatsen zich op de openbare weg bevinden;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit de locaties vermeld in de bijlage van deze beraadslaging heeft vastgesteld en goedgekeurd;

Gelet op de overeenkomst van Brussel Mobiliteit waarin een subsidie van 127.285,47 € wordt toegekend aan de gemeente Vorst voor de aankoop van voorzieningen voor fietsinfrastructuur en - uitrustingen en die werd goedgekeurd in de zitting van de Gemeenteraad van 4 juli 2023;

Overwegende dat de overeenkomst de gemeente Vorst de mogelijkheid biedt om 5 van de 9 voornoemde fietsboxen aan te kopen (de 4 extra boxen zullen rechtstreeks gefinancierd en geïnstalleerd worden door het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "parking.brussels");

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 januari 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A20-794) "Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings";

Overwegende de prijslijst van het materiaal die deel uitmaakt van de offerte van de leverancier aangesteld voor de hierboven vermelde aankoopcentrale en overgemaakt door het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "parking.brussels";

Overwegende dat de uitgave voor de aankoop van de fietsboxen derhalve als volgt wordt geraamd:

4 fietsboxen	4.805,16 € excl. btw/box
Plaatsing van de 4 fietsboxen	540,50 € excl. btw/box
TOTAAL AANKOOP (excl. btw)	26.728,30 €
TOTAAL AANKOOP (incl. btw)	32.341,24 €

Overwegende dat de uitgave voor de aankoop van fietsbogen derhalve als volgt wordt geraamd:

194 (159+35) standaard fietsbogen	261,26 € excl. btw/boog
31 (24+7) bogen voor bakfietsen	204,07 € excl. btw/boog
Plaatsing van 225 bogen	51,00 € excl. btw/boog
TOTAAL AANKOOP (excl. btw)	68.485,61 €
TOTAAL AANKOOP (incl. btw)	82.867,59 €

Overwegende dat het totaalbedrag van de aankopen op de buitengewone dienst van de begroting 2023 is verhoogd tot 115.208,83 €.

Overwegende het bedrag van 115.208,83 € voor de aankoop van uitrustingen ingeschreven op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

BESLIST:

Het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te stellen voor de aankoop van fietsparkeervoorzieningen waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de leverancier aangesteld door het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De uitgave van 115.208,83 € incl. btw voor de aankoop van 5 fietsboxen, 194 standaard fietsbogen en 31 bogen voor bakfietsen in te schrijven op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

De uitgave voor de fietsboxen en -bogen te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit);

De ontvangst van 115.208,83 € in te schrijven op artikel 410/665-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 22 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Mostafa Bentaha.

Laurent Hacken : Ici ce sera plus une analyse du point qu'une question pour justifier pourquoi nous nous abstenons sur celui-ci. Je l'avais déjà évoqué informellement mais le choix des lieux proposés pour les arceaux vélos n'est pas opportun pour favoriser l'acceptation de ces dispositifs, pourtant essentiels, à ceux qui estiment qu'ils ne sont pas nécessaires. Mettre dans une même rue à 10 maisons d'intervalle 2, voire 3 arceaux vélos sur des places de stationnement à chaque fois ne va pas aider à rendre ces arceaux plus populaire chez ceux qui estiment que cela prend beaucoup trop de place. C'est ce que vous faites à chaque fois puisque sur les 32 propositions on y aborde que 18 rues. Ce qui est dommage puisque les besoins sont partout. Ne me répondez pas qu'ils sont placés là où il y a une demande puisque cette dernière explose de partout et, quitte à y aller progressivement, pourquoi ne pas d'abord voir ce qu'il se passe déjà avec une place de stationnement en moins ? Il ne faut pas oublier qu'à présent dans les rues il y a déjà des places de stationnement réservées aux véhicules électriques qui sont elles aussi fondamentales. Vous rectifiez des places de stationnement qui étaient au départ illégales aux abords des carrefours en y mettant des agencements de trottoir quand vous le pouvez. Au total ça fait vite beaucoup pour les personnes qui ont l'habitude de se garer sur la voirie publique. Pour eux s'en est devenu presque un droit et ils vont donc commencer à se plaindre quand l'arceau sera installé, même si ils ont été prévenus. Vous devrez ensuite réparer les dégâts. Nous nous abstenons donc pour ces diverses raisons.

Monsieur Borcy : Cela a été fait en dépit du bon sens. Le MR s'abstiendra également.

Monsieur Loewenstein : J'ai été convaincu par Monsieur Laurent Hacken donc Défi s'abstiendra également.

Laurent Hacken: Dit zal meer een analyse van het punt zijn dan een vraag om te verklaren

waarom we ons van stemming onthouden.

Ik had het informeel al gezegd, maar de keuze van de locaties die worden voorgesteld voor de fietsbogen is niet geschikt om deze – nochtans essentiële infrastructuren – te doen aanvaarden door degenen die vinden dat ze niet nodig zijn.

Het plaatsen van 2 of 3 fietsenrekken op parkeerplaatsen in één straat, 10 huizen uit elkaar, gaat niet helpen om deze rekken populairder te maken bij wie vindt dat ze te veel ruimte innemen. Dat doet u telkens weer, aangezien de 32 voorstellen slechts 18 straten betreffen. Dat is jammer, want er is overal nood aan. Vertel me niet dat ze worden geplaatst waar er vraag naar is, want de vraag stijgt enorm overal en waarom niet geleidelijk gaan en eerst kijken wat er gebeurt met een parkeerplaats minder? We mogen niet vergeten dat er in de straten al parkeerplaatsen zijn gereserveerd voor elektrische voertuigen, die ook essentieel zijn. U corrigeert parkeerplaatsen die aanvankelijk onwettig waren bij kruispunten, door trottoirvoorzieningen aan te brengen waar dat mogelijk is. Al met al is dat veel voor mensen die gewend zijn om op de openbare weg te parkeren. Voor hen is het bijna een recht geworden en ze gaan klagen als de fietsboog geplaatst is, ook al zijn ze verwittigd. Dan moet je de schade herstellen. Om deze redenen onthouden wij ons van stemming.

De heer Borcy: Het is allemaal niet goed doordacht. De MR zal zich ook onthouden.

De heer Loewenstein: Ik werd overtuigd door de heer Laurent Hacken, dus Défi zal zich ook onthouden.

1 annexe / 1 bijlage

68 **Mobilité - Adhésion à la centrale d'achat de Bruxelles Environnement en vue de l'achat de vélos au profit des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mai 2014 relatif à l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de transport et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises et d'autre part l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant qu'en 2020, Bruxelles Environnement a initié un sondage auprès des pouvoirs publics communaux et autres organismes d'intérêt publics pour déterminer le type et le nombre de vélos que ceux-ci souhaitaient acquérir ;

Considérant que l'administration communale de Forest a communiqué à Bruxelles Environnement un estimatif du nombre de vélos dont l'administration souhaitait se porter acquéreuse mais que la charte d'adhésion n'a pas été transmise au Collège communal pour validation ;

Considérant que l'administration communale de Forest est reprise dans les pouvoirs adjudicataires bénéficiaires qui "peuvent, mais n'en ont pas l'obligation passer une commande par l'intermédiaire de cette centrale d'achat" ;

Considérant que l'administration de Bruxelles Environnement confirme que l'administration communale de Forest peut "transmettre la charte sans que [l'] administration soit tenue de commander les quantités initialement annoncées" ;

Considérant que Bruxelles Environnement a défini douze lots mais n'a pas reçu d'offre pour tous les lots ;

Considérant que Bruxelles Environnement a attribué trois lots comme suit sur base du meilleur rapport qualité-prix :

- Lot 1 - Vélos pliables – Ahooga Bike
- Lot 2 - Vélos pliables électriques - Ahooga Bike
- Lot 5 - Vélos électriques compact 20 pouces - Vélofixer ;

Considérant que dans le cadre du projet CAIRGO BIKE financé par la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité), trois services ont bénéficié d'un accompagnement pour l'utilisation du vélos cargos et que deux services, la Bibliothèque francophone et le service Propreté, ont confirmé après test leur intérêt pour des vélos-remorques ;

Considérant que les vélos-remorques testés correspondent en tout point au modèle de vélos repris dans le lot 5 (Vélo électrique compact 20 pouces) de la centrale d'achat de Bruxelles Environnement ;

Considérant que l'administration communale de Forest a obtenu un subside de 25.000 € de la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) pour l'achat de 6 vélos électriques compacts et 6 remorques à destination du service propreté et de la bibliothèque francophone ;

Considérant que l'administration communale de Forest procédera dans un premier temps à l'achat de trois vélos et, après évaluation au sein des deux services, confirmera ou non l'intérêt d'acheter trois vélos supplémentaires ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée à un montant de 12.000 € (3 x 4.000 €/vélo) ;

Considérant que l'achat de remorques devra faire l'objet d'un marché séparé ;

DECIDE:

D'adhérer à la centrale d'achat de Bruxelles Environnement Référencée 2020K0265 - Centrale d'achat à caractère durable - pour la fourniture de vélos durables de société et d'accessoires ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ladite convention ;

D'inscrire la dépense de 12.000 € TVAC pour l'achat de trois vélos électriques compacts à l'article 410/743-51/85 du service extraordinaire du budget 2023 ;

De financer la dépense pour l'achat de vélos compacts par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles-Mobilité) ;

D'inscrire la recette de 12.000 € à l'article 410/665-52/85 du service extraordinaire du budget 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Mobiliteit - Aansluiting bij de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel met het oog op de aankoop van fietsen voor de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juni 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de speciale sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van concessies voor openbare werken;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 mei 2014 betreffende het voorbeeldgedrag van de overheden inzake vervoer en ter wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van [7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen en anderzijds het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen](#);

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten voor werken, leveringen en diensten te plaatsen die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Overwegende artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016, dat voorziet dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel in 2020 een enquête heeft gehouden bij de gemeentelijke overheden en andere instellingen van openbaar nut om na te gaan welk soort en hoeveel fietsen zij wensten aan te kopen;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst een raming aan Leefmilieu Brussel heeft bezorgd van het aantal fietsen dat het wenste aan te kopen, maar dat het charter van toetreding niet ter validering aan het Gemeentecollege is overgemaakt;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst deel uitmaakt van de begunstigde aanbestedende overheden die “via deze aankoopcentrale een bestelling kunnen, maar niet moeten plaatsen”;

Overwegende dat de administratie van Leefmilieu Brussel bevestigt dat het gemeentebestuur van Vorst “het charter kan overmaken zonder dat het verplicht is de aanvankelijk aangekondigde hoeveelheden te bestellen”;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel twaalf percelen heeft opgegeven, maar niet voor alle percelen een offerte heeft ontvangen;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel drie percelen als volgt heeft gegund, op basis van de beste prijs-kwaliteitsverhouding:

- Perceel 1 - Plooi-fietsen - Ahooga Bike
- Perceel 2 - Elektrische plooi-fietsen - Ahooga Bike
- Perceel 5 - Compacte elektrische fietsen 20 inch - Vélofixer;

Overwegende dat in het kader van het project CAIRGO BIKE, gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit), drie diensten ondersteuning hebben gekregen bij het gebruik van bakfietsen en dat twee diensten, de Franstalige bibliotheek en de dienst Netheid, na een test hebben bevestigd dat ze geïnteresseerd zijn in fietskarren;

Overwegende dat de geteste fietskarren in alle opzichten overeenkomen met het model fiets opgenomen in perceel 5 (compacte elektrische fiets 20 inch) van de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst een subsidie van 25.000 € van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) heeft gekregen voor de aankoop van 6 compacte elektrische fietsen en 6 karren voor de dienst Netheid en de Franstalige bibliotheek;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst in eerste instantie drie fietsen zal aanschaffen en na evaluatie binnen de twee diensten zal bevestigen of het al dan niet belangstelling heeft om drie extra fietsen aan te kopen;

Overwegende dat de uitgave derhalve wordt geraamd op 12.000 € (3 x 4.000 €/fiets);

Overwegende dat de aankoop van karren het voorwerp moet uitmaken van een afzonderlijke opdracht;

BESLIST:

Aan te sluiten bij de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel met referentie 2020K0265 - Aankoopcentrale met duurzaam karakter - voor de levering van duurzame bedrijfsfietsen en toebehoren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de voormelde overeenkomst rechtsgeldig te ondertekenen.

De uitgave van 12.000 € incl. btw voor de aankoop van drie compacte elektrische fietsen in te schrijven op artikel 410/743-51/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

De uitgave voor de aankoop van compacte fietsen te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit);

De ontvangst van 12.000 € in te schrijven op artikel 410/665-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Cédric Pierre entre en séance / treedt in zitting.

Isabelle Lukebamoko-Maduda entre en séance / treedt in zitting.

69 **Mobilité - Avis de la Commune de Forest vis-à-vis du Plan Communal de Mobilité de la commune d'Uccle.**

LE CONSEIL,

Vu le plan communal de mobilité approuvé par le Conseil Communal en séance du 20 septembre 2022 ;

Vu le courrier de la Commune d'Uccle daté du 28 juillet 2023, et réceptionné le 2 août 2023, demandant l'avis de la Commune de Forest sur le projet de Plan Communal de Mobilité (PCM) de la Commune d'Uccle ;

Considérant que l'avis demandé est à remettre avant le 1er septembre 2023 ;

Considérant qu'il est pertinent de remettre un avis sur le projet de PCM de la Commune d'Uccle afin que les propositions de plan de circulation soient cohérentes avec le PCM de la Commune de Forest ;

Considérant que le délai laissé (moins de 30 jours) à la Commune de Forest pour remettre un avis ne permet pas de présenter l'avis au Conseil Communal dans le temps imparti ;

Considérant dès lors que le Collège a adopté un avis, sous réserve d'approbation du Conseil Communal, en séance du 31 août 2023 afin que l'avis soit recevable auprès de la Commune d'Uccle ;

Considérant qu'une analyse du plan communal de mobilité de la commune d'Uccle a été réalisée par le service mobilité et est jointe à la présente délibération ;

DECIDE :

De faire sien l'avis des services techniques communaux joint au dossier ;

De transmettre cet avis à la Commune d'Uccle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 21 votes positifs, 9 votes négatifs, 2 abstentions.

Non : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Simon De Beer, Christophe Borcy, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.

Abstentions : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Mobiliteit - Advies van de Gemeente Vorst in verband met het Gemeentelijk Mobiliteitsplan van de gemeente Ukkel.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022;

Gelet op de brief van de gemeente Ukkel van 28 juli 2023, ontvangen op 2 augustus 2023, met de vraag om advies van de gemeente Vorst over het ontwerp van Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP) van de gemeente Ukkel;

Overwegende dat het gevraagde advies ingediend moet worden voor 1 september 2023;

Overwegende dat het relevant is een advies in te dienen over het ontwerp van GMP van de gemeente Ukkel, zodat de voorstellen van circulatieplan zouden overeenstemmen met het GMP van de gemeente Vorst;

Overwegende dat de termijn voor het indienen van een advies door de gemeente Vorst (minder dan 30 dagen) het niet mogelijk maakt om het advies binnen de gestelde termijn aan de Gemeenteraad voor te leggen;

Overwegende dat het College daarom tijdens de zitting van 31 augustus 2023 een advies heeft goedgekeurd, onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad, zodat het advies ontvankelijk zou zijn voor de gemeente Ukkel;

Overwegende dat de Mobiliteitsdienst een analyse van het Gemeentelijk Mobiliteitsplan van de gemeente Ukkel heeft verricht, die bij deze beraadslaging is gevoegd;

BESLIST:

Zich aan te sluiten bij het bij het dossier gevoegde advies van de gemeentelijke technische diensten;

Dit advies over te maken aan de gemeente Ukkel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 21 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

Nee : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Simon De Beer, Christophe Borcy, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.

Onthoudingen : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Marc Loewenstein : Je comprends que la commune de Forest n'a pas eu beaucoup de temps pour rendre son avis mais celui-ci pose plusieurs interrogations :

- 1. D'abord, au niveau de ce qui y est repris, le groupe DÉFI ne peut marquer son accord sur les conclusions de l'analyse du Collège forestois qui reprend les lignes du plan communal de mobilité pour lequel le groupe DÉFI a voté contre :**

§ Pour ce qui concerne l'av. des Sept Bonniers,

- les scénarios 1a et 1b feront reporter tout le trafic entrant dans Forest vers Van Goidtsnoven-Joffre-Armures – dès lors que son sens sera inversé – et si le sens est maintenu comme tel, le report ira jusqu'à Rousseau**
- quant au scénario 1c, il rend très compliqué l'accès au quartier Neptune.**

§ Et je ne parle même pas ici de la proposition forestoise de prévoir un sens unique de Sept Bonniers en direction de Forest, ce qui, couplé avec le sens unique à Rousseau, renvoie les Forestois qui veulent sortir de chez eux vers Roosendaël, aussi longtemps qu'un verrou – que vous appelez de vos vœux dans votre conclusion – ne sera pas placé à cet endroit.

- 2. Vous évoquez par ailleurs une éventuelle mise à sens unique de la rue de la Mutualité, de la ch. d'Alseberg et de l'avenue Vangoidtsnoven. Pourriez-vous préciser sur quel**

tronçon et dans quel sens ? Rien n'est précisé.

3. Le Collège n'a aucun commentaire sur les autres quartiers limitrophes d'Uccle ? Quid de Neerstalle ou encore Kersbeek ? Aucune mesure proposée par Uccle impacte Forest et mériterait un avis du Collège ?

4. Enfin, le carrefour Alseberg-Coghen-Vanderkindere-Van Goidtsnoven-Sept Bonniers a été analysé sous l'angle des sens de circulation. Je ne dispose pas du projet de PCM ucclais pour en avoir la certitude mais je ne vois aucune proposition faite pour gérer ce carrefour qui est aujourd'hui organisé via des feux. Le carrefour Albert-Brugmann-Vanderkindere, qui est aussi très complexe avec le passage de plusieurs trams qui se croisent, a été réaménagé de manière intelligente et ça fonctionne. Pourquoi ne pas poursuivre la même logique de rond-point sans feux au niveau du carrefour Alseberg-Coghen-Vanderkindere-Van Goidtsnoven-Sept Bonniers ?

Et, si vous y êtes favorables, pourquoi ne pas intégrer cette proposition dans l'avis qui sera transmis à Uccle ?

Laurent Hacken : Nous regrettons que notre commune voisine ne nous demande pas une réaction sur un plan qui touche un quartier qui est à moitié sur Uccle et à moitié sur Forest et en envoyant ça le 28 juillet pour le 31 août. C'est déjà un manque de correction. Je l'ai dit rapidement hier et on m'a dit « bienvenu à Bruxelles ».

A voir comme ça un plan communal d'une commune et le plan d'une commune à côté où les sens de circulation ne correspondent pas et sont même antagoniques, dans une perspective où on doit travailler sur des mailles qui doivent se faire après. J'entends... mais que ces plans communaux de mobilité tellement imbriqués l'un dans l'autre soient élaborés sans tenir compte de ce que fait le voisin pour proposer au final des choses aussi absurdes que : « Nous allons mettre Maréchal Joffre en sens unique sur 22 cm qui appartiennent à notre commune et le reste de la voirie, les 850 m, seront dans l'autre sens et tant pis pour les 22 cm ». On agit toujours comme si la Région bruxelloise venait de se former et que les communes, ici 2 communes voisines, même si ce n'est pas la même majorité mais qu'un parti commun, qui a en tous cas la même compétence de mobilité, se regardent comme des frontières de pays opposées et que chacun décide dans son coin sans se demander si ce que l'autre commune a décidé est cohérent ou pas. Je trouve ça hallucinant d'être encore à un niveau pareil d'immaturité politique, et je sais que ça ne touche pas que notre commune et les communes voisines mais toutes les communes à Bruxelles. C'est la même chose pour le stationnement, la propreté dans des voiries qui sont parfois partagées avec la gauche d'une commune et la droite dans l'autre. Je regrette clairement que les 2 plans communaux n'aient pas été concertés et réalisés ensemble. J'entends, comme vous l'avez dit, qu'il y avait des Collèges communs pour travailler là-dessus mais quand on voit l'avis que vous leur avez envoyé on ne peut pas deviner que vous avez fait ça de façon concertée et que vous êtes vraiment d'accord sur les scénarios. Comme pour cette avenue des Sept Bonniers dans un sens et puis dans l'autre alors que c'est un vrai nœud de mobilité tous les matins pour les voitures, les vélos, les piétons et pour les gens qui y habitent et qui subissent les pollutions...c'est dommage. Nous verrons ce que la commune d'Uccle en fera par la suite. L'avis que vous remettez est ce qu'il est et on a l'impression que vu la façon dont ils vous l'ont envoyé de toute façon ils n'en ont rien à faire et qu'au final on verra bien ce qui se passera dans le futur. Les engagés s'abstiendront de voter ce point.

Cédric Pierre De Permentier : Le MR votera contre cet avis car on estime que ce sont en effet deux visions contradictoires. Nous nous réjouissons que le Collège ucclais ne donne pas suite à plusieurs fantaisies du Collège forestois, notamment le diabolos au carrefour Sept Bonniers-Neptune où l'absurdité voulue avenue Maréchal Joffre qui créeront des embouteillages. Pour l'instant il n'y en a pas donc nous ne comprenons pas cette demande hors sol du Collège forestois.

Esméralda Van Den Bosch : Je regrette comme vous le timing du côté ucclais. Dans notre plan communal de mobilité nous avons spécifiquement listé les points sur lesquels une coordination

avec Uccle était nécessaire. La mobilité étant tellement inter-liée à certains endroits qu'il faut en discuter ensemble. D'autant plus qu'il s'agit du même bureau d'étude qui a travaillé pour les deux communes et donc je partage le constat. Nous n'avons pas tout en main et nous avons reçu de la part de la commune d'Uccle une demande de remettre un avis de leur enquête publique et de leur plan de mobilité. Nous avons remis cet avis et nous avons proposé de faire une réunion technique pour discuter du PCM du côté ucclais. Nous espérons que cette invitation permettra une meilleure collaboration à l'avenir. Je suis d'accord sur la proposition de Monsieur Loewenstein mais je n'ai pas une idée précise de l'avis du côté ucclais donc je ne sais pas si celle-ci peut encore être prise en compte. Je suis d'accord sur le fait que le carrefour à 5 bras est loin d'être parfait donc si nous pouvions y ajouter des propositions cela pourrait aider.

Pour le quartier Neerstalle, dans le PCM d'Uccle il n'y a pas de proposition développée et nous y reviendrons dans le cadre de votre interpellation. J'ai repris notre PCM pour la rue de la Mutualité. Nous n'avons pas encore proposé les sens de circulation et sans nous avancer sur ceux-ci, c'est un point où il fallait se coordonner avec Uccle.

Marc Loewenstein: Ik begrijp dat de gemeente niet veel tijd had om haar advies te geven, maar het roept verschillende vragen op:

Ten eerste, wat betreft wat erin verwerkt is, kan de DÉFI-fractie niet akkoord gaan met de conclusies van de analyse van het College, dat de lijnen van het gemeentelijk mobiliteitsplan overneemt, waar DÉFI tegen gestemd heeft:

Wat betreft de Zevenbunderslaan:

de scenario's 1a en 1b zal het verkeer dat Vorst binnenkomt, verschuiven naar Van Goidtsnoven-Joffre-Wapenrusting als de richting wordt omgekeerd, en als de richting zoals nu blijft, zal de verschuiving tot Rousseau gaan;

scenario 1c maakt de toegang tot de Neptunuswijk erg ingewikkeld.

En dan heb ik het nog niet over het voorstel van Vorst om een eenrichtingsstraat te voorzien van Zevenbunders richting Vorst, wat, gekoppeld aan het eenrichtingsverkeer in Rousseau, de Vorstenaren die weg willen, naar Roosendael zal sturen, zolang daar geen afsluiting – die u in uw conclusie vraagt – komt.

U noemt ook de mogelijkheid om van de OnderlingeBijstandstraat, de Alsebergsesteenweg en de Van Goidtsnovenlaan eenrichtingsstraten te maken. Kunt u specificeren in welk deel en in welke richting? Er is niets gespecificeerd.

Heeft het College opmerkingen over de andere wijken die grenzen aan Ukkel? Hoe zit het met Neerstalle of Kersbeek? Heeft geen van de door Ukkel voorgestelde maatregelen een impact op Vorst en verdient een advies van het College?

Tot slot is het kruispunt Alseberg-Coghen-Vanderkindere-Van Goidtsnoven-Zevenbunders geanalyseerd vanuit het oogpunt van verkeersdoorstroming. Ik beschik niet over het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan van Ukkel om het te verifiëren, maar ik zie geen voorstel voor dit kruispunt, dat momenteel verkeerslichten heeft. Het kruispunt Albert-Brugmann-Vanderkindere, dat ook zeer complex is met meerdere kruisende trams, is op een intelligente manier heringericht en het werkt. Waarom niet dezelfde logica van een rotonde zonder verkeerslichten volgen op het kruispunt Alseberg-Coghen-Vanderkindere-Van Goidtsnoven-Zevenbunders?

En als je er voorstander van bent, waarom dit voorstel dan niet opnemen in het advies dat naar Ukkel zal worden gestuurd?

Laurent Hacken: Wij betreuren het dat onze buurgemeente ons niet om een reactie heeft

gevraagd over een plan dat betrekking heeft op een wijk die voor de helft in Ukkel en voor de helft in Vorst ligt, en dat ze dit op 28 juli verstuurd hebben voor 31 augustus.

Dat is al een gebrek aan correctheid. Ik heb daar gisteren op gewezen en kreeg te horen "welkom in Brussel".

Een gemeentelijk plan zien van de ene gemeente en dat van een buurgemeente waar de verkeersrichtingen niet overeenstemmen en zelfs tegenstrijdig zijn, in een perspectief waar we moeten werken met mazen die achteraf moeten worden gecreëerd.

Ik begrijp het ... maar het feit dat deze gemeentelijke mobiliteitsplannen, die zo nauw met elkaar verweven zijn, worden opgesteld zonder rekening te houden met de buurman, leidt tot absurditeiten zoals: "We gaan van de M. Joffrelaan een eenrichtingsweg maken op de 22 cm in onze gemeente en de rest van de 850 m gaat in de andere richting ... jammer voor die 22 cm".

We doen nog steeds alsof het Brussels Gewest net gecreëerd is en dat de gemeenten, in dit geval 2 buurgemeenten, ook al hebben ze niet dezelfde meerderheid maar wel een gemeenschappelijke partij, die in elk geval dezelfde bevoegdheid voor mobiliteit heeft, naar elkaar kijken als onoverschrijdbare landsgrenzen en dat elk in zijn eigen hoek beslist zonder zich af te vragen of wat de andere gemeente beslist, coherent is of niet.

Ik vind het verbijsterend dat we nog steeds op zo'n niveau van politieke onvolwassenheid zitten en ik weet dat het niet alleen onze gemeente en de buurgemeenten treft, maar alle Brusselse gemeenten.

Hetzelfde geldt voor parkeren en netheid op wegen die soms links in de ene en rechts in de andere gemeente liggen.

Ik vind het erg jammer dat de 2 gemeentepunten niet samen opgesteld en uitgevoerd werden.

Ik begrijp – zoals u zei – dat er gemeentelijke colleges waren om daaraan te werken, maar als we het advies zien dat u hen hebt gestuurd, kunnen we niet vermoeden dat dit in overleg gebeurde en dat u het echt eens bent over de scenario's.

Wat betreft de Zevenbunderslaan, die in de ene richting loopt en dan in de andere, terwijl het elke ochtend een mobiliteitsknoop is voor auto's, fietsen, voetgangers en de mensen die er wonen en dus de vervuiling ondergaan ... een schande.

We zullen zien wat de gemeente Ukkel ermee doet.

Het advies dat jullie indienen, is wat het is en we hebben de indruk dat, gezien de manier waarop ze het naar jullie hebben gestuurd, het ze niet echt kan schelen en dat we uiteindelijk wel zullen zien wat er in de toekomst gebeurt.

Les Engagés zullen zich onthouden bij de stemming over dit punt.

Cédric Pierre-De Permentier: De MR zal tegen dit advies stemmen, omdat wij vinden dat het twee tegenstrijdige visies zijn. Wij zijn blij dat het College van Ukkel geen gevolg geeft aan verschillende fantasieën van het Vorstse College, met name de diablo op het kruispunt Zevenbunders-Neptunus of de absurditeit op de M. Joffrelaan, die files zal veroorzaken.

Voorlopig zijn die er niet, dus we begrijpen dit uit de lucht gegrepen voorstel van het Vorstse College niet.

Esmeralda Van den Bosch: Net als u betreur ik de timing aan de kant van Ukkel.

In ons gemeentelijk mobiliteitsplan hebben we specifiek de punten opgesomd waaromtrent afstemming met Ukkel nodig was. Mobiliteit is op sommige plaatsen zo verweven dat we er samen over moeten praten.

Temeer daar hetzelfde studie bureau voor beide gemeenten heeft gewerkt, dus ik ben het eens met de vaststelling.

We hebben niet alles in de hand en we kregen de vraag van de gemeente Ukkel om advies te geven over hun openbaar onderzoek en hun mobiliteitsplan.

We hebben dit advies ingediend en hebben voorgesteld om een technische bijeenkomst te houden om het mobiliteitsplan van Ukkel te bespreken. We hopen dat deze uitnodiging zal leiden tot een betere samenwerking in de toekomst.

Ik ben het eens met het voorstel van de heer Loewenstein, maar ik heb geen precies idee van het advies van Ukkel, dus ik weet niet of er nog rekening mee kan worden gehouden. Ik ben het ermee eens dat het 5-armige kruispunt verre van perfect is, dus als we enkele voorstellen kunnen toevoegen, zou dat kunnen helpen.

Wat de Neerstallewijk betreft, bevat het plan van Ukkel geen gedetailleerd voorstel en we zullen hierop terugkomen in het kader van uw interpellatie.

Ik heb ons GMP voor de OnderlingeBijstandstraat opgenomen. We hadden de rijrichtingen nog niet voorgesteld en zonder voorop te lopen op de zaken, is dit een punt waarop we moesten afstemmen met Ukkel.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

70 Motion visant à faire de Forest un "lieu sûr " pour les femmes (à la demande de Mesdames et Messieurs El Yousfi, Leclercq, Jans, Maduda, Ahrouch, De Beer, conseillers communaux) (Complémentaire)

Le conseil communal de Forest :

- vu la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1950),
- vu la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul),vu la proposition de directive présentée par la Commission le 8 mars 2022 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique,
- vu la convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF),
- vu la campagne européenne #safeplace4woman qui a débuté le 3 mars 2023 invitant les villes, les communes et les régions à se déclarer "lieu sûr pour les femmes",
- vu le projet de loi cadre visant à doter la Belgique d'un ensemble d'instruments de protection des victimes de féminicides votée le 29 mai 2023 au Parlement fédéral,
- vu la proposition de résolution du Parlement Bruxellois du 26 février 2021 tendant à lutter contre les cyberviolences,
- vu le Plan Bruxellois de lutte contre les violences faites aux femmes 16 juillet 2020,
- vu le Plan inter-francophone de lutte contre les violences faites aux femmes 2020-2024,
- vu le Plan d'Action National de Lutte contre les violences basées sur le genre 2021-2025

adopté le 26 novembre 2021 ;

- attendu que depuis mars 2023, la zone de police Midi est intégrée dans le système de permanence unique du CPVS de l'hôpital CHU Saint-Pierre.
-
- A. considérant que l'égalité entre les femmes et les hommes constitue un droit fondamental consacré par les traités et par la charte des droits fondamentaux ;
 - B. considérant que la lutte contre la violence fondée sur le genre relève d'une responsabilité commune, qui exige des actions et des efforts collectifs à tous les niveaux de gouvernement, qui ont un rôle clé à jouer à cet égard puisque ce sont elles les plus proches des citoyens sur le terrain;
 - C. considérant que l'élimination de la violence fondée sur le genre, est une condition indispensable à la réalisation d'une véritable égalité entre les hommes et les femmes;
 - D. considérant que 31 % des femmes en Europe ont subi des violences physiques, que 5 % ont été violées au sein des pays de l'Union, qu'environ 50 femmes perdent la vie chaque semaine du fait de violences fondées sur le genre et que 43 % des femmes ont subi une forme de violence psychologique de la part d'un partenaire intime, et, ce, alors que l'on estime que la violence reste très insuffisamment signalée;
 - E. considérant qu'en Belgique: 36% de femmes sont victimes de violence physique/sexuelle
 - F. considérant que la violence fondée sur le genre, tant sur les réseaux sociaux que sur l'espace public, et le manque d'accès à une protection adéquate mettent en péril un certain nombre de droits fondamentaux, notamment le droit à la vie, le droit à la dignité humaine, le droit à l'intégrité physique et mentale, l'interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé, le droit à la liberté et à la sûreté ainsi que le droit au respect de la vie privée et familiale;
 - G. considérant qu'en Belgique un féminicide est commis tous les 7 jours et qu'en 2022, elles étaient au moins 24 femmes en Belgique à perdre la vie parce qu'elles étaient des femmes ;
 - H. considérant que les pratiques de mariage précoce et forcé et de mutilations génitales féminines, constituent une violation des droits à la liberté, à la dignité humaine et à l'intégrité physique;
 - I. considérant qu'il est essentiel, pour parvenir à une émancipation pleine et entière des filles, de mettre fin aux stéréotypes sexistes et de faire cesser les pratiques répressives fondées sur le genre, en s'appuyant sur des programmes éducatifs novateurs dans lesquels les cycles d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire jouent un rôle clé;
 - J. considérant que de tels programmes novateurs impliquent nécessairement de proposer une éducation complète à la vie relationnelle et sexuelle, y compris des programmes éducatifs destinés spécifiquement aux garçons, et que cet enseignement joue un rôle fondamental dans la lutte contre la violence fondée sur le genre, la misogynie et les stéréotypes sexistes;
 - K. considérant que les zones de police sous l'impulsion de leurs bourgmestres doivent encore renforcer la lutte contre les violences intrafamiliales une priorité ;
 - L. considérant que le Conseil de Police doit continuer à travailler sur l'application de la Convention d'Istanbul dans notre zone de Police, et à poursuivre la sensibilisation de nos agents de police à la prise en charge adaptée des victimes de violences intrafamiliales. Et notamment, à travers le groupe de travail réunissant la cellule EVA et les conseillères de police.
 - M. considérant que les communes, et leurs CPAS ont un rôle crucial de première ligne dans la lutte contre les violences intrafamiliales et conjugales, notamment parce qu'ils disposent d'une expertise d'accompagnement et de prise en charge des victimes via leurs services de prévention ;
 - N. considérant la mise en œuvre progressive des recommandations du Conseil Citoyen Forestois concernant le sentiment de sécurité des femmes dans l'espace public à Forest ;

Décide :

1. de mettre en œuvre une politique globale pour que Forest devienne un “lieu sûr pour les femmes” et de s’engager à mettre en œuvre des politiques publiques visant, d’une part, à garantir la sécurité des femmes, et, d’autre part, à sévir explicitement contre toute forme de violence fondée sur le genre, en garantissant la participation pleine et équitable des femmes tout au long du processus ;
2. via cette motion d’inspirer et de servir d’exemple pour d’autres communes belges et européennes en matière de protection et de prévention ;

Demande au Collège des bourgmestres et échevins ainsi qu’au Collège de la Zone de Police Midi :

1. de garantir une information complète aux victimes de violences fondées sur le genre sur les services de soutien spécialisés, comme le Centre de Prise en Charge des Violences Sexuelles, les services de bien-être au travail en cas de harcèlement ... ;
2. de former le personnel des forces de police, des pouvoirs publics et locaux à prendre en compte les questions d’égalité des sexes face aux femmes victimes de violences fondées sur le genre, en accordant la priorité absolue à la sensibilisation des premiers intervenants;
3. de rester vigilant et de plaider pour transmettre les informations concernant les cas de traite des êtres humains et aux pratiques préjudiciables aux femmes et aux filles (mutilations génitales féminines, mariages précoces et forcés) auprès des services compétents;
4. de plaider pour une politique de tolérance zéro sur les formes de cyberviolence fondée sur le genre;

Demande au Collège des bourgmestres et échevins :

1. de tenir systématiquement compte de la sécurité des femmes et de leurs besoins au moment d’adopter des mesures budgétaires ayant trait aux budgets communaux
2. de plaider pour la consolidation des programmes éducatifs, notamment via des animations EVRAS dans toutes les écoles de la commune, et des formations, et sensibiliser les citoyens, dès le plus jeune âge, aux conséquences du harcèlement et de la violence fondés sur le genre;
3. de diffuser des campagnes de sensibilisation des violences basées sur le genre auprès du grand public et des campagnes d’information visant à informer les victimes sur les endroits où elles peuvent se rendre et les moyens dont elles disposent pour accéder à des services de soutien ;
4. de sensibiliser les acteurs de l’HORECA (bars et lieux festifs essentiellement) sur les violences de genre et les accompagner pour qu’ils puissent jouer un rôle de prévention et de soutien ;
5. d’évaluer annuellement l’état d’avancement des actions reprises dans la présente motion.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Motie om van Vorst een "veilige plek" voor vrouwen te maken (op verzoek van de dames en heren El Yousfi, Leclercq, Jans, Maduda, Ahrouch en De Beer , gemeenteraadsleden)
(Aanvullend)

De Gemeenteraad van Vorst:

- Gelet op het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (1950),
- Gelet op het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld

tegen vrouwen en huiselijk geweld (Verdrag van Istanbul), Gelet op het voorstel voor een richtlijn voorgelegd door de Commissie op 8 maart 2022 ter bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld,

- Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen (CEDAW),
- Gelet op de Europese campagne #safeplace4woman, die op 3 maart 2023 van start is gegaan en waarin steden en regio's worden opgeroepen zichzelf uit te roepen tot "veilige plaats voor vrouwen",
- Gelet op het ontwerp van kaderwet om België een reeks instrumenten te verschaffen ter bescherming van de slachtoffers van vrouwenmoorden, dat op 29 mei 2023 door het federale Parlement werd goedgekeurd,
- Gelet op het voorstel van resolutie van het Brussels Parlement van 26 februari 2021 ter bestrijding van cybergeweld,
- Gelet op het Brusselse plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen van 16 juli 2020,
- Gelet op het inter-Franstalig plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen 2020- 2024,
- Gelet op het Nationaal Actieplan in de strijd tegen gendergerelateerd geweld 2021-2025 goedgekeurd op 26 november 2021,
- Overwegende dat de politiezone Zuid sinds maart 2023 is aangesloten bij het centraal permanentiesysteem van het Zorgcentrum na Seksueel Geweld van het ziekenhuis UMC Sint-Pieter;

- A. Overwegende dat de gelijkheid van vrouwen en mannen een grondrecht is dat is vastgelegd in de verdragen en in het handvest van de grondrechten;
- B. Overwegende dat de strijd tegen gendergerelateerd geweld een gedeelde verantwoordelijkheid is, die collectieve actie en inspanningen vereist op alle overheidsniveaus, die in dit opzicht een sleutelrol moeten spelen omdat zij het dichtst bij de burgers op het terrein staan;
- C. Overwegende dat het bannen van gendergerelateerd geweld een voorwaarde is voor het bereiken van werkelijke gelijkheid tussen mannen en vrouwen;
- D. Overwegende dat 31% van de vrouwen in Europa te maken heeft gehad met fysiek geweld, dat 5% van de vrouwen in EU-landen is verkracht, dat elke week ongeveer 50 vrouwen om het leven komen als gevolg van gendergerelateerd geweld en dat 43% van de vrouwen te maken heeft gehad met een vorm van psychologisch geweld vanwege een partner, en overwegende dat geweld naar schatting nog steeds sterk ondergerapporteerd wordt;
- E. Overwegende dat in België: 36% van de vrouwen slachtoffer is van fysiek/seksueel geweld;
- F. Overwegende dat gendergerelateerd geweld, zowel op sociale netwerken als in de openbare ruimte, en het gebrek aan toegang tot adequate bescherming een aantal grondrechten in gevaar brengen, in het bijzonder het recht op leven, het recht op menselijke waardigheid, het recht op lichamelijke en geestelijke integriteit, het verbod op foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing, het verbod op slavernij en dwangarbeid, het recht op vrijheid en veiligheid en het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven;
- G. Overwegende dat in België om de 7 dagen een vrouwenmoord wordt gepleegd en dat in 2022 ten minste 24 vrouwen in België het leven lieten omdat ze vrouw waren;
- H. Overwegende dat de praktijken van te jonge en gedwongen huwelijken en vrouwelijke genitale verminking een schending vormen van het recht op vrijheid, menselijke waardigheid en lichamelijke integriteit;
- I. Overwegende dat het met het oog op de volledige emancipatie van meisjes van essentieel belang is om een einde te maken aan seksistische stereotypen en onderdrukkende praktijken op grond van geslacht, door gebruik te maken van innovatieve onderwijsprogramma's waarin de cycli van voorschools, lager en middelbaar onderwijs een sleutelrol spelen;
- J. Overwegende dat dergelijke innovatieve programma's noodzakelijkerwijs uitgebreide voorlichting over relaties en het seksuele leven inhouden, met inbegrip van onderwijsprogramma's die specifiek op jongens zijn gericht, en dat deze voorlichting een fundamentele rol speelt bij de bestrijding van gendergerelateerd geweld, vrouwenhaat en

seksistische stereotypen;

- K. Overwegende dat politiezones, onder impuls van hun burgemeesters, van de bestrijding van huiselijk geweld een prioriteit moeten maken;
- L. Overwegende dat de politieraad moet blijven werken aan de toepassing van het verdrag van Istanbul in onze politiezone, en om onze politieagenten te sensibiliseren omtrent de aangepaste opvang van de slachtoffers van huiselijk en intrafamiliaal geweld; Met name via de werkgroep waarin de cel EVA en vrouwelijke politieraadsleden zitting hebben.
- M. Overwegende dat de gemeenten en hun OCMW's een cruciale eerstelijnsrol spelen in de strijd tegen intrafamiliaal en partnergeweld, vooral omdat ze over expertise beschikken op het vlak van slachtofferopvang en -begeleiding via hun preventiedienst;
- N. Overwegende de geleidelijke uitvoering van de aanbevelingen van de Vorstse Burgerraad met betrekking tot het veiligheidsgevoel van vrouwen in de openbare ruimte in Vorst;

Beslist:

1. een globaal beleid te voeren om van Vorst een “veilige plaats voor vrouwen” te maken en zich te verbinden tot het voeren van een beleid dat enerzijds gericht is op het waarborgen van de veiligheid van vrouwen en anderzijds op het expliciet aanpakken van alle vormen van gendergerelateerd geweld, waarbij de volledige en gelijkwaardige deelname van vrouwen gedurende het hele proces wordt gewaarborgd;
2. via deze motie andere Belgische en Europese gemeenten te inspireren en als voorbeeld te dienen op het vlak van bescherming en preventie;

Vraagt het College des Burgemeester en Schepenen en het College van de politiezone Zuid:

1. ervoor te zorgen dat slachtoffers van gendergerelateerd geweld volledig worden geïnformeerd over gespecialiseerde hulpdiensten, zoals het Zorgcentrum na Seksueel geweld, diensten voor welzijn op het werk in geval van intimidatie, ...;
2. personeel van politie, overheid en lokale overheden opleiden om rekening te houden met gendergelijkheidskwesties bij de omgang met vrouwen die het slachtoffer zijn van gendergerelateerd geweld, waarbij de hoogste prioriteit wordt gegeven aan de sensibilisering van eerstehulpverleners;
3. waakzaam te blijven en te pleiten voor het doorgeven van informatie over gevallen van mensenhandel en praktijken die schadelijk zijn voor vrouwen en meisjes (genitale verminking van vrouwen, huwelijken op jonge leeftijd en gedwongen huwelijken) aan de bevoegde diensten;
4. te pleiten voor een multolerantiebeleid ten aanzien van op gender gebaseerde vormen van cybergeweld;

Vraagt het College van Burgemeester en Schepenen:

1. systematisch rekening te houden met de veiligheid en de behoeften van vrouwen bij de goedkeuring van begrotingsmaatregelen met betrekking tot de gemeentebegrotingen;
2. te pleiten voor de consolidatie van educatieve programma's, met name via EVRAS-evenementen in alle gemeentescholen, en opleidingen, en de burgers van jongs af aan sensibiliseren voor de gevolgen van intimidatie en gendergerelateerd geweld;
3. campagnes te voeren om het grote publiek te sensibiliseren voor gendergerelateerd geweld en informatiecampagnes te voeren om slachtoffers te informeren over waar ze terecht kunnen en hoe ze toegang kunnen krijgen tot hulpdiensten;
4. Horeca-operatoren (voornamelijk bars en feestgelegenheden) te sensibiliseren voor gendergerelateerd geweld en hen te ondersteunen in hun rol van preventie en ondersteuning;
5. de vordering van de in deze motie beschreven acties jaarlijks te evalueren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Madame El Yousfi : Merci pour le soutien de tous pour cette motion. Il est important pour moi de rappeler certains chiffres qui sont assez parlants. Notamment le fait qu'il y ait 31% des femmes en Europe qui ont subi des violences physiques, 5% qui ont été violées et environ 50 femmes qui perdent de la vie chaque semaine du fait de leur genre. Si on prend rien que la Belgique, en 2022 on compte 24 féminicides. 43% des femmes sont victimes de violences psychologiques de la part de leur partenaire. Elles sont atteintes dans leur intégrité physique et droits fondamentaux au travers la pratique de mariages forcés ou précoces ou encore de mutilation génitale. Sans oublier les violences dans les espaces publics et sur les réseaux sociaux. Comme nous pouvons le constater, les violences envers les femmes prennent diverses formes et cette réalité touche toutes les cultures mais aussi toutes les couches sociales. Diverses conventions internationales, comme indiqué dans le texte, inscrivent de plus en plus cette lutte dans leur texte et en Belgique des plans, tant au niveau régional que national, sont mis sur pieds pour mener cette lutte. C'est donc pour nous un combat qui doit être mené sans relâche pour parvenir à une réelle émancipation des filles et des femmes. Pour mettre fin à des stéréotypes basés sur le genre et fin à différentes violences vécues par les femmes. Cela doit être mené à tous les niveaux de pouvoir et doit toucher tous nos politiques. A notre niveau je rappellerai ce qui est demandé dans le cadre de cette motion au Collège et à notre zone de Police. La problématique de l'information qui doit être donnée aux victimes fondée sur le genre par rapport aux différents services de soutien qui peuvent les accompagner, parce-que le process n'est pas évident. Il faut former le personnel de nos forces de Police ainsi que celui de notre fonction publique. notamment les services qui se trouvent 1ère ligne. Il faut rester vigilant et aussi de plaider pour une transmission d'information concernant les cas de traite des êtres humains et de tout ce qui peut être préjudiciable aux femmes. Sans oublier d'avoir une politique de tolérance zéro par rapport aux violences fondées sur le genre. La demande au niveau du Collège par rapport à la sécurité des femmes et ce, justement au moment des réflexions sur le budget. Il doit y avoir cette réflexion sur ce qui peut être mis en place au niveau de l'espace public, au niveau de nos écoles et aux programmes d'éducation proposés. Il y a deux points sur lesquels nous revenons chaque fois, qui sont à la fois l'égalité des sexes mais aussi l'idée de consentement. Il faut pouvoir y travailler. Au niveau des campagnes de sensibilisation auprès du grand public, il faut pouvoir au même titre que ce que cela se fait au niveau régional avoir des campagnes d'informations. Le réseau Horeca a aussi ce pouvoir. Nous avons pu constater les différentes problématiques qu'il y a au niveau du milieu de la nuit et donc de pouvoir aussi sensibiliser ce milieu-là au travail de prévention et de soutien. Que nous puissions également évaluer annuellement l'état d'avancement de ces actions qui sont reprises dans cette motion. C'est un réel combat afin que les femmes puissent circuler en toute sécurité et ne plus être victimes de violences.

Marc Loewenstein

J'interviens ici au nom de mon collègue Xavier Jans qui cosigne le texte et qui est excusé pour des raisons familiales. Je remercie Nadia El Yousfi pour cette initiative à laquelle notre groupe se joint bien évidemment. Nous avons proposé plusieurs amendements qui ont été pris en considération et je vous en remercie.

J'aimerais insister ici brièvement sur deux points :

D'abord, l'importance d'aller au-delà de la déclaration d'intentions.

Cela doit être plus que cela.

Il y a des situations personnelles graves subies par des femmes derrière ces quelques pages de motion présentées ici, des femmes qui subissent maintenant, pendant que nous échangeons ici, des violences qui doivent cesser.

On ne pourra certes pas régler tous les problèmes par cette motion mais elle devra guider les actions des différents acteurs concernés.

L'importance de l'évaluation, dernier point que nous avons souhaité ajouter à cette motion et qui est le pendant logique de notre souhait que le Collège exécute bien cette motion et aille au-delà de la simple déclaration d'intentions.

Simon De Beer : Je voulais également souligner l'importance de cette motion parce-que le sujet en vaut vraiment la peine. Il faudra en effet veiller à ce que cette motion ne soit pas juste un catalogue de bonnes intentions mais c'était déjà important de « marquer le coup ».

Isabelle Maduda : Je tenais à remercier Madame El Yousfi pour l'initiative et comme l'a dit Monsieur Loewenstein, que ce ne soit pas juste une motion votée ici mais qu'elle soit concrètement suivie. Le nombre de femmes qui subissent des agressions chaque seconde dans le monde est effarant. Il y en a encore aujourd'hui une élève dans une école qui s'est étonnée que les femmes aujourd'hui puissent voter...il y a donc encore beaucoup de travail à effectuer.

David Leclercq : Nous soutenons évidemment cette motion que nous avons co-introduite avec plaisir. Ce que nous souhaitons mettre en avant c'est l'importance de l'éducation et de la sensibilisation. Les programmes éducatifs sur les questions de genre pour travailler à long terme, diminuer les stéréotypes sexistes et changer les mentalités sont importants.

Mevrouw El Yousfi: Bedankt voor ieders steun voor deze motie.

Ik wil wijzen op enkele veelzeggende cijfers.

Zo heeft 31% van de vrouwen in Europa te maken gehad met fysiek geweld, is 5% verkracht en verliezen elke week ongeveer 50 vrouwen het leven vanwege hun geslacht. Alleen al in België zien we in 2022 24 vrouwenmoorden. 43% van de vrouwen wordt het slachtoffer van psychologisch geweld door hun partner. Hun lichamelijke integriteit en basisrechten worden geschonden door gedwongen of kindhuwelijken of genitale verminking.

En dan hebben we het nog niet eens over geweld in de openbare ruimte en op sociale netwerken. Zoals we zien, neemt geweld tegen vrouwen vele vormen aan en treft het alle culturen en alle sociale lagen.

Zoals aangegeven in de tekst, nemen verschillende internationale verdragen deze strijd steeds vaker op in hun teksten en worden er in België zowel op gewestelijk als nationaal niveau plannen gemaakt om dit te bestrijden.

Voor ons is dit een strijd die onophoudelijk gevoerd moet worden om echte emancipatie voor meisjes en vrouwen te bereiken. Om een einde te maken aan genderstereotypen en aan verschillende vormen van geweld die vrouwen ervaren.

Dit moet gebeuren op alle machtsniveaus en moet al onze politici bereiken. Op ons niveau wil ik jullie herinneren aan wat deze motie vraagt aan het College en aan onze Politiezone.

Er is het probleem van de informatie die moet worden gegeven aan slachtoffers op basis van geslacht, met betrekking tot de verschillende ondersteunende diensten die kunnen helpen, omdat de procedures niet evident zijn.

We moeten zowel het personeel van onze politiediensten als dat van onze administratieve diensten opleiden, vooral de eerstelijnsdiensten.

We moeten waakzaam blijven en ook pleiten voor het doorgeven van informatie over gevallen van mensenhandel en alles wat schadelijk kan zijn voor vrouwen.

En niet te vergeten een nultolerantiebeleid ten aanzien van gendergerelateerd geweld.

Er is de vraag aan het College betreffende de veiligheid van vrouwen, net op een moment dat de begroting ter sprake komt. We moeten nadenken over wat we kunnen doen in de publieke ruimte, op onze scholen en in het lessenaanbod. Er zijn twee punten waarop we steeds terugkomen: gendergelijkheid en het idee van instemming. Daar moeten we aan kunnen werken.

Wat betreft sensibiliseringscampagnes gericht op het grote publiek, moeten we sensibiliseringscampagnes kunnen voeren op dezelfde manier als op gewestelijk niveau.

Het horecanetwerk heeft ook deze mogelijkheid. We hebben de verschillende problemen in de uitgaanssector kunnen zien, dus we moeten ook deze sector bewust kunnen maken van de noodzaak van preventie en ondersteuning.

We willen ook jaarlijks de vooruitgang kunnen beoordelen van de acties die in deze motie staan. Het is een echte strijd om ervoor te zorgen dat vrouwen zich veilig kunnen bewegen en niet langer het slachtoffer zijn van geweld.

Marc Loewenstein

Ik spreek hier namens mijn collega Xavier Jans, die de tekst mee ondertekent en om familieredenen niet aanwezig is. Ik wil Nadia El Yousfi bedanken voor dit initiatief, waarbij onze fractie zich aansluit. We hebben een aantal amendementen voorgesteld, die in overweging zijn genomen, en ik wil u daarvoor bedanken.

Ik wil graag kort twee punten benadrukken:

Ten eerste het belang om verder te gaan dan intentieverklaringen.

Het moet meer zijn dan dat.

Achter deze motie gaan ernstige persoonlijke situaties schuil van vrouwen die nu, terwijl wij hier spreken, lijden onder geweld dat moet stoppen.

Deze motie zal zeker niet alle problemen oplossen, maar ze zou een leidraad moeten zijn voor de acties van de verschillende actoren.

Het belang van de evaluatie, het laatste punt dat we aan deze motie wilden toevoegen en dat de logische tegenhanger is van onze hoop dat het College deze motie daadwerkelijk zal uitvoeren en verder zal gaan dan een gewone intentieverklaring.

Simon De Beer: Ik wilde ook het belang van deze motie benadrukken, omdat het onderwerp echt de moeite waard is. We moeten ervoor zorgen dat deze motie niet enkel een bundel met goede voornemens is, maar het was al belangrijk om iets vast te prikken.

Isabelle Maduda: Ik bedankt mevrouw El Yousfi voor haar initiatief en, zoals de heer Loewenstein zei, hoop ik dat het niet bij een motie blijft die hier in stemming wordt gebracht, maar dat er in de praktijk gevolg aan wordt gegeven.

Het aantal vrouwen dat elke seconde over de hele wereld het slachtoffer wordt van agressie, is onthutsend. Er was vandaag een leerling op een school die verbaasd was dat vrouwen mogen stemmen ... er is dus nog veel werk aan de winkel.

David Leclercq: Wij steunen uiteraard deze motie, die we met plezier mee hebben ingediend. Wat we willen benadrukken is het belang van onderwijs en sensibilisering. Onderwijsprogramma's over genderkwesties zijn belangrijk om op de lange termijn te werken, seksistische stereotypen te verminderen en mentaliteiten te veranderen.

2 annexes / 2 bijlagen

71 **Interpellation concernant les plans de circulation et la concertation avec la commune d'Uccle (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).**

Dans La Capitale du 30/8, nous pouvons y lire un article sur les sens de circulation dans le quartier Neerstalle. Cet article y pointe, au vu des commentaires des uns et des autres, un manque criant de concertation entre communes. Et à la lecture de l'article, j'ajouterais un manque criant d'information des conseillers communaux forestois.

Selon ce qui ressort de l'article, Uccle aurait décidé de mettre la chaussée de Neerstalle à sens unique entre la rue de Stalle et la chaussée de Ruisbroeck (plutôt que la rue du Merlo qui aurait du être mise en sens unique montant et non plus descendante comme actuellement).

Le cabinet de la ministre de la Mobilité précise que « *la prolongation du sens unique a été ajoutée à la demande des riverains et en concertation avec les communes d'Uccle et de Forest afin d'aller plus loin dans le plan de circulation.* »

Quant à l'échevin de la Mobilité d'Uccle, il précise que « *la situation initiale n'a pu être retenue suite à un plan de circulation décidé par la commune de Forest sur son territoire. Il prévoit une mise à sens unique prochaine de l'avenue de Haveskercke (dans la prolongation de l'avenue du Jonc) qui aurait engendré une circulation très importante sur Gatti de Gamond si on maintenait le plan initial.* »

Mes questions seront les suivantes :

1. Il est dit que la prolongation du sens unique Neerstalle a été ajoutée à la demande des riverains. Pourriez-vous m'en dire davantage ? Quelle demande ? Quels riverains ? Le cabinet de la ministre précise par ailleurs que cela s'est décidé en concertation avec les communes d'Uccle et

de Forest afin d'aller plus loin dans le plan de circulation. Pourriez-vous nous en dire plus sur cette concertation ? Y a-t-il eu une décision formelle du Collège sur le sujet ? Que signifie « pour aller plus loin dans le plan de circulation » ? Y a-t-il de nouveaux plans qui ne nous auraient pas été présentés ?

2. Par ailleurs, l'échevin de la mobilité uclois précise que la décision d'Uccle est liée à la mise à sens unique prochaine de l'avenue de Haveskercke, dans son prolongement de l'avenue du Jonc. Me confirmez-vous ? Il n'y a pas de trace d'une telle mise à sens unique dans le plan communal de mobilité que la majorité forestoise a adopté. Existe-t-il un PCM bis que vous gardez pour vous et dont on découvre les mesures au compte-goutte ? Pourriez-vous nous en dire plus sur ce projet ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Interpellatie over de circulatieplannen en het overleg met de gemeente Ukkel (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid).

In La Capitale van 30 augustus lazen we een artikel over de verkeersrichtingen in de Neerstallewijk. Gezien de opmerkingen van allerlei kanten wijst het artikel op een groot gebrek aan overleg tussen gemeenten. En als ik het artikel lees, zou ik willen toevoegen dat er ook een groot gebrek aan informatie is onder de Vorstse raadsleden.

Volgens het artikel heeft Ukkel beslist om van de Neerstalsesteenweg eenrichtingsverkeer te maken tussen de Stallestraat en de Ruisbroeksesteenweg (i.p.v. de Merlostraat, die eenrichtingsverkeer had moeten worden naar boven i.p.v. naar beneden zoals nu het geval is).

Het kabinet van de minister van Mobiliteit stelt dat de verlenging van het eenrichtingsverkeer er kwam op vraag van buurtbewoners en in overleg met de gemeenten Ukkel en Vorst om verder te gaan met het circulatieplan.

De schepen van Mobiliteit van Ukkel stelt dat de oorspronkelijke situatie niet kon worden behouden rekening houdend met het circulatieplan dat de gemeente Vorst voor haar grondgebied heeft goedgekeurd; het plan voorziet namelijk in de invoering van eenrichtingsverkeer binnenkort op de Haveskerckelaan (in het verlengde van de Biezenlaan), wat zou leiden tot zeer druk verkeer op de Gatti de Gamondstraat als het oorspronkelijke plan was behouden.

Mijn vragen zijn de volgende:

1. Er wordt gezegd dat de verlenging van het eenrichtingsverkeer in Neerstalle is toegevoegd op vraag van buurtbewoners. Kunt u daar iets meer over zeggen? Welke vraag? Welke buurtbewoners? De minister zegt ook dat deze beslissing genomen is in overleg met de gemeenten Ukkel en Vorst om verder te gaan met het circulatieplan. Kunt u ons meer vertellen over dit overleg? Was er een formele beslissing van het College ter zake? Wat betekent "verder te gaan met het circulatieplan"? Zijn er nieuwe plannen die niet aan ons zijn voorgelegd?
2. Bovendien stelt de Ukkelse schepen van mobiliteit dat de beslissing van Ukkel verband houdt met het komende eenrichtingsverkeer van de Haveskerckelaan, in het verlengde van de Biezenlaan. Kunt u dit bevestigen? In het gemeentelijk mobiliteitsplan dat door de Vorstse meerderheid werd goedgekeurd, is er geen spoor van een dergelijk eenrichtingsverkeer. Is er een mobiliteitsplan 'bis' dat u achterhoudt en waarvan we de maatregelen beetje bij beetje ontdekken? Kunt u ons meer vertellen over dit project?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Esméralada Van Den Bosch : J'ai introduit la présentation en commission la semaine dernière mais tous les conseillers n'étaient pas présents. La coutume veut que les conseillers soient informés des décisions importantes lors d'une commission de sorte que des questions techniques puissent également être posées. Etant donné que le Collège a validé le plan d'action pour apaiser le quartier Neerstalle dans le cadre du contrat local de mobilité fin juin, il ne m'a pas semblé opportun d'organiser une commission mi-juillet. Le Forest info était déjà en préparation suite à la semaine de la mobilité et nous n'avons pas voulu manquer cette occasion d'informer largement le public mais aussi d'être effectifs dans l'utilisation de nos budgets communication. Vous avez eu la présentation du plan d'action en commission la semaine dernière. Je tiens donc à m'excuser pour les délais entre la décision en Collège, la communication et la tenue de la commission, mais j'espère que la présentation a pu clarifier vos questions concernant la mise en sens unique de la portion de l'avenue Haveskercke entre l'avenue Denayer et l'avenue de Kersbeek. Pour info le compte rendu des ateliers citoyens qui ont eu lieu au mois de décembre 2022 sont aussi disponibles sur le site web « quartiers apaisés ». La question sur la chaussée de Neerstalle, ou je suppose l'article dont vous parlez, concerne le dépôt de la demande de permis d'urbanisme déposé par la STIB début juillet pour le réaménagement de la chaussée de Neerstalle qui se trouve sur la partie Ucquoise (entre le carrefour avec la chaussée de Ruisbroek et le carrefour Stalle). Je le précise parce que c'est toujours compliqué de comprendre de quelle type de voirie on parle sans avoir des cartes. Après les ateliers de participation en décembre 2022 et merci encore pour votre présence, nous avons discuté dans le cadre du C1 des options d'interventions pour apaiser le quartier Neerstalle. Plusieurs réunions ont lieu pour discuter d'un plan final entre décembre 2022 et juin 2024. Les 2 communes ont assisté à ces réunions et pour la commune d'Uccle il s'est avéré nécessaire d'organiser une autre soirée citoyenne supplémentaire spécifiquement liée à l'endroit en question. Elle a eu lieu le 14 juin en collaboration avec Bruxelles mobilité et la STIB. Il n'appartient pas au Collège forestois de prendre une décision sur une voirie située sur le territoire d'Uccle mais nous avons été tenus informés des discussions en cours et des décisions prises par Uccle. Bien sûr, dans les différentes étapes qui doivent encore suivre, la commune de Forest a encore la possibilité d'émettre un avis dans le cadre de l'enquête publique sur le tronçon qui va être réaménagé. Néanmoins sur le principe, je suis heureuse de la décision prise pour améliorer la vitesse des trams parce que c'est bénéfique pour les forestois qui prennent les trams 82 et 97. Je veux illustrer cela via la vitesse moyenne des trams entre les arrêts Neerstalle et carrefour Stalle. Cette vitesse moyenne est actuellement de 6 km/h à cause des remontées de files. En heure de pointe cela signifie que l'on marche plus rapidement entre Ruisbroek et Stalle qu'en prenant le tram. Ces performances sont donc très mauvaises donc si nous pouvons rendre le transport public plus attractif à cet endroit-là et pour les forestois ce serait bénéfique aussi.

Réplique :

Marc Loewenstein : La présentation préalable aux conseiller communaux ne doit pas être qu'une coutume, il s'agit là de respect élémentaire des conseillers communaux qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité d'ailleurs.

On parle de concertation, de volonté de citoyens, ça reste malheureusement très abstrait, et c'est souvent un moyen facile pour justifier certains choix sans que l'interlocuteur puisse vérifier la manière dont la concertation a été faite et qui sont et combien sont les riverains qui font telle ou telle demande.

Esmeralda Van den Bosch: Ik heb de presentatie vorige week in de commissie ingeleid, maar niet alle raadsleden waren aanwezig.

Het is gebruikelijk dat raadsleden worden geïnformeerd over belangrijke beslissingen tijdens een commissievergadering, zodat er ook technische vragen kunnen worden gesteld.

Aangezien het College eind juni het actieplan voor een autoluwe Neerstallewijk goedkeurde als onderdeel van het lokale mobiliteitscontract, vond ik het niet opportuun om midden juli een commissie te organiseren.

Forest Info Vorst was al in de maak naar aanleiding van de week van de mobiliteit en we wilden deze kans niet laten voorbijgaan om niet alleen het grote publiek te informeren, maar ook efficiënt te zijn in het gebruik van onze communicatiebudgetten.

Het actieplan is vorige week in de commissie aan u voorgesteld. Ik wil me dan ook verontschuldigen voor de vertraging tussen de beslissing in het College, de communicatie en de commissievergadering, maar ik hoop dat de presentatie uw vragen over het eenrichtingsverkeer voor het gedeelte van de Haveskerckelaan tussen de Denayerlaan en de Kersbeeklaan heeft verduidelijkt.

Ter informatie: het verslag van de burgerateliers van december 2022 zijn ook beschikbaar op de website "autoluwe wijken".

De vraag over de Neerstalsesteenweg, of ik neem aan het artikel waarnaar u verwijst, gaat over de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning die de MIVB begin juli heeft ingediend voor de heraanleg van de Neerstalsesteenweg in Ukkel (tussen het kruispunt met de Ruisbroeksesteenweg en het kruispunt Stalle).

Ik vermeld dit omdat het zonder kaarten altijd moeilijk te begrijpen is over welk type weg we het hebben.

Na de participatieworkshops in december 2022 – nogmaals dank voor jullie aanwezigheid – hebben we in het kader van C1 opties besproken voor ingrepen om de wijk Neerstalle autoluw te maken. Tussen december 2022 en juni 2024 zijn er verschillende bijeenkomsten om een definitief plan te bespreken.

De 2 gemeenten woonden deze bijeenkomsten bij en voor Ukkel bleek het nodig om een extra burgeravond te organiseren specifiek gewijd aan de plek in kwestie. Die vond plaats op 14 juni, in samenwerking met Mobiel Brussel en de MIVB. Het is niet aan het Vorstse College om een beslissing te nemen over een weg op het grondgebied van Ukkel, maar we zijn op de hoogte gehouden van de lopende besprekingen en de beslissingen van Ukkel.

Natuurlijk heeft de gemeente Vorst in de verschillende stadia die nog volgen, nog steeds de mogelijkheid om een advies uit te brengen in het kader van het openbaar onderzoek over het gedeelte dat wordt heraangelegd. Toch ben ik blij met de beslissing om de snelheid van de trams te verbeteren, want het is goed voor de Vorstenaren die tram 82 en 97 nemen. Ik wil dit graag illustreren aan de hand van de gemiddelde snelheid van de tram tussen halte Neerstalle en kruispunt Stalle. Deze gemiddelde snelheid is momenteel 6 km/u door files.

In de spits betekent dit dat je tussen Ruisbroek en Stalle sneller te voet gaat dan met de tram. Als we het openbaar vervoer daar aantrekkelijker kunnen maken, zou dat ook gunstig zijn voor de Vorstenaren.

Repliek:

Marc Loewenstein: De presentatie vooraf aan de gemeenteraadsleden moet niet alleen een gewoonte zijn, het is een kwestie van elementair respect voor de raadsleden, of ze nu in de oppositie zitten of in de meerderheid.

We hebben het over raadpleging en de wensen van de burgers, maar helaas blijft dat erg abstract en is het vaak een gemakkelijke manier om bepaalde keuzes te rechtvaardigen zonder dat de gesprekspartner kan nagaan hoe de raadpleging is verlopen en wie en hoeveel buurtbewoners deze of die vraag stellen.

1 annexe / 1 bijlage

72 **Interpellation concernant la sécurité avenue Jupiter (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).**

Lors de la réunion du Conseil communal du 8 juillet 2022, voilà un peu plus d'un an, je relayais les préoccupations légitimes des habitants de l'avenue Jupiter et plus particulièrement de ceux vivant dans les immeubles à appartements situés à côté du Match. Il s'agissait alors de problèmes importants et récurrents de salubrité et de sécurité.

Aujourd'hui, même si les travaux sont terminés et la voirie rouverte à la circulation, les riverains continuent à subir des nuisances. Quant aux réponses de la commune et de la police, elles sont soit absentes, soit insatisfaisantes.

Après avoir subi une vague de cambriolages et de vandalisme dans leurs caves et garages – et il y a là un air de déjà-vu... je pense notamment aux habitants de la rue Jean-Baptiste Baeck –, les habitants du 191 Jupiter sont aujourd'hui confrontés quotidiennement à la présence de bandes de jeunes qui squattent l'entrée de leur immeuble et les alentours, parlent fort, crient, insultent, intimident les riverains qui souhaitent plus de calme, qui mette la musique à fond dans leur véhicule. Certains s'adonnent à des rodéos en scooter, tandis que d'autres dealent.

Les riverains ont prévenu la police qui est venue à plusieurs reprises mais sans effets. Ils vous ont également écrit, Madame la Bourgmestre. Ils sont inquiets, démunis et attendent légitimement une réponse de la part des autorités publiques.

Des actions peuvent être menées à plusieurs niveaux. D'où ma question adressée au Conseil communal, à la bourgmestre, chef de la police et garante de la sécurité et de la tranquillité publique sur son territoire.

Ma question est simple : quelles sont les réponses et actions concrètes mises en place pour éradiquer cette situation et venir en soutien des riverains de l'avenue Jupiter ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Interpellatie over de veiligheid in de Jupiterlaan (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid).

Tijdens de gemeenteraadsvergadering van 8 juli 2022, iets meer dan een jaar geleden, heb ik de legitieme zorgen van de bewoners van de Jupiterlaan, en meer in het bijzonder van de bewoners van de flatgebouwen naast de Match, aangekaart. Het ging toen om aanzienlijk en steeds terugkerende salubriteits- en veiligheidsproblemen.

Ook nu de werkzaamheden zijn afgerond en de weg weer open is voor verkeer, hebben de omwonenden nog steeds te lijden onder overlast. De gemeente en de politie reageren niet of onvoldoende.

Na een golf van inbraken en vandalisme in hun kelders en garages – met een gevoel van déjà vu ... ik denk in het bijzonder aan de bewoners van de Jean-Baptiste Baeckstraat – worden de bewoners van Jupiterlaan 191 nu dagelijks geconfronteerd met bendes jongeren aan de ingang van hun gebouw, die er lawaai maken, buurtbewoners die meer rust vragen beledigen en intimideren, en luide muziek draaien in hun auto's. Sommigen houden rodeo's op scooters, terwijl anderen dealen.

De buurtbewoners hebben de politie gewaarschuwd, die verschillende keren is gekomen ... maar zonder resultaat. Ze hebben ook u aangeschreven, mevrouw de burgemeester. Ze zijn ongerust en machteloos, en wachten terecht op een reactie van de overheid.

Er kan op verschillende niveaus actie worden ondernomen. Vandaar mijn vraag aan de gemeenteraad, aan de burgemeester, die aan het hoofd staat van de politie en garant staat voor de openbare veiligheid en de vrede op dit grondgebied.

Mijn vraag is eenvoudig: welke concrete antwoorden en acties worden er ondernomen om deze problemen aan te pakken en de bewoners van de Jupiterlaan te steunen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Cédric Pierre de Permentier : J'ai également été interpellé par les citoyens du quartier Jupiter concernant une vague de cambriolages et de vandalismes ainsi que des bandes urbaines qui traînent dans ce quartier et sèment un certain malaise et des troubles de voisinages. Plusieurs habitants font état d'apparition de dealers et témoignent d'une certaine détérioration de leur qualité de vie. Ce n'est pas lié qu'à ce quartier-là, comme cela a été évoqué. Nous nous étions déjà inquiété de l'évolution dans le quartier J.B Baeck et de ce phénomène de généralisation dans plusieurs quartiers de notre commune et ce, sans que les choses ne paraissent s'améliorer. Pourriez-vous nous indiquer les initiatives que vous mettez en œuvre avec vos services pour assurer une tranquillité publique dans le quartier ? Vous êtes informée de ces éléments puisque l'on vous a écrit. Quelles initiatives avez-vous mis en œuvre pour mettre fin à ces nuisances ? Ne serait-il pas opportun de réfléchir à la mise en place d'un PLP ou d'un MMM dans un quartier qui est soumis à des changements considérables depuis la restauration de la ligne de tram ? Merci pour vos réponses.

Mariam El Hamidine : Effectivement nous avons bien entendu et reçu les craintes de plusieurs habitants. Il y a eu des travaux au niveau de la STIB à cet endroit-là jusqu'à la place Albert. Ces derniers ont imposé des déviations comme vous avez pu vous en rendre compte et ça a eu un impact négatif sur le déploiement du contrôle social et sur l'organisation des services publics. Nous avons rencontré les riverains. Suite à ce signalement les services de la prévention et

de la sécurité ont déployé une vigilance spécifique à cet endroit et ont eux-mêmes rencontré les habitants victimes et inquiets. Cela nous a permis de cibler des solutions affinées en fonction des heures d'occupation de ces espaces qui insécurisent les habitants. L'apparition de dealers comme vous le dites n'est malheureusement pas récente. C'est un phénomène de criminalité qui se déplace et se renouvelle chaque jour. Ces protagonistes, ces méthodes et ces lieux de vente sont un sujet qui nous préoccupe très fort. Qui préoccupe d'ailleurs tous les Bourgmestres. Les dealers renouvellent leur façon de faire. Quand la Police a réagi d'une certaine façon ils changent de méthode. C'est donc très difficile pour les communes et je pense qu'il faut trouver des solutions à d'autres niveaux pour aider les communes. Les gardiens de la paix sont assez présents et ils en font rapport à l'échevine et à leur coordinateur. Il y a eu une antenne Lisa qui a ouvert dans le quartier et cette dernière permet une cohérence entre les différentes actions. Elle permet aussi une présence visible dans le quartier. Quant au programme MMM à Saint-Antoine il touche à sa fin et il va y avoir une évaluation de celui-ci par la suite et réfléchir à en mettre un autre sur pied dans un autre quartier en fonction de l'évaluation qui sera faite. En tout état de cause les quartiers Jupiter, Albert, Marconi, figurent d'ores et déjà sur les plans d'opérations internes revus de semaine en semaine avec la Police et ce, pas plus tard que lundi.

Répliques : Marc Loewenstein : Les services de la prévention se sont rendus sur place mais ils ne se rendent sur place qu'en journée. Or, les nuisances ont lieu le soir... Ne peut-on pas adapter leurs tournées pour être davantage présents aux heures problématiques ? Quant à l'antenne LISA, elle n'est aussi ouverte qu'en journée... Ca ne règle pas le problème. Je suis inquiet de la situation parce-que les réponses apportées ne me rassurent pas et ne rassureront sans doute pas les habitants.

Cédric Pierre De Permentier : J'ai également le même soucis et même si il n'est pas propre à ce seul quartier, il semble banalisé alors que je pense que des mesures existent néanmoins. Au niveau de la prévention je pense aussi qu'il y a des questions d'horaires qui peuvent être discutés et il y a une réelle réflexion à mener. En ce qui concerne strictement le dispositif policier, je pense Madame la Bourgmestre qu'il y peut-être la possibilité d'agir avec de la vidéo surveillance. Notamment pour identifier les dealers, leur véhicule et assurer un suivi par rapport à cela. Je sais que nous ne sommes pas très friands de caméras à Forest mais il y a peut-être une réflexion à mener en concertation avec la zone de Police, pour voir si la vidéo surveillance a permis dans d'autres endroits d'éradiquer le trafic de drogue qui est présent. C'est une suggestion.

Face à l'absence de mesures actuelles je ne pense pas que cela soit une mauvaise idée.

Fatima El Omari : Par rapport aux horaires des gardiens de la Paix, nous y travaillons avec Madame la Bourgmestre et Monsieur Mugabo afin de voir ce qu'il est possible de faire pour modifier ceux-ci et pour qu'ils travaillent plus tard. Pour le PLP mon groupe et moi ne sommes pas pour et vous aurez ma réponse à cette question qui revient à chaque fois. Le MMM oui.

Par rapport à LISA il y en effet des horaires qui sont fixes et nous verrons aussi par rapport aux horaires des gardiens de la Paix. Si ces derniers travaillent plus tard, la LISA pourra aussi être ouverte plus tard.

Cédric Pierre-De Permentier: Bewoners van de Jupiterwijk hebben contact met mij opgenomen over een golf van inbraken en vandalisme, en over stadsbendes die in de buurt rondhangen en er onrust en onveiligheid teweegbrengen.

Een aantal bewoners maakt melding van drugsdealers en een zekere verslechtering van hun levenskwaliteit.

Het gaat niet alleen om die wijk, zoals al werd gesteld. Wij hadden al eerder onze bezorgdheid geuit over de evolutie in de J.B. Baeckwijk en over het feit dat dit fenomeen zich uitbreidt naar verschillende Vorstse wijken, zonder enige merkbare verbetering.

Kunt u ons vertellen welke initiatieven u en uw diensten nemen om de openbare rust in de wijk te waarborgen? U weet hier alles van, want we hebben u geschreven.

Welke initiatieven heeft u genomen om een einde te maken aan deze overlast?

Zou het geen goed idee zijn om na te denken over de creatie van een BIN of een MMM voor een wijk die sinds het herstel van de tramlijn sterk veranderd is? Dank voor uw antwoorden.

Mariam El Hamidine: We hebben geluisterd naar de bezorgdheid van een aantal Vorstenaren. De MIVB heeft in deze wijk werken uitgevoerd tot aan het Albertplein. Die omleidingen hebben een negatieve impact gehad op de sociale controle en de organisatie van openbare diensten.

We spraken met de buurtbewoners. Daarna stelden de diensten Preventie en Veiligheid zich extra waakzaam op in deze wijk en hadden zij zelf ook overleg met slachtoffers en ongeruste buurtbewoners.

Zo konden wij gerichte oplossingen vinden op basis van de bezettingstijd van deze ruimten, die een bron van onveiligheid blijken voor de omwonenden.

De aanwezigheid van dealers, zoals u zegt, is helaas geen recent fenomeen. Het toont dat criminaliteit zich dagelijks verplaatst en vernieuwt.

Deze bendes, hun methodes en verkoopplaatsen baren ons grote zorgen. Het is een bron van zorgen voor alle burgemeesters.

Dealers veranderen hun aanpak. Als de politie eenmaal op een bepaalde manier heeft gereageerd, veranderen ze hun methoden. Het is dus erg moeilijk voor de gemeenten en ik denk dat we op andere niveaus oplossingen moeten vinden om de gemeenten te helpen.

De gemeenschapswachten zijn redelijk aanwezig en ze rapporteren aan de schepen en hun coördinator. Er is een Lisa-eenheid geopend in de wijk en dat helpt om de coherentie tussen de verschillende initiatieven te waarborgen. Het zorgt ook voor zichtbare aanwezigheid in de wijk.

Het MMM-programma in Sint-Antonius loopt ten einde en zal achteraf geëvalueerd worden. Afhankelijk daarvan zullen we nadenken over het opzetten van een ander programma in een andere wijk.

In ieder geval staan de Jupiter-, Albert- en Marconi-wijken al op de interne operatieplannen die wekelijks met de politie worden doorgenomen en dit gebeurt maandag al.

Replieken:

Marc Loewenstein: De preventiediensten zijn ter plaatse geweest, maar zij komen er alleen overdag. Kunnen zij hun rondes niet aanpassen zodat ze meer aanwezig zijn op probleemmomenten?

De LISA-antenne is ook alleen overdag open. Dat lost het probleem niet op.

Ik maak me zorgen, omdat de gegeven antwoorden me niet geruststellen en de bewoners waarschijnlijk ook niet.

Cédric Pierre-De Permentier: Ik maak me ook zorgen en ook al is het niet specifiek voor die ene

wijk, het lijkt dagelijkse kost, terwijl er maatregelen worden genomen.

Wat preventie betreft, denk ik ook dat er echt nagedacht moet worden over de uurregelingen en dergelijke.

Wat het politietoezicht betreft, denk ik, mevrouw de burgemeester, dat er misschien met videobewaking gewerkt kan worden.

Met name om drugsdealers en hun voertuigen te identificeren en hier follow-up aan te geven.

Ik weet dat we niet erg happig zijn op camera's in Vorst, maar het is iets om over na te denken, in overleg met de politiezone, om te zien of videobewaking elders heeft geholpen om drugshandel uit te roeien.

Dat is een suggestie.

Gezien het huidige gebrek aan maatregelen lijkt het me geen slecht idee.

Fatima El Omari: We werken samen met mevrouw de burgemeester en de heer Mugabo om te kijken wat er gedaan kan worden om de werktijden van de gemeenschapswachten te veranderen, zodat ze later kunnen werken.

Wat het BIN betreft: mijn fractie en ik zijn daar geen voorstanders van en u krijgt mijn antwoord op deze vraag, die telkens terugkomt. De MMM wel.

Wat LISA betreft, zijn er inderdaad vaste uurregelingen en we zullen ook kijken naar de werktijden van de gemeenschapswachten. Als zij later werken, zou de LISA-antenne ook later open kunnen zijn.

1 annexe / 1 bijlage

73 **Question orale relative à la sécurité dans le quartier Jupiter (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

J'ai été interpellé par plusieurs habitants du quartier Jupiter concernant une vague de cambriolages et de vandalisme, ainsi que des bandes urbaines qui trainent dans le quartier semant un certain malaise et des troubles parmi les voisinage. Plusieurs habitants font état d'apparition de dealers dans le quartier.

Pourriez-vous nous indiquer les initiatives mises en œuvre par vos services pour assurer une tranquillité publique dans le quartier ?

Êtes-vous informée de ces événements ? Quelles initiatives avez-vous mises en œuvre pour mettre fin à ces nuisances ?

Ne serait-il pas opportun de réfléchir à l'élaboration d'un PLP ou d'un MMM dans le quartier qui est soumis à des changements considérables depuis la restauration de la ligne de tram.

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de veiligheid in de Jupiterwijk (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Een aantal bewoners van de Jupiterwijk hebben contact met mij opgenomen over een golf van inbraken en vandalisme en over stadsbendes die in de buurt rondhangen en er een zekere onrust en onveiligheid teweegbrengen. Verschillende bewoners hebben melding gemaakt van dealers in de buurt.

Kunt u ons vertellen welke initiatieven uw diensten hebben genomen om de rust in de wijk te waarborgen?

Bent u op de hoogte van deze gebeurtenissen? Welke initiatieven heeft u genomen om een einde te maken aan deze overlast?

Zou het geen goed idee zijn om na te denken over de creatie van een BIN of een MMM voor de wijk, die sinds het herstel van de tramlijn sterk is veranderd?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.
Cédric Pierre-De Permentier

2 annexes / 2 bijlagen

Evelyne Huytebroeck quitte la séance / verlaat de zitting.

74 **Question orale relative au séisme au Maroc (à la demande de Monsieur Al Masude, conseiller communal)**

Bonjour Me Moens,

Est-ce que la commune de Forest veut faire quelque chose de concret pour aider le peuple marocain touché par le séisme afin de partager la peine des victimes et montrer notre solidarité

Comment notre commune peut encourager des actions concrètes et sur quelle ligne budgétaire et avec qui ? (collaboration avec des associations locales marocaine, avec l'union bruxelloises des villes et des communes ?)

Est-ce que la commune de Forest est doté d'un échevinat de la coopération international sinon pourrait on étudier la question afin d'initier un projet que l'on pourrait soutenir ?

Mustapha Al Masude

Mondelinge vraag over de aardbeving in Marokko (op vraag van de heer Al Masude, gemeenteraadslid)

Geachte mevrouw Moens,

Wil de gemeente Vorst iets concreets doen om de door de aardbeving getroffen Marokkaanse bevolking te helpen, om het leed van de slachtoffers te helpen dragen en onze solidariteit te tonen? Hoe kan onze gemeente concrete acties aanmoedigen, via welke begrotingslijn en met wie? (samenwerking met lokale Marokkaanse verenigingen, met de Brusselse Vereniging van Steden en Gemeenten, ...)

Beschikt de gemeente Vorst over een schepen voor internationale samenwerking? Zo niet, kunnen we de kwestie bekijken om een project op te starten dat we kunnen steunen?

Mustapha Al Masude

Mariam El Hamidine : Effectivement le séisme qui a ravagé le Maroc dans la nuit du 8 au 9 septembre a coûté la vie à près de 3000 personnes et blessé plus de 5500. Les zones les plus fortement touchées sont habitées par près de 2 million de personnes dont plus d'un quart sont des enfants. Ce sont environ 50.000 habitations qui ont été détruites. C'est aussi le patrimoine et les infrastructures publiques qui ont été détruites. On compte plus de 500 écoles. Vous me demandez comment notre commune peut encourager des actions concrètes et si elle étudie la possibilité d'initier un projet ? Des actions ont été prises dans les jours qui ont suivi la catastrophe. A Forest nous voulons manifester notre solidarité, nos liens de cœur avec ce pays et ses habitants de la manière la plus respectueuse, des besoins des rythmes de l'aide d'urgence et de la reconstruction. C'est pourquoi nous relayons les appels aux dons des ONG reconnues et présentent sur le terrain qui sont celles qui sont le mieux à même de mesurer les priorités et qui s'assurent de l'utilité des dons envoyés. Je vous invite également à relayer leur appel. Pour nous c'est la meilleure façon de procéder. Je tiens également à manifester mon soutien, comme Madame la Présidente au peuple libyen et à la ville de Derna qui a été dévastée par la tempête Daniel. Ce sont 10.000 personnes qui sont portées disparues actuellement. La multiplication et l'intensification de catastrophes naturelles, certaines ayant un lien de causalité avec le dérèglement climatique et l'activité humaine, ne laisse personne indifférent.

Réplique de Monsieur Al Masude : Je voulais juste ajouter qu'on pourrait peut-être se doter d'un acheminement de la coopération internationale. Il y a eu, mais il peut y avoir peut-être aussi d'autres catastrophes dans d'autres pays.

Mariam El Hamidine: De aardbeving in Marokko in de nacht van 8 op 9 september kostte aan bijna 3.000 mensen het leven en er vielen meer dan 5.500 gewonden.

Bijna 2 miljoen mensen leven in de zwaarst getroffen gebieden, waarvan meer dan een kwart kinderen. Ongeveer 50.000 huizen werden verwoest.

Ook openbare infrastructuur en erfgoed is verwoest. Meer dan 500 scholen zijn onbruikbaar.

U vraagt me hoe onze gemeente concrete actie kan bevorderen en of ze overweegt om projecten op te starten?

In de dagen na de ramp is er actie ondernomen.

In Vorst willen we onze solidariteit, onze oprechte verbondenheid met dit land en zijn bevolking tonen op een manier die rekening houdt met hun behoeften en met het tempo van de noodhulp en de wederopbouw.

Daarom sturen wij de oproepen voor donaties door van erkende ngo's ter plaatse, die de prioriteiten het best kunnen beoordelen en ervoor kunnen zorgen dat de donaties goed benut worden. Ik nodig jullie ook uit om hun oproep door te geven.

Voor ons is dit de beste manier om te werk te gaan.

Net als mevrouw de voorzitter wil ik ook mijn steun betuigen aan het Libische volk en de stad

Derna, die verwoest is door storm Daniel. Ongeveer 10.000 mensen worden momenteel vermist. De toename van het aantal en de intensiteit van natuurrampen, waarvan sommige een oorzakelijk verband hebben met klimaatverandering en menselijke activiteit, laat niemand onverschillig.

Repliek van de heer Al Masude: Ik wil enkel toevoegen dat we de internationale samenwerking misschien kunnen kanaliseren. Er kunnen zich immers nog andere rampen in andere landen voordoen.

1 annexe / 1 bijlage

75 **Question orale relative au projet de modification des redevances pour l'occupation des salles de sport (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Il y a plusieurs mois, à l'initiative de l'Echevin des Sports, une commission relative à la tarification des redevances pour l'occupation des salles de sports a été organisée. Dans un élan de transparence, l'Echevin a abordé sans détours l'état des finances communales et la nécessité de disposer de moyens supplémentaires, il évoquait également les tarifs assez avantageux proposés par les salles de sports forestoises. Une grille des tarifications actuelle et proposées nous a été présentée à cette occasion.

Il ressortait des propositions de l'Echevin qu'il y avait lieu de réfléchir à une tarification plus élevée à l'égard des Forestois et des non-Forestois. Les augmentations proposées allaient d'un minimum de 25% à un maximum de 60% du prix actuel. A titre d'exemple, je cite ici certaines des modifications proposées par l'Echevin :

Si on prend le complexe sportif du Bempt, actuellement un adulte Forestois paie 25 euros, la contribution passerait de minimum 31,25€ à un maximum de 40€, pour un non-Forestois, ces montants sont doublés, on atteint donc 80€. Un jeune paye actuellement 15€, il pourrait payer jusqu'à 24€ pour occuper la salle occasionnellement.

Au final, les projections de l'Echevin des Sports et des Finances permettaient de faire grimper les recettes des locations de salles de sports à un montant compris entre près de 82.000 euros et un maximum de 104.000 euros, contre 65.000 euros actuellement. C'est donc un projet assez important pour les personnes qui fréquentent ces espaces mais aussi pour les finances communales.

Nous sommes sans nouvelles de ce dossier depuis un long moment, et je souhaite revenir sur celui-ci afin de disposer des dernières propositions de l'Echevin en la matière.

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de voorgestelde wijziging van de retributies voor het gebruik van de sportinfrastructuur (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)
(Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Enkele maanden geleden werd op initiatief van de schepen van sport een commissie opgericht om de tarieven voor het gebruik van de sportzalen te bespreken. In een geest van transparantie sprak de

schepen openhartig over de toestand van de gemeentefinanciën en de behoefte aan extra middelen. Hij vermeldde ook de vrij voordelige tarieven die de Vorstse sportzalen aanbieden. Toen werd er een lijst met de huidige en de voorgestelde tarieven gepresenteerd.

Uit de voorstellen van de schepen bleek dat er hogere tarieven voor Vorstenaren en niet-Vorstenaren overwogen werden. De voorgestelde verhogingen varieerden van minimaal 25% tot maximaal 60% van de huidige prijs. Bij wijze van voorbeeld volgen hier enkele van de veranderingen die de schepen voorstelde:

Als we het sportcomplex van de Bempt nemen, betaalt een volwassene uit Vorst nu 25 euro, maar die bijdrage zou stijgen van minimaal 31,25 euro tot maximaal 40 euro, voor een niet-Vorstenaar worden deze bedragen verdubbeld, dus komen we op 80 euro. Een jongere betaalt momenteel 15 euro en zou tot 24 euro kunnen betalen om de zaal occasioneel te gebruiken.

Uiteindelijk leidden de prognoses van de schepen van sport en financiën ertoe dat de inkomsten uit de verhuur van sportzalen zouden kunnen stijgen tot tussen de 82.000 euro en maximaal 104.000 euro, vergeleken met de huidige 65.000 euro. Dit is dus belangrijk voor de mensen die deze faciliteiten gebruiken, maar ook voor de gemeentefinanciën.

We hebben al lang geen nieuws meer gehad over dit dossier en ik wil er graag op terugkomen om de laatste voorstellen van de schepen te krijgen.

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

Réponse Monsieur Quartassi : En commission je vous avais fait une présentation des projections possibles par rapport aux occupations. Il y avait des tableaux avec certains pourcentages, 30, 40, etc...Lors de la commission, si vous vous en souvenez, Monsieur Van Vlasselaer m'avait posé des questions concernant les dépenses énergétiques dans les différentes infrastructures et auxquelles il fallait tenir compte. Nous avons essayé d'avoir les résultats par rapport à ces dépenses. C'est assez complexe puisque le service qui s'en occupe (le service de facturation), débordé par d'autres tâches ne peut se permettre d'aller extrapoler les différentes rubriques concernant les différentes salles. Ceci parce qu'il y a dans ces facturations des sommes qui ne correspondent pas à ce qui est réellement consommé par cette dite salle. Il y a d'autres considérations. En faisant un petit peu de recherches par la suite on s'est quand même rendu compte qu'on avait déjà indexé la tarification le 17 novembre 2020. Nous l'avions majoré d'à peu près 25% en plus par rapport aux occupations. Donc ce n'est plus les 82.000€ à atteindre, ils sont déjà atteints, nous sommes aujourd'hui à environ 84.184€. C'est donc une augmentation sensible de 65.000 à 84.000€. Une belle augmentation.

Il ne faut pas oublier non plus que si nous devons actuellement réaugmenter une 2^{ème} fois nous mettrions alors les clubs en difficulté. Il y en a beaucoup qui arrêteraient la pratique du sport et les personnes lésées seraient les enfants et d'autres personnes. Si nous décidons un jour d'augmenter il faudra évidemment compenser cette augmentation par des subsides équivalents à l'instar des autres communes qui octroient jusqu'à 50% de subsides par rapport à la facture. Exemple : si le club doit payer 14.000€ pour l'année il recevra 7000€ de subsides. C'est quelque chose sur laquelle on s'est penché pour avoir une projection et rester cohérent avec ce qu'on fait. Soit nous promovons le sport en faveur des enfants et d'autres, soit on le supprime en augmentant les tarifications de cette manière.

Cédric De Permentier : C'est une réponse satisfaisante et beaucoup seront contents d'apprendre qu'on augmentera pas la tarification au cours de cette législature. La réponse reste juste un peu

évasive sur les projets à plus long terme. On peut cependant se réjouir de ce sursit, même si la situation financière de la commune reste préoccupante.

Antwoord van de heer Quartassi: In de commissie heb ik u een presentatie gegeven van mogelijke prognoses ten opzichte van de bezettingsgraad. Er waren tabellen met bepaalde percentages: 30, 40, ...

Tijdens de commissievergadering stelde de heer Van Vlasselaer mij vragen over de energiekosten in de verschillende infrastructuren, waarmee rekening moest worden gehouden. We hebben geprobeerd de resultaten te krijgen met betrekking tot deze uitgaven. Het is vrij complex omdat de verantwoordelijke dienst (de dienst Facturatie) het te druk heeft met andere taken om de verschillende rubrieken voor de verschillende lokalen te extrapoleren. Dit komt omdat er op de facturen bedragen staan die niet overeenkomen met het werkelijke verbruik van het lokaal in kwestie.

Er zijn nog andere bedenkingen.

Toen we wat onderzoek deden, stelden we vast dat de tarieven op 17 november 2020 al geïndexeerd waren. We hadden het met ongeveer 25% verhoogd in verhouding tot de bezettingsgraad. Dus het is niet langer 82.000 euro dat we moeten halen, want die hebben we al gehaald; vandaag is het 84.184 euro. Dit betekent een aanzienlijke stijging van 65.000 naar 84.000 euro. Een behoorlijke verhoging.

En we mogen niet vergeten dat we de clubs in moeilijkheden zouden brengen als we het bedrag een tweede keer verhogen. Velen van hen zouden stoppen met sporten en vooral kinderen zouden daaronder lijden.

Als we op een dag besluiten om de tarieven te verhogen, moeten we deze stijging natuurlijk compenseren met vergelijkbare subsidies, zoals andere gemeenten doen, die tot 50% subsidie geven ten opzichte van de factuur.

Als de club bijvoorbeeld 14.000 euro moet betalen voor het jaar, ontvangen ze 7.000 euro aan subsidies. Dat hebben we onder de loep genomen om een projectie te hebben en consistent te blijven met wat we doen. Ofwel promoten we sport voor kinderen en anderen, ofwel schaffen we het af door de tarieven op deze manier te verhogen.

Cédric Pierre-De Permentier: Dat is een bevredigend antwoord en veel mensen zullen blij zijn te horen dat we de tarieven deze zittingsperiode niet verhogen. Het antwoord is alleen een beetje ontwijkend aangaande de plannen op langere termijn. We kunnen wel alvast blij zijn met dit uitstel, ook al blijft de financiële situatie van de gemeente zorgwekkend.

2 annexes / 2 bijlagen

Mustapha Al Masude quitte la séance / verlaat de zitting.

76 **Question orale relative à l'activation du « Plan Hiver » fédéral et à son implantation sur le territoire communal (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Le Gouvernement fédéral planche actuellement sur l'élaboration du « Plan Hiver », lequel prévoit la création de 1932 places pour l'accueil des demandeurs d'asile et des migrants réparties sur 19 sites qui s'ouvriraient selon un planning réparti de septembre 2023 à mars 2024, en plus des 34.000 places d'accueil collectifs et individuels existantes.

La proportion de places créées sur Bruxelles est importante avec 647 places sur 1932 projetées et en plus 500 places d'abris d'urgence pendant les périodes de gel. Vu sa population, Bruxelles devrait représenter 10 à 15 % des places d'accueil, mais la proportion atteint 30 % pour Bruxelles, 40 % en Flandre et 30 % en Wallonie. Le nombre de places d'accueil d'urgence à Bruxelles est disproportionné. Il y a clairement une surreprésentation.

Ce constat posé par le Ministre David Clarinval (MR) dans La Libre, est encore plus vrai pour ce qui concerne notre commune de Forest. En effet, à eux seuls, les centres de Forest et d'Ixelles sont censés offrir 627 places supplémentaires – 407 à Ixelles et 220 à Forest – auxquelles il faut ajouter 12 nouvelles places à Laeken, 35 à Bordet et 13 à Schaerbeek. En d'autres termes, 687 des 1 932 nouvelles places seront localisées dans la capitale, dont un tiers pour notre commune, qui n'est ni la plus grande, ni la plus riche.

On peut s'interroger sur cette répartition très lourde pour notre commune. Schaerbeek accueillera 13 migrants pour 131.000 habitants, Ixelles, 407 pour 88.000 habitants, et Forest 220 pour 57.000 habitants, l'écart est considérable. Il s'avère que le démarrage des sites de Forest et d'Ixelles a été confirmé et communiqué à l'administration locale.

Forest est une commune hospitalière et elle est proactive en la matière. Cependant, il faut mesurer l'intégration d'un nombre important de personnes sans papiers ou réfugiés sur le territoire d'une commune de taille moyenne comme la nôtre. Il est interpellant de constater que peu de communes bruxelloises sont parties dans cette répartition. Forest ne doit pas assumer cette répartition déséquilibrée et l'absence de stratégie relative à l'accueil sur le territoire régional.

Nous connaissons tous les difficultés budgétaires de la commune et du CPAS, ainsi que la charge de travail importante des services communaux et du CPAS. Lesquels ont déjà été mis à rude épreuve dans la crise ukrainienne, tout comme dans la gestion des sans-papiers et réfugiés déjà présents sur le territoire communal, et pour la lutte contre le sans-abrisme.

En outre, il est impossible d'aborder cette question sans avoir égard à la présence de la gare du Midi qui accueille déjà de nombreuses personnes en situation de précarité ou en situation irrégulière. Actuellement, nos services de police sont déjà sous tension et les chiffres de l'opération coup de poing à la gare du Midi témoignent de la spécificité et de la difficulté du quartier et du public qui le fréquente.

1° Pourriez-vous nous préciser le contexte dans lequel cette décision a été prise par le Collège communal ? Avez-vous formulé des remarques sur cette répartition auprès de la Secrétaire d'Etat ?

2° Cette répartition a-t-elle été débattue au sein du Collège des Bourgmestres ? Le cas échéant, pour quelle raison ne sollicitez-vous pas un effort collectif auprès de vos collègues ?

3° Pourriez-vous nous préciser la capacité d'accueil de la commune de Forest ? Avez-vous reçu des moyens spécifiques du Fédéral pour cet accueil ?

4° Pourriez-vous nous indiquer où seront accueillis ces personnes ? Les conditions de salubrité seront-elles vérifiées ?

a. **Le SIAMU a-t-il rendu un avis ?**

b. **Enfin, pourriez-vous m'indiquer si les services de la zone de police ont été consultés préalablement à cette décision ?**

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de activering van het federale ‘Winterplan’ en de uitvoering ervan op het gemeentelijk grondgebied (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

De federale regering werkt momenteel aan het “Winterplan”, dat voorziet in de creatie van 1.932 opvangplaatsen voor asielzoekers en migranten verspreid over 19 sites die volgens een planning van september 2023 tot maart 2024 zouden worden geopend, bovenop de 34.000 bestaande collectieve en individuele opvangplaatsen.

Het aandeel van de gecreëerde plaatsen in Brussel is aanzienlijk, met 647 plaatsen van de geplande 1.932, plus 500 noodopvangplaatsen tijdens vorstperiodes. Gezien zijn bevolking zou Brussel 10 tot 15% van de opvangplaatsen voor zijn rekening moeten nemen, maar het aandeel stijgt tot 30% in Brussel, 40% in Vlaanderen en 30% in Wallonië. Het aantal noodopvangplaatsen in Brussel is buiten proportie. Er is duidelijk een oververtegenwoordiging.

Deze vaststelling van minister David Clarinval (MR) in La Libre geldt nog meer voor onze gemeente Vorst. Alleen al de centra van Vorst en Elsene zouden 627 extra plaatsen moeten bieden - 407 in Elsene en 220 in Vorst - en daar komen nog eens 12 nieuwe plaatsen bij in Laken, 35 in Bordet en 13 in Schaarbeek. Met andere woorden, 687 van de 1.932 nieuwe plaatsen worden in de hoofdstad gevestigd, waarvan een derde in onze gemeente, die noch de grootste noch de rijkste is.

Wij zijn verwonderd over deze zeer zware verdeling voor onze gemeente. Schaarbeek zal 13 migranten ontvangen voor 131.000 inwoners, Elsene 407 voor 88.000 inwoners en Vorst 220 voor 57.000 inwoners: een aanzienlijk verschil. Intussen blijkt de opstart van de sites van Vorst en Elsene bevestigd en megedeeld aan het gemeentebestuur.

Vorst is een gastvrije gemeente en is proactief op dit gebied. Toch is de integratie van een groot aantal mensen zonder papieren en vluchtelingen in een middelgrote gemeente als de onze niet evident. Het is frappant dat weinig Brusselse gemeenten betrokken zijn bij deze verdeling. Vorst mag niet het slachtoffer worden van deze onevenwichtige verdeling en het gebrek aan een strategie voor de opvang van vluchtelingen in het Gewest.

We zijn ons allemaal bewust van de budgettaire moeilijkheden waarmee de gemeente en het OCMW te kampen hebben, en van de zware werklast van de diensten van gemeente en OCMW. Deze diensten zijn al zwaar op de proef gesteld door de Oekraïense crisis, maar ook door de kwesties van mensen zonder papieren en vluchtelingen die al op het gemeentelijk grondgebied aanwezig zijn, en de strijd tegen dakloosheid.

Bovendien is het onmogelijk om dit probleem te behandelen zonder rekening te houden met de toestand van het Zuidstation, waar al veel mensen in preciaire of illegale situaties verblijven. Op dit moment staan onze politiediensten al onder druk en de cijfers van de actie in het Zuidstation tonen de eigenheid en de moeilijkheden van de wijk en het publiek daar.

1° Kunt u uitleggen in welke context deze beslissing van de gemeenteraad werd genomen? Hebt u over deze verdeling opmerkingen gemaakt aan de staatssecretaris?

2° Werd de verdeling besproken binnen de Conferentie van Burgemeesters? Zo ja, waarom vraagt u uw collega's niet om een collectieve inspanning te leveren?

3° Kunt u details geven over de opvangcapaciteit van de gemeente Vorst? Hebt u hiervoor specifieke middelen ontvangen van de federale overheid?

4° Kunt u ons zeggen waar deze mensen zullen worden ondergebracht? Worden de sanitaire omstandigheden geverifieerd?

a. Heeft de DBDMH een advies uitgebracht?

b. Tot slot, kunt u mij zeggen of de diensten van de politiezone geraadpleegd werden vóór deze beslissing?

Cédric Pierre-De Permentier

Mariam El Hamidine : En effet, et vous le savez d'ailleurs, nous avons été contactés par la Secrétaire d'état à l'asile et à l'immigration le 11 septembre dernier par téléphone. Ceci en vue de nous informer que les discussions étaient en cours entre un propriétaire privé d'un immeuble à Forest et FEDASIL pour la création de 220 places d'accueil. Famille avec enfants principalement. Nous sommes effectivement engagés comme commune hospitalière et n'avons pas à rougir de l'accueil et de la solidarité pour plusieurs publics spécifiques. Au vu de la répartition au niveau fédéral et régional nous avons effectivement la même lecture d'une mise à contribution exceptionnelle d'Ixelles et de Forest. J'imagine, comme nous, que vous avez pu relayer ces informations auprès des représentants de votre famille politique et qu'un plan de répartition équilibré sera unanimement soutenu. Au sujet de l'accueil à Forest, nous en avons discuté évidemment en Collège, et avons adressé la semaine dernière un courrier à Madame Demoor en demandant des garanties qui doivent permettre d'accueillir dignement ces personnes et de couvrir les nécessaires renforcements de ce service public que cette nouvelle occupation engendrerait. Nous attendons les engagements concrets pour avancer dans les discussions, notamment sur les normes SIAMU. Les services de police et de prévention ont été avisés au cours de nos réunions récurrentes. Cependant, il ne s'agit pas d'une décision de notre chef, vous le savez. C'est un pouvoir public fédéral, ici l'agence FEDASIL, qui contracte avec un opérateur privé qui voit son bien mis en location. Sans en préjuger cela ne devrait poser de problème majeur au vu de l'affectation encore récente de l'hébergement collectif. Forest n'a pas d'opposition de principe si le bâtiment visé rencontre tous les prescrits urbanistiques de salubrité, de sécurité, et que la commune reçoit une intervention financière crédible pour contribuer au service à déployer afin que l'accueil soit digne et humain, et que la Belgique puisse se conformer à la Loi. Ce qui veut dire dans ce cas, aux traités internationaux les plus élémentaires de protection des êtres humains qui cherchent refuge. Nous y travaillons concrètement.

Cédric Pierre De Permentier : Je me réjouis que le Collège soutienne la proposition du Ministre Clarinval puisque comme lui vous partagez le souci de la répartition plus équilibrée pour Bruxelles. C'est une bonne nouvelle et je lui transmettrai cette information. Néanmoins, en ce qui concerne l'avis qu'aurait rendu la Police, je serai assez satisfait de le lire ou de le connaître donc si vous pouviez me le transmettre puisque vous l'avez consulté.

Mariam El Hamidine : Je ne l'ai pas consulté, j'ai informé la Police. **Cédric Pierre De Permentier :** Quelle était leur réaction ? Je poserai la question au chef de corps au prochain conseil de Police. Effectivement la répartition a priori engendré une charge pour nos services et c'est une nouvelle positive que vous plaidez pour davantage de moyens, je crois ici que c'est nécessaire. Il faut que l'accueil soit digne et respectueux, cependant je pense que vous avez un rôle à jouer en tant que commune hospitalière mais aussi en tant que responsable politique de la commune, pour plaider auprès de la Région et auprès de vos collègues Bourgmestres pour un meilleur équilibre. Je pense que ce n'est pas raisonnable d'attendre seul de Forest et d'Ixelles d'endosser tout le poids de la Région bruxelloise. On vous l'a imposé mais vous avez quand même une responsabilité au niveau de la conférence des Bourgmestres pour y aborder cette problématique-là.

Mariam El Hamidine: Zoals u weet, heeft de staatssecretaris voor Asiel en Immigratie op 11 september telefonisch contact met ons opgenomen om ons te melden dat er gesprekken aan de gang waren tussen een privé-eigenaar van een gebouw in Vorst en Fedasil voor de creatie van 220 opvangplaatsen. Voornamelijk gezinnen met kinderen. We zijn inderdaad geëngageerd als gastvrije gemeente en hoeven ons nergens voor te schamen als het gaat om de opvang van en de solidariteit met een aantal specifieke groepen. Gelet op de verdeling op federaal en gewestelijk niveau hebben we hetzelfde begrip voor de uitzonderlijke bijdrage van Elsene en Vorst. Ik neem aan dat u, net als wij, deze informatie hebt

kunnen doorgeven aan uw partijgenoten en dat een evenwichtig spreidingsplan unaniem zal worden gesteund.

Wat de opvang in Vorst betreft, hebben we dit uiteraard besproken in het College en vorige week hebben we een brief gestuurd naar mevrouw Demoor, waarin we garanties vragen dat deze mensen op een waardige manier worden gehuisvest en dat de noodzakelijke versterking van de openbare dienst die deze nieuwe activiteit met zich mee brengt, wordt gedekt.

Wij wachten op concrete toezeggingen om vooruitgang te boeken in de besprekingen, in het bijzonder over de DBDMH-normen. De politie en de preventiediensten zijn op de hoogte gebracht tijdens onze regelmatige vergaderingen.

Maar zoals u weet, is dit niet onze beslissing. Het is een federale overheidsinstantie, in dit geval Fedasil, die een contract sluit met een privé-operator wiens eigendom wordt verhuurd. Zonder op de zaak vooruit te lopen, zou dit geen grote problemen moeten opleveren, gezien het recente gebruik van de collectieve opvanggelegenheden.

Vorst is in principe niet tegen, als het gebouw in kwestie voldoet aan alle stedenbouwkundige, gezondheids- en veiligheidsvereisten, en als de gemeente een geloofwaardige financiële bijdrage krijgt voor de te leveren dienst om ervoor te zorgen dat de opvang menswaardig en humaan is, en dat België de wet kan naleven. Wat in dit geval betekent dat de meest elementaire internationale verdragen over de bescherming van vluchtelingen moeten worden nageleefd.

Daar werken we hard aan.

Cédric Pierre-De Permentier: Ik ben blij dat het College het voorstel van minister Clarinval steunt, want net als hij willen jullie streven naar een evenwichtigere verdeling voor Brussel. Dat is goed nieuws en ik zal hem deze informatie doorgeven.

Het advies van de politie zou ik graag willen lezen, dus zou u het aan mij kunnen doorgeven, aangezien u het hebt geraadpleegd?

Mariam El Hamidine: Ik heb het niet geraadpleegd, ik heb de politie geïnformeerd.

Cédric Pierre-De Permentier: Wat was hun reactie? ...

Ik zal de vraag aan de korpschef voorleggen op de volgende politieraad.

Het is waar dat de verdeling een last voor onze diensten teweegbrengt en het is goed nieuws dat u om meer middelen vraagt, want dat is hier nodig.

De opvang moet waardig en respectvol zijn, maar ik denk dat u als gastvrije gemeente, maar ook als beleidsvoerder van de gemeente, een rol te spelen hebt om bij het Gewest en bij uw collega-burgemeesters te pleiten voor een beter evenwicht. Ik denk niet dat het redelijk is om te verwachten dat Vorst en Elsene alleen het volledige gewicht van het Brussels Gewest dragen.

Dit is u opgelegd, maar u hebt nog steeds een verantwoordelijkheid op het niveau van de Conferentie van Burgemeesters om deze kwesties aan te pakken.

2 annexes / 2 bijlagen

77 **Question orale relative à la prime aux nouveaux propriétaires et son adéquation avec la fiscalité locale et régionale (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)
(Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

J'aimerais revenir sur la prime pour les nouveaux propriétaires qui est parfois méconnue mais pourtant bien utile pour de nombreux Forestois.

Depuis le 1er janvier 2014, l'acquéreur d'un logement à Forest et s'y domiciliant pendant au moins 5 ans peut obtenir une prime équivalente à la part communale du précompte immobilier.

A partir du 24 janvier 2022, la limite d'âge de 40 ans pour les membres du ménage acquéreur est supprimée et la prime est versée en une seule tranche plafonnée à 822 € et octroyée aux conditions suivantes :

- Être assujetti à l'impôt des personnes physiques ;
- Disposer de revenus inférieurs à 57 444,83 euros pour un isolé et 82 975, 86 euros pour un couple
- + 3.829, 65 euros par enfant à charge (montants 2022 indexés annuellement);
- Être domicilié à l'adresse du logement pour lequel le précompte est dû et s'y maintenir pendant 5 ans à partir de l'octroi de la prime ;
- Ne pas être plein propriétaire ou copropriétaire d'une autre habitation.

Cependant, en 2023, plusieurs modifications ont été apportées à la fiscalité locale et à la législation régionale. En effet, jusqu'à présent le montant de 822€ constituait une intervention considérable pour permettre aux bénéficiaires de faire face au précompte immobilier. Or, en 2023, les additionnels communaux sont passés de 3.120 à 3.990, ce qui engendre une augmentation de près de 28% de la part communale du précompte. Forest est, en effet, 2^e sur le podium des additionnels les plus élevés de la Région. De nombreux Forestois se retrouvent en grande difficulté pour faire face à cette augmentation soudaine et souvent imprévue.

Pour le MR, il est important de veiller à ce que notre commune demeure accessible et permette le développement d'une classe moyenne qui souhaite s'y établir. Le montant plafonné de 822€ semble insuffisant par rapport à l'augmentation du précompte. A nos yeux, il est indispensable de revoir ce montant pour le faire coller à la réalité subie par les Forestois.

Vous le savez également, Forest est directement concernée par la gentrification et l'augmentation du prix du marché immobilier est constante depuis plusieurs années. Les plafonds de revenus maximaux pour bénéficier de la prime sont également à questionner au regard de cette augmentation de la valeur immobilière.

Par ailleurs, il est utile de noter que dans le cadre de la réforme de l'abattement fiscal, le Gouvernement bruxellois a introduit une disposition de remboursement au prorata de la prime lorsque la condition de résidence continue durant 5 ans n'est pas respectée. On le sait, cette durée continue de 5 ans telle que prévue dans le règlement communal peut parfois avoir des effets pervers notamment en cas d'achat d'un couple qui se sépare, ou si une famille doit quitter son logement en raison d'une naissance. Il y aurait lieu de prévoir ici aussi un remboursement au prorata.

Pourriez-vous m'indiquer quels sont les intentions du Collège quant à la modification de cette prime au regard de l'augmentation importante de la fiscalité forestoise et aux autres exemples cités ?

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de premie voor nieuwe huiseigenaren en de verhouding tot gemeentelijke en gewestelijke heffingen (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Ik wil het graag hebben over de premie voor nieuwe huiseigenaren, die weinig gekend is maar toch heel nuttig is voor veel Vorstenaren.

Sinds 1 januari 2014 kan de koper van een woning in Vorst die er minstens 5 jaar woont, een premie krijgen die overeenstemt met het gemeentelijk aandeel van de onroerende voorheffing.

Vanaf 24 januari 2022 wordt de leeftijdsgrens van 40 jaar voor de leden van het gezin dat de woning koopt, afgeschaft en wordt de premie in één schijf uitbetaald met een plafond van 822 € en toegekend

onder de volgende voorwaarden:

- onderworpen zijn aan de personenbelasting;
- een inkomen hebben dat lager ligt dan 57.444,83 euro voor een alleenstaande en 82.975,86 euro voor een koppel
- + 3.829,65 euro per kind ten laste (jaarlijks geïndexeerde bedragen voor 2022);
- zijn domicilie hebben op het adres van de woning waarvoor de voorheffing verschuldigd is en er gedurende 5 jaar blijven wonen vanaf de toekenning van de premie;
- geen volledige eigenaar of mede-eigenaar zijn van een ander eigendom.

In 2023 zijn er echter een aantal wijzigingen doorgevoerd in de lokale belastingen en de regionale wetgeving. Tot nu toe was het bedrag van 822 euro een aanzienlijke bijdrage om begunstigden te helpen de onroerende voorheffing te betalen. In 2023 stegen de gemeentelijke opcentiemen echter van 3.120 naar 3.990, wat resulteert in een stijging van bijna 28% van het gemeentelijk aandeel in de voorheffing. Vorst staat in feite 2e op het podium van de hoogste opcentiemen in het Gewest. Veel Vorstenaren hebben het heel moeilijk om deze plotse en vaak onvoorziene stijging op te vangen. Voor de MR is het belangrijk om ervoor te zorgen dat onze gemeente betaalbaar blijft en de ontwikkeling van een middenklasse die zich hier wil vestigen mogelijk maakt. Het geplafonneerde bedrag van 822 euro lijkt ontoereikend ten opzichte van de stijging van de voorheffing. Voor ons is het belangrijk om dit bedrag te herzien om het in overeenstemming te brengen met de realiteit die de Vorstenaren ervaren.

Zoals u ook weet, wordt Vorst rechtstreeks getroffen door gentrificatie en stijgen de vastgoedprijzen al jaren gestaag. In het licht van deze stijging van de vastgoedwaarde moeten ook de maximuminkomens om de premie te genieten in vraag worden gesteld.

Bovendien is het vermeldenswaard dat in het kader van de hervorming van de belastingaftrek de Brusselse regering een bepaling heeft ingevoerd voor de pro rata terugbetaling van de premie als er niet wordt voldaan aan de voorwaarde van ononderbroken verblijf gedurende 5 jaar. Deze ononderbroken periode van 5 jaar, zoals bepaald in het gemeentereglement, kan soms onaangename gevolgen hebben, met name in het geval van een scheiding of als een gezin de woning moet verlaten vanwege een geboorte. Ook dan zou het passend zijn om te voorzien in een pro rata terugbetaling.

Kunt u mij vertellen wat het College van plan is te doen aan de wijziging van deze premie, rekening houdend met de aanzienlijke belastingverhoging in Vorst en de andere genoemde voorbeelden?

Cédric Pierre-De Permentier

Maud de Ridder : Le Collège comprend bien entendu les difficultés des propriétaires occupants face à l'augmentation des centimes additionnels. C'est d'ailleurs bien pour cette raison que la majorité a décidé de soutenir les ménages en créant une prime Be Home forestoise de 200€. Cette prime a pour vocation de compenser totalement, ou en partie, cette augmentation. C'est une mesure qui bénéficie à tous les propriétaires occupants et par laquelle nous veillons particulièrement à soutenir les ménages les plus modestes. Concernant vos suggestions relatives au règlement d'octroi de la prime nouveaux propriétaires, je vous remercie et j'en prends note. Ceci étant, vous connaissez aussi bien que moi les difficultés financières que traverse la commune et, nous sommes des gens raisonnables, nous savons bien que l'heure est aux économies. Par ailleurs je tiens à souligner que la commune n'a de cesse d'œuvrer pour faire de Forest une commune attractive ou il fait bon vivre. En améliorant les espaces publics, les parcs et voiries, la rénovation complète du cœur de Forest, en organisant des événements culturels, sportifs et divertissants en tous genres. Nous soutenons aussi la classe moyenne en encourageant

des projets tels que ceux du CLT qui permet à des ménages peu fortunés d'accéder à la propriété en découplant le bâti du sol. En parallèle de cela la commune produit aussi des logements moyens.

A côté des mesures prises à l'égard des forestois(es) qui sont propriétaires occupants, notre préoccupation va vers les ménages locataires qui sont de plus en plus nombreux à ne pas trouver à se loger dans le secteur privé car les loyers pratiqués par les propriétaires sont abusifs. La création de logements communaux, le gel de l'indexation des loyers de ces logements ou encore le rôle du GIL (guichet info logement) constitue une part de l'action de la commune face aux difficultés rencontrées par les locataires forestois qui représentent, comme dans toute la Région bruxelloise, 60% des habitants.

Cédric Pierre De Permentier : C'est un peu triste comme réponse parce-que c'est vrai que le cadre budgétaire est ce qu'il est. Néanmoins dire que la prime Be Home va compenser cela, c'est très vrai pour seulement une toute petite minorité d'habitants de Forest. La plupart sont juste sous le choc de ce qui se passe et on peut les comprendre.

En ce qui concerne la construction de logements par la commune, effectivement on doit se réjouir que la commune prenne son rôle à bras le corps mais il ne faut pas non plus vivre en utopie. Je pense que ce n'est pas le rôle de la commune de se substituer au marché privé qui est une réalité. Certes, l'intervention de la commune permettra d'être utile dans un certain nombre très limité de cas, ou en tout cas pour certaines familles, mais n'a pas vocation à se substituer au marché privé qui est aujourd'hui particulièrement élevé.

Maud De Ridder: Natuurlijk heeft het College begrip voor de moeilijkheden die eigenaar-bewoners ondervinden wanneer ze geconfronteerd worden met de verhoging van de opcentiemen.

Juist daarom heeft de meerderheid besloten om gezinnen te steunen door een BeHome-premie van 200 euro in het leven te roepen. Het doel van deze premie is om deze stijging geheel of gedeeltelijk te compenseren. Het is een maatregel die alle eigenaar-bewoners ten goede komt, en waarbij we er in het bijzonder op letten om de meest bescheiden huishoudens te ondersteunen.

Bedankt voor uw suggesties bij de regels voor het toekennen van de premie voor nieuwe eigenaars. U kent net zo goed als ik de financiële problemen van de gemeente en wij zijn ons ervan bewust dat we moeten bezuinigen. Tegelijk wil ik benadrukken dat de gemeente er voortdurend aan werkt om van Vorst een aantrekkelijke woonplek te maken. Door de openbare ruimten, parken en wegen te verbeteren, het hart van Vorst volledig te renoveren en allerlei culturele, sportieve en andere evenementen te organiseren.

We steunen ook de middenklasse door projecten zoals CLT aan te moedigen, waardoor huishoudens met een laag inkomen huiseigenaar kunnen worden door het gebouw los te koppelen van de grond. Tegelijkertijd produceert de gemeente ook woningen voor middeninkomens.

Naast de steunmaatregelen voor Vorstenaren die eigenaar-bewoner zijn, zijn we ook begaan met het groeiende aantal huurders die geen onderdak vinden in de privésector omdat de huurprijzen enorm hoog zijn.

De creatie van gemeentelijke woningen, de bevestiging van de indexering van de huurprijzen van deze woningen en de rol van het HIL (Huisvesting InformatieLoket) vormen het antwoord van de gemeente op de moeilijkheden van de huurders in Vorst, die net zoals over het hele Brusselse Gewest 60% van de bevolking uitmaken.

Cédric Pierre-De Permentier: Dat is een vrij triest antwoord, want het is waar dat het

budgettaire kader is wat het is.

Maar zeggen dat de BeHome-premie dit zal compenseren, is slechts waar voor een kleine minderheid van de inwoners van Vorst.

De meesten zijn gewoon geschokt door wat er gebeurt en we kunnen hen begrijpen.

Wat betreft woningbouw door de gemeente, moeten we inderdaad blij zijn dat de gemeente haar rol ernstig neemt, maar we moeten ook niet in een utopie leven.

Ik denk niet dat het de rol van de lokale overheid is om de privémarkt te vervangen.

Toegegeven, de tussenkomst van de gemeente zal nuttig zijn in een zeer beperkt aantal gevallen, of ten minste voor bepaalde gezinnen, maar haar rol is niet om de privémarkt te vervangen, die momenteel heel hoog is.

2 annexes / 2 bijlagen

Denis Stokkink quitte la séance / verlaat de zitting.

78 **Interpellation relative à l'avancement du projet de stade au Bempt (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Au milieu de l'été, la presse revenait sur le projet de stade de l'Union Saint-Gilloise au Bempt. La presse et la Secrétaire d'Etat évoquent un climat de travail constructif entre le club et la commune et une évolution du dialogue sur les modalités concrètes et les conditions de cession des droits réels sur le terrain. Il s'avère qu'une étude de mobilité et une analyse environnementale par un bureau indépendant sont organisées à partir du mois de septembre. Les résultats sont attendus pour le début de l'année 2024.

Dans un communiqué, sur base des échanges intervenus, le club a indiqué espérer pouvoir introduire une demande de permis d'urbanisme pour la mi-2024, soit dans quelques mois. Afin de permettre aux membres du conseil communal d'être correctement informés sur ce dossier, il me semble utile de faire le point sur le mandat conféré par le conseil communal au Collège pour le suivi de ce dossier :

- Après plusieurs mois de discussions, pourriez-vous nous faire état de l'avancement du travail de la task force à laquelle vous êtes associée ?
- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Collège a refusé d'approuver le protocole d'accord proposé par le Gouvernement ?
- Pourriez-vous nous indiquer quelle est la proposition de la commune pour la cession des droits réels ?
- Pourriez-vous nous indiquer l'état des discussions avec Bruxelles-Propreté sur la gestion du stationnement ? La presse évoque une piste de solution, pourriez-vous nous la présenter ?

Cédric Pierre-De Permentier

Interpellatie over de vordering van het project betreffende het stadion in de Bempt (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Halverwege de zomer kwam de pers terug op het project betreffende het stadion van Union Saint-

Gilloise in de Bempt. De pers en de staatssecretaris spreken van een constructief werkklimaat tussen de club en de gemeente en een vooruitgang in de dialoog over de concrete modaliteiten en voorwaarden voor de overdracht van de zakelijke rechten op de grond. Blijkbaar zal er vanaf september een mobiliteitsstudie en een milieuanalyse worden uitgevoerd door een onafhankelijk bureau. De resultaten worden begin 2024 verwacht.

In een persbericht heeft de club, op basis van de gesprekken die hebben plaatsgevonden, aangegeven dat ze hoopt medio 2024, dus over enkele maanden, een aanvraag van stedenbouwkundige vergunning te kunnen indienen. Om de leden van de gemeenteraad correct te informeren over deze dossiers, lijkt het me nuttig om de balans op te maken van het mandaat dat door de gemeenteraad aan het College werd toegekend voor de opvolging van dit dossier:

- Kunt u ons, na enkele maanden van besprekingen, een stand van zaken meedelen over het werk van de taskforce waar u bij betrokken bent?
- Om welke redenen heeft het College geweigerd het door de regering voorgestelde protocolakkoord goed te keuren?
- Kunt u ons vertellen wat het voorstel van de gemeente is voor de overdracht van de zakelijke rechten?
- Kunt u ons vertellen hoe het staat met de besprekingen met Net Brussel over het parkeerbeheer? In de pers wordt gesproken over een mogelijke oplossing: kunt u ons daar meer over vertellen?

Cédric Pierre-De Permentier

Laurent Hacken : Pour ne pas être tout à fait d'accord avec Monsieur De Permentier sur ce point-là, j'aurais bien posé la question dans l'autre sens. « Comment se fait-il qu'il soit sorti dans la presse tout d'un coup qu'il y avait un accord ? ». Que tout avait l'air d'être résolu. J'ai plutôt eu peur de lire ça en me demandant d'où cela venait ? Que se passe-t-il ? Ils ont craqué, on leur a mis la pression ? Ou coupé tout le personnel de la commune en deux...Je ne sais. Mais apparemment pour finir vous avez résisté, ou montré les dents, ou vous avez donné des arguments pour dire qu'on n'y était pas encore. Bref, où en est-on ? J'espère pas trop loin.

Monsieur Simon De Beer : J'aimerais savoir ce qu'il en est de l'implication du comité de quartier et éventuellement aussi des supporters dans le suivi du projet. Sont-ils impliqués sachant que c'est une demande qui venait des deux côtés. Qu'est-ce qui a été fait ?

Alain Mugabo : Le 14 février dernier le Conseil communal a octroyé un mandat au Collège. Ce dernier avait refusé l'offre qui était déposée sur la table à l'époque par le club parce qu'on estimait qu'il n'y avait pas de prise en compte, en tous cas de compensation viable pour les pertes et du sens des structures communales. Mais aussi qu'il n'y avait pas eu d'étude d'impacts effectués par le club comme le recommandait Perspective Brussels. Il y avait des inconnues sur des pré-accords éventuels, sur l'utilisation des parkings environnants, pour l'accès ou l'utilisation des infrastructures de Bruxelles proprement dit.

La compatibilité juridique de ce type de bien était non encore démontrée pour qu'il puisse éventuellement se développer sur cette zone particulière etc... Du coup, le mandat que la commune avait reçu c'était à la fois de refuser à cause de ces éléments manquants et d'autre part de poursuivre les discussions avec la Région et le club en vue de rechercher des pistes de solutions sur le territoire communal et régional, recommandé par l'étude de Perspective Brussels.

Quelques jours après le Conseil communal nous avons été voir la Région pour leur faire part du mandat que nous avons reçu. Cela a pris du temps auprès de la Région pour qu'il y ait une

réaction qui a pris forme sur le fait que le gouvernement, je pense que c'était fin mai voire en juin, adopte et mette en place une Task force composée d'une série d'acteurs régionaux, Bruxelles-Environnement, Mobilité, Perspective Brussels et j'en oublie sans doute...la Police également qui avait pour objectif, tel qu'en tout cas défini par le gouvernement régional qu'au plus tard le 21 juillet nous essayerions de nous mettre d'accord sur des modalités (un protocole d'accords, un mémorandum understanding, ou autre chose).. Se mettre d'accord sur des balises pour pouvoir avancer et répondre à la demande initiale du club qui constate que leur club n'est pas aux normes auxquelles il souhaiterait être. L'idée était d'éventuellement pouvoir voir quel planning nous pouvions mettre en place pour organiser des études de mobilité, les études d'incidence environnementale, qui va financer ces éléments-là, quelle instance ou comment le club va éventuellement pouvoir s'engager à démontrer la possibilité d'agrandir le stade actuel qui pourrait être remis aux normes UEFA ? Comment l'organisation des infrastructures actuelles au Bempt serait éventuellement impactée, qui va étudier ça, commence ce sera financé, par qui, etc.. ? Ce sont donc vraiment des balises pour pouvoir avancer dans cette discussion-là. Contrairement à ce vous avez l'air de penser Monsieur Cédric Pierre, c'est exactement comme d'ailleurs la discussion que vous avez eu auparavant avec mes collègues, cette tendance à penser que la commune de Forest est responsable de toutes les choses qui puissent advenir. Ici en l'occurrence, les discussions n'ont pas abouti parce que le club a décidé d'arrêter les discussions le 20 juillet dernier. L'avantage des éléments qui sont toujours en cours à la suite de ces discussions c'est notamment les cahiers des charges pour organiser cette étude de mobilité et l'étude d'incidence. Eux continuent d'avancer même si il n'y avait plus de balises ou aucun accord. Excepté le fait qu'un cahier des charges a pu être défini par toutes les instances régionales et communales pour lancer cette fameuse étude du coût de l'incidence environnementale et de mobilité. Je ne serais pas aussi catégorique que vous par rapport à la date à laquelle l'étude devrait aboutir. En ce qui me concerne ce n'est pas clair. Nous en sommes là pour le moment et je suppose qu'à un moment ou à un autre les discussions vont reprendre.

Par rapport à Bruxelles propreté il n'y a pas de discussion et/ou je ne suis pas au courant d'éventuelles discussions bilatérales entre le club et cette instance. Ce sont des questions qu'il faudra leur poser à eux. Ce qui est dans l'étude, notamment de mobilité, c'est qu'il est prévu que ces éléments soient étudiés et que Bruxelles propreté soit interrogé pour qu'ils puissent voir ce qui est possible ou pas et à quelles conditions, d'utiliser leurs infrastructures. A ce stade-ci et pour l'implication des comités de riverains, nous ne sommes pas encore arrivés à l'implication de ceux-ci. Nous aimerions qu'une fois qu'il y ait ces balises, revenir auprès du Conseil communal pour pouvoir continuer la démarche que nous avons commencé en février. A savoir que le Conseil puisse aussi se prononcer par rapport à ces balises et voir comment par après impliquer les riverains, voire les supporters, ou les riverains supporters par la suite.

Cédric Pierre De Permentier : Je trouve cela un peu dommage comme réponse puisqu'à part nous rappeler le mandat confirmé par le Conseil, nous n'avons pas appris grand-chose. J'ai le sentiment que tout n'est pas dit sur ce dossier puisque effectivement on apprend que ce serait le club qui se serait retiré des discussions en juillet. Qu'il y aurait un cahier des charges sur l'étude immobilière, on en déduit donc qu'elle n'a pas encore commencé. De ce que vous dites, nous avons l'impression que les discussions sont au point mort. Vous tuez un peu dans l'œuf le débat avec Bruxelles Propreté, sauf que dans cette Task force Bruxelles propreté est à mon sens présente. A priori des échanges ont eu lieu et donc soit vous étiez absents lors des débats de cette Task force, ce qui m'étonnerait, soit vous étiez distrait à ce moment-là. Dans tous les cas je crois que nous n'avons qu'une partie de l'histoire et c'est dommage.

Les forestois seront attristés, tant ceux qui s'opposent au projet que ceux qui y trouvent une perspective intéressante. Je pense que c'est dommage que le Collège refuse d'être transparent sur ce dossier et méprise à ce point le Conseil communal.

Alain Mugabo : Excusez-moi mais je viens exactement de dire l'inverse. J'ai bien expliqué qu'il y avait eu des discussions formellement arrêtées en juillet dernier. Qu'en parallèle les discussions ont continué par rapport au cahier des charges de l'étude de mobilité et d'incidence environnementale. Ce qui sera, à priori, lancé prochainement. Qu'à priori, j'imagine, les discussions vont reprendre prochainement là où elles s'étaient arrêtées pour continuer à

avancer par rapport à ces balises. Puisqu'il y a une série d'éléments qui restent non résolus. Que le plus important, c'est qu'une fois que ces balises seront clarifiées on reviendrait vers le Conseil communal qui aura à se prononcer comme nous l'avions déjà fait en février dernier. Je ne vois dès lors pas très bien à quoi vous faites référence par « manque de transparence » alors que c'est justement tout à fait l'inverse. Je ne veux pas inventer ou porter à la connaissance du Conseil communal des éléments qui pour le moment sont susceptibles de bouger à tout moment.

Cédric Pierre De Permentier : Je pense particulièrement à la question que je posais sur la cession des droits réels. Là-dessus vous êtes muet.

Madame la Présidente interrompt les discussions et passe au point suivant.

Laurent Hacken: Ik ben het op dit punt niet helemaal eens met de heer De Permentier en zou de vraag andersom stellen. “Hoe komt het dat er plots in de pers stond dat er een akkoord was?”

Dat alles opgelost leek. Ik schrok een beetje toen ik dat las en vroeg me af waar dat vandaan kwam. Wat gebeurt er?

Zijn ze gezwicht? Zijn ze onder druk gezet? Of is het personeel van de gemeente gehalveerd? Ik weet het niet. Maar blijkbaar hebben jullie je uiteindelijk verzet, of je tanden laten zien, of argumenten gegeven om te zeggen dat we er nog niet waren.

Dus ... waar staan we? Ik hoop niet te ver.

De heer Simon De Beer: Ik wil graag weten hoe het zit met de betrokkenheid van het wijkcomité en eventueel ook de supporters bij de opvolging van het project. Zijn zij erbij betrokken, wetende dat de vraag van beide kanten kwam?

Wat is er ondernomen?

Alain Mugabo: Op 14 februari jl. verleende de gemeenteraad een mandaat aan het College. Dat had het bod dat destijds door de club op tafel was gelegd, afgewezen omdat men vond dat er geen afdoende compensatie was voor de verliezen en betekenis van de gemeentelijke structuren.

Maar ook dat de club geen impactstudie had uitgevoerd, zoals aanbevolen door Perspective.Brussels.

Er waren onduidelijkheden over mogelijke voorakkoorden, het gebruik van de omliggende parkings, de toegang tot of het gebruik van de infrastructuur van Net Brussel.

De juridische verenigbaarheid van dit soort gebouw was nog niet aangetoond zodat het in deze specifieke zone kon worden ontwikkeld, ...

Het mandaat dat aan de gemeente werd gegeven, bestond er bijgevolg in om enerzijds te weigeren omwille van deze ontbrekende elementen en anderzijds om de besprekingen met het

Gewest en de club voort te zetten, om oplossingen te zoeken in de gemeente en het Gewest, zoals aanbevolen in de studie van Perspective.Brussels.

Enkele dagen na de Gemeenteraad gingen we naar het Gewest om hen op de hoogte te brengen van het mandaat dat we hadden gekregen.

Het duurde even voor het Gewest reageerde op het feit dat de regering – eind mei of in juni – een taskforce goedkeurde en oprichtte, bestaande uit gewestelijke actoren: Leefmilieu Brussel, Brussel Mobiliteit, Perspective.Brussels en ik vergeet er wellicht nog ...en ook de politie, met als doel, zoals gedefinieerd door de gewestregering, dat we zouden trachten uiterlijk op 21 juli tot een akkoord te komen over de modaliteiten (protocolakkoord, memorandum van overeenstemming of iets dergelijks).

Er moet overeenstemming komen, zodat we verder kunnen en ingaan op de eerste vraag van de club, die opmerkt dat ze niet voldoen aan de normen.

Het idee was om mogelijk te kijken welke planning we kunnen opstellen voor het organiseren van mobiliteitsstudies, milieueffectenstudies, wie deze elementen gaat financieren, welke instantie of hoe de club zich mogelijk kan inzetten om de mogelijkheid aan te tonen om het huidige stadion uit te breiden en op het niveau van de UEFA-normen te brengen?

Hoe zal de organisatie van de huidige infrastructuur in de Bempt worden beïnvloed, wie zal dit bestuderen, hoe zal het worden gefinancierd en door wie ...?

Dit zijn dus echt bakens om vooruit te gaan in deze discussie.

In tegenstelling tot wat u lijkt te denken, mijnheer Cédric Pierre, is het precies zoals de discussie die u eerder had met mijn collega's, deze neiging om te denken dat de gemeente Vorst verantwoordelijk is voor alles wat er kan gebeuren.

In dit geval zijn de besprekingen mislukt, omdat de club op 20 juli heeft beslist het overleg stop te zetten.

Het voordeel van de elementen die na deze besprekingen nog aan de gang zijn, is met name het bestek voor de organisatie van de mobiliteits- en de milieustudie. Deze gaan nog steeds door, ook al zijn er geen bakens of akkoord meer.

Afgezien van het feit dat alle gewestelijke en gemeentelijke instanties een bestek hebben opgesteld om deze studie naar de mobiliteit en de milieu-impact op te starten.

Ik zou niet zo categorisch zijn als u over de datum waarop de studie moet zijn afgerond. Ik vind het niet duidelijk. Dat is waar we op dit moment staan en ik neem aan dat de besprekingen op een gegeven moment zullen worden hervat.

Wat betreft Net Brussel, zijn er geen gesprekken of ben ik niet op de hoogte van eventuele bilaterale gesprekken tussen de club en deze instantie.

Dat zijn vragen die we aan hen moeten stellen. Wat er in de studie is opgenomen, met name op het vlak van mobiliteit, is dat het de bedoeling is dat deze elementen worden bestudeerd en dat Net Brussel wordt aangesproken, zodat zij kunnen zien wat er wel of niet mogelijk is en onder welke voorwaarden, om hun infrastructuur te gebruiken.

In dit stadium zijn we er nog niet in geslaagd om de wijkcomités erbij te betrekken. Zodra we de bakens hebben, willen we terugkoppelen naar de Gemeenteraad, zodat we het proces dat we in

februari zijn begonnen, kunnen voortzetten. De Raad moet immers ook een uitspraak doen over deze bakens en dan kijken hoe we de buurtbewoners en zelfs de supporters, of de omwonende supporters er later bij kunnen betrekken.

Cédric Pierre-De Permentier: Ik vind dat een beetje jammer als antwoord, want behalve ons herinneren aan het mandaat dat door de Raad is bevestigd, zijn we niet veel wijzer geworden.

Ik heb het gevoel dat niet alles over dit dossier is gezegd, aangezien we hebben vernomen dat het de club was die zich in juli uit de besprekingen heeft teruggetrokken.

Uit het feit dat er een bestek zou zijn voor de vastgoedstudie, kunnen we afleiden dat die nog niet gestart is.

Uit wat je zegt, krijgen we de indruk dat de besprekingen stil liggen.

U smooit het debat met Net Brussel in de kiem, behalve dan dat Net Brussel volgens mij deel uitmaakt van de taskforce. Er is overleg geweest, dus ofwel was u afwezig tijdens de debatten van de taskforce – wat ik betwijfel – ofwel was u op dat moment afgeleid.

Hoe dan ook, ik denk dat we maar een deel van het verhaal horen en dat is jammer.

De Vorstenaren zullen ontgoocheld zijn, zowel de tegenstanders van het project als de mensen die het een interessant vooruitzicht vinden. Ik vind het jammer dat het College weigert transparant te zijn over deze kwestie en de Gemeenteraad zo minacht.

Alain Mugabo: Neem me niet kwalijk, maar ik zei net precies het tegenovergestelde.

Ik heb uitgelegd dat er besprekingen geweest zijn, die in juli formeel stopgezet zijn. Parallel zijn de besprekingen over het bestek voor de mobiliteits- en milieueffectstudie voortgezet. Die zal waarschijnlijk binnenkort van start gaan.

A priori kan ik me voorstellen dat de besprekingen binnenkort weer hervat worden waar ze gebleven waren, om verdere voortgang te boeken ten aanzien van de bakens.

Want er zijn een aantal elementen die nog niet zijn opgelost.

Het belangrijkste is dat we, zodra de bakens duidelijk zijn, terugkomen naar de Gemeenteraad, die net als in februari een uitspraak zal moeten doen.

Dus ik weet niet helemaal zeker wat u bedoelt met "gebrek aan transparantie", terwijl het juist het tegenovergestelde is. Ik wil geen dingen verzinnen of onder de aandacht van de Gemeenteraad brengen die nog kunnen veranderen.

Cédric Pierre-De Permentier: Ik denk in het bijzonder aan de vraag die ik stelde over de overdracht van zakelijke rechten. Daarover zwijgt u.

Mevrouw de Voorzitster onderbreekt de discussie en gaat over naar het volgende punt.

2 annexes / 2 bijlagen

79 **Interpellation relative à la trésorerie communale et au problème de liquidités pour faire face aux dépenses courantes (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Depuis plusieurs jours, une certaine inquiétude gagne le personnel communal et les syndicats en ce qui concerne les problèmes de trésorerie que connaît notre administration communale. Il s'avère que les liquidités actuellement disponibles ne permettraient pas d'assurer le paiement de toutes les dépenses courantes, en ce qui compris une partie des traitements des travailleurs. Cette situation est évidemment interpellante et elle s'ajoute à une autre problématique : l'augmentation des taux d'intérêt pour les emprunts.

En effet, si la commune doit procéder à des emprunts pour faire face à des dépenses courantes et prévisibles, elle est alors confrontée à la hausse continue des taux d'intérêt depuis près de 2 ans. Désormais, les taux d'emprunt dépassent les 4%, ce qui occasionne un impact assez lourd dans la gestion de la dette et des finances communales.

Le groupe MR s'inquiète de la situation financière de la commune qui s'aggrave et qui place les travailleurs dans une situation d'inquiétude. Malgré l'importante augmentation de la fiscalité au cours de la législature sur l'ensemble des taxes, sur le stationnement, et dernièrement sur le précompte immobilier, la commune peine à sortir la tête de l'eau alors que les Forestois sont assommés par une pression fiscale intense et incontrôlée.

1° Monsieur l'Echevin des Finances, pourriez-vous nous expliquer les raisons de ce manque de liquidités dans les caisses communales pour des dépenses qui sont assez prévisibles et budgétisées ?

2° Dans le contexte actuel d'augmentation importante des taux d'intérêt, quels sont les mécanismes que vous allez mettre en œuvre pour assurer une trésorerie suffisante pour honorer les dépenses communales sans porter gravement atteinte à l'endettement de l'administration communale ?

3° Selon vos prévisions, pourriez-vous nous préciser les échéances à laquelle la trésorerie communale devrait retrouver une stabilité, sans recourir à des emprunts ?

Je vous remercie pour vos réponses.
Cédric Pierre-De Permentier

Interpellatie over de gemeentekas en het probleem van cashflow voor de lopende uitgaven (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Al enkele dagen maken het gemeentelijk personeel en de vakbonden zich zorgen over de financiële problemen waarmee ons gemeentebestuur kampt. Het blijkt dat er momenteel onvoldoende geld beschikbaar is om alle lopende uitgaven te dekken, waaronder een deel van de lonen van het personeel. Deze situatie is natuurlijk zorgwekkend en komt bovenop een ander probleem: de stijging van de rente op leningen.

Als de gemeente leningen moet afsluiten om haar huidige en te verwachten uitgaven te dekken, wordt ze immers geconfronteerd met de gestage stijging van de rente sinds bijna twee jaar. De intrest ligt nu boven de 4%, wat een aanzienlijke impact heeft op het dossier van de schuld en de gemeentefinanciën.

De MR-fractie maakt zich zorgen over de verslechterende financiële situatie van de gemeente, wat de medewerkers verontrust. Ondanks aanzienlijke belastingverhogingen in de loop van de legislatuur op alle belastingen, op parkeren en recent op de onroerende voorheffing, worstelt de gemeente om het hoofd boven water te houden, terwijl de Vorstenaren kreunen onder de hevige en ongecontroleerde belastingdruk.

1° Mijnheer de schepen van Financiën, kunt u ons uitleggen waarom er zo weinig geld in de gemeentekas zit voor uitgaven die voorspelbaar en begroot zijn?

2° Welke mechanismen gaat u in de huidige context van een aanzienlijke stijging van de rentevoeten invoeren om voldoende kasstroom te garanderen om de gemeentelijke uitgaven te dekken zonder de schuldenlast van de gemeente ernstig te beïnvloeden?

3° Kunt u zeggen wanneer de gemeentekas volgens uw prognoses opnieuw stabiel zal zijn, zonder een beroep te moeten doen op leningen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

Ahmed Ouartassi : Je veux préciser que si la commune doit faire face à des dépenses courantes, il est bien de rappeler qu'elle ne contracte pas d'emprunt. Les emprunts sont pour les investissements et ce genre de dépenses via emprunts est totalement interdit puisque la NLC l'interdit. Dans l'autre situation nous avons plutôt recours à des avances de trésorerie. C'est mensuel et cela existe depuis des décennies. Comme le taux actuel à court terme est de 4%, évidemment les intérêts risquent de gonfler, d'où l'écriture en MB de 585.000€ pour tenir jusqu'à la fin de l'année. A ce jour on maintient la demande d'avance de trésorerie à un montant de 30.500.000€. Il n'est pas exclu que plus tard elle passerait à 35.000.000€ mais ce n'est pas prévu pour le moment. Nous pouvons comprendre l'inquiétude qu'il peut y avoir mais aujourd'hui, elle est non fondée puisque les traitements sont assurés d'office et l'inspecteur régional le confirme. En regardant dans le plan et tout le reste.

Pour assurer la continuité vis-à-vis de l'administration que soit au niveau des facturations ou des salaires du personnel, nous sommes également contraint, je peux donner une indication d'aller dans nos réserves, mais ça n'empêche pas que nous assurerons les salaires du personnel.

L'inexplication c'est que 2023 était une année un peu particulière puisque que nous avons été contraints de réguler certaines sommes au CPAS et à la zone de Police. Pour les 2 dotations nous approchons à peu près 3.630.000€ qu'il fallait absolument verser aux deux entités. Nous y étions obligés par rapport aux instructions régionales. Pour la zone de police nous avons dû revenir jusqu'à 2019, nous vous l'avons dit lors de la présentation 2019, 2021, 2022. Je mentionne cela afin de savoir qu'il y a quelques années déjà, les avances de trésorerie étaient de 57.500.000€. Aujourd'hui nous sommes à 35.000.000€ donc comme vous pouvez le constater, nous sommes fortement à la baisse. Nous essayons actuellement, et le rôle du receveur c'est aussi de bloquer cette différence de trésorerie d'à peu près 30.000.000€. Ce qu'il y a c'est que les taux d'emprunt augmentent aussi. A l'époque ils étaient à 1% et aujourd'hui sont à 4%. Le coût du pétrole augmente aussi, il monte aujourd'hui à 100\$ le baril. Toutes ces raisons nous entraînent vers des situations un peu complexes et ce que nous voulons c'est utiliser au maximum les réserves que nous avons en trésorerie, mais aussi par rapport au plan que l'on nous impose pour les futures années qui vont suivre. 5.000.000€ d'emprunt maximum au lieu de 10.000.000€, voire 12.000.000€ précédemment. C'est clair que cela va aider jusqu'en 2025, malgré, comme nous l'avons mentionné que la dette a diminué mais continue quand même d'augmenter à cause des taux d'emprunts qui sont aujourd'hui plus importants. Par rapport à la question concernant le mécanisme, nous n'en avons plus. Nous avons une volonté de ne plus taxer. Nous nous penchons

actuellement sur une réflexion pour faire des économies structurelles pour le bien-être de notre administration puisque nous allons devoir libérer certains bâtiments que nous louons suite au retour dans la maison communale. Ceci nous fera évidemment faire des économies complémentaires. Nous ne recourons jamais à des emprunts mais, comme je vous l'ai dit à des avances de trésorerie. Nous devons veiller à ce que les emprunts ne soient pas trop élevés.

Pour répondre à votre dernière question, le fonctionnaire spécialisé ne prévoit pas de date d'échéance pour les demandes d'avance de trésorerie, vu que cela existe depuis plusieurs années, plusieurs décennies et que cela existera toujours. Beaucoup de communes, si pas toutes, le font.

Cédric Pierre De Permentier : Je remercie Monsieur Quartassi pour les réponses qui sont apportées, relativement claires pour tous.

Ahmed Quartassi: Ik wil preciseren dat als de gemeente te maken heeft met lopende uitgaven, het belangrijk is te onthouden dat ze geen lening aangaat.

Leningen zijn voor investeringen en dit soort uitgaven via leningen is totaal verboden omdat de NGW dit verbiedt.

In de andere situatie gebruiken we meestal kasvoorschotten.

Die zijn maandelijks en dat is al tientallen jaren zo. Aangezien de huidige kortetermijnrente 4% is, kunnen de intresten uiteraard stijgen, vandaar de boeking in BW van 585.000 euro tot het einde van het jaar.

Momenteel houden we de vraag om een kasvoorschot op 30.500.000 euro.

Het is niet uitgesloten dat het later verhoogt naar 35.000.000 euro, maar daar is momenteel niet voorzien.

We begrijpen dat u zich zorgen maakt, maar die zijn vandaag ongegrond, omdat de lonen ambtshalve gedekt zijn en de gewestelijke inspecteur dat bevestigt. We kijken naar het plan en al de rest.

Om de continuïteit van de administratie te verzekeren (facturatie, lonen), zijn we ook verplicht, en ik kan een indicatie geven, om in onze reserves te gaan, maar dat belet ons niet om de lonen van het personeel te waarborgen.

Het onverklaarbare is dat 2023 een bijzonder jaar was, omdat we verplicht waren om bepaalde bedragen te reguleren voor het OCMW en de politiezone.

Voor de 2 dotaties benaderen we 3.630.000 euro, die absoluut aan beide entiteiten moesten worden betaald. We waren daartoe verplicht door gewestelijke instructies.

Voor de politiezone moesten we teruggaan tot 2019, zoals we u meldden in de presentatie voor 2019, 2021 en 2022.

Ik vermeld dit zodat u weet dat enkele jaren geleden de kasvoorschotten 57.500.000 euro bedroegen. Vandaag zitten we op 35.000.000 euro, dus zoals je kunt zien, zitten we in een

dalende trend.

We proberen momenteel en de rol van de ontvanger is ook om dit kasverschil van ongeveer 30.000.000 euro te blokkeren.

De rente op leningen stijgt.

Destijds was dat 1% en nu is het 4%.

De olieprijs stijgt ook, tot 100 \$ per vat vandaag.

Al deze factoren brengen ons in complexe situaties en wat we willen, is maximaal gebruik maken van de reserves die we in kas hebben, maar ook ten aanzien van het plan dat ons voor de komende jaren is opgelegd.

Max. 5.000.000 € lening in plaats van 10.000.000 € of zelfs 12.000.000 € voorheen.

Het is duidelijk dat dit zal helpen tot 2025, ondanks het feit dat, zoals we al zeiden, de schuld gedaald is maar nog steeds stijgt vanwege de hogere intrestvoeten.

Wat betreft de vraag over het mechanisme: dat hebben we niet meer.

We willen geen belastingen meer heffen.

We kijken momenteel naar manieren om structureel te besparen voor het welzijn van onze administratie, aangezien we enkele gehuurde gebouwen moeten ontruimen na de verhuis naar het gemeentehuis.

Dit zal uiteraard extra besparingen opleveren.

We nemen nooit onze toevlucht tot leningen, maar – zoals ik al zei – tot kasvoorschotten. We moeten ervoor zorgen dat we niet te veel lenen.

Om uw laatste vraag te beantwoorden: de gespecialiseerde ambtenaar legt geen deadline op verzoeken om kasvoorschotten, aangezien dit al enkele decennia bestaat en altijd zal blijven bestaan. Veel, zo niet alle, gemeenten doen dit.

Cédric Pierre-De Permentier: Ik dank de heer Quartassi voor zijn duidelijke antwoorden..

2 annexes / 2 bijlagen

80 Question orale relative à l'augmentation des prix des loyers à Forest (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)

Cher.e.s

membres du collège,

Nous avons pu lire dans la presse que les loyers à Forest ont augmenté de 9,96% en un seul semestre. C'est la deuxième plus forte augmentation à Bruxelles. Cela fait plusieurs années que les prix des loyers montent plus vite à Forest que dans le reste de la Région.

Mais ici, nous faisons quand même face à une accélération assez spectaculaire, qui va rendre l'accès au logement encore plus compliqué qu'il ne l'est déjà pour de nombreux ménages. J'aimerais demander au Collège comment il explique une telle augmentation et,

en particulier, si un lien est établi avec l'augmentation du précompte immobilier introduite cette année (+ 27,88%).

Merci

d'avance,

Simon

de Beer

Mondelinge vraag over de stijging van de huurprijzen in Vorst (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Beste leden van het College,

We hebben in de pers gelezen dat de huurprijzen in Vorst in zes maanden tijd met 9,96 % gestegen zijn. Dit is de op een na hoogste stijging in Brussel. Sinds enkele jaren stijgen de huurprijzen in Vorst sneller dan in de rest van het Gewest. Hier worden we echter geconfronteerd met een vrij spectaculaire stijging, die de toegang tot huisvesting voor veel gezinnen nog moeilijker zal maken dan het al is. Ik zou het College willen vragen hoe het een dergelijke stijging verklaart en, in het bijzonder, of er een verband is gelegd met de verhoging van de onroerende voorheffing die dit jaar werd doorgevoerd (+ 27,88 %).

Alvast bedankt,

Simon de Beer

Maud de Ridder : C'est une préoccupation que nous partageons en tant que majorité de gauche.

Pour rappeler le contexte et le cadre dans lequel nous travaillons, la prérogative du Collège est de mener une politique active de création de logements publics et le Collège n'a pas vocation de devenir un observatoire des loyers dans le secteur privé, tout comme il n'a pas non plus le pouvoir de réguler les prix locatifs dans ce secteur, ce qui est peut-être bien dommage d'ailleurs. Ceci étant je peux vous donner quelques éléments de réponse. L'augmentation des loyers est une tendance qui s'observe dans toute la Région bruxelloise. On observe une augmentation de 20% entre 2010 et 2020 et Forest ne fait pas exception. Elle subit le même phénomène. Mais celui-ci, contrairement à ce que vous disiez dans votre question, est plus lent à Forest et on observe un rattrapage par rapport à des communes avoisinantes. La source à laquelle je me réfère est FEDERIA. Selon celle-ci, en 2022, on a pu observer une augmentation de 0,6% des loyers à Forest, contre 7% à Uccle, Ixelles ou Anderlecht. Comment peut-on expliquer l'explosion du prix des loyers dans le secteur privé.. ? Il y a des généralités dont vous

pouvez prendre connaissance sur internet par exemple, ou dans différentes études qui sont consacrées à ce sujet. Les prix du marché s'alignent sur le pouvoir d'achat des acquéreurs potentiels qui ont la solvabilité la plus élevée et pas sur la solvabilité de la classe moyenne. C'est un principe de base. L'augmentation des loyers est aussi et en partie liée à l'inflation, à l'augmentation du coût de la vie, dont les propriétaires répercutent les surcoûts sur le montant des loyers.

En ce qui concerne Forest plus particulièrement, on peut observer qu'elle devient une commune de plus en plus attractive. D'abord parce-que les communes de la première couronne sont saturées et on peut observer un phénomène de report vers les communes de la seconde couronne. Forest est une commune verte qui est de mieux en mieux desservie par les transports en commun. Dans le bas de Forest il y a de nombreuses friches qui ont attiré des investisseurs privés et les logements qui y sont construits sont destinés aux investisseurs et aux propriétaires qui ont une capacité d'emprunt importante. Pour répondre à votre question « Y-a-t-il un lien à établir entre l'augmentation du PRI et l'augmentation dans le secteur privé ? » Non, puisque les loyers restent inchangés tant qu'il n'y a pas de nouveau bail et que cette décision est toute récente. Il n'est donc pas possible que les loyers aient pu augmenter pour cette raison particulièrement.

Pour conclure, je dirais que les pouvoirs publics font leur maximum pour répondre aux besoins légitimes des ménages bruxellois mais je pense que vous en conviendrez également, c'est au niveau régional que le travail doit avancer urgemment pour faire face à cette crise du logement. Il faut que nous avancions sur la question de l'encadrement des loyers, la maîtrise des loyers qui sont abusifs dans le secteur privé. Nous pourrions faire tout ce que nous voulons, nous n'arriverons jamais dans le secteur public à contrer ce phénomène.

Simon De Beer : Concernant le fait qu'à Forest les loyers étaient plus élevés que dans le reste de Bruxelles ce sont les chiffres que le gouvernement bruxellois nous avaient transmis. Juste ici rappeler l'importance du parc immobilier public. Parce-que que vous dites que la commune n'a pas vocation de gérer les prix du privé, c'est vrai. Mais plus le parc immobilier public est grand plus c'est une façon, à défaut, de pouvoir faire un encadrement des loyers comme au niveau régional. Par contre pour le lien avec le précompte immobilier, je pense que ça vaut quand même la peine d'étudier ça en détail puisque les chiffres des augmentations des loyers s'appliquent sur les nouveaux baux. Forcément ça ne concerne que les appartements qui ont été remis en location récemment. Est-ce que c'est l'effet d'annonce qui fait partie de ça ? Parce qu'une augmentation de 10% c'est quand même beaucoup... Je pense c'est un point à surveiller de près.

Maud De Ridder: Dit dragen wij als linkse meerderheid hoog in het vaandel.

Om even te herinneren aan de context en het kader waarin wij werken, het is het prerogatief van het College om een actief beleid te voeren op het vlak van de creatie van openbare woningen en het is niet de rol van het College om een waarnemingspost te worden voor de huurprijzen in de privésector, noch heeft het de bevoegdheid om de huurprijzen in deze sector te reguleren, wat misschien heel jammer is.

Dat gezegd zijnde, kan ik u een paar antwoorden geven.

De stijging van de huurprijzen is een trend die in het hele Brusselse Gewest merkbaar is.

Er is een stijging van 20% tussen 2010 en 2020, en Vorst is geen uitzondering.

Vorst maakt hetzelfde fenomeen mee.

Maar in tegenstelling tot wat u in uw vraag stelt, gaat het in Vorst trager en zien we een inhaalbeweging ten opzichte van de buurgemeenten.

De bron waar ik naar verwijs is FEDERIA. Volgens deze bron stegen de huurprijzen in Vorst in 2022 met 0,6%, tegenover 7% in Ukkel, Elsene en Anderlecht. Hoe verklaart u de explosie van de huurprijzen in de privésector?

Er zijn enkele algemeenheden die je bv. op internet kunt lezen of in de verschillende studies die aan dit onderwerp zijn gewijd.

Marktprijzen zijn afgestemd op de koopkracht van de meest solvabele potentiële kopers, niet op de solvabiliteit van de middenklasse. Dit is een basisprincipe.

De stijging van de huurprijzen houdt ook deels verband met de inflatie, de stijging van de kosten van levensonderhoud, die verhuurders doorrekenen in de vorm van hogere huurprijzen.

Wat Vorst in het bijzonder betreft, zien we dat het een steeds aantrekkelijkere gemeente wordt.

Ten eerste omdat de gemeenten van de eerste kroon verzadigd zijn en we een verschuiving zien naar de gemeenten van de tweede kroon.

Vorst is een groene gemeente die steeds beter bereikbaar is met het openbaar vervoer.

In het lager gelegen deel van Vorst liggen een aantal braakliggende terreinen die privé-investeerders hebben aangetrokken, en de woningen die er worden gebouwd zijn gericht op investeerders en eigenaars die veel kunnen lenen.

Om uw vraag te beantwoorden: “Is er een verband tussen de stijging in de onroerende voorheffing en de stijging in de privésector?”

Nee, want de huurprijzen blijven ongewijzigd zolang er geen nieuw huurcontract is, en dat is een zeer recente beslissing. Het is dus niet mogelijk dat de huurprijzen juist om deze reden gestegen zijn.

Tot slot zou ik willen zeggen dat de overheden hun uiterste best doen om tegemoet te komen aan de legitieme behoeften van de Brusselse gezinnen, maar ik denk dat u het er ook mee eens bent dat er op gewestelijk niveau dringend vooruitgang moet worden geboekt om deze woningcrisis aan te pakken.

We moeten een kader creëren voor de huurprijzen, tegen de buitensporige huurprijzen in de privésector. We kunnen doen wat we willen, maar we zullen dit fenomeen nooit kunnen tegengaan in de publieke sector.

Simon De Beer: Wat betreft het feit dat de huurprijzen in Vorst hoger waren dan in de rest van Brussel, dit zijn de cijfers die de Brusselse regering ons gaf.

Om u te herinneren aan het belang van openbare huisvesting. U zegt dat de gemeente zich niet moet bezighouden met de prijzen op de privémarkt, is dat waar.

Maar hoe meer woningen de overheid ter beschikking stelt, hoe groter de kans dat we de huurprijzen kunnen beheersen, zoals op gewestelijk niveau. Wat het verband met de onroerende voorheffing betreft, denk ik dat het nog steeds de moeite loont om dit in detail te bestuderen, aangezien de cijfers voor verhoging van de huurprijzen van toepassing zijn op nieuwe huurovereenkomsten. Dit geldt natuurlijk alleen voor flats die onlangs opnieuw zijn verhuurd.

Maakt dit deel uit van het aankondigingseffect? Want een stijging van 10% is nog steeds veel ...

Ik denk dat het iets is om goed in de gaten te houden..

81 **Interpellation concernant la situation de la rue Vanpe et son indispensable revitalisation (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre,

Si de nombreux projets à moyen terme sont prévus ou déjà lancés afin de revitaliser notre centre historique et de redonner envie aux Forestois de le fréquenter plus assidument, force est de constater que la situation actuelle de la rue Vanpé nous fait de la peine à tous. Les rares commerçants courageux s’y battent pour survivre et satisfaire leurs clients, mais jusqu’à quand ?

Bien entendu la perspective des travaux qui vont démarrer prochainement en bas de la rue peut effrayer certains porteurs de projet à s’installer à très court terme. Mais il importe d’être déjà prêt avec un plan d’action solide dès la fin des travaux afin de redynamiser cette artère historique. Ne rien faire et laisser cet axe dans un tel état mettrait en péril tous les autres projets en cours dans le centre historique.

Puis-je donc connaître vos projets prévus afin d’arriver, ou du moins d’essayer de remplir ces nombreuses cellules vides et de booster alors cette artère historique de notre commune ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe Les Engagés

Interpellatie over de situatie in de Vanpéstraat en de noodzakelijke herwaardering ervan (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Burgemeester,

Hoewel er verschillende projecten op middellange termijn gepland of al opgestart zijn om ons historisch centrum nieuw leven in te blazen en ervoor te zorgen dat de Vorstenaren er vaker willen komen, stellen we vast dat de situatie in de Vanpéstraat voor iedereen schrijnend is. De weinige moedige handelaars vechten om te overleven en hun klanten tevreden te stellen, maar voor hoe lang nog?

Natuurlijk kunnen de werken die binnenkort van start gaan onderaan de straat, een aantal mensen afschrikken om er op korte termijn projecten op te starten. Maar het is belangrijk om een degelijk actieplan klaar te hebben zodra de werken voorbij zijn, om deze weg die altijd belangrijk geweest is, nieuw leven in te blazen. Niets doen en deze straat in verval laten, zou alle andere lopende projecten in het historische centrum in gevaar brengen.

Kunt u mij vertellen wat u van plan bent te doen om de vele lege lokalen te vullen – of dat althans te proberen – en deze historisch belangrijke straat nieuw leven in te blazen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider Les Engagés

Charles Spapens : Il y a des jours où nous pouvons nous montrer plus optimistes que d'autres et ce jour en fait partie. Nous n'allons pas nier qu'il y a des travaux importants, extrêmement importants pour le cœur de Forest, mais qui sont réellement pénibles aussi pour les commerçants et les riverains qui y vivent. Vous savez que nous n'avons jamais arrêté de faire des efforts pour soutenir les commerces et pour en trouver qui puissent s'installer durablement. Ce que j'entends par durablement, en toute franchise, je pense que je l'ai déjà expliqué à plusieurs d'entre vous.

Je prends ici un exemple cliché mais quand 2 personnes viennent nous trouver parce qu'ils ont un super projet et qu'ils me disent qu'ils ont mis toutes leurs économies dans ledit projet, qu'ils aimeraient bien s'installer quelque part dans la commune, on ne leur dit pas « Allez-y, ça va décoller tout de suite ». Il faut être clair, c'est assez compliqué, nous y mettons de l'énergie pour les accompagner et en fonction de leur profil on regarde ce qui est possible avec les achats, les locations etc... Nous discutons aussi avec les propriétaires pour voir si un effort peut être fait durant le temps des travaux.

Nous étions aussi en recherche de locomotives pour le quartier Saint-Denis. Ce que j'entends par locomotives c'est par exemple Delhaize, où je ne porte pas de considération politique sur ce type de locomotives, aucune des 3 d'ailleurs. Sur Delhaize, Zeeman... on voit dans les analyses de flux piétons que ce sont des commerces qui amènent du public dans le quartier et que ces personnes passent devant d'autres types de commerces, tels que devant un restaurant, devant le marché et vont infime les fréquenter. Dans les comptages c'est vraiment assez impressionnant. Ce sont des personnes qui sont interrogées, qui sont à pieds dans le cœur de Forest et qui regardent où les gens ont fait leurs courses et pourquoi ils venaient. On observe par exemple que dans les gens qui viennent au Delhaize à pieds et donc pas ceux qui viennent en voiture, il y a plus de 35% des gens qui allaient dans les autres commerces. Chez Zeeman c'est encore plus significatif et donc je suis content de pouvoir vous annoncer qu'un Kruidvat (qui est une droguerie ++ avec aliments, ...) va s'installer dans l'ancienne BNP rue Vanpé. Cela permettra je pense réellement, et les commerçants sont ravis, d'attirer du monde à cet endroit. Sachant qu'en plus les anciennes agences bancaires sont toujours difficile à attribuer. Vous savez aussi que nous avons bataillé pour avoir un distributeur de cash dans le quartier et qu'il fonctionne enfin depuis aujourd'hui après de longues interpellations. Qu'un autre chouette projet avec Hub est que nous travaillons sur des concepts. Nous avons pensé des cocottes, qui sont des restaurants temporaires, mais finalement il a été décidé d'installer au coin de la rue Vanpe et de la rue de Liège une auberge espagnole. C'est un concept qui va être là pendant 3 ans pour faire tester à des commerçants la vie de commerçant avec un loyer plus bas et de pouvoir tester différents concepts pour pouvoir s'installer plus durablement. A côté de cela nous mettons toute une série d'initiatives qui visent à préserver cette viabilité économique. En accompagnant les commerçants dans les indemnités, dans les explications, nous faisons particulièrement attention à ce qui est possible en matière de transport et livraison et de ne pas se faire totalement noyer avec les travaux. Même si la phase à venir va être encore plus compliquée. Nous travaillons à la création d'un site internet pour promouvoir les commerçants d'abord de ce quartier pour à l'avenir l'élargir. Nous faisons cela en collaboration avec Hub Bruxelles et ça devrait sortir au plus tard au printemps. Ceci parce qu'on se rend compte que des quartiers comme Saint-Denis particulièrement, sont méconnus de la variété et de leurs qualités de commerces. Nous avons donc toujours l'impression qu'il n'y a que la même chose, (à l'époque ce n'était que des coiffeurs, puis que des épiceries,...) alors qu'en fait tout ce quartier regorge de commerces, tant au niveau maroquinerie, papeterie, que de magasins où il y a un peu de tout, que les grands magasins, que de l'Horeca, que de réparation de vélos, qu'il y a aussi une biscuiterie artisanale

qui est en train de faire la demande de son permis d'urbanisme, etc... Il y a donc mal de choses qui existent et qui méritent d'être mises en valeur. Nous allons continuer à œuvrer pour cela mais pour être tout à fait honnête la plus grande énergie pour l'instant est vraiment d'être un soutien inébranlable pour les commerces existants et nous sommes convaincu que venir avec de nouvelles enseignes sera positif pour eux aussi.

Réplique Monsieur Hacken : Merci pour ces réponses positives et espérons qu'avec vos aides et votre soutien, de même qu'un peu de solidarité entre forestois, les commerces tiennent le coup pendant les travaux pour qu'ensuite la rue puisse se déployer et rayonner à nouveau. Affaire à suivre.

Charles Spapens: Er zijn dagen waarop we optimistischer kunnen zijn dan op andere, en vandaag is er zo eentje.

We gaan niet ontkennen dat er grote werken zijn, die heel belangrijk zijn voor het hart van Vorst, maar die ook heel pijnlijk zijn voor handelaars en buurtbewoners.

Zoals jullie weten, hebben wij ons altijd ingespannen om handels te steunen en er te vinden die er zich duurzaam kunnen vestigen. Wat ik met duurzaam bedoel, heb ik al meermaals uitgelegd.

Ik neem hier een clichévoorbeeld, maar als 2 mensen naar ons toekomen omdat ze een geweldig project hebben en ze vertellen me dat ze al hun spaargeld erin hebben gestoken, dat ze zich ergens in de gemeente willen vestigen, zeggen we niet tegen hen "Doe maar, het zal meteen lukken".

We moeten eerlijk zijn, het is best ingewikkeld. We steken veel energie in het begeleiden en afhankelijk van hun profiel kijken we naar wat er mogelijk is met kopen, huren, ...

We praten ook met de eigenaars om te zien of er een inspanning geleverd kan worden tijdens werkzaamheden.

We waren ook op zoek naar locomotieven voor de Sint-Denijswijk.

Wat ik bedoel met locomotieven is bv. Delhaize, waar ik geen politieke overwegingen heb over dit type locomotief, geen van de 3 overigens. Bij Delhaize, Zeeman ... kunnen we uit de analyses van de voetgangersstromen opmaken dat dit winkels zijn die mensen de wijk binnenbrengen, en dat deze mensen langs andere soorten winkels lopen, zoals restaurants of de markt, en er uiteindelijk gebruik van maken.

De tellingen zijn echt indrukwekkend. Het zijn mensen die geïnterviewd worden, die te voet in het hart van Vorst zijn en kijken waar mensen hun boodschappen deden en waarom.

We zien bv. dat meer dan 35% van de mensen die te voet naar Delhaize komen (dus niet per auto) ook naar de andere winkels gingen. Bij Zeeman is dat nog aanzienlijker en daarom ben ik blij te kunnen aankondigen dat er een Kruidvat (drogisterij met levensmiddelen, ...) komt in de voormalige BNP in de Vanpéstraat. Ik denk dat dit echt zal helpen om mensen naar de wijk te trekken en de handelaars zijn daar erg blij mee. Bovendien zijn oude bankfilialen altijd moeilijk te herbestemmen.

U weet ook dat we hard hebben gevochten om een geldautomaat in de wijk te krijgen en dat die na een lange strijd eindelijk in gebruik is.

Een ander leuk project met Hub is dat we aan concepten werken.

We hadden gedacht aan ‘cocottes’ (tijdelijke restaurants), maar uiteindelijk hebben we besloten om een ‘Spaanse herberg’ op te zetten op de hoek van de Vanpé- en de Luikstraat.

Het is een concept dat 3 jaar zal bestaan om handelaars de kans te geven het leven als handelaar te testen tegen een lagere huur en om verschillende concepten te kunnen uitproberen voordat ze zich duurzamer vestigen.

Daarnaast zijn we bezig met een hele reeks initiatieven om deze economische levensvatbaarheid te behouden. Bij de begeleiding van de handelaars letten we vooral op wat er mogelijk is op het vlak van transport en levering, om de hinder van de werken in te perken.

Ook al wordt de volgende fase nog complexer.

We zijn bezig met het maken van een website om de winkels in deze wijk eerst te promoten, met het oog op uitbreiding in de toekomst.

We doen dit in samenwerking met Hub.Brussels en de website zou ten laatste in de lente operationeel moeten zijn. De reden hiervoor is dat we ons realiseren dat vooral wijken als Sint-Denijs niet genoeg gekend staan om de verscheidenheid en kwaliteit van hun handelszaken.

We hebben dus altijd de indruk dat er alleen maar hetzelfde is (eerst waren het alleen maar kappers, toen alleen maar kruideniers ...), terwijl de hele wijk in feite vol is met winkels, van lederwaren en kantoomateriaal tot winkels die een beetje van alles hebben, warenhuizen, horeca, fietsenmakers, een traditionele koekjesfabriek waarvoor de aanvraag van een vergunning loopt, ...

Er zijn dus heel wat zaken gaande, die belicht mogen worden.

Daar blijven we aan werken, maar eerlijk gezegd is de grootste energie op dit moment om de bestaande handels te steunen en wij zijn ervan overtuigd dat de komst van nieuwe zaken ook positief voor hen zal zijn.

Repliek van de heer Hacken: Bedankt voor deze positieve reacties en laten we hopen dat met jullie hulp en steun, en een beetje solidariteit tussen Vorstenaren, de winkels het vol kunnen houden tijdens de werken, zodat de straat daarna weer gebruikt kan worden en haar uitstraling terugkrijgt. Wordt vervolgd.

2 annexes / 2 bijlagen

Madame la Bourgmestre,

Il me revient que le Collège a décidé, pour attirer des enseignants vers les écoles du réseau communal, d'octroyer un bonus de 300 € à chaque nouvel enseignant qui rejoindrait une de ses écoles. Alors que la pénurie d'enseignants est globale et touche tout le pays, vous le savez très certainement.

Cette pratique, si vous la confirmez, est à tout le moins déloyale, voire illégale, puisque vous disposez de moyens budgétaires que n'ont pas les autres réseaux mais que, pour rappel, vous êtes dans l'obligation d'accorder les mêmes « avantages sociaux » aux autres écoles que ceux que vous accordez au réseau communal ! Vous êtes depuis toujours dans l'illégalité concernant les frais de cantine scolaire que vous n'accordez qu'aux écoles communales, mais ici on est presque dans de la mesquinerie gratuite du plus fort contre les plus faibles.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Confirmez-vous avoir décidé une telle pratique ? Comment est concrètement versée cette prime aux enseignants ? Avez-vous signalé cette pratique à la tutelle de la FWB et quelle fut sa réponse ?
- Vu l'état de nos finances communales, avec quel budget avez-vous dégagé ces moyens financiers ? Sur quelle allocation budgétaire, et à la place de quel projet ?

Pour rappel, vous êtes responsable de tous les enfants en âge d'obligation scolaire, peu importe où ils sont scolarisés. Vouloir favoriser certains aux dépens des autres par des méthodes aussi mesquines n'est en rien une politique sociale qui garantirait l'égalité des chances à chaque enfant.

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe Les Engagés

Interpellatie over mogelijke oneerlijke praktijken binnen het gemeentelijk onderwijs in Vorst (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Burgemeester,

Ik heb vernomen dat het College beslist heeft om, om leerkrachten aan te trekken voor de gemeentescholen, een premie van 300 euro toe te kennen aan elke nieuwe leerkracht in een van haar scholen. Zoals u ongetwijfeld weet, is er een tekort aan leerkrachten in het hele land.

Deze aanpak – als u die bevestigt – is op zijn minst oneerlijk, om niet te zeggen onwettig, aangezien u over budgettaire middelen beschikt die de andere netten niet hebben, maar ik herinner u eraan dat u verplicht bent om dezelfde 'sociale voordelen' aan de andere scholen toe te kennen als aan de gemeentescholen! U bent altijd onwettig bezig geweest wat de schoolrefterkosten betreft, waar u enkel voordelen toekent aan gemeentescholen, maar hier gaat het bijna om een kwestie van de sterkste tegen de zwakste.

Mijn vragen zijn dus:

- Kunt u bevestigen dat de premie zou toegekend worden? Hoe wordt de premie concreet uitbetaald? Heeft u deze praktijk gemeld bij het toezicht van de FWB en wat was hun reactie?
- Gezien de staat van onze gemeentefinanciën, vraag ik ook met welk budget u deze financiële middelen verstrekt? Uit welke begrotingspost en in plaats van welk project?

Ter herinnering, u bent verantwoordelijk voor alle leerplichtige kinderen, ongeacht waar ze naar

school gaan. Sommige kinderen trachten te bevoordelen ten koste van anderen door middel van dergelijke slinkse methodes is geenszins een sociaal beleid dat gelijke kansen voor elk kind garandeert.

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider Les Engagés

Maud de Ridder : Ce Conseil communal est placé sous le signe des « fake news ».C'est une information complètement fausse et il est quand même intéressant de le souligner.Je vous détrompe immédiatement, jamais une telle mesure n'a été prise par le Collège. J'explicite. Cela veut dire que tous les enseignants qui travaillent dans nos écoles perçoivent le traitement qui leur est versé par la Communauté française et ne reçoivent absolument pas d'euros en plus. Pour votre gouverne également, je tiens à vous assurer que nous n'avons pas besoin de recourir à ce type de pratique. Tous nos postes sont valablement pourvus et cela pour la bonne raison que les directions et la cellule pédagogique travaillent d'arrache-pied pour recruter des enseignants de qualité et compétents en fonction du projet pédagogique de chacune de nos écoles. Je suis fâchée que l'on rapporte ce genre de propos qui sont complètement faux.

Laurent Hacken : Ce n'est pas une « fake news » si je commence ma phrase en vous disant que cela est une rumeur. Je vous demande si cela est confirmé donc je pense que la bonne nouvelle c'est que l'on vous pose la question. Ce qui est plutôt inquiétant ce n'est pas que je vous la rapporte mais bien que les gens en parlent en étant tellement sûrs d'eux. Tant mieux si cela est faux. Mais donc rassurez-les parce que vous ne vous occupez pas que de l'enseignement communal et éteignez l'incendie car ce genre de « fake news », si elle est fausse se répand très vite. Je ferai pour ma part mon travail de conseiller communal en rapportant aux intéressés que cela est faux.

Maud De Ridder: Deze gemeenteraad wordt geteisterd door 'fake news'.

Het is volstrekt onjuiste informatie en het is de moeite waard om daarop te wijzen.

Ik onderstreep dat een dergelijke maatregel nooit door het College is genomen. Ik zal het uitleggen. Dit betekent dat alle leerkrachten die in onze scholen werken, het loon krijgen dat de Franse Gemeenschap hen betaalt en geen euro daar bovenop krijgen.

Ik wil u ook verzekeren dat we dit soort praktijken niet nodig hebben. Al onze posten zijn goed bezet, omdat de directie en de pedagogische cel hard werken om bekwame leerkrachten aan te werven, in overeenstemming met het pedagogische project van elk van onze scholen. Ik ben boos dat mensen dit soort dingen melden, wat helemaal niet waar is.

Laurent Hacken: Het is geen fake news als ik mijn zin begin met te vertellen dat dit een gerucht is. Ik vraag jullie of het bevestigd is, dus ik denk dat het goede nieuws is dat de vraag gesteld wordt. Wat verontrustend is, is niet dat ik het meld, maar dat mensen erover praten en zo zeker

van zichzelf zijn.

Des te beter als het niet waar is. Maar stel ze alstublieft gerust, want u bent niet alleen bevoegd voor gemeentelijk onderwijs, en blus het vuurtje, want dit soort nepnieuws verspreidt zich heel snel.

Ik zal mijn werk als gemeenteraadslid doen door de betrokkenen te informeren dat dit niet waar is.

2 annexes / 2 bijlagen

Christophe Borcy quitte la séance / verlaat de zitting.

83 **Question orale concernant l'entretien de la végétation dans les rues forestoises (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)**

Ces mois d'été, l'alternance de pluie et de soleil ont grandement contribué, si pas au bonheur quotidien des Forestois, à la biodiversité de nos rues, c'est flagrant.

Mon collègue, Xavier Jans avait déjà interpellé le Collège sur le sujet de l'entretien des parterres verdurisés en juillet dernier et son questionnement n'a manifestement pas plus interpellé que ça.

En effet, nous voyons les herbes folles envahir les pieds des arbres sur nos trottoirs, dépassant, par exemple dans ma rue, la hauteur d'homme et empiétant en largeur sur la place dévolue aux piétons.

En juillet dernier, M. l'échevin Mugabo parlait non pas de carence d'entretien mais de, je le cite, « jardinage punk » pour préserver la biodiversité.

Bien de mes voisins m'expriment leur mécontentement face à l'impression d'un laisser-aller par l'administration communale. Et c'est la raison de mon intervention à la suite de celle de mon collègue.

Quelques exemples de biodiversité en roue libre :

-En face de Forest domaine, les gros bacs de plantation ont des allures hirsutes.

-Sur le parvis de l'église à l'Altitude 100, l'environnement est loin d'être net, propre et engageant.

-Que dire des aménagements verdurisés qui ont été aménagés à la place d'emplacements de parking rue Van Pé ? C'est du plus bel effet négligé, avec des vilains petits piquets de bois relié entre eux par du gros fil de fer, pour beaucoup plus très droits. Les commerçants sont ravis, leurs clients motorisés en 4 roues ont moins de place pour faire leurs achats mais en plus c'est peu « apaisant » tant c'est peu entretenu.

-Dans la partie de la chaussée de Neerstalle réaménagée, devant le Bempt, on peut voir des places de stationnement remplacées par des aménagements de verdure sur le modèle de ceux de la rue Van Pé. Déjà hirsutes. Quelle plus-value cela a-t-il devant une vaste étendue de verdure bien entretenue, elle ?

-Parlons des gradins du stade Bertelson, côté avenue du Domaine : dans un état lamentable, envahis par les herbes, inutilisables. Je me rappelle une concertation citoyenne tenue dans ce stade. Un Forestois fait remarquer à quel point c'est peu engageant, voire moche tout simplement, et là j'ai entendu pour la première fois évoquer le terme « jardin punk » par Madame la Bourgmestre.

Puis-je rappeler que le mouvement punk n'a pas fait long feu, émergence en 1976 et apogée en 1980.

J'ajouterai à ce malaise visuel les trottinettes laissées sur les trottoirs qui entravent la marche des piétons, qui sont laissées devant des garages et qui enlaidissent encore la paysage de nos quartiers.

Ce sont là quelques exemples non exhaustifs de l'état de nos rues.

La notion de quartier apaisé est un leitmotiv de bien des actions du Collège mais pour ce qui est de l'apaisement par les plantes, l'objectif, après quasi 5 ans d'action du Collège, n'a pas l'air d'avoir été atteint, au contraire.

Ma question :

Avez-vous un plan d'action durable pour rendre aux rues forestoises une apparence plus conforme à un standard minimum de propreté et de netteté ?

Je vous remercie de votre réponse.

Mondelinge vraag over het onderhoud van de vegetatie in de Vorstse straten (op vraag van mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Het afwisselend zonnige weer en de regen van deze zomer hebben in grote mate bijgedragen, zo niet tot het dagelijkse geluk van de Vorstenaars, dan toch tot de biodiversiteit van onze straten.

Mijn collega Xavier Jans had het College in juli al geïnterpelleerd over het onderhoud van de groene ruimten, maar zijn vraag blijkt niet echt in aanmerking genomen.

We zien immers massa's onkruid bij de bomen op onze trottoirs, soms – bv. in mijn straat – metershoog en het neemt zelfs ruimte voor de voetgangers af. Afgelopen juli sprak schepen Mugabo niet over een gebrek aan onderhoud maar – ik citeer – over “jardinage punk” om de biodiversiteit te vrijwaren.

Veel van mijn burens zeggen dat ze ongelukkig zijn met de indruk dat de gemeente de straten verwaarloost. En daarom neem ik het woord na mijn collega.

Een paar voorbeelden van ‘losgeslagen’ biodiversiteit:

- tegenover Forest Domaine zien de grote plantenbakken er bijzonder ruig uit;
- op het voorplein van de kerk op Hoogte 100 is de omgeving verre van netjes en uitnodigend;
- en wat te denken van de groene inrichtingen op de parkeerplaatsen in de Vanpéstraat? Het ziet er verwaarloosd uit, met lelijke houten paaltjes die met draad aan elkaar zijn verbonden, maar alles is krom en scheef. De handelaren zijn nogal blij dat hun klanten met de auto minder ruimte hebben om boodschappen te doen, maar het is ook niet erg ‘rustgevend’ omdat het zo slecht onderhouden is.
- In het stuk van de Neerstalsesteenweg dat is heraangelegd, langs de Bempt, zie je parkeerplaatsen die vervangen werden door groenstroken naar het voorbeeld van de Vanpéstraat ... nu al verwilderd. Welke meerwaarde heeft dit tegenover grote goed onderhouden groene ruimten?

- Dan zijn er ook nog de tribunes van het Bertelsonstadion, aan de kant van de Domeinlaan: in een deplorabele staat, overwoekerd door onkruid en onbruikbaar. Ik herinner me een burgerraadpleging in het stadion: een Vorstenaar merkte op hoe onaangenaam of zelfs lelijk dat is en toen hoorde ik voor het eerst de term “punk-tuin” gebruiken door de burgemeester.

Mag ik u eraan herinneren dat de punkbeweging niet lang heeft bestaan: ze ontstond in 1976 en bereikte haar hoogtepunt in 1980.

Aan deze visuele vervuiling wil ik ook nog de steps toevoegen die op trottoirs achtergelaten worden, voetgangers hinderen, voor garages gedropt worden en het uitzicht van onze wijken nog meer verstoren.

Dit zijn slechts enkele voorbeelden van de toestand van onze straten.

Streven naar autoluwe wijken is een leitmotiv van heel wat initiatieven van het College, maar als het gaat om vergroening lijkt het doel, na bijna 5 jaar actie door het College, niet te zijn bereikt ... integendeel.

Mijn vraag:

Hebt u een duurzaam actieplan om de Vorstse straten netter en ordelijker te maken?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Alain Mugabo : Je vais essayer de répondre à la question. Comme je l'ai expliqué en juillet et

déjà auparavant, il y a 2 éléments avec lesquels la commune, et toutes les autres d'ailleurs aux mêmes instances publiques, essaye de composer et ce sont de vrais défis pour la gestion quotidienne. Le premier élément c'est la situation singulièrement de nos équipes des espaces verts qui en théorie est composée d'une équipe de plus ou moins 21 personnes mais qui dans la réalité (avec les maladies les congés des uns et des autres etc...) et dans les faits tourne autour de 10 personnes au quotidien. C'est un service qui en plus de gérer les espaces verts publics, gère aussi les espaces verts non visibles par tout le monde. Dans les écoles, dans les crèches, dans les seigneureries, etc... ainsi que les autres bâtiments publics qui ont d'éventuels espaces verts. C'est évidemment un service, vu le contexte budgétaire étriqué que nous connaissons depuis quelques temps, que l'on ne pourra pas augmenter de manière extensive. L'autre élément avec lequel nous devons composer dans les années à venir, qui est aussi un élément assez criant, c'est la question du déclin de la biodiversité et la nécessité de créer des zones de fraîcheur en zone urbaine. Je ne veux pas m'étendre là-dessus, j'imagine c'est un sujet que vous connaissez par cœur.

Ce qui nous amène à une équation à plusieurs entrées. Comment faire plus avec moins de moyens tout en tenant compte du déclin de la biodiversité ? Un des moyens que nous avons trouvé, et je ne suis pas le seul à avoir trouvé cette solution, nous organisons régulièrement des rencontres avec notre gestionnaire d'espaces verts et publics. Nous en sommes tous arrivés à la même conclusion : il faut trouver un moyen de gérer les espaces verts sans que cela ne génère trop de travail pour les humains. Tout simplement. Sans que nous ne devions trop entretenir les parterres et les espaces verts de manière générale. C'est un des concepts, alors ne vous arrêtez pas sur le nom si c'est le nom qui vous dérange. C'est un paysagiste assez connu dans le milieu du paysager urbain qui a lancé ce concept de « Jardin punk » qui consiste à essayer tout simplement le principe de base de laisser la nature se développer autant que faire se peut. De manière à juste intervenir suffisamment pour éviter que ces natures ne débordent ou ne causent des problèmes aux autres usagers des espaces. Nous essayons de mettre en place des balises très claires comme par exemple ne pas empiéter sur le cheminement des piétons ou de mettre en danger autrui. C'est la seule manière à mon sens et je pense que je suis loin d'être le seul à être arrivé à ces conclusions de pouvoir gérer ces équations qui sont assez complexes. Qui sera d'ailleurs une équation d'autant plus difficile à résoudre dans les années à venir. Alors malheureusement ça, c'est la théorie de base, après il y a la pratique où il faut évidemment toujours ajuster et essayer d'améliorer les choses. Par exemple les espaces verts, et vous l'avez évoqué vous-même, c'est un service qui est très dépendant de la météo. Je vous donne un exemple très concret : le planning avait été organisé pour que tout le travail à faire dans les écoles et les crèches soit effectué et soit fini 2 semaines avant la rentrée, sauf qu'à ce moment-là il a commencé à beaucoup pleuvoir et les plantations ont repris de manière assez rapide et de manière assez libre. Il a donc fallu recommencer le travail qui avait été effectué 2 semaines juste avant la rentrée.

Donc évidemment la mobilisation qui s'est effectuée au sein des écoles par les ouvriers fait qu'ils sont un peu moins présents sur l'espace public. Ce sont à chaque fois des allers-retours et des plannings difficiles à gérer et qui sont dépendants d'éléments extérieurs comme je viens de vous en donner l'explication. Par rapport aux exemples que vous donnez, si nous avions plus de temps je pourrais revenir à chaque cas particulier. En ce qui concerne la chaussée de Neerstalle c'est une voirie régionale et ce n'est donc pas la commune qui en est en charge de sa gestion. L'Altitude 100 et aux abords de l'église Saint Augustin c'est à l'église que ce territoire appartient. Nous nous en sommes rendu compte il n'y a vraiment pas longtemps et il n'y a jamais eu aucune convention entre la commune et l'église pour la gestion de ce site. Nous avons donc tout simplement décidé pour des raisons de sécurité juridique d'arrêter d'entretenir un site qui appartient à une tierce personne en attendant une clarification juridique. Et enfin pour terminer nous avons rentré une demande de subsides pour pouvoir élaborer un programme de gestion des espaces verts et nous espérons l'obtenir pour pouvoir encore performer la gestion des espaces verts car nous en avons bien besoin.

Dominique Goldberg : Merci pour ces précisions. Effectivement cet équilibre semble difficile à trouver et n'y est pas pour le moment. C'est bien dommage. Les forestois ont l'impression d'être un petit peu abandonnés, même si il y a des raisons de le faire. Cela m'interpelle quand même que l'on se rende compte après des années seulement que le site de l'église Altitude 100 appartienne à l'église alors qu'il avait été entretenu auparavant par la commune. Est-ce que c'est une raison pour que la commune ne négocie pas avec le gestionnaire dudit site ? C'est une très mauvaise image parce qu'on veut animer un petit centre commercial, on veut donner une nouvelle impression et puis ce monument qui est quand même un peu central pour la reconnaissance de Forest est laissé à l'abandon. Je pense que la commune a quand même un rôle à jouer aussi pour donner un incitant. Vous parliez de ce concept de grands paysagistes qui conçoivent des choses qui sont très belles sur le papier, c'est bien, mais ça se heurte à la réalité qui est malheureuse et que vous me décrivez. C'est dommage que les forestois la subissent. Entre les concepts et la pratique il faut parfois réfléchir un peu. Avant d'installer des espaces à verduriser ne faudrait-il pas avant cela penser à l'entretien ? Cela rejoint une des questions citoyenne qui avait été posée et à laquelle il n'y a jamais eu de réponse. Que va-t-il se passer avec le projet de « verdurisation » et de réaménagement de l'endroit de la chaussée de Bruxelles et Massenat .. ? On y implante des projets mais il n'y pas les moyens humains pour les entretenir. Cela donne une impression de laisser-aller et ça ne donne malheureusement pas envie aux personnes de respecter l'espace public. Je n'aimerais pas être à votre place pour gérer tout cela parce-que finalement personne n'est content.

Alain Mugabo: Ik zal proberen de vraag te beantwoorden. Zoals ik in juli en daarvoor al heb uitgelegd, zijn er 2 elementen in de aanpak van de gemeente en dat zijn echte uitdagingen voor het dagelijks beheer.

Het eerste element is de situatie van onze teams die instaan voor het beheer van de groene ruimten, die in theorie uit 21 personen bestaat, maar in werkelijkheid (door ziekte, vakantie, ...) dagelijks uit ongeveer 10 personen bestaat.

Naast het openbaar groen beheert die dienst ook het groen dat niet zichtbaar is voor het grote publiek. In scholen, crèches, ..., maar ook in andere openbare gebouwen met groenvoorzieningen.

Dat is uiteraard een dienst die we, gezien de krappe budgettaire situatie waarin we ons al enige tijd bevinden, niet echt kunnen uitbreiden.

Het andere waar we de komende jaren mee te maken zullen krijgen – en dat is ook een groot probleem – is de afname van de biodiversiteit en de noodzaak om koele zones te creëren in steden. Daar wil ik niet over uitweiden, ik neem aan dat u het onderwerp uit uw hoofd kent.

Dat brengt ons bij verschillende vragen. Hoe kunnen we meer doen met minder en tegelijkertijd rekening houden met de afname van de biodiversiteit?

Een van de manieren die we hebben gevonden – en ik ben niet de enige die deze oplossing heeft gevonden – is regelmatig vergaderingen te houden met onze beheerder van groene openbare ruimten. We zijn allemaal tot dezelfde conclusie gekomen: we moeten een manier vinden om groene ruimten te beheren zonder dat dit te veel werk voor mensen oplevert.

Dat is essentieel. Zonder dat we al te veel onderhoud moeten doen aan de bloemperken en de groene ruimten in het algemeen.

Dit is een van de concepten, dus blokkeer niet bij de naam als het de naam is die u stoort. Het was een landschapsarchitect die bekend is in dat domein, die het concept 'punctuin' lanceerde, dat simpelweg bestaat uit het basisprincipe om de natuur zich zoveel mogelijk te laten ontwikkelen.

We proberen net genoeg in te grijpen om te voorkomen dat de planten woekeren of problemen veroorzaken voor andere gebruikers van de ruimte.

We proberen grenzen te stellen, bv. niet op de voetgangerspaden komen of mensen in gevaar brengen.

Naar mijn mening – en ik denk dat ik lang niet de enige ben die tot deze conclusies is gekomen – is dit de enige manier om deze vrij complexe visies te verzoenen.

De komende jaren zal dat allemaal nog moeilijker op te lossen zijn. Dat is de theorie, maar dan is er de praktijk, waar we natuurlijk altijd dingen moeten aanpassen en proberen te verbeteren. Zoals u al zei, hangt de dienst Groene Ruimten erg af van het weer.

Een concreet voorbeeld: de planning was zo opgesteld dat al het werk in de scholen en kinderdagverblijven 2 weken voor het begin van het nieuwe schooljaar klaar zou zijn, maar op

dat moment begon het heel hard te regenen en begon de beplanting snel weer te groeien. Dus het werk dat 2 weken voor het begin van het schooljaar was gedaan, moest opnieuw worden begonnen.

De inzet van de arbeiders in de scholen maakte dat ze minder aanwezig waren in de openbare ruimte. De planning moet altijd weer aangepast worden en we zijn afhankelijk van externe factoren, zoals ik net heb uitgelegd.

Wat betreft de voorbeelden die u geeft: als we meer tijd hadden, zou ik op elk specifiek geval kunnen ingaan. De Neerstalststeenweg is een gewestweg en wordt dus niet beheerd door de gemeente.

Hoogte 100 en de omgeving van de Sint-Augustinuskerk zijn eigendom van de kerk. Dat weten we nog niet zo lang en er is nooit overleg geweest tussen de gemeente en de kerk voor het beheer van deze site.

Omwille van de rechtszekerheid hebben we dus beslist om een site die aan een derde toebehoort niet langer te onderhouden, in afwachting van juridische verduidelijking.

Tot slot hebben we een subsidieaanvraag ingediend voor het opstellen van een programma voor het beheer van groenzones, die we hopen te krijgen om dat beheer verder te verbeteren, want dat hebben we echt nodig.

Dominique Goldberg: Bedankt voor de preciseringen. Dit evenwicht lijkt inderdaad moeilijk te vinden en is er momenteel niet. Dat is jammer.

Vorstenaren hebben de indruk dat ze in de steek gelaten zijn, ook al zijn daar goede redenen voor.

Ik ben verbaasd dat men nog maar pas beseft dat de site van de kerk op Hoogte 100 eigendom is van de kerk, ook al werd het voorheen onderhouden door de gemeente. Is dit een reden voor de gemeente om niet te onderhandelen met de beheerder van de site?

Dat creëert een slecht imago, want we willen een kleine handelskern nieuw leven inblazen, een goede uitstraling geven en dan wordt dit monument, dat toch een belangrijk symbool is van Vorst, verwaarloosd.

Ik denk dat de gemeente hier een rol moet spelen.

U had het over het concept van grote landschapsarchitecten die dingen ontwerpen die er op papier geweldig uitzien, wat prima is, maar ze stuiten op de ongelukkige realiteit die u beschrijft. Het is jammer dat de Vorstenaren het daarmee moeten doen. Soms moet er wat nagedacht worden voordat ontwerpen in de praktijk omgezet worden. Moeten we niet eerst nadenken over het onderhoud voordat we groen aanleggen?

Dit brengt ons terug bij een van de vragen die door het publiek is gesteld en die nooit is beantwoord. Wat gaat er gebeuren met de vergroening en herinrichting van de Brusselsesteenweg en Massenet? Er worden projecten opgezet, maar er zijn geen mensen om ze te onderhouden. Dat geeft een indruk van verwaarlozing en moedigt mensen helaas niet aan om de openbare ruimte te respecteren.

Ik zou niet graag in uw schoenen staan om dit allemaal te beheren, want uiteindelijk is niemand gelukkig.

2 annexes / 2 bijlagen

Levée de la séance à 00:20
Opheffing van de zitting om 00:20

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente suppléante,
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Séverine De Laveleye

